ESSONNE ET HUREPOIX

BULLETIN
de la Société historique et archéologique
de l'Essonne et du Hurepoix
N° 88 (2018)



CHAMARANDE

L'illustration de la couverture est une "Veue de la ville de Corbeil, du coste de la maladrerie" par Albert Flamen vers 1650.

On y reconnaît la collégiale Saint-Spire, la flèche de l'ancienne église Notre-Dame, le clocheton de l'église Saint-Guénault, les ruines de l'ancien château, le mur d'enceinte et, au-dessus de la côte, l'église de Saint-Germain-lès-Corbeil.

Le blason qui orne la page suivante est celui de l'Essonne. Le projet dessiné par Melle S. Gauthier a été présenté à l'Assemblée départementale qui l'a approuvé le 16 décembre 1968. Il a été entériné, le 25 février 1969, par la Commission nationale d'héraldique urbaine. En voici la description : « D'azur à la bande ondée d'argent [l'Essonne] accompagnée en chef d'un noyau atomique d'or éclatant en dix-huit rais du même [le CEA de Saclay] et, en pointe, d'un semi de fleurs de lys d'or [l'Île-de-France] ».

Il est apparu sur la couverture en 1987, quand la Société historique et archéologique de Corbeil, de l'Essonne et du Hurepoix, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1987, prenant en compte la réalité du département de l'Essonne qui avait été créé le 1er janvier 1968, par découpage de l'ancienne Seine-et-Oise. Depuis cette date il a toujours figuré sur la page de titre du bulletin de la société. Il est réapparu sur la couverture en 2005, pour concrétiser le changement de nom de la société devenue Société historique et archéologique de l'Essonne et du Hurepoix, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2003.

© 2019 Société historique et archéologique de l'Essonne et du Hurepoix (SHAEH)
site : www.sha-essonne-hurepoix.fr
Archives départementales de l'Essonne, 38, rue du Commandant-Arnoux,
91730 Chamarande - ISSN 1778-9257

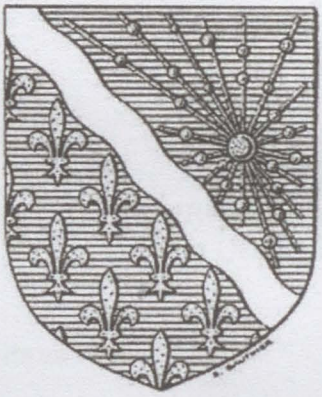
BULLETIN

N° 88 (2018)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ESSONNE ET DU HUREPOIX

(Fondée en 1894)

Publié avec le soutien financier
de la Direction régionale des affaires culturelles de l'Île-de-France
(Ministère de la culture et de la communication)
et du Conseil départemental de l'Essonne



CHAMARANDE

DRAC Île-de-France — Liberté • Égalité • Fraternité — République Française — Culture Communication

Essonne — Le Département — Terre d'avenirs

Vie de la société

Conseil d'administration (2018)

Anciens présidents : Henri-Gabriel-Jules LAROCHE (1894) †, Jean-Barthélémy HAUREAU (1894-1896) †, François COPPEE, de l'Académie française (1897-1908) †, docteur Paul BOUCHER (par intérim 1896-1897 et 1908-1909) †, Alphonse de COURCEL (1909-1919) †, Robert de COURCEL (1943-1966) †, Jean de COURCEL (1967-1983) †, Abbé Jean MERMINOD (1983-2005), Alain DEVANLAY (2005-2013).

Bureau

Président
M. Frédéric GATINEAU

Vice-présidents
M. Jacques GÉLIS
M. Serge BIANCHI

Secrétaire général
M. Jean-Claude DELÉPINE

Secrétaire général adjoint
M. Alain SENÉE

Trésorier
Mme Arlette DELÉPINE

Responsable des publications
M. Bernard MINET

Membres
M. François THIÉBAUD
M. Jacques MACÉ

Membres du Conseil
Mme Anne d'ANDURAIN
M. Alain BÉNARD
M. Bernard GINESTE
M. Jean-Jacques IMMEL
M. Denys KLEIN
Mme Nicole LEMAÎTRE
M. Bernard MÉTIVIER
Mme Yvette TABORIN

Membre de droit
Archives départementales de l'Essonne (Représentées par son Directeur M. QUERNEZ).

Nouveaux membres inscrits en 2018

M. Thierry CITRON, 91720 Maisse.
Mme Anne-Marie FIRON, 91740 Pussay.
M. Bernard MINET, 91150 Étampes.
M. et Mme NGUYEN, 91130 Ris-Orangis.
M. Arnaud PRIE, 91360 Épinay-sur-Orge.
Saint-Escobille Histoire et Patrimoine, 91410 Saint-Escobille.

Assemblée générale de la Société historique et archéologique de l'Essonne et du Hurepoix pour l'année 2017 le 2 juin 2018 à Saint-Cyr-sous-Dourdan

Rapport d'activité

Le président Frédéric Gatineau ouvre la séance, remercie chaleureusement la municipalité de Saint-Cyr-sous-Dourdan qui nous reçoit à la salle de la Rémarde et à la ferme des Tourelles (ferme des XVI[e] et XVII[e] siècle), Monsieur le Comte de Pourtalès qui nous a permis de visiter le parc du château de Bandeville et l'association Saint-Cyr Histoire et Patrimoine, son président M. François Couanon, et ses adhérents, qui ont activement participé à l'organisation de cette journée.

Il détaille le déroulement de cette assemblée générale et présente son rapport d'activité pour l'année 2017.

Soumis au vote, le rapport d'activité est adopté à l'unanimité.

Rapport financier

Le bilan financier 2017 distribué aux participants est présenté par notre trésorière Arlette Delépine :

BILAN FINANCIER AU 31 DÉCEMBRE 2017
DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ESSONNE ET DU HUREPOIX

Solde au 1[er] janvier 2017

Livret A	11 189
Compte courant Caisse Epargne	4 481
Banque Postale	3 508
Total solde bancaire :	**19 178**

RECETTES :

Intérêts livret A	**84**
Cotisations adhérents	**6 871**
Subventions	2 950 (1)
Ventes bulletins et livres	1 292
Sorties	3 057
Dons	90
Total Recettes :	**14 344**

DÉPENSES

Cotisations externes -
Assurances Organisateur 191
Frais bancaires 207
Frais de bureau 22
Affranchissements 419
Frais de site 69
Publications 10 155 (2)
Tables décennales -
Sorties 2 811

Total Dépenses : 13 874

Solde au 30 septembre 2017
Livret A 11 272
Compte courant Caisse d'Epargne 5 962
Banque Postale 2414

Total solde bancaire : 19 648

(1) dont 1 300 subv. 2016 réglée en 2017.
(2) dont UTL vins et vignes 1 459 euros, Essonne au XVe siècle : 2 912 euros.

Fait à Ris-Orangis, le 4 mars 2018
Trésorière A. DELEPINE

Soumis au vote de l'assemblée, le rapport financier est adopté à l'unanimité et quitus est donné à la Trésorière.

Après le déjeuner à la ferme des Tourelles (ferme des XVIe et XVIIe siècles), nous avons pu visiter celle-ci, puis l'église Saint-Cyr, le parc du château de Bandeville, sous la conduite de François Thiébaud et de membres de Saint-Cyr Histoire et Patrimoine.

Notre sortie d'automne nous a conduit à Chalo-Saint-Mars pour visiter l'église Saint Médard, le parc et la chapelle du château du Grand Saint Mars. Puis après un déjeuner buffet à la salle des fêtes de Saint Hilaire, ancienne gare, M. J.-M. Warembourg nous a présenté une conférence sur le naturaliste Étienne Geoffroy Saint-Hilaire et ses attaches locales. La journée s'est achevée par la visite exceptionnelle du Prieuré, à Saint-Hilaire, des ruines de l'ancienne église.

La SHAEH a participé aux grandes rencontres organisées en Essonne, dont :

- Les journées du patrimoine à Chamarande.
- Les journées d'études sur la guerre 14-18 d'Étréchy.
- Le salon du patrimoine de l'ARDIPA

Par ailleurs, le Président Gatineau a donné plusieurs conférences, dont :

- 8 communes dans la Grande Guerre (BOIS-HERPIN).
- Les paroisses de l'Essonne dans la Grande Guerre (LONGPONT).
- Guillerval, un village remarquable (GUILLERVAL).

Le Bulletin N° 87 pour l'année 2017 a été distribué en fin d'année 2018.

Le secrétaire général
Jean-Claude Delépine

Le château de Bandeville à Saint-Cyr-sous-Dourdan

Hier et aujourd'hui

François THIÉBAUD

Le château actuel de Bandeville, situé dans un hameau du village de Saint-Cyr-sous-Dourdan, en Essonne, date du début du XVII[e] siècle[1]. Une charte du cartulaire de Notre Dame de Longpont[2] cite un certain Gautier de Bandeville vers 1100. Puis, à plusieurs reprises, Bandeville apparaît dans diverses chartes aux XII[e] et XIII[e] siècles.



1 Ce texte s'appuie sur le mémoire de master de Frédérique Le Du : *« Le Château de Bandeville »*, Université Paris IV Sorbonne, septembre 2011.

2 Charte n° 327, cf. Jules Marion : *Le cartulaire du prieuré de Notre-Dame de Longpont de l'ordre de Cluny, au diocèse de Paris : XI[e]-XII[e] siècles*, Lyon, Imp. A.L. Perrin, 1879.

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

Les origines du château actuel de Bandeville

Le document complet le plus ancien que nous possédions date de 1408 et décrit en détail le domaine, faisant référence à la famille de Bandeville. Ce domaine comprend alors un moulin à eau, un colombier, un « hôtel », une maison, un jardin et des terres, prés, bois, pâturages. Cet « hôtel » est un lieu d'habitation, probablement une maison fortifiée, mais on ne parle pas encore de château. Le colombier, situé à l'est du château, en constitue aujourd'hui la partie la plus ancienne mais non datée.

Aux XVe et XVIe siècles, plusieurs fiefs existaient sur l'actuel territoire de la commune ; ce sont aujourd'hui des hameaux de Saint-Cyr-sous-Dourdan.

Les familles Gaudin puis de Balu, par mariage, vont posséder Bandeville jusqu'à la vente du domaine en 1530[3] à Thomas Rappouël, secrétaire de François Ier, qui va largement agrandir le domaine et développer le parc du château. Ainsi, dans l'acte de donation que Thomas Rappouël fait à son gendre Adrien du Drac en 1550, il stipule : « … *entend ledict seigneur donateur que les cours, cloz et jardins, tant de boys saulvages que fruictiers, tenans à l'ostel seigneurial dudict Bandeville esquelz il a dict avoir grand soing et labeur faict construire, planter et* édifier *plusieurs bons arbres et planté de vigne, soit et demeure par préciput à l'aisné*, … » ;

Sa fille le transmettra par mariage à la famille du Drac. Dans un acte de succession de 1595[4], on décrit le château comme « *une maison seigneuriale avec une grande cour et un hôtel de 28,8 m de long par 6,3 m de large, à 3 étages.* » Il s'agissait donc déjà d'un bâtiment plus grand que l'actuel corps central.

L'arrière-petite-fille de Thomas Rappouël, Louise Laure du Drac, se marie en 1610 avec Thierry Sevin qui devient seigneur de Bandeville en 1611. Il est probable que Thierry Sevin n'a pas habité tout de suite Bandeville car il possédait d'autres domaines. Une quittance de 1611, fait en effet référence à un bail établi en faveur de Noël Picart pour la jouissance de Bandeville[5]. Le même Noël Picart fut d'ailleurs ensuite receveur de la terre de Bandeville.

La fin des guerres civiles, après l'avènement d'Henri IV, favorisa la construction de « maisons des champs et de plaisance» en Île-de-France. Le « château neuf » que va faire construire Thierry Sevin s'inscrit dans ce mouvement d'affirmation du pouvoir seigneurial.



La construction du château de Bandeville

3 Archives nationales, registre des insinuations Y//96, folios 164 et 166 du 30 décembre 1550.

4 Archives de Bandeville : *Prisée de B. pour la succession de Charlotte Rappouël* ; ref 1/1/1/13 – 1/1017.

5 Frédérique Le Du : *le Château de Bandeville*, op. cit.

L'inventaire des titres du Marquisat de Bandeville (1780) indique que « *ce sont ces deux Sevin père et fils* [Thierry et Jean] *qui ont fait bâtir le château de Bandeville tel qu'il est aujourd'huy* », sans préciser de date. Le blason ci-dessus est celui de la famille Sevin. On ne sait pas exactement quand a débuté la construction du château et quand elle s'est terminée mais sans doute entre 1620 et 1630, puisque Jean Sevin l'a poursuivie à la mort de son père en 1627.

L'architecture du château de Bandeville s'inspire peut-être du recueil publié en 1582 par Jacques Androuet du Cerceau qui propose des modèles aux personnes de qualité qui voudraient « bâtir aux champs ». La disposition du château de Bandeville avec un corps de logis rectangulaire, une cour devant, les communs sur la droite, le potager sur la gauche ressemble à de nombreux autres châteaux de la région, comme Courances, tout en étant plus petit. Sa disposition à mi-pente explique sans doute l'absence d'une large base plane rectangulaire.

Les matériaux brique et pierre en font un château typique de style « Louis XIII ». Son apparence sobre, sans décoration ostentatoire est sans doute voulue pour afficher une manière de vivre campagnarde.



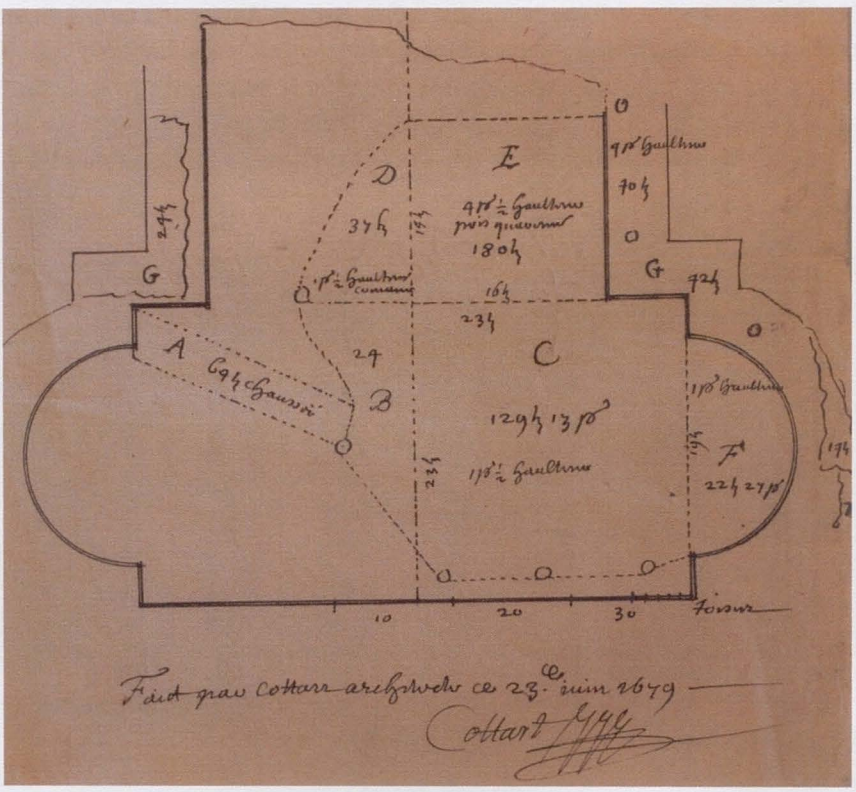
Les aménagements au XVIIe siècle

Ruinée financièrement, après la mort de Louis Sevin sur le champ de bataille d'Ensheim (Alsace) en 1674, la famille Sevin fut contrainte de vendre le domaine en 1676. La châtelaine, Marie Dupré, abandonna ses biens mobiliers et immobiliers en échange d'une pension viagère.

François Bazin qui achète alors le domaine juge le château inhabitable. Le parc, essentiellement boisé, comporte aussi un bassin, une grotte, des étangs, un potager. En réalité, le château nécessitait des réparations mais somme toute peu nombreuses.

Un procès-verbal d'estimation des travaux fut dressé par les experts commis par le lieutenant général de Dourdan. François Bazin était un personnage important, puisque « conseiller du roi Louis XIV en ses conseils, maître des requêtes de l'hôtel du Roi et intendant de justice, des finances et de la police des armées d'Allemagne ». Il fut plus tard ambassadeur du roi en Suède.

L'inventaire de 1702 donne une description intérieure du château qui a peu évolué depuis l'inventaire de 1675. François Bazin a donc essentiellement aménagé le parc. Ainsi, en 1678, il passe un contrat avec Gabriel Silvestre, maître maçon de Sermaize, pour faire des allées dans le parc, creuser des mares, les équiper d'assises en grès[6]. Le contrat prévoit que les matériaux seront fournis par le Seigneur de Bandeville, et que Silvestre devra employer autant d'ouvriers que nécessaire pour finir les travaux dans les délais imposés. Les aménagements du parc se font sur la base des plans d'André Lenostre[7], les travaux sont suivis par l'architecte Pierre Cottard[8] (voir plan ci-après).



Plan du bassin extérieur de l'architecte COTTARD[9]

6 AD 78, 3E-34/26 Minutes de Michel Vadureau, Val St Germain, le 21 février 1678.

7 Archives nationales, Minutiers de CXIII, 172, du 30 juin 1678 : marché de terrassement passé entre Antoine Cline, François Bazin et Marie Lepage.

8 Archives de Bandeville, ref : 1/31/21/237 – 21/1792, du 23 juin 1679 : Toisé des ouvrages et vidanges de terres et fouille d'icelle faite pour M. Bazin.

9 Archives de Bandeville, Ref : 1/31/21/237 – 21/1792.

En 1682, François Bazin obtient de Louis XIV des lettres patentes érigeant Bandeville en marquisat, avec tous ses fiefs se trouvant dans la mouvance de Montlhéry et qui dépendaient directement du souverain. Mais l'épouse de François Bazin meurt en 1702, et comme le couple n'a pas d'enfant à qui transmettre la seigneurie, Bazin décide de vendre son château et le domaine en 1704. Un relevé détaillé des meubles[10] permet d'identifier alors l'aménagement intérieur des pièces du château.

La vente de Bandeville se fait pour la somme de 180 000 livres à laquelle s'ajoute 9 539 livres pour les meubles laissés par François Bazin dans le château, y compris des tapisseries, tableaux, gravures.



Le château au XVIIIe siècle

Pierre Doublet de Crouy (blason Doublet), chevalier, seigneur de Saint-Aubin, conseiller au Parlement, achète le château le 18 octobre 1704. En 1711, il devient Maître des requêtes. Il est très attaché à sa terre de Bandeville qu'il habite régulièrement.

L'inventaire de 1707, établi après le décès de sa première épouse, permet de comparer les aménagements intérieurs avec l'inventaire de 1704. On découvre ainsi que Pierre Doublet a fait en quatre ans des aménagements majeurs, comme la suppression du grand escalier d'honneur et la création d'un salon central au rez-de-chaussée, l'aménagement de chambres pour les domestiques dans les combles. Il a également acheté plusieurs maisons aux abords immédiats du château pour les transformer.

À sa mort en 1739, son fils aîné, Pierre-François, hérite de tout le domaine. En 1741 il devient Président de la 3e chambre des enquêtes puis Président honoraire de la grande chambre du Parlement. Pierre-François Doublet de Bandeville est collectionneur, tout comme sa femme Marie-Anne-Catherine Bigot de Graveron, surnommée la « Présidente de Bandeville », connue pour son cabinet d'histoire naturelle et sa collection d'œuvres d'arts et de peintures vendue en 1787[11] pour plus de 99 000 livres.[12]

Pierre-François Doublet soigne le décor intérieur du château et son aspect extérieur en faisant construire en 1754, sous la direction d'Antoine Mathieu Le Carpentier architecte du Roi, les deux petits pavillons dans le style brique et pierre d'origine. Il aménage le parc, plante des châtaigniers, des ormes, des noyers, des frênes. De nombreux documents et livres de comptes attestent des nombreux travaux d'aménagements entrepris à partir de 1750.

---

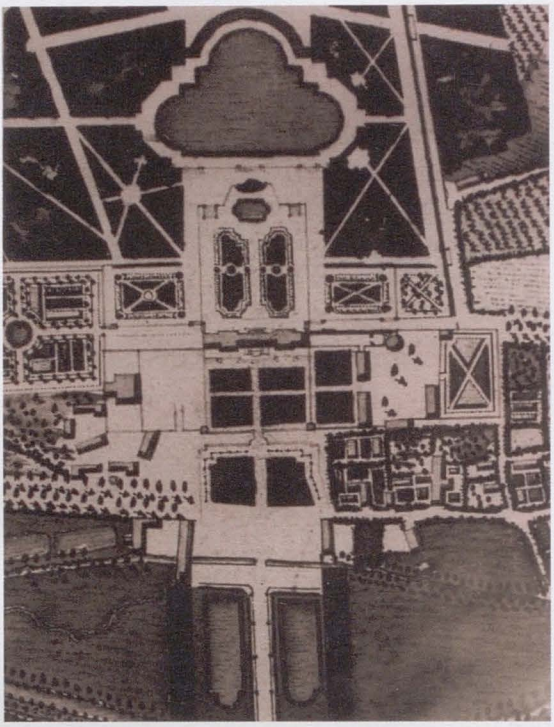
10 Archives de Bandeville, Ref : 1/4/11/105 – 11/825, 27 oct 1704.

11 Archives nationales, Min. C ; étude LXXVI/505, Minutes Guespereau du 2 août 1787.

12 Rémy Pierre : « Catalogue de tableaux des Peintres Célèbres … provenant du Cabinet de feu Madame la Présidente de Bandeville », Hayot, Paris 1787 (catalogue de 88 pièces).

Une chapelle existait depuis longtemps sur le domaine, puisque dès 1589[13] l'évêque de Chartres avait accordé au seigneur la permission de faire dire la messe « dans la chapelle du château de Bandeville ». Une nouvelle chapelle est pourtant établie vers 1756.

Le plan ci-contre représente le parc au XVIII[e] siècle[14].



À la mort de Pierre-François en 1761, n'ayant pas d'héritier mâle, c'est son frère Michel Doublet qui hérite du domaine. À sa mort en 1791, il le transmet à son tour à sa fille Anne Marguerite Doublet de Bandeville. Il semble que le château n'ait pas souffert pendant la Révolution. Le mari d'Anne-Marguerite, Adrien-Philibert Perrin de Cypierre est incarcéré à la prison parisienne de Sainte-Pélagie en 1793 puis libéré huit mois après, ayant reçu le soutien pour sa défense de la Société Populaire de « Franc-Cir », le nom révolutionnaire de Saint-Cyr.



Le château de Bandeville au XIX[e] siècle

Anne-Marguerite Doublet meurt en octobre 1805. L'inventaire après décès montre que le château n'avait alors pas changé depuis le milieu du XVIII[e] siècle. Son fils vend le château à James Alexandre de Pourtales-Gorgier en 1806 pour 600 000 francs. Le domaine de Bandeville s'est transmis depuis de père en fils au sein de la famille de Pourtales jusqu'à aujourd'hui.

Le contrat de vente de 1806 contient une description succincte : « *Un château garni de glaces, cour, avant-cour, basse-cour, logement de concierge et jardinier, écuries, remises et autres bâtiments particuliers, jardins potagers, fruitiers et verger y tenant ; parc distribué à la française, pièces d'eaux, deux entretenuës par des sources ; ces eaux se distribuent par des tuyaux de plomb dans le château, basse-cour et jardin. Le tout enclos de murs [...]* ».

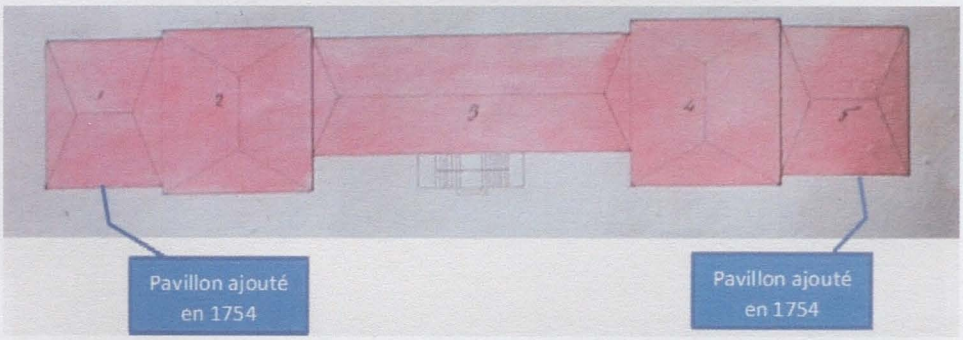
13 Archives de Bandeville ; registre des actes, p. 439, 440.

14 Archives de Bandeville, plan aquarellé, anonyme.

L'architecte Achille-François-René Leclerc[15] a contribué au décor Empire du grand pavillon sud et du vestibule à la fin des années 1810. Mais les principales modifications réalisées au début du XIX[e] siècle concernent l'aménagement intérieur (une loge de concierge fut construite avant 1825 dans un style « gothico-égyptien ») et le parc. Un premier jardin à l'anglaise est aménagé avant 1831 par l'architecte Maximilien Villers sans que l'on puisse identifier son emplacement ni la date exacte. Les façades du château furent probablement restaurées vers 1845 (seuls les devis sont disponibles). Enfin en 1840, le comte de Pourtales fait reconstruire le moulin devant le château dans un style « italianisant »

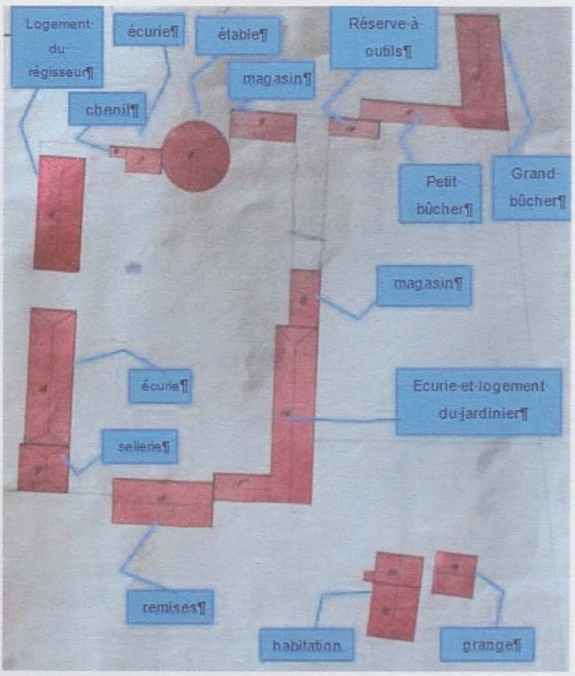
James Alexandre de Pourtales transmet le château à son fils James-Robert en 1846 et la description qui en est faite montre que le parc est toujours distribué à la française. C'est lui qui procède aux dernières modifications importantes dans le château ; on lui doit en particulier les décors de style Second Empire.

Un plan de 1850 établit par l'architecte Baurienne, donne l'implantation des bâtiments du château avec le bâtiment principal et les communs.



Les parquets, boiseries et portes intérieures furent changés en 1856-1857. De nombreux travaux de maçonnerie modifièrent également certaines fenêtres et lucarnes.

Le paysagiste Louis-Sulpice Varé crée un parc à l'anglaise au milieu des années 1850.



15 Charles Bauchal : « Nouveau dictionnaire biographique et critique des architectes français », André, Daly fils et Cie, Paris, 1887, p. 683.

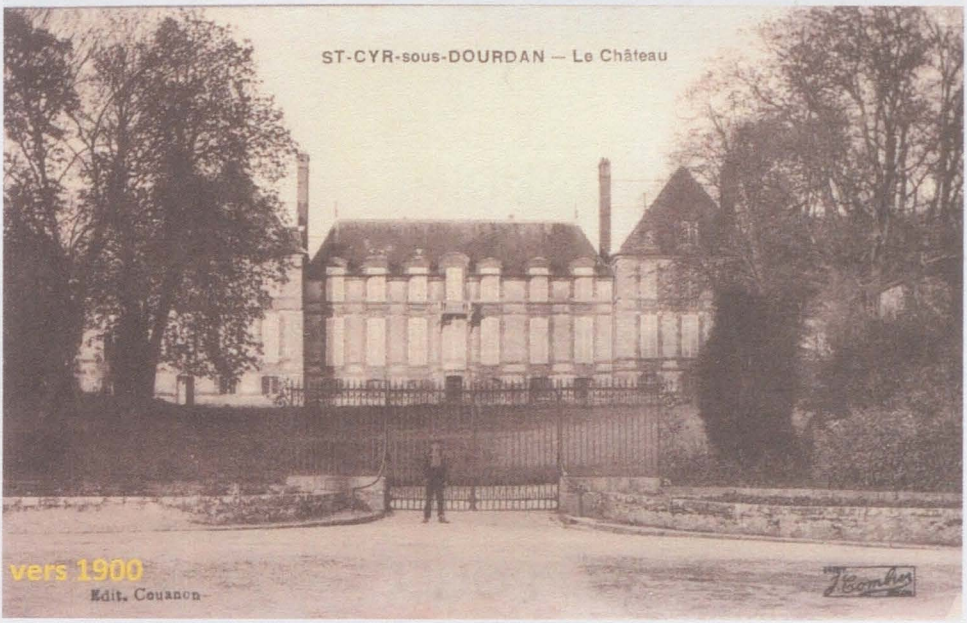


Pendant la guerre de 1870, le premier étage du château servit d'hôpital[16].

16 Piltant Jules : « Notes sur Saint-Cyr-sous-Dourdan », Chaix, Paris, 1887, p 38.

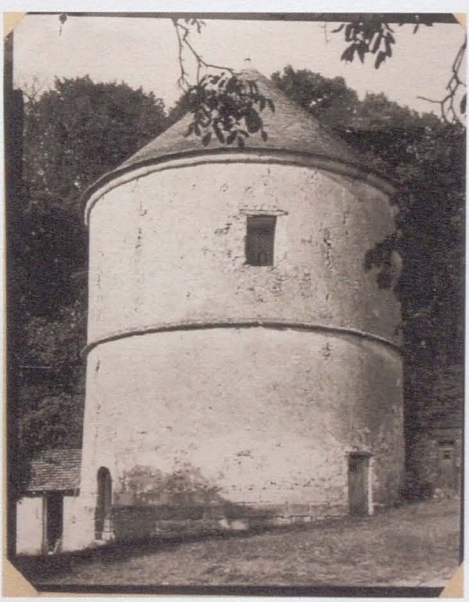
Le château de Bandeville au XXe siècle

Le plan du château dressé en 1911 par l'architecte Eugène Vernholes montre que quelques modifications intérieures mineures ont été faites depuis les travaux de 1856.



Le château est classé au titre des Monuments Historiques depuis le 24 mai 1974[17]. Le parc du château se visite, le week-end en été.

Un projet de restauration des façades fut établi par le cabinet Larpin en 1997[18] mais non mis en œuvre. Quelques travaux de réfection des façades ont eu lieu en 2009.



Vue du colombier, le plus ancien vestige du château. Il servit d'étable au rez-de-chaussée et de magasin à avoine à l'étage.

17 AD91 – 1213/W37 Classement Monuments Historiques ; l'arrêté précise que ce sont les façades, les toitures, le vestibule, l'escalier et le salon à décor Empire qui sont classés.
18 Dominique Larpin : « Avant-Projet sommaire à la restauration des façades », DRAC Ile de France, 1997

Les propriétaires successifs du domaine de Bandeville

Famille de BANDEVILLE

1100 – Gautier de BANDEVILLE
...
...
1360 – Raoul III de BANDEVILLE

VENTE DE 1408

Famille GAUDIN

Puis par mariage,

Famille de BALU

VENTE DE 1530

Famille RAPPOUEL

Puis par mariage

Familles du DRAC puis SEVIN



VENTE DE 1676

François BAZIN

VENTE DE 1704



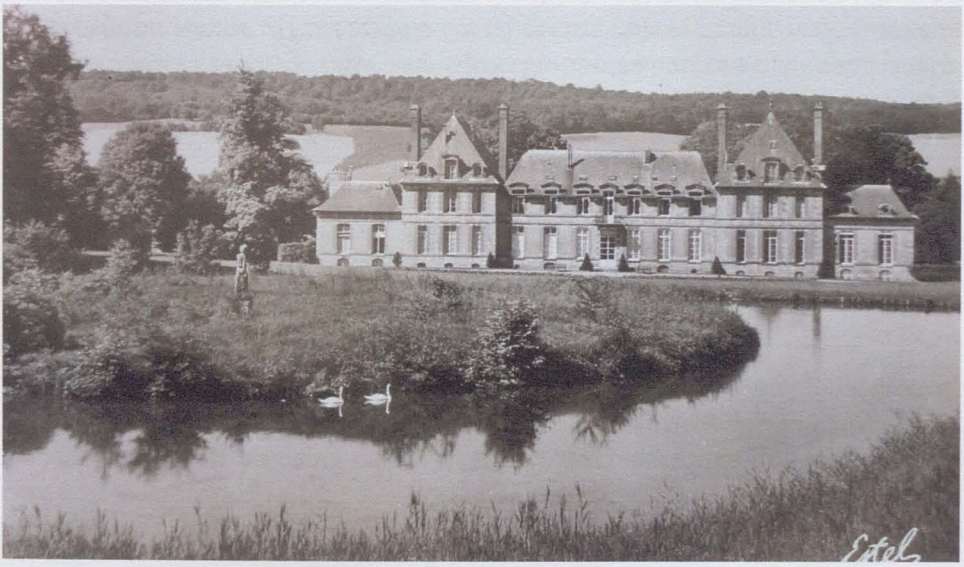
Famille DOUBLET de CROUY

VENTE DE 1806

Famille de POURTALES

2017


SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN. (S. & O.) Bandeville
Le château et les communs
L. Bougardier Lib. à Dourdan


Etel

Une femme collectionneuse au XVIII[e] siècle Marie-Anne Catherine Bigot de Graveron, Présidente de Bandeville

François THIÉBAUD

La vie de Marie-Anne Bigot de Bandeville est intéressante à plusieurs titres : contemporaine de Louis XV, née un an avant lui, elle lui survécut 15 ans et décède deux ans seulement avant le début de la Révolution. Épouse du Président Pierre-François Doublet de Bandeville, seigneur de Saint-Cyr et Bandeville près de Dourdan, elle incarne parfaitement cette noblesse parlementaire privilégiée qui n'a pas su comprendre les bouleversements apportés par le siècle des Lumières.

Par ailleurs, elle était collectionneuse d'objet d'arts, de peintures, de gravures, d'objets de curiosités. Si ses tableaux ont été décrits dans le catalogue de vente aux enchères après sa mort[19], le reste est inédit et proposé ci-après au fil de son histoire. De nombreux documents d'archives ont été étudiés en détail pour retracer le plus fidèlement possible ce qu'a été sa vie.

Ses origines

Marie-Anne Catherine Bigot de Graveron était née le 22 août 1709 à Rouen, où elle habitait avec ses parents rue de l'Écureuil. Dans cette même rue du vieux Rouen résidait déjà au début du XVII[e] siècle Alexandre Bigot de Monville. Son père était membre du Parlement de Rouen, ainsi que son grand-père qui fit plusieurs

19 Pierre Remy « Catalogue de tableaux des peintres célèbres des différentes écoles, de dessins et d'estampes en feuilles, sous verre et en livres, dont un bel œuvre de Sébastien le Clerc ; de figures, de bustes et vases de bronze, de marbre, terre cuite... et autres objets ; provenant du cabinet de feu Madame la présidente de Bandeville... », Vente du 3 décembre 1787 et jours suivants ; BNF microfiche ref. YD-184 (2)-8.

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

voyages à Rome[20].

Nous avons peu d'information sur la jeunesse de Marie-Anne et la période précédant son mariage ; mais nous savons qu'elle était fille unique (une sœur plus âgée qu'elle était décédée), et qu'elle avait déjà 29 ans à son mariage. Détail important : elle avait étudié le dessin, probablement à Rouen.

Épouse et mère

Marie-Anne Bigot épouse à Paris en avril 1738 Pierre François Doublet de Bandeville[21], veuf de Marie Poulletier décédée en accouchant de jumelles dont l'une ne survivra pas. Le contrat de mariage[22] est signé par pas moins de 60 personnes, la plupart membres des familles Doublet et Bigot et, pour la très grande majorité, membres des Parlements de Paris ou de Normandie.

Sa dot importante provient de son oncle (frère de son père), de sa mère, héritière de Madame Larcher sa grand-mère et de son père collectionneur qui lui laisse sa vaisselle d'argent. Elle consiste également en rentes, en deniers comptants (argent liquide) et en revenus de deux fermes en Normandie[23]. Les biens apportés par le futur époux sont énoncés. On notera que les présents Bigot demandent un inventaire de la vaisselle d'argent se trouvant au château de Bandeville ; cet inventaire détaillé de la vaisselle est fait et décrit le 19 juillet 1738. Il est estimé à 80 marcs, sept onces, deux groix[24]. Les époux s'installent à Paris, rue de l'Écharpe, appelée présentement rue Neuve Sainte-Catherine, paroisse Saint Paul.

Le beau-père de Marie-Anne Doublet de Bandeville, Pierre de Croüy, décède en juillet 1739 et Pierre-François hérite seul du domaine de Bandeville ; en août il achète la seigneurie de Rouillon, un hameau important de Dourdan qui avait appartenu longtemps à la famille protestante de L'Hospital.

Leur premier enfant, Pierre-Philippe Guillaume naît le 25 mai 1740[25]. L'année suivante, Pierre-François Doublet achète la charge de Président de la troisième Chambre des Enquêtes au Parlement de Paris pour 92 000 livres[26] ; Marie-Anne qui a 32 ans devient « Madame la Présidente ». Le 14 janvier 1743[27], elle donne naissance à sa fille Anne-Catherine qui va malheureusement décéder à l'âge de deux ans en 1745[28].

---

20 Voir la généalogie simplifiée de sa famille en annexe 1.

21 Voir la généalogie simplifiée de la famille Doublet en annexe 2.

22 Son oncle se réserve le droit de récupérer ses dons si la mariée n'a pas d'enfant ! Archives nationales, Minutes Lechanteur, MC/ET/LXXXIX/450, 12 avril 1738.

23 Plusieurs rentes d'un montant total de 10 768# annuelles, 52 000# en or.

24 39 kg 377 g unité de Paris.

25 Archives de Paris, état civil reconstitué.

26 Archives nationales, étude d'Antoine Hachette, MC/ET/LI/19, acte du 22 février 1741.

27 Archives de Paris, état civil reconstitué.

28 *Annuaire de la Noblesse de France et des maisons souveraines de l'Europe,* publié par M. Borel d'Hauterive, Paris, 1868, p. 183.

Vie sociale

Les Doublet de Bandeville passent la plus grande partie de leur temps à Paris mais viennent à Bandeville au moins au printemps et pendant la trêve parlementaire, de septembre à novembre, à la période de renouvellement des baux des fermes et des moulins. Ainsi, ils baptisent la nouvelle cloche de l'église de Saint-Cyr en 1750[29] ; la Présidente de Bandeville signe les registres d'état civil Bigot de Bandeville, en compagnie de son père qui avait donc de bonnes relations avec son mari, également présent.

En 1751[30] pour le mariage de Pierre Moreau et Marie-Madeleine Le Prince, Marie-Anne Catherine Bigot signe « Bigot de Bandeville » ; ont également signé, son mari Pierre-François et leur fils Pierre-Philippe qui, âgé de onze ans, signe P.P. Doublet de Bandeville, enfin l'abbé Gruel.

Attardons-nous sur ce personnage de l'abbé Gruel qui va devenir un intime de la famille pendant plus de 40 ans. Nicolas Antoine Gruel né le 3 août 1719 à Pontoise[31] ; clerc tonsuré du diocèse de Rouen[32], il reçoit l'indult[33] de Pierre-François Doublet de Bandeville en 1751. Abbé des Alais (La Ferté Alais), il habitait à Paris rue des Blancs Manteaux, paroisse Saint-Méry[34]. L'abbé Gruel est décédé le 23 janvier 1811 à Passy à l'âge de 92 ans.

L'exil parlementaire de 1753

L'année 1753 est riche en évènements. En janvier, le père de Marie-Anne Bigot décède et en tant que fille unique, elle hérite de plus de 200 000 livres. Le dossier de liquidation[35] de 1761 mentionnera en préambule que « pendant le temps de la durée du dit mariage, il est arrivé différents événements qui ont procuré des biens considérables à *la dite Dame de Bandeville* ».



Figure 1 : château de Bandeville.

En avril 1753, le Parlement adresse des remontrances à Louis XV sur le refus des

29 AD91 – 4^E_2519, p. 155/182, le 28 mai 1750.

30 AD91 – 4^E_2519, p. 166/182, le 22 novembre 1751.

31 Registre d'état civil GG34/100938, acte 658, Saint Maclou.

32 Inventaire sommaire des Archives de la Sarthe, série G 1-905 p 197/421.

33 Privilège qui permettait à chaque officier du Parlement, après y avoir été autorisé par lettre du prince, de requérir sur un évêché ou sur une abbaye le premier bénéfice vacant. Chaque officier ne pouvait exercer le droit d'indult qu'une fois en sa vie.

34 AN 4715B 23 janvier 1752, Paris – geneanet son cousin Gruel de Saint Hilaire était avocat au Parlement.

35 Archives nationales, étude de Pierre Mouette, MC/ET/LXXVI/379, liquidation du 29 juin 1761.

sacrements ; Louis XV refuse de recevoir les parlementaires ; le 5 mai, le Parlement s'étant mis « en grève » pour protester contre le refus du Roi, une partie de ceux-ci reçoivent une lettre de cachet dans la nuit du 8 au 9 mai, les exilant de la capitale. Une partie d'entre eux est exilée à Pontoise, et les autres sont assignés à résidence. Pierre François Doublet doit rejoindre Bandeville où il va rester jusqu'au début de septembre 1754. Il profite de ce séjour forcé à Bandeville pour agrandir le château qui est l'objet pendant ces années-là des plus gros changements architecturaux de son histoire (1627-2019). Pierre-François ajoute deux pavillons en ailes aux extrémités est et ouest du bâtiment principal et aménage le parc. Il fait réaliser les travaux par un architecte du roi rouennais, Antoine-Mathieu Le Carpentier.

Pendant cette période, les Doublet signent plusieurs fois les registres d'état civil, en particulier en mai 1754 pour le mariage du jardinier du château avec la fille de la concierge ; l'abbé Gruel appose également sa signature ; ce qui prouve qu'il a résidé lui aussi à Saint-Cyr pendant l'exil parlementaire.

Achats immobiliers à Paris

En 1755, de retour à Paris, les Doublet, achètent pour 230 000 livres à la comtesse de Waldener et ses enfants Vattebois du Metz, l'hôtel Morstein situé quai des Théatins (ou quai Malaquais) au coin de la rue des Saints-Pères[36].



Figure 2 : Hôtel quai Malaquais

L'acquisition est faite au profit de la Dame de Bandeville, car l'argent provient des fonds donnés par son père lors de son mariage. Ce qui est clairement stipulé dans l'acte d'achat. La Présidente va très rapidement prendre des locataires dans cette grande maison qu'elle considère comme un placement financier[37].

Les Doublet de Bandeville menaient une vie très aisée à Paris, ce qui correspondait à leur statut de parlementaires. Toutefois, ils ne faisaient pas partie des 39 familles de parlementaires acceptées à la Cour à Versailles ; comme 90% des nobles français, la proximité du Roi ne leur était pas accordée[38]. Ils ne semblent pas avoir, non plus, participé aux salons littéraires du XVIII[e] siècle ; par exemple, ils n'apparaissent pas dans les carnets de M[me] Dupin comme le sont de nombreux parlementaires[39].

---

36 Somme à laquelle il faut ajouter 28 182 livres pour les glaces et trumeaux. Minutes Pierre Mouette, acte du 13 janvier 1755.

37 Baux de 1756 et 1758, étude de Jacques Pierre Guespereau, 27 mars 1761, items 88 & 89, Archives nationales, MC/ET/LXXVI/378.

38 Bluche François : *Les magistrats du Parlement de Paris au XVIII[e] siècle,* Paris Grand Prix Gobert, 1961 ; éd. Economica 1986, p. 244.

39 Gaston de Villeneuve-Guibert : *Le Portefeuille de madame Dupin,* Paris, Calmann Lévy, 1884. Notons pour mémoire que Marie Anne Doublet, fille de François Legendre, une salonnière de la même époque est un homonyme qui n'a rien à voir avec « notre Présidente ». https://fr.wikipedia.org/wiki/Marie_Anne_Doublet, fille de François Legendre.

La fin de la lignée

L'année 1756 est celle du drame. Leur fils Pierre-Philippe Guillaume meurt à l'âge de quinze ans. C'est la fin de la descendance de Pierre-François Doublet de Bandeville ; la Présidente qui a 45 ans, n'aura plus d'enfants.

En décembre, la gravité de la situation familiale pousse le Président de Bandeville alors âgé de 51 ans à faire son testament[40]. Fort logiquement, il désigne sa femme comme exécuteur testamentaire :

« *Je prie madame la Présidente de Bandeville, ma chère femme, de vouloir bien se charger de l'exécution de mon testament et de conserver la mémoire d'un mari qui l'a toujours aimée et honorée pour touttes les qualités de son cœur. Je la prie de vouloir bien accepter tout ce qui compose mon cabinet d'Histoire Naturelle, comprenant touttes mes estampes et les livres de ma bibliothèque qui ont rapport à cette partie de l'Histoire Naturelle. Je désire qu'il n'en soit point fait d'inventaire ny destination. Je ne pense pas que mes héritiers quels qu'ils soient, veuillent luy contester le legs présent que je luy fais. Mais s'ils vouloient le faire et qu'ils les [...], je le leur déffens. Je donne mon coquillier, mes oiseaux, plantes, agathes, pierres de touttes espèces et généralement tout ce qui compose mon cabinet à Monsieur l'Abbé Gruel, le priant de vouloir bien en laisser la jouissance à Madame la Présidente de Bandeville pendant sa vie.*[41] »

Le Président de Bandeville vivra encore plus de quatre ans. Sa charge de Président lui sera retirée au début de 1758, mais il restera « Président honoraire »[42]. Désormais, et jusqu'à sa mort, il passera plus de temps à Bandeville qu'à Paris si l'on en juge par le grand nombre de quittances de travaux, dons divers aux paroisses avoisinantes, transactions de terres concernant le domaine de Bandeville. Il est impossible de savoir si la Présidente, elle, réside à Paris ou à Bandeville.

Depuis 1756, les Doublet avaient obtenu de l'évêque de Chartres l'autorisation de maintenir le culte dans la chapelle du château et le curé de Sermaise avait été désigné « pour y faire célébrer la messe aux jours accoutumés »[43].

Au décès de Pierre-François Doublet de Bandeville le 21 mars 1761, son frère Pierre-Michel Doublet, baron de Beaulche, hérite seul du domaine de Bandeville comme convenu dans le testament de leur père Pierre de Crouy. Mais il doit verser à sa belle-sœur la somme considérable de 245 754 livres ; en outre, elle récupère sa vaisselle d'argent apportée en dot en 1738. L'abbé Gruel la représente lors de l'inventaire des biens au Château de Bandeville et se charge de rapporter la

40 20 décembre 1756, étude de Jacques-Pierre Guespereau, Archives nationales, MC/ET/LXXVI/378.

41 Pour les extraits retranscrits des documents, l'orthographe utilisée par le notaire est conservée ; toutefois pour la clarté de la lecture, les accents, majuscules et ponctuation sont rajoutés.

42 Inventaire de 1761, item 95 des papiers, lettre du 17 février 1758.

43 Archives du château de Bandeville, registre des actes, item 439, cote 42 p. 442, commission du 11 septembre 1756.

vaisselle à Paris[44]. Suite à ce décès, Michel prend le titre de Doublet de Bandeville et la Présidente signe Bigot de Bandeville.

Son beau-frère, Pierre-Michel Doublet à Bandeville

Le nouveau seigneur de Bandeville, Michel Doublet a alors 54 ans, il est conseiller honoraire au Parlement de Paris[45]. Célibataire, il mène une vie assez dissolue, entretenant des danseuses de l'opéra et des maîtresses, en particulier la demoiselle Duplessis qu'un rapport de police du 11 avril 1760 décrit comme « *entretenue depuis 6 à 7 mois par le Baron de Beaulche* (…) *M de Beaulche paraît user de beaucoup de ménagement dans cette intrigue et ne vient chez elle que mystérieusement* »[46].

Un autre rapport de police du 3 juillet 1761[47] précise qu'« *on assure que Mme de Villomont va convoler en 3e noces avec M Doublet de Beaulche, conseiller honoraire, qui en est extrêmement amoureux. Tous ses amis lui ont fait à ce sujet leurs plus fortes représentations, mais inutilement. Son parti est pris ; cependant il y a lieu de croire que son humeur ne sympathisera pas avec celle de cette belle veuve. M. de Beauche, à la vérité, est connu pour un très aimable homme, mais fort vif, et dont le caractère, à ce qu'on présume, aura de la peine à se plier à toutes les petites coquetteries de son épouse prétendue. N'importe ; rien ne l'effraye. C'est un homme qui cherche à se rendre malheureux, ou à se mettre en terre sous deux ans, comme à l'ordinaire.* »

On ne peut que se féliciter de la minutie des inspecteurs de police qui ont pris la peine d'écrire ce précieux rapport qui, deux siècles et demi plus tard, nous décrit les traits de caractère du seigneur de Bandeville. Finalement, ce ne sera pas Mme de Villemont l'heureuse élue, mais une jeune veuve qu'il épousera le 23 avril 1762, espérant ainsi assurer l'avenir de son nom grâce à un héritier mâle. Mais les époux n'auront qu'une fille Anne-Marguerite. On peut imaginer que la vie dissolue de son beau-frère ne plaisait guère à la Présidente de Bandeville, car elle n'assista pas à l'établissement du contrat de mariage et ne laissa d'ailleurs plus aucune trace de son passage à Saint-Cyr-sous-Dourdan après le décès de son mari.

Pierre-Michel Doublet et son épouse, beaucoup plus jeune que lui mais tout aussi volage, rencontrèrent vite des difficultés. Un rapport de police du 7 janvier 1763 rapportant les frasques du duc de Condé est particulièrement éloquent : « *Monseigneur de Condé* [il s'agit de Louis, Ve du nom] *cultive avec un soin tout particulier Mme de Beaulche, femme du conseiller honoraire, et il en en est*

44 Archives nationales, étude de Jacques Pierre Guespereau, MC/ET/LXXVI/378, 27 mars 1761.

45 Conseiller en la 4e chambre des Enquêtes en 1731, il a vendu sa charge en 1753. Voir M. Popoff vol. 1, p 516.

46 Société du Mercure de France : *Paris sous Louis XV, rapports des Inspecteurs de Police au Roi,* publié et annoté par Camille PITON, Paris, 1905, p. 145.

47 *Op. cit.,* p. 326.

parfaitement bien traité, malgré la jalousie du mari. Ce Prince a couché avec elle plusieurs fois depuis qu'elle est revenue de la campagne [Bandeville sans doute]. Ainsi, il y a lieu de croire que M. le Duc de Fronsac ne réussira point dans sa recherche, car cette dame paraît toute entière à monseigneur et décidée à risquer tout pour le conserver. Cependant le Prince voit toujours Mme de Roncherolles, et quelquefois aussi Mme de Roncey. Mais il convient lui-même que c'est aujourd'hui Mme de Beauche qui le flatte le plus, et qu'il ne voit Mme de Roncherolles que par suite de bons procédés et Mme de Roncey pour contenter la grosse faim [sic][48]. »

Le rapport nous apprend plusieurs choses ; tout d'abord qu'on ne saura jamais si Anne Marguerite, née dix mois plus tard en novembre 1763, héritière du domaine de Bandeville, était vraiment la fille de Michel Doublet. Il apporte également un éclairage intéressant sur les mœurs de cette deuxième moitié du XVIIIe siècle dans les cercles robins.

Michel Doublet va rapidement mettre fin à la conduite volage de sa femme. Anne Gabrielle Catherine Thomas de Niquet va entrer au couvent des Dames Capucines à Paris pour ne plus en sortir, même pas pour le mariage de sa fille[49]. Pressé d'assurer sa lignée, Pierre-Michel Doublet va marier Anne-Marguerite à l'âge de treize ans et demi en 1777 (il avait déjà 70 ans) et son contrat de mariage indique que sa fille était absente lors de l'établissement du contrat, et vivait au couvent des Dames de la Visitation. Fermons cette longue parenthèse périphérique à l'histoire de la Présidente mais importante pour l'histoire de Saint-Cyr-sous-Dourdan.

Deux maisons pour les collections

En octobre 1763, la Présidente de Bandeville achète une (grande) maison à Passy[50] avec une partie des meubles. On peut se demander pourquoi, cette femme veuve, sans enfant, propriétaire quai Malaquais d'un hôtel de 61 pièces (!) a besoin d'une deuxième maison de 45 pièces avec jardin ? Sans doute pour le jardin. Originaire de Rouen, ayant passé du temps à Bandeville, l'atmosphère de Paris doit lui peser et Passy, à l'époque, c'est la campagne. Mais cette acquisition se justifie surtout par le besoin de place pour présenter ses collections. Elle fait faire des travaux très importants dans la maison avant d'y emménager.

Elle va ainsi passer les 24 dernières années de sa vie entre ses deux maisons dans

48 Journal des inspecteurs de M. de Sartines, Documents inédits sur le règne de Louis XV, 1re série, 1761-1764, Paris 1863, p. 226.

49 Archives nationales, étude de Maître Guillaume Henri Picquais, LVI/217, 27 mars 1777, contrat de mariage de Cypierre de Chevilly avec mademoiselle de Bandeville.

50 Archives nationales, étude de Pierre Mouette, LXXVI/390, achat de la maison de Passy du 24 octobre 1763 ; notons que l'achat est partiellement financé par une rente au profit des vendeurs qui peut être rachetée seulement en or ou en argent *« sans aucun billets ny effets royaux tels qu'ils puissent estre, nonobstants tous les édits et déclarations du Roy et arrests du Conseil qui pourroient en introduire le cours »* ; on voit que la confiance dans les finances du Royaume était très faible (déjà).

lesquelles elle a installé ses deux collections d'art et de curiosités. Ses déplacements entre Paris et Passy se font avec sa propre diligence à deux chevaux, montée à l'anglaise sur quatre roues, quatre glaces avec rideaux et jalousies, intérieur doublé de velours d'Utrecht cramoisi et coussinets piqués[51]. Elle se déplace avec tout son personnel, qu'elle appelle « ses gens », composé de seize personnes qu'elle loge, nourrit et dont elle paie la taxe de capitation[52].

Un mot à propos de ses voitures ; au décès de son mari, le ménage ne possédait pas moins de six voitures : une voiture en vis-à-vis, une berline de ville, une berline de campagne « à l'allemande », un berlingot, une calèche à six places, un cabriolet. À ces voitures, il faut ajouter des chaises à porteurs, mais aussi des charrettes, des carrioles et un tombereau pour l'exploitation agricole.

Quai Malaquais, son personnel comprend, douze personnes, dont la plupart voyagent avec elle. Chacune dispose d'une chambre individuelle dans chaque lieu : ainsi Mlle de Lamarre (veuve Le Cornet) première femme de chambre, Mlle de Gennes, deuxième femme de chambre, Jean Carville, valet de chambre[53], Bloquet, maître d'hôtel, Mlle Quinon, femme de chambre, Bonnaire cuisinier, Saint-Louis portier, Chaumont premier laquais, Gentil deuxième laquais, Longchamp troisième laquais, Hamel cocher, Nicolas postillon. À Passy, elle emploie le jardinier Berthault, et un serviteur appelé Bourgeois.

La Présidente va également quelquefois à son château de Graveron où elle dispose également de deux gardes, Amouri et Le Brun. Ses déplacements peuvent aussi se faire avec sa berline de campagne, avec caisse en Jeanne, quatre glaces avec jalousies, garnie de coussins et doublée de velours d'Utrecht vert. Une couleur pour chaque destination sans doute.

L'Abbé Gruel a sa chambre à l'hôtel quai Malaquais et sa chambre à Passy également ; il est probable qu'il voyage souvent avec la Présidente ; on peut d'ailleurs se demander quand il avait le temps de s'occuper de ses fonctions ecclésiastiques ?

L'ouvrage de Pomian[54] permet de replacer ici le contexte des collectionneurs au XVIIIe siècle, qui a vu une augmentation croissante des collections au cours de ce siècle. Les motivations des collectionneurs étaient variées : les tableaux et antiquités attiraient plutôt les investisseurs ; les cabinets d'histoire naturelle, les coquilles étaient l'apanage des simples curieux. Et puis il y avait les vrais collectionneurs qui étaient « *non seulement sensibles à l'effet d'un beau tableau mais aussi capables de fonder en raison les jugements qu'ils portaient sur celui-ci* ».

---

51 Archives nationales, étude de Pierre Guespereau, LXXVI/505, inventaire du 2 août 1787.

52 Impôt par individu s'élevant à 314 livres en 1761.

53 Ancien valet du seigneur de Graveron son père, puis de Pierre-François Doublet son mari, il a servi la Présidente de Bandeville jusqu'à la mort de celle-ci en 1787.

54 Krzysztof Pomian : *Collectionneurs, amateurs et curieux ; Paris, Venise : XVe-XVIIIe siècles ;* Gallimard, 1987.

Madame de Bandeville était sans aucun doute une collectionneuse de tableaux qu'elle a rassemblés pendant 35 ans. Elle recevait dans son salon certains artistes contemporains dont elle collectionnait les œuvres, comme Chardin, Boucher, Balechou, Deshays de Colleville, Fragonard[55]. On dispose d'un manuscrit de Jean-Georges Wille, dont elle avait également des toiles. Wille écrit dans ses mémoires le 2 mai 1773[56] : « *J'étais voir madame la présidente de Bandeville ; elle me fit voir avec la plus grande politesse toutes ses curiosités. Je remis en même temps 2 desseins de Mr Duncker à Mr l'abbé Gruel qui en étoit enchanté et les paya sur le champ* ».

En revanche, sa passion pour les collections l'a conduite à poursuivre la collection de coquilles et objets de curiosités de son mari, dans une approche d'amatrice curieuse, sans être nécessairement très compétente dans tous ces domaines. Rémy nous dit qu'elle a *« formé un Cabinet d'Histoire Naturelle, sans aucune prétention à la Science. Elle connaissoit très bien tous les différens objets qui composent cette belle Collection [...] »* qui *avait une réputation à Paris mais aussi « chez l'étranger »*. Son cabinet est cité à plusieurs reprises dans un ouvrage contemporain très détaillée sur la conchyliologie[57].

La maison de Passy comprend une partie des collections d'art, de peintures, sculptures, estampes et porcelaines de collection[58]. Les tableaux sont extrêmement variés avec une prédilection pour les écoles italienne et hollandaise des XVIe et XVIIe siècles (Rembrandt, Breughel ou Brueghel) et l'école française des XVIIe et XVIIIe siècles (Vernet).

Dans la maison de Passy sont également installés de nombreux jeux de société, dont deux billards : le « billard des gens » pour les domestiques et « le billard » de douze pieds de long, soit 3,90 m, ce qui est considérable, (sans doute la dimension extérieure) ; ce billard à parquets avec plaques de fer, est également pourvu de « *22 queues et masses, et ses 3 billes d'ivoire* ». On trouve aussi dans la maison, des « *boîtes de cadrilles avec ses fiches et ses jetons* », des tables de piquets, un « *trou-madame* », des jeux d'échecs, de dames, « *un tric-trac couvert d'ébène avec ses dames d'yvoire et ébène et ses 2 cornets* ».

Les collections parisiennes

Elle collectionne à Paris[59], des animaux et des oiseaux empaillés ; on n'en dressera pas la longue liste ici, mais citons par exemple des singes, des hoccos (animal

55 Léon Lagrange : *Joseph Vernet : sa vie, sa famille, son siècle,* Bruxelles, 1858, pp. 141-142.

56 Journal de Wille, T 11, BNF microfiche P92/495.

57 M. Desallier d'Argenville : La conchyliologie, ou Histoire Naturelle des Coquilles de mer, d'eau douce, terrestres et fossiles, 3e édition, Paris, 1780.

58 Un lot de porcelaine bleue de Chine estimé à l'inventaire pour seulement 86 # (item 511) a été vendu en 2016 chez Sotheby's pour plus d'1,1 million d'euros (http://www.sothebys.com/en/auctions/ecatalogue/2016/tresors-de-prestigieuse-collection-qizilbash-pf1651/lot.9.html).

59 Inventaire de 1787 déjà cité.

endémique d'Amérique du Sud), un perroquet, des serpents (dans des « *bocaux avec une liqueur conservatrice* »), des poissons, des insectes, des papillons, des scarabées, des scorpions « *étrangers* », des araignées, des mouches d'eau douce, elles aussi « *étrangères* ». Elle est donc cliente du marché d'importation d'animaux exotiques.

Sa collection de minéralogie comprend : « Des soucoupes de jade, jaspe, agathes, cornamile (?), et cailloux avec des madrépores, des pétrifications, des échantillons de mines d'or, d'argent, cuivre, plomb et fer; des pétrifications de madrépores, des coquillages, des morceaux de cristaux d'amétys[the], de jaspe, cornaline, des échantillons de marbre et albâtre, des plantes, des roseaux et des flos ferri[60], des oursins, des cerveaux marins, des rochers chargés d'huitres, des coraux rouges et blancs, des sitophytes[61], des tubulaires, des coquilles, des échantillons de marbre et des fétus[62] et plantes marines. »

La Présidente de Bandeville collectionne également les médailles. Son médaillier est composé de 21 tiroirs comprenant 1 213 médailles d'or, d'argent, de bronze, certaines « anciennes », d'une valeur totale de 1 179 livres avec une grande disparité de valeur : l'une en or, représentant Louis XIII prisée à 90 livres, un autre lot de 182 médailles d'empereurs prisé seulement 12 livres !

Son cabinet de curiosités comprend une étonnante collection de coquillages dont l'énumération est donnée ci-dessous [63] ; seuls les spécialistes peuvent visualiser chaque coquillage mais la liste est proposée pour montrer le niveau de détail de sa collection de coquillage qui était réputée être la plus belle d'Europe[64].

Enfin, elle possède un ensemble de 29 tabatières en écaille, cornaline, sardoine,

---

60 Il s'agit de fleur de fer.

61 1776 ***sithophytes*** : on en a vu qui avoient jusqu'à seize pieds de haut. Leur empatement sur les corps pierreux, est semblable à celui du corail, c'est-à-dire que leur - ... 247o individus : une nombreuse collection de coquillages rangés suivant le système de M. Meuschen : des *sitophytes* & des zoophytes : des fossiles disposés ...

62 Fétu : Collection générale des différentes espèces de coquillages ... *https://books.google.fr › books* Georges Knorr – 1764 Il pend à chacune de ces ouvertures en bas un petit tuyau, de la largeur d'un *fétu* de paille dont l'embouchure répond exactement à celle du tuyau qui suit, d'où ...

63 Cette impressionnante collection comprenait entre autres pièces : des limaçons terrestres et des buccins fluviatiles, des tabulaires marins dont la scalata, des limaçons de mer, des nérites, des sextrots, des buccins marines dont l'oreille de midas, plusieurs mitres et thiares, des vis, des rochers dont une belle pourpre, des fuseaux, des casques, des tonnes, des porcelaines dont 2 navettes, des cornets et rouleaux dont plusieurs amirales, des donaces, des doublesses à Dante, des choux et thuilées, un cœur épineux, des cannes, des multivalves et autres coquilles, des huîtres épineuses de mer, des solles, des coralines, des manteaux, des lépas et autres cabachons, des jamboneaux, des moules marines, des nautilles dont une papiracée, un tiroir de foudre et de musique dont l'amiral d'Orange, des conques sarsignés, des oreilles, des opercules, et un tiroir de coquilles travaillées. Cette collection de coquillages a été prisée 2801 livres.

64 *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy,* 31 décembre 1895, p. 68.

laque, nacre, jaspe, albâtre, agate, bois pétrifié, … toutes garnies de charnières et becs d'or.

Les dernières années de la Présidente

En 1782, elle a 73 ans et elle rédige son testament ; on ne peut pas savoir si elle sent sa fin proche ou souhaite mettre de l'ordre dans ses papiers ; elle a pourtant encore cinq ans à vivre ce qui lui donna le temps de modifier 21 fois ce document par différents codicilles olographes, le dernier quelques semaines avant sa mort. Son écriture assurée et déterminée, démontre qu'elle était cultivée et qu'elle eut toute sa tête jusqu'à la fin.

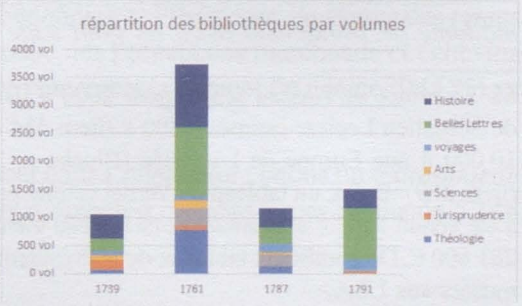
Chaque document consiste à définir la part de legs qu'elle souhaite réserver à ses proches bénéficiaires au détriment de ses héritiers ; elle décrit chaque objet avec précision, ainsi que parfois la valeur mais en mélangeant les unités monétaires des « livres » (tournois), « francs », « louis », « pistoles » ce qui rend peu claire la vraie valeur de chaque objet.

Elle dote ses domestiques en rente viagère et leur lègue des objets dont la valeur varie selon la fonction et l'ancienneté des personnes à son service ; leurs noms et fonctions sont bien définis. Mais le principal bénéficiaire de la succession est l'abbé Gruel. À « son ancien ami », elle lègue la plus grosse partie de ses biens, en particulier l'usufruit de sa maison de Passy et l'ensemble de ses collections d'objets exotiques et d'histoire naturelle.

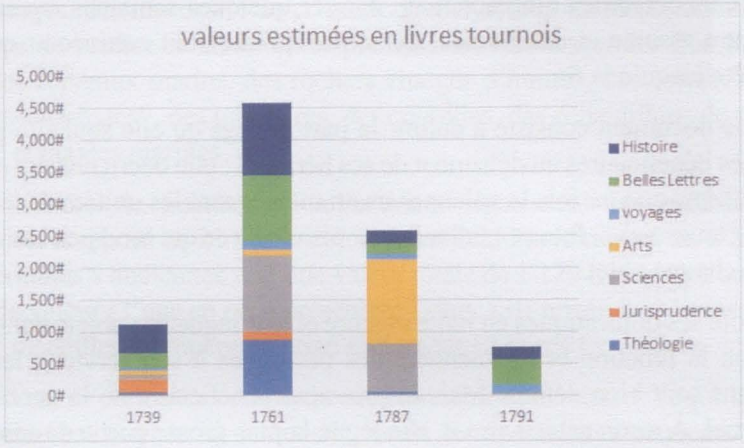
Elle fait des dons aux pauvres des paroisses normandes où elle possède des revenus, (autour de Graveron, dans l'actuel département de Eure principalement) et à ceux des paroisses d'Île-de-France dont le Président était le seigneur, en particulier à Saint-Cyr et Longvilliers. En outre, elle laisse plusieurs bijoux et tableaux à ses amis, en précisant l'identité de chacun.

La bibliothèque

L'étude des bibliothèques de la famille Doublet de Bandeville au cours du XVIIIe siècle permet de mieux comprendre la culture et le goût intellectuel de ses membres et en particulier ceux de la Présidente. Les inventaires de 1739 (Pierre de Croüy, beau-père), 1761 (décès de son mari), 1787 (inventaire après son décès) et 1791 (décès de son beau-frère Michel Doublet), permettent d'analyser les évolutions suivantes :



Ce premier histogramme construit à partir du nombre de volumes (livres) montre un accroissement considérable de la taille de la bibliothèque entre 1739 et 1761. La théologie, l'histoire et les belles lettres sont les thèmes prédominants. Les « belles lettres » comprennent le théâtre de Molière, Corneille, Racine, et pour Michel Doublet, les œuvres d'Urfé, La Fontaine, Perrault, Rousseau, Boileau, Madame de Sévigné et bien d'autres. Les ouvrages théologiques de 1761 témoignent d'un intérêt pour les thèses jansénistes. La bibliothèque de 1761 comprenait 3 737 volumes ce qui est important pour l'époque.



Si l'on regarde maintenant la valeur de ces livres, on se rend compte que le petit nombre de livres d'art que possédait madame la Présidente en 1787 avait une très grande valeur, certains comportant des estampes. Quant aux livres de sciences, en 1761 ils sont également bien prisés. On notera sur ce graphique le peu de valeurs des livres en 1791, pourtant en bien plus grand nombre ; le début de la Révolution a fait chuter violemment leur cours.

La Présidente Bigot de Bandeville décède le 3 juillet 1787 à l'âge de 76 ans, deux ans seulement avant la Révolution. Son inventaire après décès commence le 2 août et se poursuit jusqu'en février 1788. C'est un document de 121 pages décrivant 776 lots d'objets, de meubles, de linge, de bijoux d'orfèvrerie, d'argenterie, et toutes ses collections. L'ensemble est évalué 112 000 livres ; une partie de sa collection de peintures est vendue le 3 décembre 1787 à Paris pour plus de 99 000 livres. Le catalogue de Rémy comprend 88 peintures dont plusieurs seront vendues bien plus chères qu'estimées lors de l'inventaire[65].

Citons Rémy qui écrit dans son catalogue de vente : « *Tout le monde sait que madame de Bandeville avoit un goût sage et un coup d'œil sûr, guidée par ses*

65 Le prince de Nassau acheta pour 2000 # [Bluche p. 384] les six volumes des œuvres de Sébastien Leclerc estimés à 800 # (item 434 de l'inventaire) ; un collectionneur acheta 10 000 # une Europe de La Gelée [Bluche p. 255] estimée 1 600 # lors de l'inventaire (item 389). Enfin, un tableau de Vernet estimé par Rémy dans un lot de 8 tableaux à 800 # a été vendu 3501 # à Desmanes ; ce tableau vient d'être vendu par le cabinet Artémis pour 281 600 €. De nombreux tableaux de la Présidente de Bandeville sont aujourd'hui dans des musées aux USA.

connaissances dans le dessin, qu'elle avoit étudié (...) Madame la Présidente de Bandeville a été généralement regrettée des gens honnêtes et vertueux qui la connaissoient, et le nombre en étoit grand ; des artistes qu'elle aimoit et dont elle étoit vénérée ; des jeunes élèves, qu'elle accueilloit avec bonté et qu'elle encourageoit ; enfin la douceur de son caractère, la bonté de son âme, sa bienfaisance, son austère probité, la simplicité de ses mœurs, n'oublions pas d'ajouter la justesse et la finesse de son esprit, la faisoit rechercher et chérir de tout le monde ».

Un riche héritage

Il n'y a pas eu d'inventaire à Bandeville puisque ce domaine avait été transmis après le décès de son mari à son frère.

Neuf « requérants » prétendent être chacun « seul et unique héritier », tous cousins éloignés du côté de son père Bigot ou de sa mère Du Pont ; l'inventaire précise que « *le seigneur Marquis de Malherbe et le seigneur Marquis de Pardieu sont les seuls héritiers présomptifs quant aux propres paternels de la ligne Bigot régis par la coutume de Normandie quoique lesdits seigneurs Marquis de Pardieu se trouve à un degré plus éloigné ce qui est conforme aux dispositions de la coutume de Normandie qui admet quant aux masles, la représentation jusqu'au 7e degré, mais qui exclut* ***les femelles*** *quoique dans un degré pareil à celui de Mr le Marquis de Malherbe, raison pour laquelle il a été dit que la Marquise de Fontenay est présomptive héritière en partie seulement quant aux propres paternels de la ligne Bigot régis par la coutume de Paris dans laquelle les masles et les femelles au pareil degré sont habiles à succéder quant aux biens en roture* »[66].

Pas moins de 22 personnes sont présentes pendant l'inventaire ; en plus de l'exécuteur testamentaire et du notaire, il y a les représentants de ses héritiers, les domestiques chargés de veiller aux scellés, les experts commis pour chaque type d'objet.

L'inventaire des papiers comprend 90 liasses de documents consistant en documents de famille (contrats de mariages, testaments, héritages), des quittances de fournisseurs, des contrats de rentes au profit de madame la Présidente de Bandeville établis pour des héritages ou par des débiteurs qui lui empruntaient de l'argent, des baux de fermages pour ses nombreuses propriétés de Normandie (dans les actuels départements de l'Eure et de la Seine Maritime), des quittances de travaux, de capitation, de marchands et de fournisseurs.

Parmi la multitude des rentes dont bénéficiait la Présidente, on trouve des rentes sur les États de Bretagne et de Languedoc, les prévôts des marchands et échevins de l'Hôtel de Ville de Paris ; les taux de placements variaient du denier 20 (5 %) au denier cinquante (2 %).

Quelques objets insolites apparaissent dans l'inventaire ; citons un « *tire-moelle en argent* », des « *fourchettes à huîtres à manches d'ébène* », pas moins de 5 148

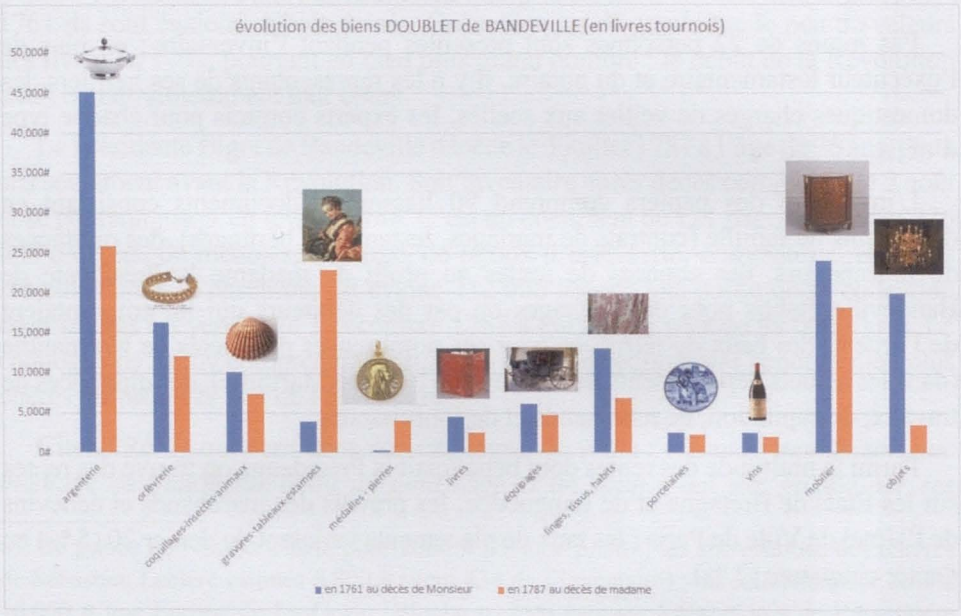
66 Inventaire de 1787.

bouteilles de vins divers et grands, 1 341 litres de vin rouge en tonneaux, toutes sortes de meubles originaux comme un sultan (meuble de toilette réservé aux femmes consistant en une corbeille garnie de soie destinée à ranger les gants), des encoignures[67], etc.

Sa cave du quai Malaquais contenait du vin de multiples origines, française et étrangère ; on trouve du vin de Beaune, de Champbertin, malvoisie, Lunel, mais également du vin d'Alicante, des Canaries, de Chypre, de Malaga, de Chérès, de Rioja. Sa cave de la maison de Passy, elle, contenait plus de 500 bouteilles, principalement de vin de Bordeaux, de Bourgogne et de Malaga. Quant à sa cave de Graveron, elle avait une centaine de bouteilles de Bourgogne, Chérès, Malaga.

Dans la prisée, on observe que les objets sont estimés pour leur valeur d'achat privilégiant « l'utilité » à la « culture ». Par exemple, l'ameublement d'une chambre de domestique (lit, table, prie-dieu, miroir) est estimé à 60 livres ; en revanche, quatre estampes et deux cartes géographiques à rouleau de bois doré sont estimés à 9 livres, ce qui nous paraît bien peu. On y trouve aussi quatorze oranges pour 240 livres (somme considérable pour un comestible à l'époque), onze cartes géographiques… « sans valeur », un « *rhinocéros en soufre* », une « *lunette à longue-vue en ivoire* », un « *fer à repasser à l'anglaise* », et dans un cabinet de toilette, une « *grimace* ».

Voilà comment se répartissent les diverses catégories dont on donne ci-dessous la valeur en livres et la proportion dans l'estimation totale en comparant les états d'inventaires en 1761 et en 1787 :



67 « L'ébéniste Migeon avait la spécialité des meubles de fantaisie, … et comptait au nombre de ses clients … la présidente de Bandeville ». *Livres de commerce,* p. 225 de 341, archives de la Seine, (référence exacte).

Ses biens mobiliers étaient essentiellement sa vaisselle d'argent, ses tableaux et ses meubles ; le graphique nous informe qu'elle s'était séparée d'objets, de linge, de vaisselle pour acheter des œuvres d'art.

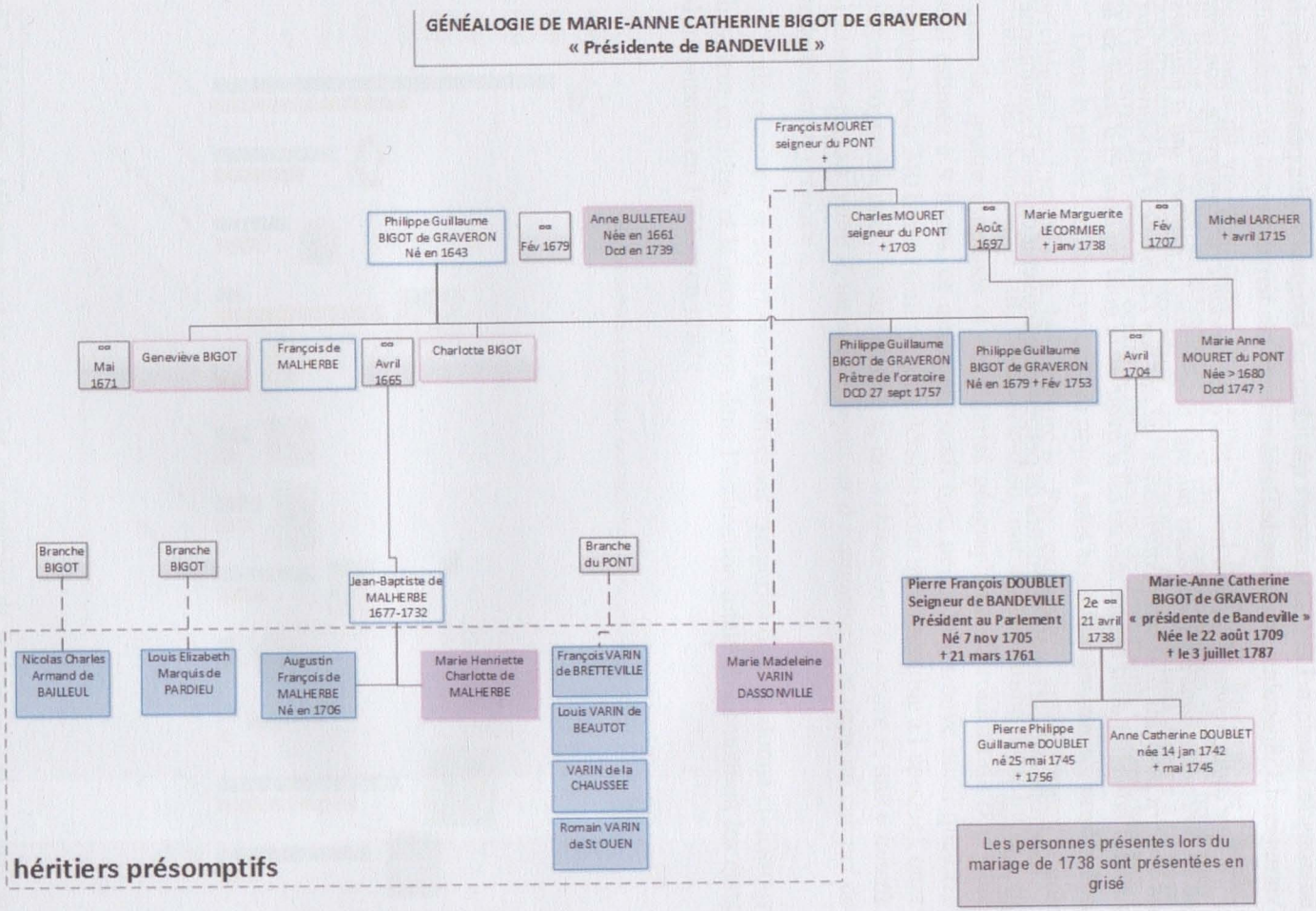
En conclusion de cette brève biographie de Marie Anne Bigot de Bandeville, laissons la parole à Léon Lagrange[68] qui, dans sa biographie du peintre Joseph Vernet en 1858, évoque Madame de Bandeville en ces termes :

« *Une autre femme, [...] doit trouver place ici, madame de Bandeville. Son nom ne se rencontre naturellement dans aucune biographie : l'histoire, qui a toujours un sourire pour les plus viles courtisanes, ne fait pas l'aumône d'un souvenir aux femmes honnêtes dont le seul mérite est d'avoir eu le goût du beau et d'avoir su le répandre et l'entretenir autour d'elles* ».

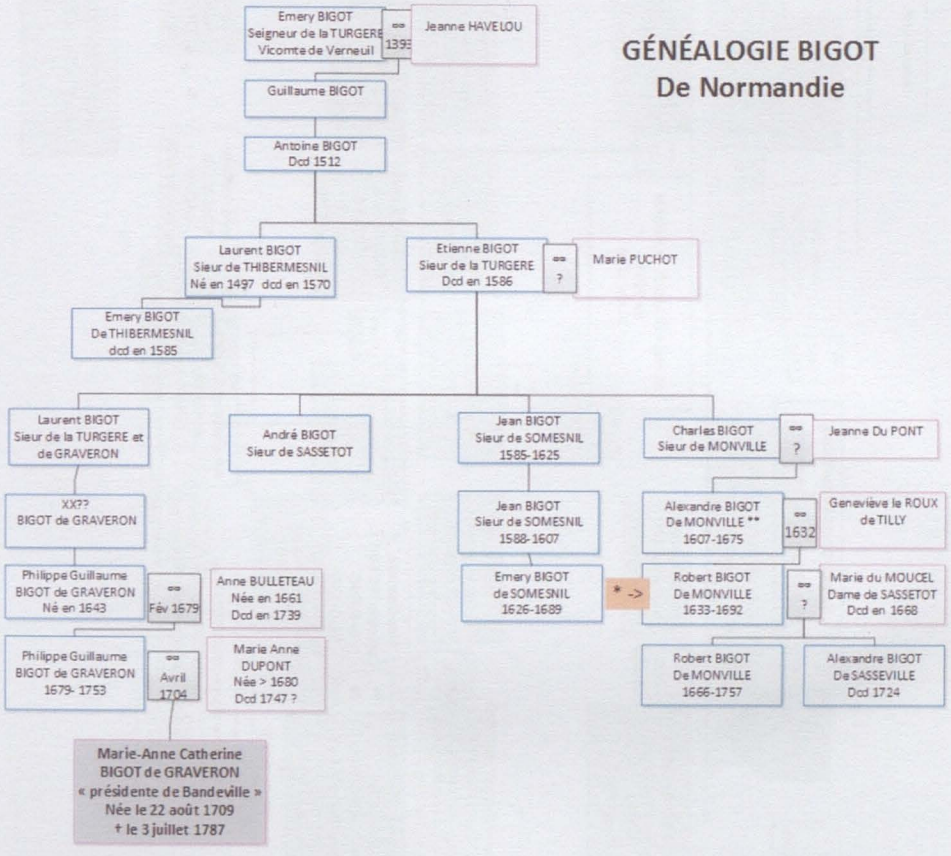
Espérons que cet article permettra de perpétuer le souvenir de cette Essonnienne de passage !

68 *Op. cit.*

Annexe 1 : Généalogie simplifiée des Bigot de Normandie : page 1 de 2



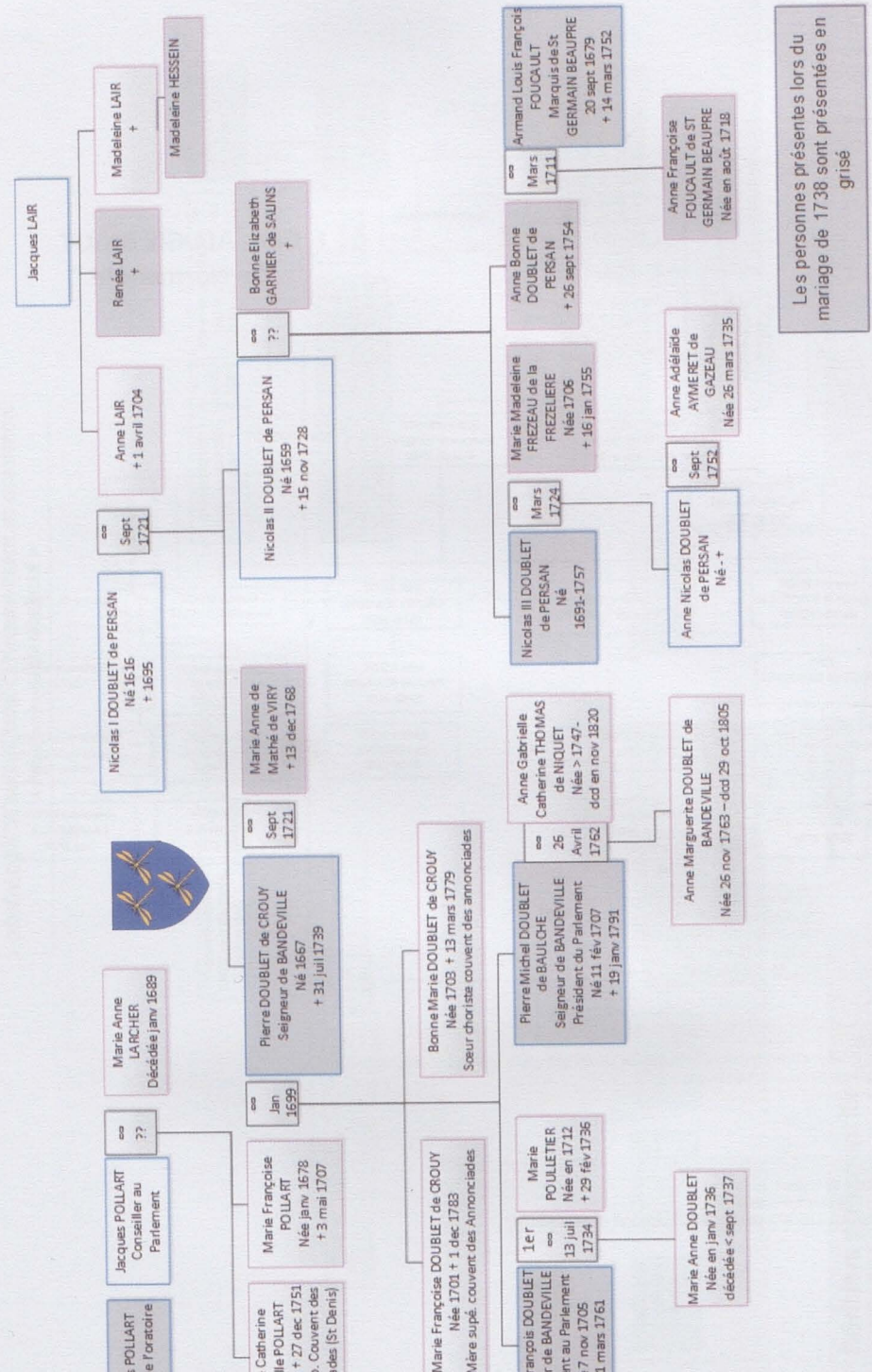
Annexe 1 : Généalogie simplifiée des Bigot de Normandie : page 2 de 2



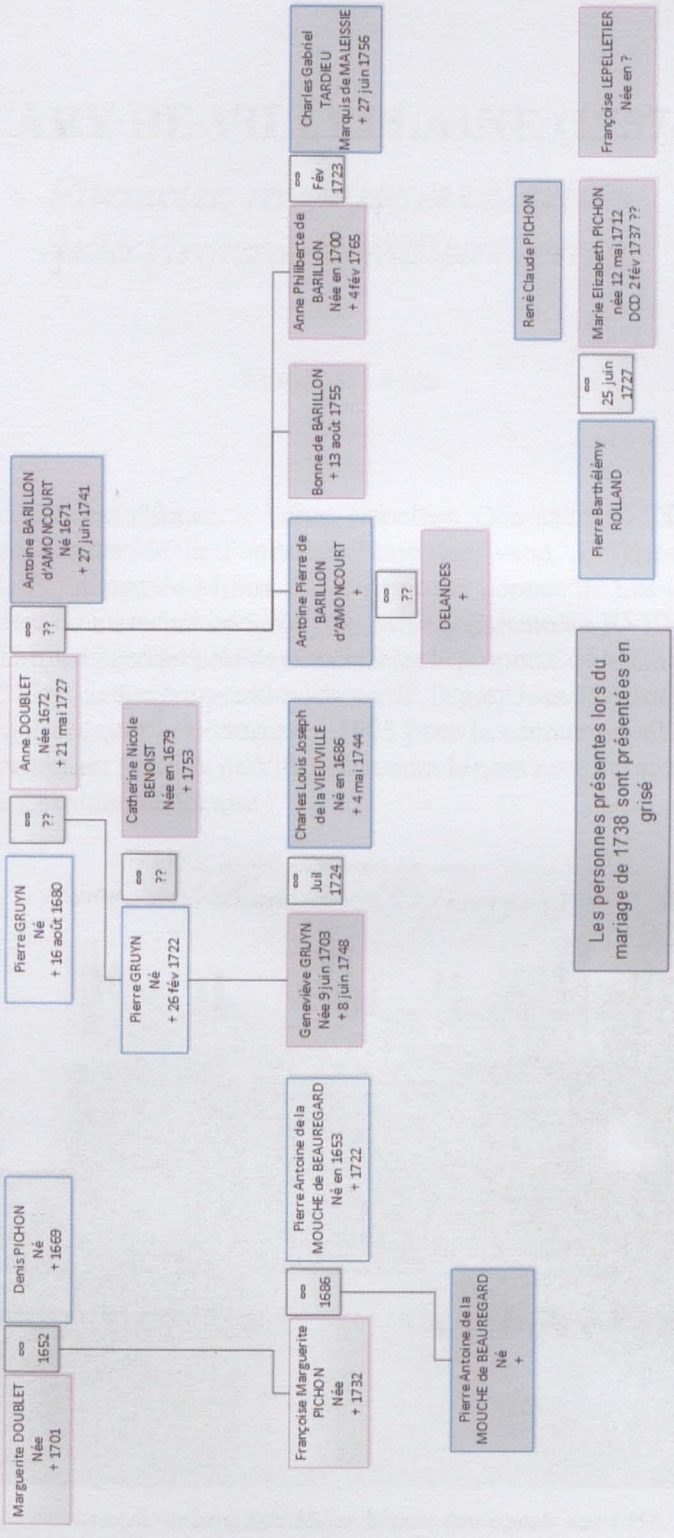
Notes:
* -> Emery, savant donna sa bibliothèque de 40 000 volumes à Robert son cousin
**: auteur du recueil d-dessous

Sources:
1. Étude de Robert d'Estaintot
2. La Chesnaye des Bois, t3
3. Alexandre BIGOT de MONVILLE, Recueil des Présidents, ...

Annexe 2 : généalogie simplifiée des Doublet de Bandeville, page 1 de 2



Annexe 2 : généalogie simplifiée des Doublet de Bandeville, page 2 de 2



BOSCARY DE VILLEPLAINE (1757-1827)

Financier, royaliste et châtelain de la Grange-du-Milieu (Yerres)

François Léger

À la fin du siècle dernier, le baron Napoléon Gourgaud du Taillis, un des principaux fondateurs de la Fondation Napoléon, vend, à Yerres (Essonne), le château de la Grange-du-Milieu. Cette demeure, connue de nos jours sous le nom de château du maréchal de Saxe pour avoir appartenu au XVIII[e] siècle à cet illustre militaire, est pendant près de deux siècles la propriété de la famille du baron Gourgaud. C'est son arrière-grand-oncle au 8[e] degré, Jean-Baptiste Boscary de Villeplaine, qui acquiert le domaine en 1805 pour la somme de 400 000 francs. Mais qui est vraiment Boscary de Villeplaine dont le nom reste étroitement lié à un épisode de la Révolution française ?



Le château de la Grange-du-Milieu à Yerres (carte postale vers 1907).

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

Milieu familial et débuts de carrière

Jean-Baptiste-Joseph Boscary naît à Lyon, le 12 juin 1757. Il est le fils de maître Jean Boscary, procureur aux cours de Lyon, et de Marguerite Chol de Clercy. Le 13 juin, au lendemain de sa naissance, il est baptisé en l'église paroissiale Sainte-Croix. Son parrain est son oncle maternel, François Chol de Clercy, avocat au Parlement et aux cours de Lyon. Sa marraine est sa sœur aînée, Anne. Soulignons que Jean-Baptiste Boscary est le dernier d'une fratrie de dix enfants, dont deux sont décédés en bas âge. La famille puise ses origines en Rouergue dans le hameau de Villeplaine où elle possède un domaine près de Séverac-le-Château[69]. C'est dans la première moitié du XVIII[e] siècle que celle-ci se divise en deux branches ; l'une s'établit à Saint-Côme (Aveyron), l'autre, dont descend Jean-Baptiste Boscary, vient se fixer à Lyon.

Jean-Baptiste Boscary entreprend d'excellentes études et s'intéresse aux grands auteurs classiques, parmi lesquels on citera Pierre Corneille, ou encore l'écrivain espagnol Cervantes. Vers l'âge de 20 ans, n'ayant pas encore de situation, il projette de partir pour les Indes, pensant y faire fortune. Mais son frère Jean, agent de change à Paris, va l'en dissuader en le faisant venir près de lui dans le but de l'associer un jour à ses travaux. Ce frère, de quatorze ans son aîné, avait épousé sa cousine germaine, Anne-Catherine Chol de Clercy, avec laquelle il devait avoir six enfants.

Dès son arrivée, et ayant décelé les réelles aptitudes de son frère pour les affaires, Jean Boscary le charge d'une mission en Espagne, d'environ un an, durant laquelle il apprend l'espagnol ; une langue qu'il affectionnera tout au long de sa vie. Il se targue d'ailleurs de pouvoir lire dans sa version originale : *Don Quichotte, l'homme de la Manche*. À son retour, il s'associe à son frère.

En 1784, Jean Boscary occupe la fonction d'adjoint de la Compagnie des agents de change, puis celle de syndic. Il est alors domicilié au 14, rue Feydeau. Aussi, par une ordonnance royale, Jean-Baptiste Boscary, qui a pris le nom de « Boscary de Villeplaine » pour se différencier de ses aînés, est nommé agent de change le 5 août 1784. L'année suivante, en 1785, son frère quitte la Compagnie des agents de change pour se hisser à la tête d'une maison de banque avant de devenir l'un des administrateurs de la Caisse d'Escompte.

Les deux frères, qui vivent intimement, vont mettre en commun, pendant dix ans, leur intelligence et leur activité au profit d'opérations des plus lucratives. À l'éclatement de la Révolution, leur fortune est, du reste, évaluée à cinq millions, dont trois pour l'aîné. En 1791, ils achètent – chacun de moitié – le domaine de Romaine situé sur la commune de Lésigny, en Seine-et-Marne. Vendu en biens nationaux, ce domaine comporte un château et des terres considérables. Dans la continuité de cette acquisition, Boscary de Villeplaine acquiert, aux environs de Romaine et dans le district de Melun, des fermes, des bois, des terres, mais aussi la ferme de Villepinte (aujourd'hui en Seine-Saint-Denis) et le domaine

69 Séverac-le-Château a pris le nom de Séverac d'Aveyron depuis le 1[er] janvier 2016.

de la Joux-Dieu, près de Villefranche (Rhône) ; le tout pour 1 312 900 livres. Il deviendra également propriétaire du domaine de la Vernelle, dans l'arrondissement de Charolles en Saône-et-Loire.

La révolution française

En 1792, son frère Jean Boscary quitte les affaires pour se consacrer à sa terre de Romaine[70]. En ces temps révolutionnaires, quelles sont leurs opinions politiques ? On peut aisément deviner qu'elles sont en faveur du roi Louis XVI. Cependant, s'il existe une parfaite conformité dans leurs idées, leur caractère, en revanche, diffère. Jean Boscary, d'un tempérament doux et timide, fuit les luttes politiques, alors que son frère s'y engage avec véhémence, bravant les factieux. Ce n'est donc pas le fruit du hasard si Boscary de Villeplaine a intégré le bataillon des Filles-Saint-Thomas[71] et qu'il en devient, dès 1791, le commandant en second[72]. Bien évidemment, cette fonction nécessite un minimum de connaissances en matière de manœuvres militaires pour commander au mieux sa compagnie ; ce qui n'est pas son cas dans l'immédiat. Une formation avec un instructeur s'impose. On lui désigne alors un sergent du régiment des gardes-françaises, un dénommé Lefebvre dont il fut extrêmement satisfait. Ce sous-officier n'est autre que le futur maréchal d'Empire, François-Joseph Lefebvre (1755-1820), connu sous le nom de duc de Dantzig et avec lequel Boscary de Villeplaine restera ami toute sa vie.

Appartenir au bataillon des Filles-Saint-Thomas exige aussi une disponibilité absolue, au point même que le jour où il épouse, en février 1792, sa nièce Alexandrine-Marie[73], fille aînée de son frère tant aimé, il est contraint de quitter le banquet nuptial pour rejoindre ses grenadiers. Ce bataillon se distingue par la fermeté à réprimer les émeutiers. On retiendra, parmi leurs nombreuses actions, les dates des 20 juin et 10 août 1792. Que s'est-il passé tout d'abord le 20 juin ? Une horde de sans-culottes menée par Santerre, le brasseur populaire du faubourg Saint-Antoine, pénètre dans le château des Tuileries, armée de piques et de bâtons ferrés dans le but – comme il l'a été dit plus tard – d'assassiner la reine Marie-Antoinette. Aussitôt, Louis XVI la fait éloigner ainsi que ses enfants et se présente aux émeutiers avec un certain calme qui semble les déconcerter. Alors

70 Jean Boscary, dit Boscary l'aîné, était surtout connu sous le nom de Boscary de Romaine, en rapport à cette terre

71 Créé en 1789, le bataillon des Filles-Saint-Thomas fait partie de la Garde nationale de Paris et se compose principalement d'hommes dévoués au parti de l'ordre et de la monarchie, pour la plupart résidant, comme les frères Boscary, dans la circonscription de la section de la Bibliothèque.

72 Le commandant en premier est le banquier Gabriel Tassin de l'Étang.

73 Pour son mariage, Alexandrine-Marie Boscary (1776-1850) reçoit de ses parents, une dot de 120 000 livres, un trousseau d'une valeur de 5 000 livres, ainsi qu'une rente annuelle et viagère de 900 livres sur sa tête.

que certains d'entre eux tentent d'accéder à la pièce où se trouve la reine, Bligny, un valet de chambre, parvient à s'échapper et trouve du secours auprès de Boscary de Villeplaine et de ses grenadiers. Très rapidement, ces derniers accourent par « l'escalier des Carraches » pour prendre position dans une galerie par laquelle les insurgés devraient normalement se diriger. À la vue des grenadiers, les insurgés sont à la fois surpris et décontenancés, mais aussi par la présence du jeune dauphin assis sur la table et à qui les factieux font porter, pendant un court moment, le bonnet rouge. Après avoir lancé quelques invectives à Marie-Antoinette, la foule finit par se disperser. Cette journée du 20 juin, il est vrai, ne fut que les prémices des événements du 10 août 1792, et au cours desquels Boscary de Villeplaine va jouer un rôle qui aurait pu modifier le cours de l'histoire.

Remémorons-nous les faits. Dans la nuit du 9 au 10 août, Boscary de Villeplaine se trouve aux Tuileries avec l'ensemble de son bataillon. Au matin, Louis XVI, accompagné de la reine et de ses enfants, passe en revue les troupes rassemblées pour défendre la monarchie, aux cris de « Vive le roi ! ». Mais de nouveaux bataillons auxquels se sont mêlés des hommes armés de piques se postent déjà sur la place du Carrousel, laissant paraître une attitude hostile, criant : « Vive la Nation, à bas le Veto[74] ! ». Rentré au château, Louis XVI est rejoint dans la salle du Conseil par Pierre-Louis Roederer, procureur général de Paris, qui va avoir les mots suivants : « Sire, le danger est au-dessus de toute expression ; la défense est impossible : dans la Garde nationale il n'est qu'un petit nombre sur lequel on puisse compter, le reste, intimidé ou corrompu, se réunira dès le premier choc aux assaillants. Déjà les canonniers à la seule recommandation de rester sur la défensive ont déchargé leurs pièces. Le roi n'a plus une minute à perdre, il n'y a plus de sûreté pour lui que dans le sein de l'Assemblée il n'y a d'abri sûr pour sa famille qu'au milieu des représentants du peuple[75]. » Ce choix ne satisfait guère Marie-Antoinette. Toutefois, sur les instances de Roederer, Louis XVI se décide à se rendre à l'Assemblée nationale avec la reine et ses enfants. Il convoque alors le bataillon des Filles-Saint-Thomas pour les escorter. C'est à ce stade que Boscary de Villeplaine va entrer en jeu, en conjurant de prendre un autre parti. On sait que le duc de Liancourt, qui est au commandement de la ville de Rouen, avait préparé une retraite de la famille royale vers la Normandie que Louis XVI refusa à plusieurs reprises. Pour Boscary de Villeplaine, ce projet doit être mis à exécution. Considérons ses mots : « Dès que votre Majesté se sera livrée, ses sujets les plus dévoués ne pourront plus rien pour elle : ne vaudrait-il pas mieux qu'elle choisît ce moment pour sortir de Paris ? Nous formerions avec les Suisses un bataillon carré ; nous avons au moins huit pièces de canon à notre disposition, il est vrai que nos canonniers ne sont pas sûrs, mais les pièces seraient servies par les Suisses. Les rebelles ne pourront être prêts avant deux heures ; je sais que la route de Rouen

74 Veto était le surnom de Louis XVI depuis qu'il s'était vu concéder, en 1790, un droit de veto sur les textes votés à l'Assemblée.

75 Alcide de Beauchesne, *Louis XVI sa vie, son agonie, sa mort,* Bruxelles et Leipzig, Kiessling et Cie, t. 1, 1853, p. 150.

est parfaitement sûre[76]. » Certes, pour Louis XVI, ce choix est excellent, s'il était seul. Cependant, il ne l'est pas. Faire courir le moindre danger à sa famille, en cas d'échec, le roi le réfute. Aussi, Marie-Antoinette devait insister à nouveau en disant : « Mais Sire, M. Boscary a raison. » Et Louis XVI de lui répondre : «Non, on nous attaquera pendant notre marche ; nous nous défendrons, il y aura du sang versé à cause de moi, et c'est ce que je veux empêcher à tout prix[77]. » La reine, ayant compris que tout était perdu, se tourne alors vers Boscary de Villeplaine, esquissant un geste de résignation. Obéissant à son roi, Boscary de Villeplaine et son bataillon les escortent alors jusqu'à l'Assemblée nationale[78]. Le château des Tuileries est ensuite pris d'assaut, et de sanglants combats s'engagent entre les Suisses et les assaillants. Ancrée dans l'histoire de France, la suite est notoirement connue : la famille royale est emprisonnée trois jours plus tard au Temple ; Louis XVI est exécuté le 21 janvier 1793 et Marie-Antoinette, le 16 octobre de la même année.

Après coup, certains ont été convaincus que l'option de Boscary de Villeplaine était non seulement la meilleure, mais la seule qui pouvait sauver le roi et la reine. À tout moment, le duc de Liancourt s'attendait donc à voir arriver, à Rouen, la famille royale qui aurait été bien accueillie par la population. Quand bien même un retournement de situation se serait produit en Normandie, une retraite par la mer aurait été facile.

À la minute où Boscary de Villeplaine a su que Louis XVI ne le suivrait pas dans son projet, il savait que la famille royale, en se rendant à l'Assemblée, se jetterait dans la gueule du loup, et par conséquent, que sa mission arrivait à terme, qu'il n'avait plus à défendre une monarchie anéantie. Toutefois, il savait aussi que les opposants au régime chercheraient à se venger. En effet, après la prise des Tuileries, la section de la Bibliothèque où résident la plupart des officiers et soldats du bataillon des Filles-Saint-Thomas, nomme des commissaires-enquêteurs afin de lever le voile sur les événements du 10 août. Ces principaux commissaires sont Nicolas Vergne et Pierre-Nicolas Chrétien. Ils procèdent donc à des interrogatoires et reçoivent un certain nombre de déclarations émanant d'officiers, parmi lesquelles figure celle de Boscary de Villeplaine[79]. À la suite de cette enquête, le jury d'accusation est saisi d'un commencement de procédure intenté à l'encontre des deux commandants. Cependant, après la levée des scellés que la section de la Bibliothèque a apposé sur les papiers de Boscary de Villeplaine, celle-ci a dû reconnaître qu'elle n'avait rien trouvé de suspect. Le 5 octobre 1792, le jury d'accusation déclare alors qu'il n'existe, contre lui, ni trace, ni vestige de délit contre la sûreté générale. Mais un an et demi plus tard, sur les ordres du Comité de salut public, cette affaire est reprise. La Terreur est ainsi poussée à son paroxysme. Antoine Fouquier-Tinville, celui qui

76 Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse, « Notice sur Boscary de Villeplaine », *Mémoires de l'Académie impériale des sciences,* belles-lettres et arts de Lyon, t. 7, 1858-1859, p. 144-145.

77 *Ibid.*, p. 145.

78 L'Assemblée nationale se situe, à l'époque, salle du Manège, sur le côté nord du jardin des Tuileries.

79 Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur,* Paris, Michel Lévy frères, t. 2, 1863, p. 477.

fit exécuter plus de 20 000 personnes, souvent sans qu'il y ait contre elles aucun acte d'accusation, de jugement ou de condamnation, dresse un nouvel acte d'accusation. Quels sont les faits qui leur sont reprochés ? D'avoir assisté Louis XVI dans sa vengeance contre le peuple, le 17 juillet 1791 et le 10 août 1792.

Boscary de Villeplaine se réfugie alors sur ses terres de Romaine où il aime chasser. Cependant, la population – à laquelle les deux frères n'ont rien fait – devait bientôt leur être hostile. Cela se traduit par des dénonciations. On les accuse d'être des partisans de La Fayette et ennemis de la Révolution. Leur propre garçon de cuisine a des propos accablants à leur égard, mais aussi leur cuisinière dont les mots sont les suivants : « Ils font les patriotes, ils l'ont peut-être été, mais ne sont pas les amis de la Révolution, quoiqu'ils aient gagné par elle la plus forte partie de leur fortune. Ce sont des gens bien adroits, bien fins[80] ».

Arrestation et exil

Au début du mois de mars 1794, et par ordre du Comité de sûreté générale, des commissaires parisiens de la section Le Peletier font une incursion au château de Romaine. Jean Boscary est alors arrêté et emprisonné, à Paris, dans l'hôtel du marquis de Talaru, converti en prison. En un mot, il attend l'échafaud. Des scellés sont posés dans le château par le district de Melun. Boscary de Villeplaine qui, par chance, se trouve hors du domaine, est prévenu de la perquisition et se réfugie à Villepinte chez l'un de ses fermiers. Alors que Tassin de l'Étang (commandant en premier du bataillon des Filles-Saint-Thomas) est arrêté, jugé, puis guillotiné le 3 mai 1794, Boscary de Villeplaine, quant à lui, est rejoint par un ami, marchand de vin à Beaujeu (Rhône), afin de l'aider à gagner le Beaujolais, habillé, lui-même, en garçon marchand de vin. Parvenu à destination et muni d'un faux passeport, il se rend ensuite à Lons-le-Saunier (Jura) où une marchande de bas – qui lui a été désignée – lui fournit des passeurs. Ces guides, qui ne sont autres que d'anciens contrebandiers, vont ainsi lui prêter main forte pour passer en Suisse. Arrivés à la frontière, ces hommes, qu'il récompensa généreusement, devaient lui dire : « Vous pouvez à présent vous moquer de la République[81]. » Et de rajouter, devant la gaité qu'il manifesta tout au long de la route malgré les dangers et la fatigue : « En vérité, vous avez l'air d'un bon vivant et franchement c'eût été dommage qu'on vous eût guillotiné[82]. » C'est à Saint-Gall, près de Zurich, où il reçoit un accueil chaleureux, qu'il trouve asile. À cette époque, les frères Boscary possèdent encore 100 000 écus, chacun, qu'ils eurent la bonne idée de confier à la maison Thélusson de Londres.

80 Jean Bouchary, *Une famille d'agents de change sous l'Ancien régime, la Révolution, le Consulat, l'Empire et la Restauration : les Boscary,* Paris, 1942, 48 p.

81 Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse, « Notice sur Boscary de Villeplaine », *Mémoires de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon,* t. 7, 1858-1859, p. 148.

82 *Ibid.*

Après la chute de Robespierre, à la fin du mois de juillet 1794, Boscary de Villeplaine revient en France, et plus précisément à Lyon, près de sa famille et de ses amis qui vont s'empresser de lui faire oublier ce qu'il vécut.

Durant cette période, qu'est devenu alors son frère incarcéré à Talaru ? La chute de Robespierre fut la seule raison de sa survie. Le 10 août 1794, le Comité de sûreté général ordonne qu'il soit libéré sur le champ et que les scellés apposés à ses domiciles (Romaine et rue Feydeau) soient levés. Au printemps 1795, Jean Boscary se rend dans le Beaujolais pour vivre, avec son frère, des retrouvailles inoubliables. Il est vrai que ces derniers, si tendrement unis, avaient cru ne jamais se revoir. Dans le courant de cette même année, Boscary de Villeplaine rentre à Paris et reprend ses activités d'agent de change. Sa fortune est en effet à rebâtir. Il revend également, à son frère, ses parts sur le domaine de Romaine. Il réside désormais au 721, rue de Choiseul.

Fortune et prospérité

le 17 septembre 1797, Jean Boscary meurt à Lésigny, dans son château. Pour Boscary de Villeplaine, l'épreuve est difficile à surmonter. Mais cette disparition devait le rapprocher encore davantage de sa belle-sœur, de ses neveux et nièces. Il va s'occuper personnellement de leur propre intérêt, rassembler les restes de leur fortune, et en tirer, pour eux, le meilleur parti. Vivant ensemble, il leur apporte toute l'affection dont ils ont besoin.

En 1799, après le coup d'État du 18 brumaire par Bonaparte, Boscary de Villeplaine salue son avènement en consacrant tout ce qu'il a de capitaux disponibles pour acheter des rentes sur l'État. Quelques années plus tard, une partie de ces capitaux ont sextuplé de valeur et d'autres se sont accrus davantage. Sa fortune, ainsi reconstruite, a même fini par dépasser de beaucoup celle qu'il avait perdue sous la Révolution. Son neveu et biographe Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse (1787-1861) devait dire, à ce propos, que ses transactions relèvent tout simplement de l'intelligence et qu'il avait deviné le génie de Napoléon Bonaparte.

Le 20 juillet 1801, sous le Consulat, il est à nouveau nommé agent de change. Domicilié depuis le printemps 1802 à l'hôtel Vassal de Saint-Hubert (n° 2 rue Blanche, puis n° 5), il acquiert[83] le 16 mai 1804, et auprès des héritières[84] de Jean-André de Vassal (receveur des Finances), la maison voisine (n° 4) pour un montant de 25 000 francs en numéraire métallique. C'est un corps de logis de forme carré

83 Arch. nat., MC/ET/LXII/767.

84 Parmi les héritières qui lui vendent la maison, notons Albine-Hélène, quatrième des cinq filles de Jean-André de Vassal de Saint-Hubert († 1795). Mariée en secondes noces au banquier suisse, Daniel Roger, elle épouse ensuite le comte de Montholon en 1812 avec lequel elle accompagne Napoléon dans son exil à Sainte-Hélène.

composé d'un rez-de-chaussée et de deux étages, avec cave, cour, écurie, remise, chambre de domestique, grenier, cabinet d'aisance, puits et petit jardin. Dès lors, il devient un des syndics des agents de change. Soulignons que durant cette même année 1804, il devait être à nouveau l'acteur d'une mésaventure. Il est vrai que les années lui ont fait prendre de l'embonpoint, ce qui lui donne quelques traits de ressemblance avec un certain Georges Cadoudal[85], général chouan révolté qui complote contre le Premier consul Bonaparte, au point qu'un jour, alors qu'il se trouve dans le jardin des Tuileries, il est confondu avec le conspirateur et arrêté. Mais heureusement pour lui, la méprise est rapidement reconnue ; il est libéré, et peu de temps après, le véritable Cadoudal est appréhendé et guillotiné.

Le château de la Grange-du-Milieu (Yerres)

C'est précisément le 12 messidor an XIII (1er juillet 1805), et devant maître Charles-François Lenormand, notaire à Paris, qu'il achète[86] le domaine de la Grange aux héritiers de Marc-Henry Le Pileur de Brevannes[87] pour la somme de 400 000 francs (150 000 francs seront réglés comptant, le reste sera payé en plusieurs termes et soldé en 1813). Ce domaine comporte, en 1805, un château et des dépendances, une cour, des jardins, un parc, représentant presque 47 hectares. À cela viennent s'ajouter un corps de ferme, des terres labourables, des vignes, des bois, des prés, le tout sur les communes et terroirs de Limeil, Valenton, Villeneuve-Saint-Georges et Montgeron. L'ensemble du domaine représente exactement 400 hectares, 75 ares et 69 centiares. Le château fut construit au XVIIe siècle par l'architecte Jean Thiriot pour Charles Duret de Chevry, intendant des Finances sous le règne de Louis XIII. Comment est-il alors agencé ? Il se constitue d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de deux étages et de combles. Au rez-de-chaussée, la grande galerie du maréchal de Saxe, revêtue en stuc et décorée de pilastres cannelés avec chapiteaux sculptés, occupe le centre du bâtiment entre deux pavillons. À gauche, se trouve la salle de billard, un salon et deux cabinets, dont un d'aisance. À droite, figurent la salle à manger avec desserte, chauffée par un grand poêle en terre cuite, une chambre de femme de charge, puis un vestibule dans lequel est placé l'escalier d'exploitation. Une chambre de domestique et une salle de bain, avec une seconde pièce à la suite, se trouvent à l'entresol. Le premier étage regroupe sept appartements de maîtres

85 « Biographie lyonnaise. Notice sur J.B.J. Boscary de Villeplaine », *Archives historiques et statistiques du département du Rhône,* t. VII, 1827, p. 210.

86 Arch. nat., MC/ET/XCIC/787.

87 Marc-Henry Le Pileur de Brevannes († 1804) était président en la cour des comptes, mais aussi propriétaire du château de Brevannes (aujourd'hui dans le Val-de-Marne). Ce sont ses fils Amédée et Augustin-Henry (ce dernier agissant comme fondé de la procuration de son frère) qui vendent le château de la Grange à Boscary de Villeplaine ; sa fille, Anne-Élisabeth, épouse de Bonaventure-François Gautier de Charnacé, ayant renoncé à la succession.

composés, chacun, d'une principale chambre à coucher et d'une deuxième petite chambre avec un cabinet de garde-robe surmonté en partie d'entresol. Le deuxième étage est occupé par six chambres de maîtres, à feu, dont trois avec cabinet ; quatre autres sont sans feu, dont trois pour les domestiques et un garde meuble. Les combles sont, quant à eux, occupés par le grenier.

Boscary de Villeplaine tient à perpétuer le souvenir du maréchal de Saxe (1696-1750) qui possédait le domaine de 1748 jusqu'à sa mort. On y voit son buste et celle de sa maîtresse, Adrienne Lecouvreur. Les meubles sont, pour la plupart, en bois d'acajou et les chaises en merisier. Les rideaux sont en calicot blanc, notamment dans la salle à manger, mais également en mousseline. Lorsque revient la belle saison, les jardiniers ressortent, de l'orangerie, et dans leur caisse de bois peint, les trente-deux orangers, les quatre grenadiers, les huit lauriers roses, le grand laurier franc, le noyer des Indes, ainsi que trente arbustes divers. On sait également que Boscary de Villeplaine est un homme de bonne chère qui apprécie le bon vin. Il y a exactement, au château de la Grange, deux caves voûtées à vin dans lesquelles on peut y recenser, à la fin de sa vie, 2 733 bouteilles. Dressons-en une liste non exhaustive. Dans la première cave sont entreposées : 1 457 bouteilles de vin rouge Saint-Georges[88] d'une valeur de 730 F, 118 bouteilles de Mâcon rouge d'une valeur de 72 F, 108 bouteilles de mâcon blanc évaluées à 65 F, 16 bouteilles de champagne mousseux estimées à 12 F. Dans la seconde cave : 13 demi-bouteilles de vin de Malaga estimées à 26 F, 12 bouteilles de bourgogne évaluées à 9 F, 12 bouteilles de bordeaux évaluées à 12 F, 265 bouteilles de vin rouge ordinaire Saint-Georges estimées à 132 F, 150 bouteilles de vin d'entremets, cru de St-Georges évaluées à 107 F, 130 bouteilles de muscat de Frontignan estimées à 80 F, 90 bouteilles de Madère estimées à 270 F, ou encore 134 bouteilles de grenache évaluées à 268 F. Dans le grenier figurent aussi deux trophées (deux têtes de sangliers) qui rappellent la passion de Boscary de Villeplaine pour la chasse ; il possède d'ailleurs plusieurs fusils à pierre. Selon un inventaire[89] effectué en 1828, le capital mobilier du château est évalué à 33 688 francs.

Cette demeure de villégiature est également le rendez-vous d'une société sélectionnée. Parmi ses hôtes qui viennent se délecter d'une cuisine raffinée, on citera son ami le magistrat et gastronome Brillat-Savarin[90]. Ce dernier raconte dans son ouvrage, *Physiologie du goût*, qu'il dégusta, au château de la Grange, un « faisan étoffé » exécuté par le chef Picard. Tous deux fins gourmets, Boscary de Villeplaine et Brillat-Savarin aiment se retrouver souvent autour d'une table avec d'autres convives, et notamment en cabinet particulier au restaurant Le Véfour, à Paris, au Palais-Royal. Au château, on peut aussi y rencontrer Raymond de Sèze (1748-1828), magistrat et académicien qui possède une maison de campagne à Brévannes ; le maréchal Lefebvre (1755-1820), son instructeur du bataillon des Filles-Saint-Thomas ; le maréchal Berthier (1753-1815), prince de

88 Vin rouge coloré de Saint-Georges d'Orques (Hérault).

89 Arch. nat., MC/ET/LXII/871.

90 Jean-Anthelme Brillat-Savarin (1755-1826) a été le tuteur d'Anne-Geneviève-Caroline Boscary, alors mineure, pour la succession de son père Jean Boscary.

Neuchâtel et de Wagram qui réside au château de Grosbois ; mais encore le général Lejeune[91](1775-1848), général d'Empire et artiste peintre qui réalisa un certain nombre de tableaux représentant des scènes de batailles.

Conseils, bravoure et honneurs

Si Bonaparte, lorsqu'il était Premier consul, ne cachait pas son hostilité à l'égard de la spéculation, quelques années plus tard, devenu empereur des Français, il devait revenir sur ses positions, considérant comme stellionat, c'est-à-dire comme délit, « toute convention de vendre des effets que l'on n'aurait pas immédiatement à sa disposition ». Aussi, en 1810, lors de la discussion des articles 421 et 422 du code pénal, il est question « de réputer jeu de bourse toute vente faite sans la possession des effets au moment du marché ». Napoléon hésite encore et consulte Boscary de Villeplaine qui lui fait la comparaison suivante : « Sire, lorsque mon porteur d'eau est à ma porte, commettrait-il un stellionat en me vendant deux tonneaux d'eau au lieu d'un qu'il a ? Non certainement puisqu'il est toujours certain de trouver à la rivière ce qui lui manque. Eh bien ! Sire, il y a à la bourse une rivière de rente[92]. » Convaincu par l'argumentation, Napoléon fait modifier le code pénal dans ce sens.

Boscary de Villeplaine et son épouse n'ont pas de postérité. C'est auprès de ses nombreux neveux et nombreuses nièces qu'il reporte toute son affection, les considérant même comme ses propres enfants. Une de ses nièces, Anne-Geneviève-Caroline Boscary, fille de son frère Jean Boscary, avait épousé en 1810, à l'âge de 19 ans, le régent de la banque de France, Jean-Baptiste Jame, avec lequel elle a eu deux filles, Isaure et Louise. Aussi étrange que cela puisse paraître, le régent s'est mystérieusement volatilisé dans la nuit de Noël 1814, sans jamais réapparaître. Boscary de Villeplaine éleva et éduqua les deux enfants qui prirent d'ailleurs, dans la vie courante, le nom de Boscary de Villeplaine.

En janvier 1814, au moment de la réorganisation de la Garde nationale de Paris, il est nommé capitaine de la seconde légion, commandée par le comte Louis de Girardin. Une fois encore, et malgré un âge avancé (presque 57 ans), il fait preuve d'une grande bravoure. En effet, le 30 mars, à la bataille de Paris qui oppose l'armée

91 Notons l'accident survenu au général Louis-François Lejeune, le 19 novembre 1819, alors qu'il se trouvait en visite au château de la Grange chez son ami Boscary de Villeplaine. Vers les cinq heures du soir, le général aperçut, à l'extrémité du parc, un individu caché derrière un tas de bois. Après l'avoir interpellé, l'homme, un vigneron de Yerres, François-Martin Degarne (39 ans), faisait feu, le blessant grièvement au bras droit et aux mains. Après lui avoir administré de prompts secours, le professeur Richerand devait constater que les blessures étaient moins graves qu'il ne le craignait. Degarne fut appréhendé et Lejeune put, dans l'avenir, reprendre ses pinceaux. On lui doit d'ailleurs, en 1822 : *Bataille de la Moskowa.* (Voir aussi le journal *Le Véridique de Gand* du lundi 29 novembre 1819).

92 Edmond Guillard, *Les opérations de bourse*, Paris, Guillaumin et Cie, 1875, p. 163-164.

française aux forces européennes alliées contre l'Empire de Napoléon, il est affecté à la défense de la barrière Blanche, au-dessous de Montmartre, et s'expose, à ce moment-là, aux plus grands dangers. Vers les deux heures de l'après-midi, la faible ligne de troupes françaises, qui tient la Plaine Saint-Denis, est contrainte de battre en retraite devant les Cosaques et les Prussiens qui forcent la barrière Blanche. Plusieurs d'entre eux appuient le canon de leur fusil sur la poitrine de Boscary de Villeplaine qui, après avoir résisté aussi longtemps que possible, lâche prise face aux assaillants devenus de plus en plus nombreux.

La défaite de la France, par la capitulation de Paris, va marquer la fin des opérations militaires de la campagne de France conduisant à la première abdication de Napoléon, puis à la Restauration, puis à la deuxième abdication de Napoléon après les Cent-Jours, et enfin à la Seconde Restauration. C'est sous cette dernière que Boscary de Villeplaine, à la tête du petit nombre de grenadiers – survivants – de l'ancien bataillon des Filles-Saint-Thomas, est présenté à toute la famille royale. Louis XVIII devait avoir, pour eux, les mots suivants : « Non seulement j'admire votre conduite, mais je la vénère[93]. » C'est précisément pour l'ensemble de cette conduite que le 31 janvier 1815, il est fait officier de la Légion d'honneur[94]. Quelques années plus tard, Louis XVIII, qui a dit un jour que Boscary de Villeplaine était le seul qui lui ait fait comprendre la conversion de la rente, lui octroie des lettres de noblesse – qu'il n'a nullement réclamées – en qualité d'écuyer ; une faveur qui révèle assez bien le degré de gratitude du roi à son égard. Il est dit aussi que lors d'une audience particulière, Louis XVIII lui aurait demandé quel était le titre qu'il désirait joindre à ses lettres de noblesse. Et Boscary de Villeplaine de lui répondre : « Je remercie Votre Majesté de tant de bonté. Il y a trop longtemps que je suis connu sous le nom que je porte pour en changer aujourd'hui. Je désirerais même n'y rien ajouter[95]. » Mais Louis XVIII tient malgré tout à lui être reconnaissant en concevant personnellement ses armoiries. On peut y voir, symboliquement, le château des Tuileries qui fut le théâtre des actes de loyauté : *D'azur au château d'argent, maçonné de sable, surmonté d'une épée d'or et d'une branche de lys au naturel, posées en sautoir.* La devise est : *Amor patriæ* (l'amour de la patrie).

Place Vendôme

Depuis le mois de mai 1819, Boscary de Villeplaine, alors doyen des agents de change, occupe l'hôtel de Parabère au n° 20 de la place Vendôme. Ce bel hôtel particulier de 1 200 m² est la propriété de la marquise du Bourg de Bozas. Locataire, Boscary de Villeplaine a signé, avec elle, un bail pour neuf années consécutives à

93 Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse, « Notice sur Boscary de Villeplaine », *Mémoires de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon,* t. 7, 1858-1859, p. 152.
94 Arch. nat., LH/300/51.
95 Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse, op. cit.

compter du 1er octobre 1818. Mais celle-ci meurt le 15 juin 1823. Pratiquement un an plus tard, le 10 avril 1824, il rachète cet hôtel aux héritiers pour la somme de 380 000 francs[96]. C'est à cette adresse que son épouse, Alexandre-Marie Boscary de Villeplaine, va tenir un salon[97], un des plus célèbres et des plus rayonnants de la capitale, et ce jusque sous le règne de Louis-Philippe. Sa fréquentation par un grand nombre de jolies femmes lui vaut d'ailleurs le surnom de « Paradis de Mahomet ». Dans cet élégant salon où figure un orchestre, on participe à des causeries, à des conversations spirituelles, on y regarde de la danse, on y écoute de la musique. Il est fréquenté par beaucoup d'aristocratie, des marquises de vieilles souches, des duchesses de l'Empire, des comtesses. Le Jockey Club s'y montre tout entier. On y rencontre également de grandes dames étrangères, parmi lesquelles on relèvera Dorothée de Benkendorf, princesse de Lieven qui tient aussi un salon rue de Rivoli, ou encore la comtesse Appony, surnommée « la divine Thérèse », épouse de l'ambassadeur d'Autriche et élève de Chopin. Le futur duc de Morny fréquente aussi le salon ainsi que Gérard de Nerval, connu, dans ces lieux, pour sa rivalité amoureuse qui l'oppose au banquier William Hope, dont la cantatrice et actrice Jenny Colon est la cause. Frantz Liszt vient également jouer du piano, soit seul, ou parfois accompagné de Louise Boscary (Jame), fille du régent de la Banque de France disparu le soir de Noël. Cette dernière va d'ailleurs avoir une liaison amoureuse, très fugace, en 1833, avec le musicien qui, trois ans plus tard, lui dédie son *Divertissement sur la cavatine de Pacini.* Isaure, la sœur de Louise, excelle, quant à elle, dans le chant. Alexandrine-Marie Boscary de Villeplaine, qui est une femme d'esprit très distinguée, se voit aussi dédier par le poète Émile Deschamps de Saint-Amand – qui fréquente le salon – un poème intitulé : *Le plus beau des concerts.* On notera qu'en 1809, une romance mise en musique par Jean-Baptiste Roucourt, ancien directeur de l'École royale de musique de Bruxelles, ayant pour titre, *Romance du maréchal de Saxe sur la mort de Mlle Lecouvreur,* lui avait été déjà dédiée.

Épilogue

D'un caractère modeste, Boscary de Villeplaine n'ambitionne, sous la Restauration, que des emplois sans prestige. Simple membre du bureau de charité du 2e arrondissement de Paris, il fait aussi partie de la commission mixte pour le rétablissement, place Bellecour, à Lyon, de la statue équestre de Louis XIV, détruite en 1792.

Cet opulent financier, actionnaire de la Banque de France et de la Société des terrains et bâtiments de Grenelle, mais également obligataire de l'emprunt du

96 Arch. nat., MC/ET/LXII/852/B.

97 Comtesse de Bassanville, *Les salons d'autrefois, souvenirs intimes,* Paris, P. Brunet, 4e série, 1866, p. 75-152.

Mexique, vit les dernières années de sa vie auprès de sa famille. Son neveu Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse disait qu'il recherchait, certes, la richesse, mais pour en faire profiter tous les siens. « N'ayant aucun goût pour le luxe, l'argent n'était à ses yeux qu'un moyen de faire des heureux. »

Le 21 avril 1827, il rédige un testament[98] – de plus de trois pages – déposé chez maître Beaudenom de la Maze, notaire à Paris, sur lequel il couche une grande partie de sa famille. Il nomme et institue, selon ses mots, « sa chère épouse » pour sa légataire universelle en usufruit après les charges de sa succession et legs particuliers et acquittés. Certains se voient donner et léguer des rentes perpétuelles sur l'État, à l'image de son neveu Antoine-Jean-Baptiste d'Aigueperse qui recevra 2 500 francs de rentes perpétuelles. D'autres vont encaisser une certaine somme d'argent, comme Louise et Isaure Boscary (Jame), ses petites-nièces, qui recevront 200 000 francs par égale portion, payés, sans intérêts, dans les six mois suivant son décès, ou comme sa belle-sœur et belle-mère, Anne-Catherine Chol de Clercy[99], qui héritera d'un diamant et de 8 000 francs en marque d'attachement et de souvenir. À ses domestiques et son cocher sont légués entre 400 et 800 francs de rentes viagères, ainsi qu'une rente sur l'État. Il lègue également aux pauvres et aux indigents d'Yerres une rente annuelle et perpétuelle de 600 francs sur l'État. Cette somme sera distribuée tous les ans par son épouse, jusqu'à sa mort. Après son décès, le maire et le curé d'Yerres s'occuperont, seuls, de la distribution.

Mais son testament semblait être prémonitoire. Sujet à de fréquentes crises de goutte, il meurt, huit mois plus tard, le 28 décembre 1827, à 70 ans, dans son hôtel de la place Vendôme, emporté par une apoplexie nerveuse provoquée par une métastase goutteuse, appelée « la goutte supprimée ». Romain-Frédéric Gallard, curé de la Madeleine et futur évêque de Meaux, lui a conféré les derniers sacrements. Ses obsèques sont célébrées le lendemain de sa mort, le 29 décembre, en l'église de l'Assomption qui est, à cette époque, la paroisse provisoire de la Madeleine durant la construction de l'actuelle église. Il est inhumé dans le cimetière du Père-Lachaise où il reçoit les honneurs militaires. Son ami Jean-Baptiste Dugas-Montbel, membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres, lui rend, devant sa tombe, un vibrant hommage, dont voici les dernières lignes de son discours : « Adieu, toi dont je m'honore d'avoir été l'ami, adieu pour la dernière fois. Veille sur nous du séjour où Dieu t'a appelé près de lui, veille sur tes enfants ; sur cette famille éplorée qui gardera toujours de toi le plus tendre et le plus profond souvenir, car la mémoire du juste sera éternelle[100]. »

Son épouse, qui lui survira jusqu'au 13 avril 1850, vend[101], le 11 mars 1830, à

98 Arch. nat., MC/ET/LXII/871.

99 Anne-Catherine Chol de Clercy décède le 15 juillet 1839 au château de la Grange-du-Milieu.

100 « Discours prononcé sur la tombe de M. Boscary de Villeplaine », Paris, Didot, 1827, in-4° d'une feuille.

101 Arch. nat., MC/ET/LXII/883.

son neveu, le vicomte Jean-Baptiste-Ange-Amédée Melin Ramon du Taillis[102], le château de la Grange-du-Milieu. Ce domaine restera dans la famille jusqu'à la fin du XXe siècle[103].

102 Jean-Baptiste-Ange-Amédée Melin Ramon du Taillis (1800-1870) est le fils d'Anne-Jacqueline Boscary et d'Ange-Charles-Marie Melin. Après le décès de son père en 1804, sa mère se remarie au général d'Empire, le comte Adrien-Jean-Baptiste-Amable Ramon du Taillis (1760-1851) qui l'adopte et l'élève. Vicomte, puis comte à la mort de son père adoptif, Jean-Baptiste-Ange-Amédée Melin Ramon du Taillis est maire de Yerres de 1841 à 1858. Sous le second Empire, il possède aussi, en Haute-Saône, deux usines à fer, au Pont-de-Planches et à Maizières, ainsi qu'un château à Neuvelle-lès-la-Charité, à l'emplacement de l'ancienne abbaye de la Charité.

103 Marie-Honoré-Gaspard-Napoléon Gourgaud (1857-1919), petit-fils de Jean-Baptiste-Ange-Amédée Melin Ramon du Taillis, hérite, par testament, du château de la Grange-du-Milieu. Son fils, Marie-Amédée-Henri-Napoléon (1881-1944), en devient ensuite propriétaire. Ce dernier, n'ayant pas d'enfant, lègue le domaine en nue-propriété, avec le contenu, à son petit-cousin, le baron Napoléon-André-Étienne Gourgaud du Taillis (1922-2010) qui le vend en 1991.

Une plaque à double inscription conservée dans l'église de Blandy

Frédéric Gatineau

On trouve dans l'église de Blandy une dalle commémorative en pierre blanche. Elle comporte deux inscriptions distinctes. Le texte de la consécration de l'église en 1582 d'une part et d'autre part le texte de la donation du curé Flavignard en 1631. Sous son apparente modestie, cette plaque se révèle, à bien des égards, peu banale.

Voici d'abord la transcription exacte du premier texte :

LAN DE GRACE 1582 LE 19E DAOVST. FV CONSACREE ET
DEDIEE L'EGLISE ET CYMETIERE DE CEANS A L'HONNEVR
DE DIEV ET DE LA TRESSACREE VIERGE MARIE MR. S.
MAVRICE MARTYR PATRON DE CEANS ET DE TOVS
LES .S. ET .S.CTES DE PARADIS. LES AVTELZ
THESAVRISEZ DES SCTES RELIQVES DE .S. CLOV,
S. ESLOY EVESQVE, ET DE .S. MILLION MARTIR,
PAR REVEREND PERE EN DIEV CHRISTOPHE DE
CHEFFONTENNES ARCHEVESQVE DE CESAREE
SVFFRAGANT DE MONSEIGNEVR LE CARDINAL
DE PELLEVÉ ARCHEVESQVE DE SENS. LEQVEL
A DONNE 40 IORS DE PARDON ACEVX QVI
AVSMONNERONT ET VISITERONT LADE EGLISE
AVDIT IOR CE FVT FAICT ALA PRIERE DE
VENERABLE ET DISCRETTE PERSONNE ME
LEONARD CADOV CVRÉ DE CEANS QVI A FAICT
LE VIGIL LA NVICT DVRANTE EN PÑCE DE MESrS

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

LES CVREZ VOISINS, ET DE GVILLAVME DELETON
ANTHOINE CHEVALIER, PIERRE CHANCLOV, PROVISĒ
IEHAN BAVDET, IEHAN CAVDOV, IEHAN BRICHART
LOYS NOLEAV, PIERRE LAVRE, GILBERT DESERT, ET
PLVSIEVRS AVTRES.

Un précieux témoignage d'une consécration d'église en Essonne.

Cette première inscription commémore la consécration de l'église de Blandy qui a eu lieu peut-être suite à des travaux.

Les dates des consécrations des églises essonniennes nous sont, dans l'ensemble, assez mal connues. Pour la période médiévale, seules nous sont connues la date de la consécration de l'église abbatiale de Morigny le 3 octobre 1119, celle de Saint-Spire de Corbeil le 10 octobre 1437 [104] et celle de Saint-Basile d'Étampes le 11 mars 1497[105].

Pour les XVI[e] et XVII[e] siècle, nous connaissons seulement les dates des consécrations de huit églises à savoir : Notre-Dame de Torfou en 1512, Saint-Martin d'Étampes et Saint-Honest d'Yerres en 1526, Saint-Germain d'Itteville en 1538, Saint-Martin d'Etiolles en 1610, Notre-Dame de Champcueil en 1616, Saint-Nicolas de Juvisy en 1624 et Sainte-Geneviève-des-Bois en 1679.

La consécration de Torfou nous est connue grâce à la copie d'un parchemin découvert par le curé Jacques François Laignel en 1745 et soigneusement recopié par ses soins sur un registre :

En 1512 du consentement de l'évêque de Paris a consacré cette église de Torfou en l'honneur et sous l'invocation de la bienheureuse Marie toujours Vierge et de Ste Avoye vierge et aussi le grand autel et en présence de vénérable et discrète personne messire Jean Desfosses docteur en théologie chancelier de l'église de Paris, Guillaume de Chepdeville chanoine de la dite église de Paris, de Guillaume Perier curé de la dite église de Torfou, de noble homme messire Antoine Royer procureur du Chatelet de Paris, de Jean Breton et Mathurin Revers alors marguillier, de Jean de Serre Guillaume Cousin Jean Hodoeuin et Georges Coste paroissiens et habitants dudit lieu et aussi d'un grand nombre d'autres paroissiens et multitude de

104 Dédicace de l'église Saint-Spire par Jean l'Eglise évêque de Troyes délégué par Jacques Chastellier évêque de Paris, ADE / E dépôt 1/ 559.
105 Basile Fleureau, *Antiquitez d'Estampes,* 1683, p. 408.

peuple que la dévotion avait attirés à cette cérémonie signé Huart[106].

La consécration de Saint-Martin d'Étampes nous est connue grâce à un document provenant du fonds de l'abbaye de Saint-Chéron lés Chartres : *Consécration de l'église paroichiale monseigneur Saint Martin d'Estampes les Vielles par Barthélemy, évêque de Sébaste et abbé de Saint-Chéron*[107].

La consécration de l'église d'Yerres nous est rapportée par l'abbé Lebeuf *« De l'inscription de l'église on pourroit inférer que ce ne fut qu'en 1526 que l'on commença à avoir des Reliques de Saint Honest dans cette Eglise »* [108]

Le procès-verbal de la consécration de l'église d'Itteville a été relevée par le curé Chesnel en 1739, d'après l'inscription, gravée en 1619, qui se trouvait *au-dessus du bénitier entre la petite et principale porte de l'église" "L'an mil cinq cent trente-huit, le dix-huitième jour d'août, cette église fut dédiée et consacrée par R. P. en Dieu Messire Jehan Lunelius, évêque de Sebaste et abbé de St Sébastien ad catacombas de urbe près et hors les murs de Rome, de l'ordre de Cîteaux, lequel a donné et octroyé quarante jours de vrai pardon et indulgences à tous ceux qui la visiteront au jour anniversaire de la dédicace, la fête et solennité de laquelle est toujours le dimanche d'après l'Assomption de Notre-Dame, ainsi qu'il apparaît par acte signé de la propre main dudit seigneur évêque, lequel acte est avec les titres de l'église. 1619"* [109].

La consécration de l'église d'Étiolles le 4 août 1610 par *« Mgr René de Breslay, évesque de Troye et lettres de dédicace à l'honneur de Dieu, de la Ste Vierge, sous l'invocation et l'intercession des saints Martin, Estienne et Laurens »* nous est également connue grâce à la transcription qui en a été faite sur un registre de conseil de fabrique très postérieur[110].

La consécration de l'église de Champcueil nous est aussi parvenue grâce au soin d'un curé qui a relevé, dans les registre paroissiaux à la date de 1751, une inscription en pierre aujourd'hui disparue : *le mardi 19 octobre 1616 jour et fête de monsieur Savinien et Potentien par permission de monseigneur l'illustrissime et*

---

106 Copie d'un morceau de parchemin trouvé par moi Jacques François Laignel curé de cette paroisse de Torfou dans l'un des côtés ou flancs de la pierre sacrée du maître autel qui avait été démolie au mois de mars 1736 lequel coté ou flanc ayant été ouvert le 13 juillet 1745, moi curé avait trouvé un petit coffret de fer mince ou étaient enfermé le dit morceau de parchemin de la dédicace de l'église et un petit sachet qui m'a parue d'étoffe de soie liée d'un fil dans lequel j'ai trouvé un petit ossement ou portion de relique avec une petite bande de parchemin et cette inscription : *de osse cervicis sanct Blasisi episcopi et martiri.* Le coffret contenant la dédicace et tout ce qui y était renfermé, l'orignal en parchemin le procès-verbal de la découverte ont été remisé dans le coffre du maître autel sous la planche qui sert de table dans la partie antérieure le 13 octobre 1745 par moi curé Laignel (arch dioc K 20 01)

107 AD28 H 3063, cf. aussi Basile Fleureau, *Antiquitez d'Estampes,* 1683, p. 8.

108 Abbé Lebeuf, *Histoire de la Ville et du diocèse de Paris,* 1757.

109 Arch dioc., Registre des délibérations de la paroisse d'Itteville (1739-1790).

110 ADE G 659.

révérendissime cardinal du Perin archevêque de Sens fut dédié et consacrée l'église de céans à Dieu et à la bienheureuse Vierge Marie sa mère par monseigneur et révérendissime messire Henry de Clausse évêque d'Aires coadjuteur de l'évêque de Chalons, le patron d'icelle est la feste de l'Assomption de la Ste Vierge Marie et Ste Anne. Il n'y a que le grand autel de consacré. Le curé la dessert Messire Jean Sequin prêtre du diocèse de Sens, les marguilliers Jean Baudry et Sébastien Cochereau, les clercs Pierre Vidier et Estienne Guibert. La feste des saints martyrs est transférée pour le service au lendemain 20 du dit mois »[111]

La consécration de Saint-Nicolas de Juvisy (église aujourd'hui disparue) nous est encore rapportée par l'abbé Lebeuf *« Mais comme apparemment l'ancienne Eglise étoit restée sans Dédicace, ou à cause que le bâtiment d'aujourd'hui a été réputé totalement nouveau, la Dédicace en fut faite en 1624 : et en mémoire de cela on lit sur un pilier l'inscription suivante gravée sur le marbre :*

L'an de grâce 1624 le 29 jour de Juin, de l'autorité et permission de Messire Jehan François de Gondy, Archevéque de Paris, et à la poursuite, dépense et diligence de Messire François de Saccardy, Protonotaire du Saint-Siége, Prieur Commendataire du Prieuré de Notre-Dame des Champs, Seigneur de ce lieu de Juvisy, Messire Henry Clausse, Evesque et Comte de Chaalons, Pair de France, consacra et dédia l'Eglise parochiale de ce lieu de Juvisy, sous le nom et l'invocation de son glorieux Patron S. Nicolas, bénit aussi le cimetiere qui est au-devant de ladite Eglise : et a concédé à tous ceux qui la visiteront le jour solemnel de la Dédicace, quarante jours d'Indulgences. »[112]

Enfin, tout comme à Blandy, les détails de la consécration de l'église de Sainte-Geneviève-des-Bois nous sont connus grâce à une dalle provenant de cette ancienne église (aujourd'hui démolie) mais heureusement transportée dans la nouvelle église Sainte-Geneviève construite en 1878.

L'an de grâce 1679, le dimanche 30e jour de juillet, à la prière et l'instance de très haute et puissante dame : Mme Louise Boyer, duchesse de Noailles. Par la permission de Mgr Illustrissime et Révérendissime archevesque de Paris, duc et pair de France, cette église a été consacrée et dédiée en l'honneur de sainte Geneviève, vierge, par Mgr l'Illustrissime et Révérendissime Louis-Antoine de Noailles, évesque, baron et comte de Caors, qui renferma dans la pierre au principal autel de l'église une portion des reliques des saints martyrs Virginie et Mansuet. De quoi a été dressé acte pour servir de mémoire à la postérité estre inscript dans le martyrologe de ladite église. « Fait ce jourd'huy à Sainte-Geneviève-des-Bois, le 30e jour au mois de juillet l'an de Notre-Seigneur 1679. Louis-Antoine, évesque de Caors »

Cette première inscription peut se comprendre et se commenter de la façon suivante :

111 BMS Champcueil 1751.

112 Abbé Lebeuf, *Histoire de la Ville et du diocèse de Paris* 1757.

Lan de grâce 1582[113] *le 19 aout, fut consacrée et dédiée l'église et cimetière*[114] *de céans en l'honneur de Dieu et de la Très Sacrée Vierge Marie, Mr Saint Maurice, martyr patron de céans*[115] *et de tous les Saints et Saintes de Paradis. Les autels thésaurisés*[116] *des Saintes Reliques de Saint Cloud*[117]*, Saint Eloy*[118]*, évêques et de S. Million, martyr*[119]*, par le Révérend. Père en Dieu, Christophe de Cheffontennes, archevêque de Césarée*[120]*, suffragant de Monseigneur le Cardinal de Pellevé, archevêque de Sens*[121]*. Lequel a donné 40 jours de pardon à ceux qui aumôneront*

---

113 Cette date de 1582 semble bien tardive pour une église dont les deux travées du chœur sont aisément datables du XII[e] siècle. On a vu précédemment que huit autres églises essonniennes, elles aussi beaucoup plus anciennes, ont été consacrées (ou reconsacrées) entre 1512 et 1619.

114 Le cimetière était sous l'Ancien Régime parti intégrante du domaine géré par la paroisse. À Juvisy le cimetière a également été béni le jour même de la consécration de l'église.

115 L'église de Blandy est consacrée sous le vocable de Saint-Maurice cependant on trouve régulièrement dans les registres paroissiaux la titulature « église Saint-Gatien et Saint-Maurice de Blandy », Saint-Gatien étant le patron de la cathédrale de Tours dont le chapitre était seigneur et décimateur de Blandy.

116 L'expression les *autels thesaurisez (enrichies)* signifie que, selon le rituel de consécration des églises, on a pris soin de placer des reliques dans les différents autels. Quant à l'existence de plusieurs autels dans l'église de Blandy on sait, grâce aux visites archidiaconales, que, outre le maître autel, en 1672 on pouvait voir un autel de Saint Fiacre (AD 89 G 89). L'inventaire de 1790 mentionne *« Dans la nef deux autels scellés dans le mur »* (AD78 3Q9).

117 Saint Cloud évêque de Metz au VII[e] siècle.

118 Saint Éloi évêque de Noyon au VII[e] siècle. Le culte à Saint-Éloi, patron des forgerons, semble avoir été assez suivi à Blandy. On trouve toujours une jolie statue du XVI[e] dans l'église. Une messe de Saint Éloi se célébrait encore à Blandy au XIX[e] siècle.

119 Saint Million ou Émilion était ermite près de Libourne au VIII[e] siècle. Cette relique de Saint-Million placée en 1582 sera retrouvée 89 ans plus tard : *Le curé présente un reliquaire trouvé par lui dans l'autel de Saint-Fiacre qu'il a fait abattre comme incommode en 1673 Sur le papier est écrit « reliques du bras de st Milon martyr archevêque de Bordeaux. Ledit vaisseau sera enfermé dans l'autel principal »* (AD89 G 89).

120 Le père Christophe de Penfeuntenio (Christophe de Cheffontaines) était un franciscain d'origine bretonne. Il fut élu à Rome en 1571 général de son ordre monastique, les Frères mineurs récollets. Il occupa cette fonction jusqu'en 1579, date à laquelle il fut nommé archevêque in partibus de Césarée, mais exerça son ministère comme coadjuteur de l'archevêque de Sens, le cardinal Nicolas de Pellevé. C'est à ce titre qu'il se rend à Blandy, paroisse qui relevait, jusqu'en 1790 du diocèse de Sens. Christophe de Cheffontaines était un théologien de renom, il est l'auteur de *Réponse familière à une Épître, écrite contre le libéral arbitre et les mérites des bonnes œuvres.*

121 Charles Nicolas de Pellevé né en 1518 fut successivement évêque d'Amiens en 1552 puis archevêque de Sens en 1562. Créé cardinal par le pape Pie V en 1570 il sera finalement archevêque de Reims en 1588 avant de mourir en 1594. Partisan acharné de la Ligue le cardinal de Pellevé vécut pendant vingt ans au sein de la curie romaine. À l'époque de la consécration de l'église de Blandy il est encore à Rome, c'est pourquoi un évêque délégué assure ses fonctions épiscopales dans son diocèse de Sens, diocèse dont relève Blandy à l'époque.

et visiteront ladite église audit jour[122]. *Ce fut fait à la prière de vénérable et discrète personne messire Leonard Cadou*[123], *curé de céans qui a fait la vigile la nuit durant*[124], *en présence de Messieurs les curés voisins*[125] *et de Guillaume Delton, Antoine Chevalier, Pierre Chanclou, proviseurs*[126], *Jehan Baudet, Jehan Caudou. Jehan Brichart, Louis Noleau, Pierre Laure, Gilbert Desert*[127] *et plusieurs autres.*

La fondation d'un obit

La deuxième inscription, gravée au bas de la même pierre, signale la donation du curé Jean Flavignard à la fabrique de Blandy en échange d'un obit :

Venerable & Discrette personne Me Iehan Flauignard Curé
de Ceans adonné Cinq quartiers de terre a ladte Fabricque
Chantier vers Audeuille teñ D'une ꝑ a Symon Laure, d'un
bout au Sr de Gironuille. ALacharge de dire deux Messes
Annuellement, Savoir le landemain de S. Maurice &
Lautre le ior de son decedz qui est le 19^E. Feburier 1631.

Cette deuxième inscription peut se comprendre et se commenter de la façon suivante :

Vénérable et discrète personne Messire Jehan Flavignard[128] *curé de céans a donné cinq quartiers de terre à ladite fabrique chantier vers Audeville*[129], *tenant*

122 La célébration de la consécration est traditionnellement accompagnée d'indulgences qui se renouvellent au jour anniversaire On en trouve des mentions explicites pour les consécrations des églises d'Itteville et de Juvisy.

123 Le curé Cadou ne nous est malheureusement pas connu par ailleurs. Les registres paroissiaux conservés à Blandy commencent en 1610.

124 La veillée de prière complète faisait partie du rituel de consécration des églises.

125 On eût aimé que les noms de ces curés voisins fussent indiqués car aucun des registres paroissiaux conservés aux alentours de Blandy ne remontent jusqu'à cette époque.

126 Il faut entendre ici le mot proviseur au sens de marguilliers en charge des biens de la paroisse pour une période donnée.

127 Tous ces patronymes nous sont bien connus à Blandy à travers les registres paroissiaux. Les Nolleaux est par ailleurs un lieudit de Blandy.

128 Jean Flavignard est devenu curé de Blandy en 1583. Il rédigea les premiers actes des registres paroissiaux qui nous sont parvenus pour Blandy.

129 Vers Audeville est un ancien lieu-dit du terroir de Blandy. Cette pièce de terre donnée par le curé Flavignard sera citée parmi les possessions de la fabrique de Blandy dans les registres paroissiaux de Blandy en 1659 et 1665.

d'une part à Symon Laure, d'un bout au sieur de Gironville[130]*, à la charge de dire deux messes annuellement*[131]*, savoir le lendemain de Saint Maurice et l'autre le jour de son décès qui est le 19e février 1631*[132].

Pourquoi trouve-t-on ces deux inscriptions sur la même plaque alors qu'elles n'ont ni le même objet ni la même date ?

Hypothèse 1 :

Les inscriptions concernant la consécration de l'église de Blandy en 1582 ne remplissaient pas entièrement la dalle. Le vide, curieusement laissé en 1582, a été utilisé par le curé Flavignard pour y inscrire sa fondation et ce, peu avant sa mort en 1631.

Hypothèse 2 :

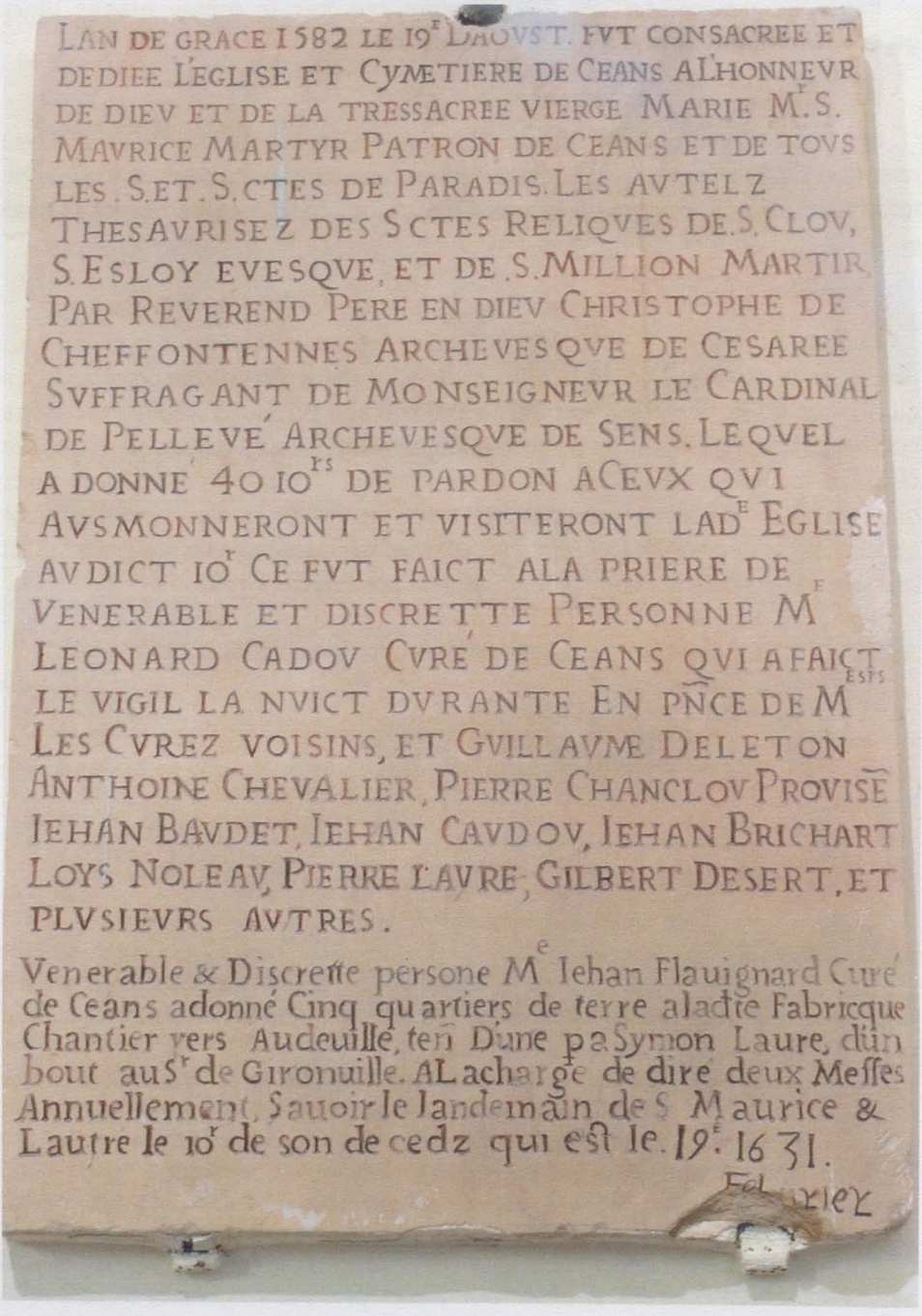
Le curé Flavignard a fait regraver totalement une plaque pour y inscrire les détails de la consécration de l'église en 1582 à partir de documents d'archives qui étaient en sa possession ou bien à partir d'une plaque précédente peut-être endommagée. Il y a joint le texte de la fondation dont il était l'auteur, texte qui sera lui-même complété par la date précise de son décès, peu après sa mort. À noter que le texte de la première inscription n'a pas été gravée en caractères gothiques mais latins, ce qui reste assez exceptionnel pour une inscription du XVIe siècle[133] et renforce l'hypothèse d'une nouvelle rédaction postérieure à 1582.

130 Ces mentions « pré-cadastrales » permettent de situer précisément la pièce de terre en question par rapport aux tenants et aboutissants.

131 Les donations aux fabriques sont très fréquemment assorties de fondation de messes d'obit.

132 La mention de la date du décès est gravée assez maladroitement sur la plaque ? Elle n'est visiblement pas de la main qui a gravé le reste de l'inscription. Elle a dû être complétée par un artisan local dans les jours qui ont suivis la mort du curé Flavignard. Par ailleurs la dalle funéraire du curé Flavignard est toujours en place à l'entrée du chœur de l'église de Blandy on y lit : *Ci gist venerable et discrete personne Messire Jehan Flavignard en son vivant prestre curé de l'eglise de céans lequel après s'être dignement acquitté de sa charge l'espace de 48 ans est décédé le 19 février 1631 à l'âge de 72 ans.*

133 Sur plusieurs dizaines de dalles du XVIe siécle conservées dans les églises de l'Essonne seules trois dalles (à Forges-les-Bains, Janvry et Briis-sous-Forges) sont rédigées en caractères latins.



Une plaque à double inscription conservée dans l'église de Blandy.

La papeterie Darblay à Corbeil et Essonnes

Essai d'histoire de l'entreprise, des origines à la patrimonialisation

Serge Bianchi, Sylvie Contrepois

Des spécialistes de l'industrialisation ont employé le terme de « *système Darblay* » pour qualifier la gestion de cette dynastie d'entrepreneurs, entre la recherche constante de l'innovation technologique et l'organisation de la vie sociale des salariés de l'entreprise, pour la « *plus importante* »[134] papeterie du monde (en 1910 ?). La papeterie d'Essonnes, érigée entre 1884 et 1906 par Jules Denfer et Paul Friesé, architectes de renom, se « *donne à voir comme un palais* ». Pourtant, c'est au moment de l'apogée de l'empire Darblay que se produit, entre février et avril 1907, l'une des grèves les plus médiatiques de la belle Epoque, un affrontement entre syndicat ouvrier et syndicat patronal, dont la presse nationale et locale se fait l'écho, en termes de lutte de classe. De conflits sociaux (1936, 1968, 1976) en restructurations, la papeterie a décliné jusqu'à sa fermeture en 1997. Le destin de ce site industriel hors norme s'est joué en ce début de XXI[e] siècle, entre destruction et conservation. De nombreuses recherches, menées depuis les années 1960, permettent aujourd'hui de retracer l'histoire de cette entreprise, une histoire « totale », prenant en compte la chronologie, la modernisation technologique, la qualité architecturale, les relations sociales et les identités de quartier, de 1830 à nos jours.

I - Les origines de la papeterie, de 1798 à 1905 : une ascension industrielle continue

Les travaux de Serge Chassagne, Philippe Oulmont, et du Comité de recherches historiques sur les révolutions en Essonne (CRHRE) font la lumière sur l'édification d'une des usines les plus modernes du monde industriel à la Belle Epoque, avant un conflit syndical d'une grande violence sociale. Le site de la papeterie d'Essonnes

134 Louis André, Nicolas Pierrot, « Paul Darblay (1825-1908) ».

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

est un haut lieu de l'archéologie industrielle, illustré par l'existence d'un moulin à papier au Moulin-Galant, dès le XIVe siècle, par les noms de Pierre-François Didot (1789), de Louis Nicolas Robert, inventeur en 1798 d'une machine en bois fabriquant du papier en « très grande longueur » dans une usine employant déjà près de 300 ouvriers ! L'usine proche d'Écharcon, fondée en 1825 par Louis de Maupeou, ne sera reprise par Aimé-Stanislas Darblay qu'en 1884.

En 1905, la papeterie dirigée par Paul Darblay (1794-1908) emploie près de 2 000 ouvriers, fait tourner 21 machines à papier modernes, sur un site de 50 hectares. C'est le résultat d'une stratégie industrielle particulièrement efficace, initiée dès la fin du XVIIIe siècle par des marchands ruraux de la région d'Étréchy et d'Écharcon, possédant auberge, relais de poste et moulin. Ils ont d'abord loué les grands Moulins de Corbeil (achetés en 1863), pour la mouture fine du blé, avant de s'intéresser à la papeterie du bord de l'Essonne, à la suite de la faillite du propriétaire Gratiot, en 1866. Aimé-Stanislas Darblay (1794-1878) rachète la papeterie pour un million de francs et se lance dans sa modernisation, au cœur de la « révolution industrielle » d'un Second Empire dont il devient l'un des notables les plus fidèles et les plus récompensés[135].



Aimé Stanislas Darblay (1794 – 1878), industriel et député de l'arrondissement de Corbeil, rachète la papeterie d'Essonnes en 1867 avec son fils, Paul.

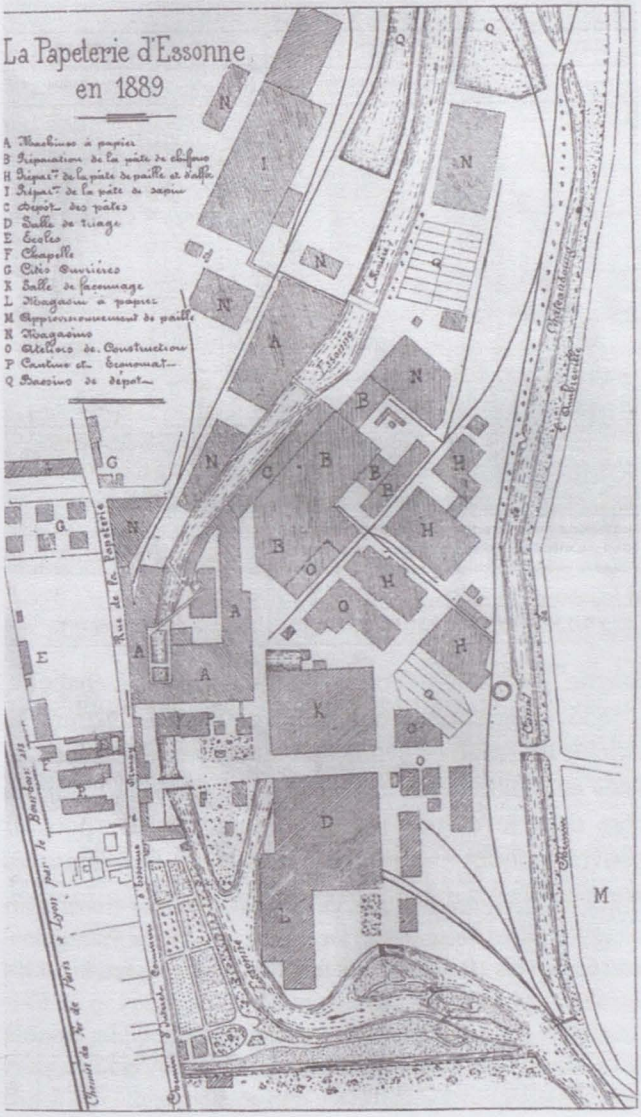
Déjà pour les grands moulins, les Darblay font preuve d'audace en favorisant les techniques de pointe, dès les années 1830, jusqu'aux expositions industrielles de Londres (1851), de Paris (1855 et surtout 1867). Ils sont proches du pouvoir pendant la Monarchie de Juillet, à l'instar de Féray, leur rival industriel, et surtout sous le Second Empire où Rodolphe Darblay est élu régulièrement dans l'arrondissement de Corbeil, alors qu'Aimé-Stanislas Darblay, son frère, se contente de la mairie et du château de Saint-Germain-lès-Corbeil. De la maîtrise de l'eau et des sites hydrauliques, ils passent à celle du papier, en profitant des multiples innovations survenues sur ce site, depuis la machine de Louis Nicolas Robert[136] en 1798, jusqu'aux piles entraînées par des roues hydrauliques d'Amédée Gratiot (1836-1866) dans la Société Anonyme de la papeterie d'Essonnes. Aimé-Stanislas, entré dans le capital de cette entreprise dès 1855, la rachète au septième de sa valeur, en 1867. C'est son fils Paul, centralien, « chimiste », « minotier », qui a pris la décision de ce rachat garantissant sa survie. Il profite de la pénurie en chiffons pour utiliser la paille comme matière première, dès 1867, dans un bâtiment conçu déjà par l'ingénieur centralien Jules Denfer. L'usine est alimentée par les eaux de l'Essonne et de la Seine, à laquelle la papeterie

135 Élu en 1852 avec 81 % des électeurs, un peu moins dans sa ville d'Essonnes (75 %), Rodolphe est réélu en 1857, 1863 et 1869 (53 % des suffrages).

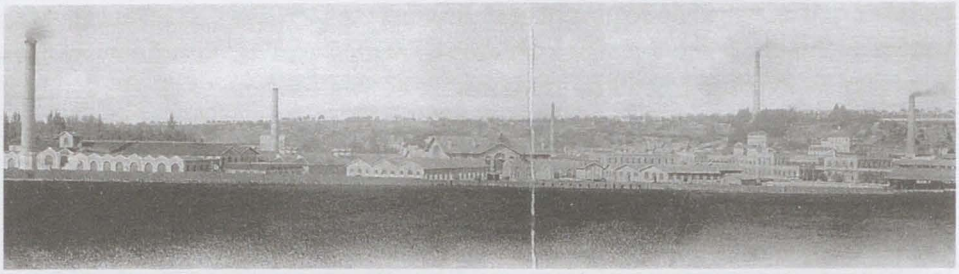
136 Bandes de papier régulières plutôt que simples feuilles.

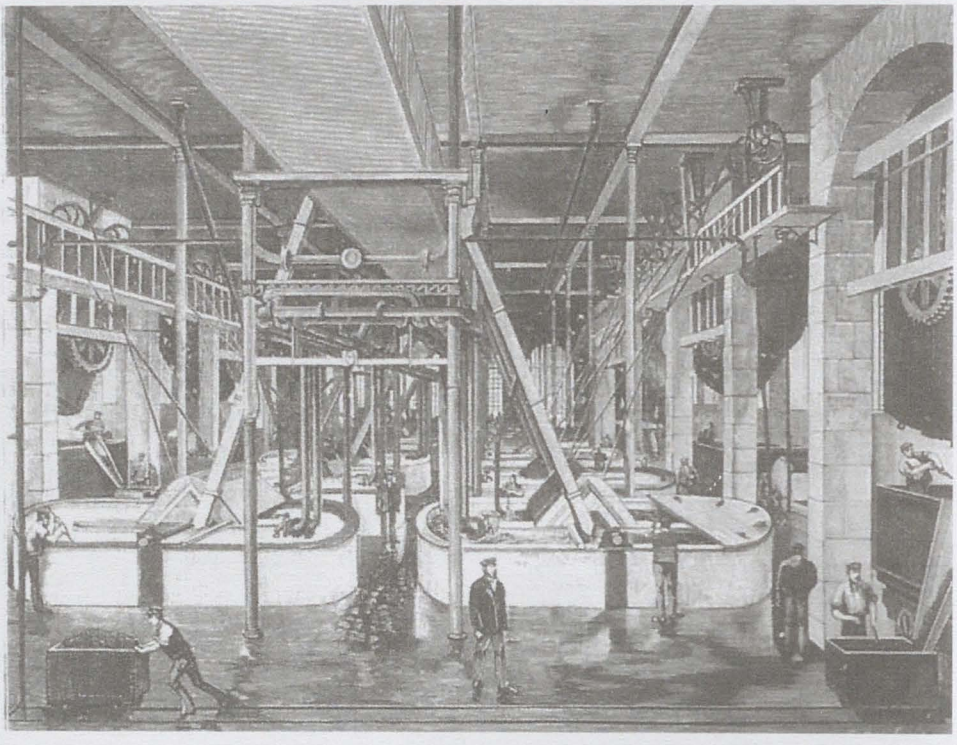
est reliée, par un tunnel de 750 m, à une station de pompage. Dès 1881, Paul Darblay vend pour 9 millions les Grands Moulins de Corbeil, et réinvestit cette somme dans la modernisation de la papeterie.

Au fil des années et des incendies, la papeterie d'Essonnes devient un *« palais industriel »*, lorsque l'ingénieur Denfer et l'architecte Paul Friesé complètent les bâtiments en dissimulant les ateliers derrière de longues façades écrans en meulière rocaillée. Les deux hommes vont imposer un style *«Darblay»* qui sera repris sur le site par leurs successeurs : pierres meulières, larges ouvertures en plein cintre, toitures dissimulées par une corniche, tapisseries de briques polychromes pour agrémenter les façades. À l'usine de pâte de bois au bisulfite (1882), et à l'usine de pâte de bois mécanique mue par la vapeur (1884), ils ajoutent, entre 1884 et 1906 une vaste usine de fabrication de papier impression-écriture, capable de tirer deux quotidiens à plus d'1 million d'exemplaires !



La papeterie se développe considérablement sous l'impulsion des Darblay. En 1889, ce « palais industriel » qui s'étend sur près de 50 hectares offre à ses ouvriers un accès à des logements et à des infrastructures sociales modernes.





Dès 1867, Paul Darblay (1825-1908), centralien, chimiste, préconise d'utiliser la paille comme matière première pour faire face à la pénurie de chiffons.

Les cités ouvrières, la caserne, l'école[137], l'économat, la cantine et la chapelle, ébauchées par Gratiot en 1855, forment un ensemble cohérent illustrant le paternalisme des Darblay, évitant les troubles syndicaux au moyen de caisses de secours mutuels et d'assistance philanthropique[138]. Ainsi, en 1890-1905, l'Empire Darblay est en place, célèbre dans le monde industriel européen. Le pouvoir industriel est doublé d'un pouvoir politique -surtout après la chute des Féray, les rivaux corbeillois- d'une mainmise sur des organes de presse influents (*Le Journal*,

137 400 enfants fréquentent cette école vers 1900, recevant une éducation religieuse par les sœurs de la Sainte Enfance.

138 Par exemple, à Saint-Germain-lès-Corbeil, dont il est le maire inamovible, jusqu'à son décès, Paul Darblay a restauré les édifices religieux, l'horloge, le lavoir, la fontaine et « comblé la commune de ses bienfaits », politique qualifiée « d'évergétisme ».

Le Petit Journal, *Le Parisien*), et d'un pouvoir entrepreneurial au cœur d'un bassin industriel reconnu. Si le siège social de l'entreprise est situé à Paris, d'abord rue des Pyramides (1er arrondissement), puis 3, rue du Louvre, le cœur de la vie de famille est le château de Saint-Germain-lès-Corbeil. Il s'agit également d'une réussite dynastique, dans la mesure où le fils de Paul, Aimé (1854-1899) est intéressé à l'entreprise dès l'âge de 25 ans, avant de toucher 10 % de bénéfices à 27 ans, puis d'être pleinement associé en 1887, à 33 ans… *« Idéalement placée aux portes de l'immense marché parisien du livre et de la presse, elle (la papeterie Darblay) était devenue la première papeterie de France vers 1850, d'Europe et probablement du monde vers 1900*[139] ». Bel exemple de concentration horizontale (usine au Tyrol) et verticale (ateliers de Chantemerle de machines à papier et turbines hydrauliques) pour un succès industriel éclatant. On peut ajouter l'expansion géographique de propriétés à Écharcon (depuis 1825), Vert-le-petit, Vert-le-Grand, Fontenay-le-Vicomte, Tigery, Mennecy, Lisses et Saint-Pierre-du-Perray !

Quelques ombres déparent pourtant cette ascension inéluctable. En 1848, la gestion d'Aymé Stanislas était dénoncée par certains (le sous-préfet d'Étampes) qui l'accusent d'avoir spéculé lors de la disette de 1847, tandis que les ouvriers insurgés en juin 1848 auraient dégradé son cabriolet et menacé d'incendier son château[140]. Son appartenance au « parti de l'ordre » conservateur fait contraste avec la stratégie d'Ernest Feray, maire de Corbeil, qui tente une médiation avec les ouvriers barricadés. On avait déjà signalé dès 1831 un cas de destruction de machine dans une usine louée par Darblay. Cette mobilisation ouvrière précoce trouvera à s'organiser à partir de la fin des années 1890, dans le sillage des grandes lois sociales de la Troisième République portant légalisation des coalitions (1864) et reconnaissance des organisations syndicales (1884). La forte concentration des ouvriers dans la papeterie favorisera l'émergence d'une organisation syndicale de masse, dont la combativité ne tardera pas à s'affirmer à la faveur de la poussée de la Confédération Générale du Travail. Cette organisation entre, dès l'origine, en conflit avec Paul Darblay, auquel le pouvoir refuse le grade de commandeur de la Légion d'Honneur pour ses opinions définies par le préfet de Seine-et-Oise, en 1896 : « *conservateur résolu, autoritaire, adversaire de nos institutions* ». Tout est en place à la Belle Époque pour un affrontement social, une « lutte de classes », entre la vision paternaliste d'un grand patron et l'émergence du syndicalisme révolutionnaire dans les rangs les plus engagés des ouvriers papetiers. Avec près de 7 000 ouvriers travaillant dans un bassin de moins de 20 000 habitants, Corbeil-Essonnes offre un terrain de luttes particulièrement porteur !

---

139 Louis André, Nicolas Pierrot, « Paul Darblay (1825-1908) ». Même si certaines entreprises américaines dépassent le tonnage, le site d'Essonnes est le seul à posséder autant de machines à papier.

140 Si des papetiers ont participé à la « barricade » d'Essonnes en juin 1848 (nuit du 23 au 24), ils n'apparaissent pas en tant que « papetiers » dans le procès qui clôt cet événement. Serge Bianchi, « La barricade d'Essonnes : 23-24 juin 1848 », La République confisquée, actes du colloque de Crosne, 1999, Créaphis, Grâne, p. 247-264.



Les Darblay réinvestissent le produit de la vente des Grands Moulins de Corbeil dans la modernisation de la papeterie et de ses logements ouvriers à partir de 1884.

II - Un rôle moteur des papetiers dans la contestation ouvrière locale

L'union syndicale des ouvriers papetiers et parties similaires de la région de Corbeil-Essonnes voit le jour en 1899 en même temps que plusieurs autres unions syndicales – ouvriers mécaniciens, ouvriers chauffeurs, maçons et plâtriers, ouvriers chaudronniers[141].

Ainsi organisée, la classe ouvrière locale se tourne vers les municipalités de Corbeil et d'Essonnes pour obtenir la création d'un tribunal des prud'hommes à Corbeil. Les litiges individuels qui surviennent entre patrons et ouvriers - une soixantaine par an dont plus de la moitié à Corbeil et à Essonnes entre 1895 et 1899 -, apparaissent alors suffisamment nombreux pour justifier une telle création[142].

Le 5 mai 1899, le conseil municipal de Corbeil dirigé par Drezé vote donc le principe de la création d'un Conseil des Prud'hommes et travaille à en fixer la circonscription. Bien que cette initiative rencontre peu d'enthousiasme parmi les municipalités du canton, le tribunal des prud'hommes de Corbeil est finalement créé et peut commencer à fonctionner en 1902.

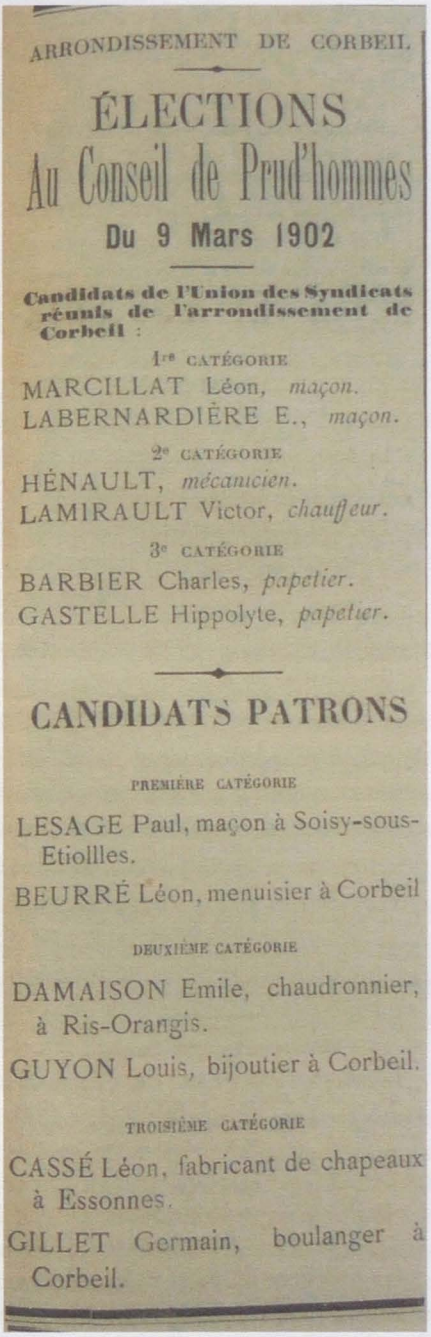
141 Jacques Varin, Corbeil-Essonnes, aux rendez-vous de l'histoire, Paris, Editions sociales, 1986, p. 206.

142 Justice de paix, « Contestations entre patrons et ouvriers pendant les cinq années », 24 mars 1901 (AN Pierrefite).

La loi du 24 novembre 1883 délimite alors la population des électeurs prud'homaux de la manière suivante : 1°) Les patrons âgés de 25 ans accomplis patentés depuis 5 ans au moins et depuis 3 ans dans la circonscription du Conseil, les associés en noms collectifs patentés ou non, âgés de 25 ans accomplis, exerçant depuis 5 ans une profession assujettie à la distribution des patentes et domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription du conseil ; 2°) Les chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers âgés de 25 ans accomplis exerçant leur industrie depuis 5 ans au moins et domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription du Conseil. Les patrons et ouvriers ne remplissant pas ces conditions ainsi que les femmes, les enfants et les étrangers ne sont pas électeurs.

À partir de cette définition, le nombre d'électeurs est ainsi établi à 798 pour la partie employeurs et à 1 980 pour la partie salariés, soit respectivement 72 % et 49 % de la population immédiatement concernée par ces élections. D'après les comptes rendus d'activités disponibles, le Conseil de prud'hommes de Corbeil parviendra à régler la plupart des affaires via la procédure de conciliation ; ce qui correspond à la philosophie des toutes jeunes organisations syndicales corbeil-essonnoises et ce dont, par ailleurs, se félicite l'autorité publique.

En 1905, le syndicat des ouvriers papetiers sera également à l'initiative, aux côtés de quatre autres organisations syndicales[143] de la demande de création d'une bourse du travail. Un premier courrier signé par ce cartel d'organisations et daté du 5 février 1905, est adressé aux conseillers municipaux d'Essonnes : « *Nous aurions besoin d'une salle pour réunion générale pouvant contenir environ 500 personnes, plus une petite salle attenant à la grande,*



ARRONDISSEMENT DE CORBEIL

ÉLECTIONS
Au Conseil de Prud'hommes
Du 9 Mars 1902

Candidats de l'Union des Syndicats réunis de l'arrondissement de Corbeil :

1re CATÉGORIE
MARCILLAT Léon, *maçon.*
LABERNARDIÈRE E., *maçon.*

2e CATÉGORIE
HÉNAULT, *mécanicien.*
LAMIRAULT Victor, *chauffeur.*

3e CATÉGORIE
BARBIER Charles, *papetier.*
GASTELLE Hippolyte, *papetier.*

CANDIDATS PATRONS

PREMIÈRE CATÉGORIE
LESAGE Paul, maçon à Soisy-sous-Etiolles.
BEURRÉ Léon, menuisier à Corbeil

DEUXIÈME CATÉGORIE
DAMAISON Emile, chaudronnier, à Ris-Orangis.
GUYON Louis, bijoutier à Corbeil.

TROISIÈME CATÉGORIE
CASSÉ Léon, fabricant de chapeaux à Essonnes.
GILLET Germain, boulanger à Corbeil.

Le syndicat des ouvriers papetiers, créé en 1899, contribue à la création du tribunal des prud'hommes de Corbeil. De premières élections ont lieu en 1902.

143 Syndicats des chapeliers, des chauffeurs, des maçons, des mouleurs.

le secrétariat et les réunions de bureau des syndicats se tiendraient dans cette salle pour réduire les frais généraux. Maintenant pour les frais divers concernant la bourse du travail, papiers, éclairage, chauffage, etc... nous vous demandons une subvention de ce que vous jugerez nécessaire de nous accorder. Le conseil d'administration de la bourse du travail serait chargé de l'entretien et de la gérance »[144].

Dans un même mouvement de solidarité interprofessionnelle, l'union syndicale des ouvriers papetiers participe avec six autres syndicats[145] à la création de l'"union des syndicats de Corbeil-Essonnes", qui s'affilie à la CGT.

Un an avant la signature de la charte d'Amiens, l'anarcho-syndicalisme s'affirme dans les rangs de cette jeune union interprofessionnelle. Celle-ci se donne pour but de réaliser la devise communiste "*de chacun selon ses forces et à chacun selon ses besoins*" et clame son indépendance matérielle vis-à-vis du patronat et des notables : ses statuts stipulent qu'un local sera loué, grâce au produit des cotisations et l'union n'admet pas de membres honoraires. L'indépendance vis-à-vis des formations politiques est soulignée.

La demande de bourse du travail[146] est pourtant maintenue sur la base d'arguments puisés dans le registre légaliste cher à Jean Jaurès[147]. Ainsi la lettre adressée au maire de Corbeil, le 29 juillet 1905, par la toute nouvelle Union des syndicats de Corbeil-Essonnes demande « *une bourse du travail où tous les travailleurs y trouveraient l'appui possible, dans le besoin et les renseignements correspondants avec le grand mouvement industriel et surtout commercial, qui est l'orgueil de notre région (...). depuis 1895 que se créent les premiers syndicats à Corbeil-Essonnes, nous ne sommes jamais sortis de notre rôle économique, la campagne pour la création du conseil de prud'hommes a dû suffire pour vous démontrer que parmi ces organisations ouvrières, existe un esprit de concorde et de fraternité sans lequel la solidarité n'est qu'un vain mot. Aujourd'hui, notre éducation syndicale nous a permis d'envisager l'administration d'une bourse du travail, en vous assurant que les principes que nous y préconiserons n'auront qu'un but : amener les travailleurs et les patrons à discuter leurs intérêts communs et généraux dans la forme la plus courtoise et pacifique, seul moyen que nous entrevoyons de combler le fossé qui semble s'être creusé entre ces deux facteurs et qui se trouve élargi quelques fois*

144 Archives municipales de Corbeil, FVII/01 liasse union des syndicats de Corbeil et FVII/03, Création d'une bourse du travail pour Corbeil-Essonnes 1905-1907.

145 La chambre fédérée des mouleurs de métaux d'Essonnes, la fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France (syndicat de Corbeil) ; le syndicat des maçons, plâtriers, tailleurs, scieurs de pierre et parties similaires de l'arrondissement de Corbeil ; le syndicat des chapeliers ; le syndicat des ouvriers meuniers et parties similaires du département de Seine-et-Oise et l'union syndicale des ouvriers chauffeurs, conducteurs et mécaniciens de l'arrondissement de Corbeil

146 Sur les Bourses du travail, voir le numéro spécial des Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique, 116-117, décembre 2011, Aux sources de l'histoire syndicale : Retour sur les Bourses du travail. Nicolas Gallois, « Pour la liberté du travail : retour sur les origines des Bourses du travail », p. 27-42 ; David Rappe, « Les Bourses du travail, une expression de l'autonomie ouvrière », p. 43-56.

147 Jean Jaurès, « Histoire socialiste de la Révolution Française », Editions sociales, 1968.

par des éléments qui sont souvent étrangers aux intérêts en jeu ». Le secrétaire de l'union demande qu'une solution commune aux deux villes soit retenue[148].

Dans un premier temps, la municipalité de Corbeil ne se montre pas hostile à cette demande et envisage de se rapprocher de la municipalité d'Essonnes, l'ayant de son côté accueillie favorablement. Toutefois, la création de la bourse du travail sera finalement refusée par les deux municipalités[149].

L'année 1906 représente un tournant pour l'union syndicale des ouvriers papetiers et parties similaires de la région de Corbeil-Essonnes, qui connaît un afflux de 500 adhésions. Ses effectifs passent alors de 200 adhérents à 700 adhérents[150].

De nouveaux statuts sont rédigés[151], donnant quatre objectifs principaux à l'organisation : « 1° D'unir tous les ouvriers dans les mêmes sentiments d'émancipation et de solidarité. 2° De poursuivre auprès des pouvoirs publics le vote des lois concernant la corporation (…) 3° L'étude et la défense des intérêts de la corporation. 4° Venir en aide aux membres sans travail ; en un mot rechercher les moyens les plus prompts pour arriver à l'amélioration générale des *papetiers et parties similaires au point de vue économique et social* ».

Conformément à son premier objectif, l'union syndicale des ouvriers papetiers se déclare ouverte à tous les ouvriers papetiers et parties similaires âgés d'au moins quinze ans travaillant dans l'arrondissement de Corbeil, sans distinction de nationalité. L'égalité entre hommes et femmes, enfin, est affirmée au travers d'un chapitre spécifique des statuts indiquant que les dispositions énoncées sont « applicables aux ouvrières syndiquées ». De plus, celles-ci peuvent bénéficier d'une indemnité en cas de maladie provenant des suites de maternité ou bien de veuvage.

Il s'agit, au travers de ces dispositions, de créer des liens de solidarité les plus larges possible afin d'agir collectivement pour l'émancipation de la classe ouvrière, par la conquête de nouvelles lois. Les processus démocratiques doivent être privilégiés jusque dans le règlement des conflits. Les statuts stipulent ainsi

148 Les syndicats de Corbeil se sont renseignés pour savoir comment fonctionnent les autres bourses du travail. Quatre leur ont répondu : celles de Cognac, de Vierzon, d'Auxerre et de Roanne. Toutes reçoivent des subventions dont le montant varie entre 3 000 à 4 000 francs. Ces subventions sont versées en partie par les municipalités et en partie par les conseils généraux. C'est sans doute celle de Roanne qui est la plus soutenue. Dans cette ville, la bourse du travail est un bâtiment municipal qui est mis gratuitement à la disposition des syndicats. Le mobilier a été fourni par la ville, l'éclairage est à sa charge et une subvention de 4 000 francs est versée pour le fonctionnement, comprenant les appointements du secrétaire, de la concierge, les frais pour les cours professionnels et les frais de bureau. À Auxerre, les syndicats ont fait appel, pour monter leur bibliothèque, aux dons pécuniers et en volumes des conseillers généraux, des députés, des sénateurs, des ministres et des conseillers municipaux.

149 Archives municipales de Corbeil-Essonnes.

150 *Le Socialiste* du 25 mars au 2 avril 1907, cité dans Varin, *op cit,* p. 210.

151 Archives municipales de Corbeil, FVII/01 liasse union des syndicats de Corbeil et FVII/03, Création d'une bourse du travail pour Corbeil-Essonnes 1905-1907.

que : « *Lorsqu'il y aura conflit entre patrons et ouvriers syndiqués, ces derniers ne devront pas quitter les ateliers sans en avoir averti le secrétaire qui convoquera d'urgence le Conseil. Le Conseil devra employer tous les moyens de conciliation pour faire aboutir les demandes des syndiqués. Au cas où la grève ne pourra être évitée, le Conseil avec une délégation de grévistes, formera le comité exécutif de la grève. La résistance devra être collective, c'est à dire comprendre au moins la majorité des ouvriers travaillant dans les ateliers. Toutefois, dans certains cas, la résistance individuelle sera soutenue.* » Nous reconnaissons, au travers de cette posture similaire à l'esprit qui a animé la demande de bourse du travail, la stratégie d'évolution révolutionnaire préconisée par Jean Jaurès.

Dans le même temps, l'union syndicale des ouvriers papetiers se dote d'outils destinés à rééquilibrer les relations de pouvoir face à l'employeur. Une caisse de secours est ainsi mise en place pour les ouvriers grévistes et pour les ouvriers syndiqués qui seraient victimes de renvoi. Les statuts prévoient notamment un mécanisme de collecte spécifique auprès des adhérents afin de compenser les pertes de salaire imputables à la répression syndicale.

C'est avec ces outils que les ouvriers s'engagent en 1907, pour plusieurs mois, dans un bras de fer particulièrement musclé face à leur employeur. Le contexte national de cette grève est important. Dans les limites de la légalité républicaine, la politique sociale mise en place par les gouvernements de « bloc républicain » et de « bloc des gauches », de 1899 à 1907 présente des avancées évidentes : un corps d'inspecteurs du travail fonctionnaires d'État avait été créé en 1892, précédant de quelques années le vote de la loi sur la reconnaissance et la prise en charge des accidents du travail en 1898. Le nouveau gouvernement met en place le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en 1906 et introduit la même année le repos hebdomadaire du dimanche. Le gouvernement Clemenceau-Viviani-Briand, mis en place en octobre 1906 a suscité des espoirs, vite déçus, pour la partie du monde ouvrier qui avait basculé, entre 1902 et 1906, dans le syndicalisme révolutionnaire. Forte de 373 syndicats et 56 bourses du travail, la Confédération générale du travail (CGT) montre sa force lors du 1er mai 1906, le plus combatif de sa jeune histoire[152], et lors du vote de la Charte d'Amiens en octobre 1906, sur fond d'utopie de grève générale et de « révolution sociale » par la pratique quotidienne des luttes. Le parti socialiste unifié en avril 1905, sous la direction de Jean Jaurès et Paul Lafargue, dans les colonnes de *L'Humanité*, qui atteint près de 50 000 exemplaires quotidiens en 1907, soutient alors la CGT et entend « *dissiper tout malentendu entre la Confédération du travail et le parti socialiste* »[153]. Dans le « divorce social » qui oppose progressivement le mouvement syndicaliste révolutionnaire et le gouvernement Clemenceau, le grand patronat comble son retard d'organisation entre 1900 et 1907, et Paul Darblay en est l'un des principaux représentants, combinant le pouvoir industriel, le pouvoir économique local et régional, et le pouvoir médiatique. Dans un climat de « guerre sociale », marqué par les tragédies

152 Selon Maurice Dommanget, dans sa monumentale histoire du Premier mai.

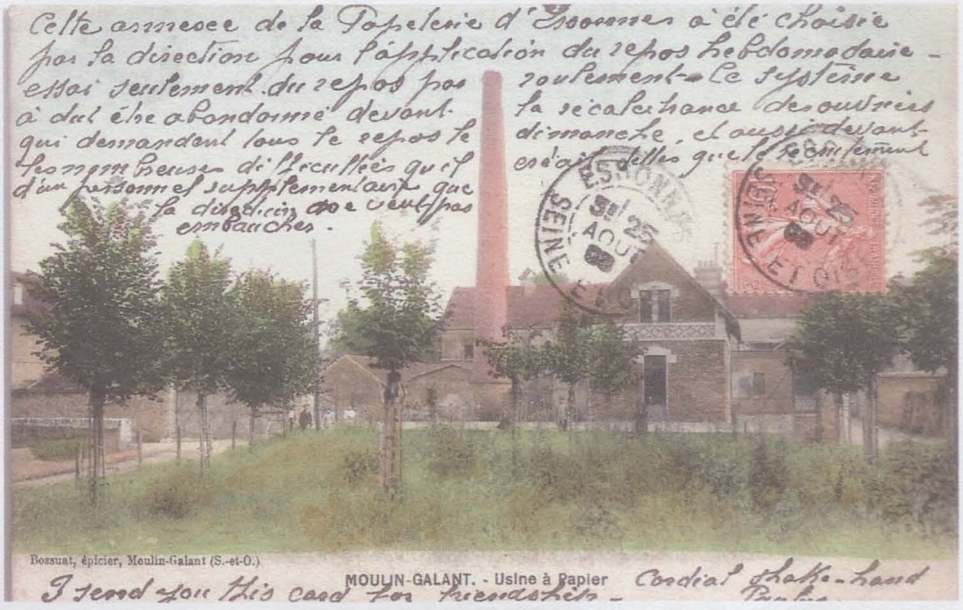
153 Congrès de Limoges, novembre 1906, confirmé par le Congrès de Nancy en 1907.

de Limoges (avril 1905), Courrières (avril 1906), Fougères (février 1907), la grève des ouvriers papetiers de Darblay offre un terrain exemplaire de conflit du travail.

III - Un conflit de classe : la grève de février-avril 1907

Nous disposons d'un outil remarquable de description de la grève dans la papeterie Darblay, entre février et avril 1907. Il s'agit d'un ensemble conservé de 36 cartes postales, adressées par un ouvrier papetier, Paul Brout à son ami Robin Fernand, sous-brigadier d'octroi à Paris. Paul Brout est syndiqué, lit *L'Humanité*, se réclame du socialisme de Jean Jaurès. Il s'estime exploité dans « la pire des boîtes possible », traînant un double boulet dans sa vie ravagée : le « boulet capitaliste » de Darblay et le « boulet conjugal », suite à des rapports compliqués avec son épouse. Sa vision de gréviste peut être confrontée avec la position patronale, exposée dans la presse sous contrôle, nationale et locale (*L'Abeille*). Les cartes postales ne sont en aucun cas un prétexte à l'écriture. Elles sont représentatives du site, de la grève et sont souvent commentées par l'auteur !

La grève se déclenche le 8 février 1907 : 1 200 ouvriers sont sortis et ne sont pas rentrés depuis. Elle a débuté dans l'établissement des Bas Vignons, puis a gagné la plupart des mouleurs et des mécaniciens.



La loi du 13 juillet 1906 accorde le repos dominical à tous les travailleurs de l'industrie et du commerce. Il faut attendre quelques années avant que cette loi ne soit complètement appliquée.

Les causes de la grève

Selon le patronat (*Le Journal, L'Abeille d'Étampes*[154]), les causes sont minimes : les amendes pour 2 500 personnes des deux sexes, soit quelques francs, versés d'ailleurs à la société de secours. Les salaires de janvier seraient montés à 300 000 francs, soit plus de 13 francs par ouvrier…

Selon Paul Romain Brout, *L'Humanité* et *L'Indépendant de Seine-et-Oise*[155], il en va tout autrement. Pour un journaliste, qui signe La Flèche, ce n'est pas tant la retenue sur salaire qui est en cause qu'une forme de maltraitance qu'il décrit ainsi : « *pression organisée, mauvaises corvées, mauvais postes peu rémunérés, menaces de renvoi pour les syndiqués ; les privilèges pour les « jaunes » et les « lécheurs de bottes* ». Ces « milliers » de motifs auraient rendu la grève inéluctable. L'ouvrier papetier dresse un constat encore plus précis : « *Les atteintes à la liberté des ouvriers, les vexations, les familiarités, les grossièretés des chefs d'ateliers et contremaîtres, plus une demande générale d'augmentation de salaire de 15 francs qui a été refusée ont décidé les ouvriers des papeteries d'Essonnes à se mettre en grève. La grève était fatale. Huit jours plus tôt, huit jours plus tard, elle devait éclater. La plus petite étincelle devait suffire à mettre le feu aux poudres. C'est ce qui est arrivé. Eh bien ! Vive la grève.* »

La véritable raison, avancée par Paul Brout est bien plus précise. Il s'agit du repos hebdomadaire, imposé par la loi de l'année précédente, mais détourné par le patron. Pour les ouvriers, il s'agit d'un jour complet, le dimanche, alors que Paul Darblay voudrait un moratoire de six mois, et un roulement par atelier. Les négociations échouent, par modération de certains délégués ou par mauvaise foi patronale. Les médiations des députés (Dalimier) et du juge de paix sont vaines et le gouvernement (Viviani) prendrait fait et cause pour le patronat.

Le déroulement de la grève

Le 8 février, « *malgré une minorité énergique, la plus grosse partie travaille encore*[156] », et, « *sauf 6 gendarmes à la porte* (de l'usine) *le service de police est nul* ». « *Hier matin (le 7 février), le Port des Bas Vignons a lâché le travail. Ce matin ce sont les mouleurs* ». Les réunions syndicales se multiplient au vélodrome. Un mois plus tard, le 10 mars, la grève continue, mais « *dedans, cela marche médiocrement avec les jaunes et les inconscients* ». Paul Darblay a donc fait appel aux « jaunes »[157], qui sont entrés dans l'usine *« sous les injures des femmes ; et l'Internationale a retenti* ». Le patron les laisse coucher dans l'usine et leur paye *« à*

154 14 mars 1907, AD 91 JAL20/19.

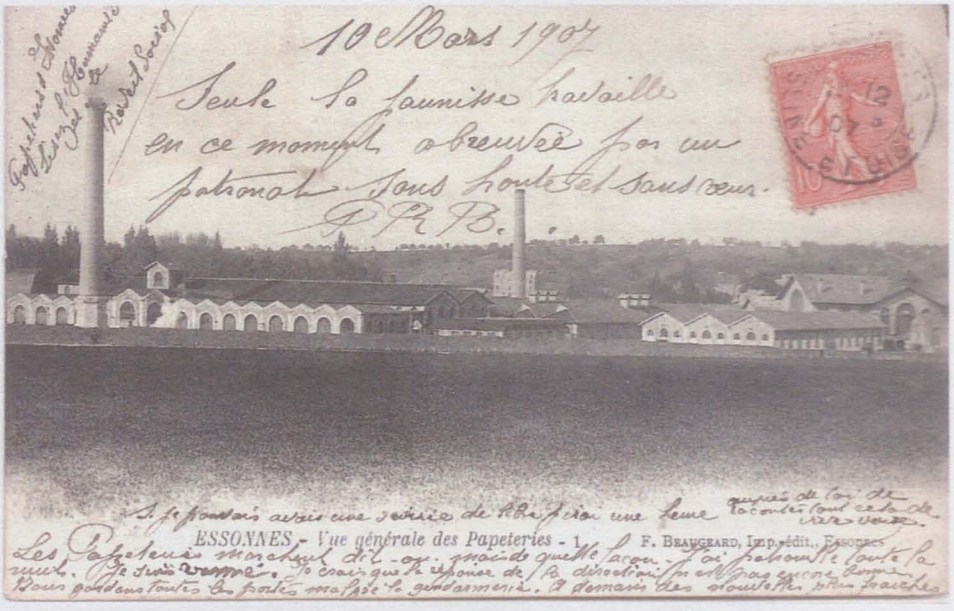
155 14 avril 1907.

156 Carte datée du 8 février 1907 au verso et du 8 mars au recto.

157 « Seule la jaunisse travaille en ce moment, abreuvée par un patronat sans honte et sans cœur ». Ce mouvement des jaunes est animé par Pierre Bietry, venu du blanquisme, créateur en 1906 du journal *Le Genêt breton* et adversaire de Clemenceau et de Jaurès à la Chambre des députés en mars 1907.

boire à volonté ». Une guerre de presse est alors engagée entre *L'Humanité*, achetée par la plupart des grévistes et le *Petit Parisien* « *qui a pris ses renseignements dans le cabinet du directeur* ». Le papetier en grève ne jure plus que par *L'Humanité*, et *Le Réveil Social* de Villeneuve-Saint-Georges. La tension est telle qu'il garde « *toutes les portes* », avec ses camarades, malgré la gendarmerie et qu'il a « *patrouillé toute la nuit*[158] ». Les meetings et les manifestations se succèdent, au vélodrome ou dans la rue. « *Les gendarmes ont mis sabre au clair hier (le 9 mars) mais ils ont été tellement conspués qu'ils ont rengainé* ». Le fils de Paul Brout, Marcellin, « *qui avait travaillé jusqu'à hier, a abandonné le travail aujourd'hui. La mère... a gueulé mais il n'a pas voulu en démordre* ».

Un mois après le déclenchement, la grève « *prend de l'ampleur* », avec 2 000 grévistes (« *sans exagérer* »)[159]. C'est le premier conflit de cette envergure, une faille dans le « système » Darblay. Le 8 mars est le jour de vérité, lorsque les Grands Moulins et Decauville envisagent de rallier le mouvement, le soir même. *L'Humanité* s'arrache chez les grévistes, tandis que des « *gamins font l'ouvrage des hommes* » et que « *même des femmes roulent les bobines de papier* » ! Les négociations avec le patronat échouent pourtant, comme les tentatives de médiation. Paul Darblay refuse de reprendre les grévistes, malgré l'intervention du juge de paix : « *Les patrons solidaires les uns des autres ne sont-ils pas là pour nous faire manger de la vache enragée ?* »



La grève déclenchée le 8 février 1907 a pris progressivement de l'ampleur. Après un mois, l'effectif gréviste atteint les 2 000 ouvriers. La direction de la papeterie reste inflexible.

158 Carte postale datée du 10 mars, représentant les papeteries d'Essonnes.

159 Selon la presse de l'époque, 1 600 grévistes, mouleurs et mécaniciens. Dossier de presse au Centre des Archives du Monde du Travail (à Roubaix).

Paul Brout, mis à pied[160], ne peut rester sans salaire. Le 12 mars, il se présente, avec son fils Marcellin, pour un emploi à Paris, tandis que sa fille, Marie, apprentie, pourrait gagner 1 franc 50 par jour, comme apprentie. Il a subi la sanction du directeur de l'usine, car il a été repéré comme meneur. Une belle carte, datée du vendredi soir 12 mars 1907, montre les grévistes au nombre de 56, qui semblent résister, solidaires, à la concrétisation de la menace du patron, en date du 4 avril :

« Messieurs : Nous avons l'honneur de vous informer que n'ayant plus de postes disponibles dans nos usines, nous ne pourrons plus vous occuper dorénavant [161]».

Brout ne se fait plus aucune illusion à propos du député de la circonscription, Dalimier, qui multiplie les promesses fallacieuses. On est donc à un tournant du conflit, où les grévistes sont en train de perdre la main. Plus de 215 ouvriers ont été licenciés pour fait de grève et doivent retrouver du travail, souvent à Paris. En avril, un mois après la fin de la grève, Paul Brout voit sa famille retrouver du travail, Justine comme compteuse, Marcellin conduit une machine à numéroter les cahiers d'école, et Marie les « *met en piles* ». Malgré les 300 francs donnés à chaque licencié, le papetier, qui a retrouvé un « *copain socialiste de la grève de l'imprimerie Creté en 1899* », n'a pas encore retrouvé de travail à Paris. Il signe pourtant, avec fierté : « *Paul Romain Brout, gréviste* ».



En 1907, 215 ouvriers seront licenciés pour fait de grève.

160 Carte datée du 12 mars : « J'ai patrouillé toute la nuit. Je suis vanné ». « Un ouvrier de l'usine m'a dit tantôt qu'il y avait longtemps que j'étais repéré avec juste raison ».

161 « Darblay, pour le premier coup, a eu la main rudement lourde ».

Le bilan est clair. Le patron a lâché dans les négociations 75 000 francs pour contrepartie de la reprise du travail mais « *des vieux serviteurs comptant trente, trente-cinq et même trente-huit ans ont été impitoyablement chassés* », sont passés « *à la guillotine sèche* » selon *L'Indépendant de Seine-et-Oise*[162]. Ainsi prend fin, au bout d'un mouvement d'une trentaine de jours, le premier conflit social d'envergure des établissements Darblay. Pour certains « *les vaillants lutteurs d'Essonnes* » ont mené la « *première lutte grave des papetiers contre le potentat de Corbeil et d'Essonnes qui les avait tenus si longtemps asservis* »[163].

Les lendemains de grève

Il est évident que la grève s'est soldée par un échec syndical manifeste. La forte présence de syndicats jaunes a probablement condamné à terme le mouvement. Le mouvement des carriers et terrassiers, l'année suivante, sera beaucoup plus structuré. La papeterie n'a jamais fermé complètement ses portes, et les piquets de grève n'ont pu être décisifs, à la différence de conflits ultérieurs. Nous n'avons pas trouvé de traces de meetings unitaires (avec les Decauville, par exemple), ni de « *soupes communistes* », comme à Fougères et plus tard, à Draveil-Vigneux. Le soutien de militants cégétistes nationaux n'apparaît guère, et les souscriptions pour les familles de grévistes n'ont pas eu de publicité. D'autre part, la répression policière n'a pas atteint le degré de violence des situations comparables, à Limoges, Courrières, Nantes, dans le Midi viticole, à Raon-L'Étape, où le sang ouvrier ou paysan a rougi le pavé entre 1906 et juin 1907. La mobilisation syndicale est donc demeurée fragile, contestée, face à un patronat structuré, financièrement et médiatiquement puissant. *Le Semeur de Corbeil*, dresse un bilan de la grève de la papeterie le 12 janvier 1908, sous le titre de « *Chronique jaune*[164] » !

Le syndicat des ouvriers papetiers, qui atteignait 712 adhérents fin 1906, va tomber en léthargie au lendemain du conflit. Non seulement les négociations ne permettent pas de déboucher sur la satisfaction des revendications mais 215 ouvriers sont licenciés pour fait de grève. Cet échec cuisant de la jeune CGT locale ouvre le champ aux syndicats indépendants qui créent, en cette même année 1907, une branche de la Fédération nationale des jaunes de France[165], baptisée localement « *Fédération des groupes et syndicats indépendants de l'arrondissement de Corbeil* ». Forte de 1 200 adhérents en 1907, cette fédération locale rassemble

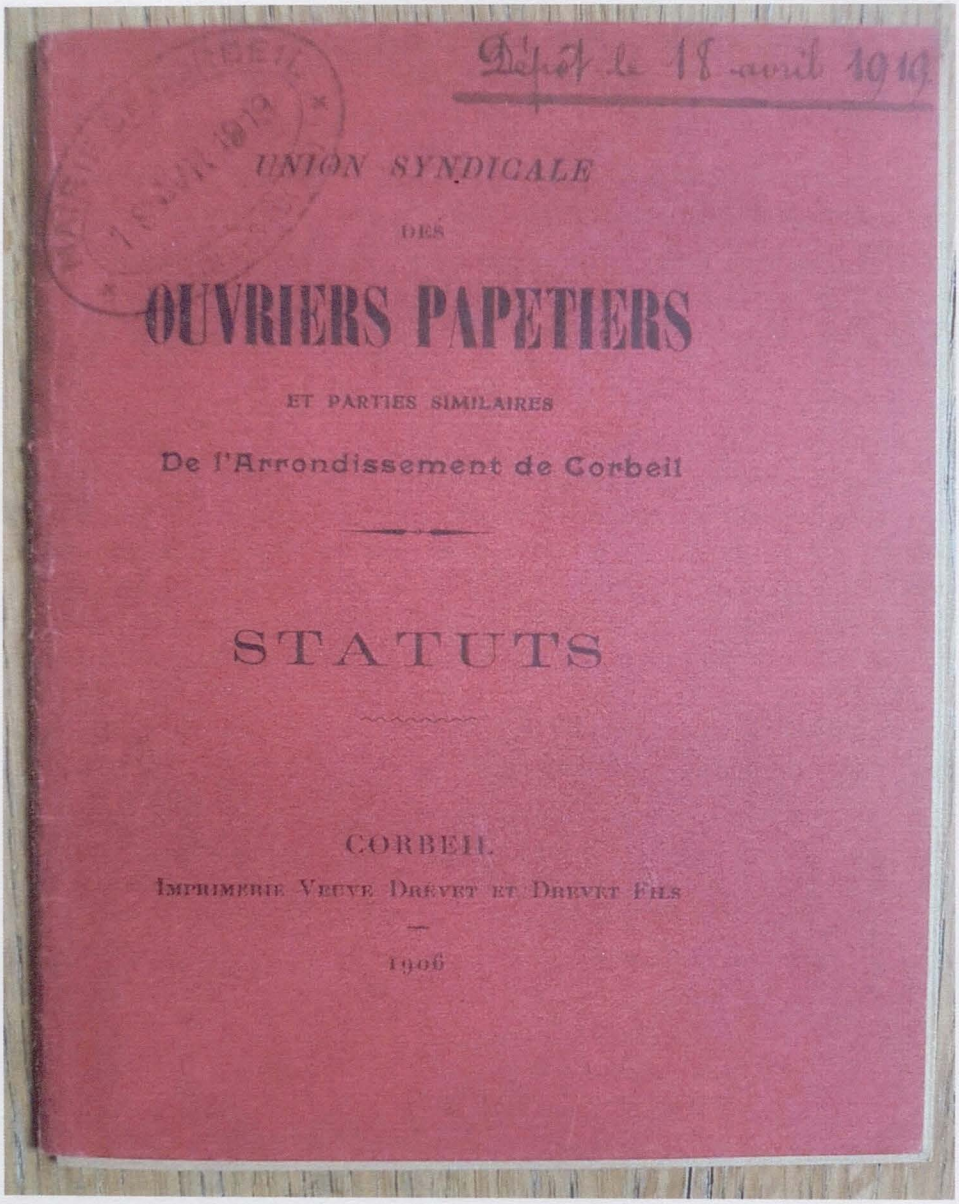
162 Du 7 avril 1907, AD 91 JAL 171/10.

163 J. Lapierre, Dix ans de propagande syndicale. L'Union des syndicats ouvriers de Seine-et-Oise, Imprimerie coopérative ouvrière, Villeneuve-Saint-Georges, 1912.

164 AD 91, JAL 87/2.

165 La fédération nationale des jaunes de France a été créée en 1904 par Pierre Biétry, ancien militant guesdiste et syndicaliste. Elle connaît une forte croissance dans un premier temps mais disparaît en 1910. Les jaunes dénoncent le socialisme et prônent la collaboration des classes. Ils encouragent notamment l'achat d'actions par les ouvriers de l'entreprise. Leur objectif final est "l'émancipation de l'homme par la propriété" (Trempé in Willard (dir), 1993, p.348).

environ 40 % des effectifs syndiqués dans l'arrondissement de Corbeil[166], une proportion particulièrement importante lorsque l'on sait que l'effectif jaune n'aurait pas dépassé les 25 % sur le plan national[167].



Le syndicat des ouvriers papetiers renaît à l'issue du premier conflit mondial.

166 Archives municipales de Corbeil-Essonnes, série I. Voir aussi : *L'Indépendant de Seine-et-Oise,* éditions du 21 et du 28 janvier 1906 ; *L'Abeille* du 10 février 1907.

167 Sur le plan national, l'effectif des jaunes aurait pu atteindre 100 000 adhérents en 1906-1907, alors que la CGT en revendiquait 294 000 (Trempé, in Willard, 1993, p. 348).

Le recul temporaire du syndicalisme révolutionnaire chez les papetiers de Corbeil contraste avec les combats unitaires de l'année 1908 marquée par les grandes grèves des carriers du Val de Seine. Le conflit mondial qui éclate en 1914 va toutefois éclipser l'ensemble des luttes sociales pour plusieurs années[168]. Il va falloir du temps pour que renaisse le syndicat des ouvriers papetiers, au lendemain de la Grande Guerre, en 1919, avant de se rallier à la CGTU en 1921.

En août 1908, Paul Darblay est décédé dans sa villa de Dinard, à la tête d'une fortune évaluée à 61 millions de francs, dont l'essentiel provenant du secteur papetier[169]. Il est certain que le déclenchement de la guerre 1914-1918 a frappé une entreprise en pleine expansion. La création d'une nouvelle usine annexe, aux Tarterêts, équipée de 4 machines à papier journal le prouve, ainsi que les projets de centrale thermique, de magasin général, d'atelier de mécanique générale et les entrepôts de Villabé.



À la veille de la guerre de 1914-1919, la papeterie est une entreprise en pleine expansion. Elle est dotée de 23 machines à papier et emploie plus de 2 000 salariés.

168 Voir la communication de Sylvie Contrepois aux journées d'Étréchy, octobre 2018.
169 Il fait partie des « 200 familles » les plus riches de France.

IV - L'entre-deux-guerres et le Front populaire

Au sortir de la guerre, la papeterie d'Essonnes connaît une première crise en 1921. Elle est administrée par les fils d'Aimé Stanislas, Robert et Rodolphe. La famille conserve un train de vie de notable. Elle se partage entre la résidence à Dinard en juillet, la vie au château familial de Saint-Germain-lès-Corbeil, en août-septembre, et le siège social de Paris, rue du Louvre. La chasse à courre est l'un de ses loisirs favoris, avec près de 10 000 têtes de gibier abattues chaque année. En plus de la direction de la municipalité, les patrons poursuivent leur politique paternaliste, pour enrayer la poussée cégétiste dans les rangs de leurs ouvriers. Ils accordent une indemnité de charges de famille et une augmentation de 2 francs par jour, avant de procéder à une compression du personnel. La prime de vie chère n'est plus versée en 1923[170]. En 1925 cependant, deux cités ouvrières complètent les logements destinés à leurs employés. La papeterie emploie plus de 2 000 ouvriers et semble conserver ses effectifs jusqu'à la crise de 1937, au moment du Front populaire.

Paradoxalement, les documents relatifs aux mouvements des ouvriers de la papeterie Darblay pendant les grandes grèves de 1936 font défaut. Le mouvement national, fort de plus de 3 millions de grévistes, est marqué par les luttes de Crété, des Grands Moulins, de Gilardoni, Decauville, Testut à Corbeil, de Brinon à Pussay[171], et par de nombreuses occupations d'usines. En juin 1936, au moment des élections législatives qui vont donner une majorité au Front populaire, 25 000 journées de grève sont enregistrées dans la région de Corbeil-Essonnes. Un film, vraisemblablement pris par un habitant d'Essonnes, montre une manifestation des ouvriers de la papeterie Darblay, mais sans précision de date[172].

À la CGT, l'afflux d'adhésions est tel que l'union locale de Corbeil-Essonnes ne tarde pas à recueillir suffisamment de fonds pour acquérir les bâtiments où elle pourra établir, de manière indépendante, la bourse du travail réclamée en vain jusque-là aux pouvoirs publics locaux. Son nouveau siège se trouve désormais au 18 rue Darblay !

Suite aux accords de Matignon et à la nouvelle loi sur les conventions collectives, de nombreuses conventions sont renégociées, élargies ou tout simplement mises en place. Les ouvriers papetiers obtiennent des avancées, avec une nouvelle convention collective signée en novembre 1936[173].

---

170 AD 78, 16 M 47.

171 *Aventures industrielles en Essonne, op. cit.*, p. 256-275.

172 Des industries et des hommes, DVD réalisé par Sphere-CNRS Paris 8-Mémoire et Patrimoine Vivant, dans le cadre d'un programme de recherche sur six régions industrielles en Europe.

173 Archives de l'union locale. Celle-ci obtient un local au 18, rue Darblay.

Les conquêtes syndicales dues au front populaire : novembre 1936
Droit syndical : pas de discrimination en vertu de son appartenance syndicale – disposition conforme au livre III du code du travail.
Délégués ouvriers : pour les ateliers de plus de 10 ouvriers, ils ont pour rôle de présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été satisfaites visant l'application du code du travail, le tarif des salaires ou l'hygiène et la sécurité. Ils sont élus pour 1 an, sont révocables à tout moment si la majorité des ouvriers en décide à la suite d'un vote à bulletins secrets. Les délégués sont réunis au moins une fois par mois par la direction. Chaque délégué recevra une indemnité égale au salaire perdu du fait de l'exercice de ses fonctions avec un maximum de 10 h par mois. Sont électeurs tous ouvrière ou ouvrier de toute nationalité, âgé de 18 ans au moins. Sont éligibles les Français de 25 ans au moins, travaillant au moins depuis 1 an dans l'établissement.
Procédure de l'élection : après avoir eu l'avis des délégués, la direction fixe la date et les heures. Élection à bulletins secrets. En cas de vacance d'un délégué, le suppléant devient le titulaire et de nouvelles élections ont lieu pour désigner un suppléant.
Rémunération des travailleurs : mode de rémunération : soit paiement d'un salaire horaire égal à celui prévu dans le contrat ; soit paiement d'un salaire horaire minimum représentant l'essentiel de la rémunération avec un sursalaire de production ; soit un salaire aux pièces….
Heures supplémentaires : première heure supplémentaire : 25 %, 2e et 3e heure sup : 33 %, au-delà : 50 %. Aucune majoration horaire ne sera due en cas de marche forcée de l'entreprise un jour normal. Un repos compensatoire sera accordé.
Embauchage et réembauchage : fait sur les aptitudes physiques et professionnelles. Ne peut être embauché un ouvrier travaillant déjà autre part. Apres le service militaire réemploi automatique. Le montant des pensions versées pour invalidités partielles dues à un accident du travail, sera toujours indépendant des salaires versés.
Délai du congé, période d'essai : en cas de renvoi ou de départ volontaire la durée du délai congé sera égale à celle du travail hebdomadaire dans l'entreprise. Pendant cette période, l'ouvrier pourra s'absenter de l'entreprise chaque jour 2 heures pour chercher du travail. La période d'essai ne pourra pas dépasser 2 semaines, sauf pour les conducteurs (4 semaines maxi). Pendant cette période, les parties peuvent résilier le contrat de travail sans préavis.
Ouvriers retraités : les employeurs ne peuvent pas embaucher de retraité dont la retraite est supérieure à 10 000 F pour un ouvrier ayant une personne à charge (+ 1000 F par personne supplémentaire).
Congés payés : pris en principe entre le 15 juin et le 30 septembre à partir de 1947. Un acompte de la moitié du salaire sera donné au moment du départ.
Semaine de 40 h : le salaire établi sur la base de 48 h hebdomadaire ne subira pas de baisse.
Barème des salaires de base : salaire, horaires minima garantis pour Paris.

On apprend par ailleurs que le syndicat des ouvriers papetiers de Corbeil-Essonnes entend constituer une caisse de secours, avec des cotisations d'une heure de salaire par quinzaine, en mars 1938. A la suite d'une assemblée générale, la direction a mis à pied partielle 87 « camarades » dont des femmes mariées et cette caisse, gérée par six membres est destinée à soutenir les victimes de la coercition patronale, touchés par les baisses de salaire et la réduction des horaires. Par ailleurs, le syndicat a connu une quarantaine d'adhésions l'année précédente et a versé une aide de solidarité aux travailleurs de Gilardoni, en lutte à l'époque[174].

Mais, à la suite de la crise de 1937, Darblay transfère la totalité de la fabrication du papier journal dans les usines de Bellegarde et de Rouen : à cette époque, l'arrêt total de l'usine d'Essonnes fut envisagé car il n'apparaissait pas que le tonnage des autres sortes de papier fabriquées permette d'équilibrer l'usine. Cette décision ne fut pas prise pour des raisons sociales, il fut décidé d'essayer d'étendre les sortes fabriquées pour retrouver un tonnage journalier permettant le renouvellement progressif du matériel et l'adaptation du personnel et du matériel à ces nouvelles fabrications[175] ». Avant la guerre de 1939-45, l'entreprise Darblay est entrée dans une période de récession et de turbulences, que le conflit mondial va encore aggraver. Il ne reste plus que 1 100 ouvriers sur le site d'Essonnes contre près de 3 000 vingt ans auparavant !

La guerre de 1939-45 constitue un moment délicat pour l'entreprise. Une partie de la production, en particulier la production de papier destinée à l'impression du quotidien *Le Journal*, est envoyée à Lyon, dans la zone libre. L'usine des Tarterêts est bombardée en 1944. Le contenu n'a pas dû plaire au gouvernement de la Libération, qui le suspend, à la différence d'autres journaux comme *Le Figaro*. La lumière reste à faire sur le comportement des dirigeants et des ouvriers pendant cette période troublée, entre les engagements extrêmes de collaboration et de résistance. Il semble, d'autre part, qu'une grande partie des archives de l'entreprise aient été détruites pendant l'Occupation.

V - L'après-guerre et la marche vers la fermeture

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la papeterie subit une restructuration d'envergure. Seulement six de ses anciennes machines sont conservées : quatre sont antérieures à 1900 et ont été transformées ; deux autres sont antérieures à 1914 dont une subit des transformations. Deux nouvelles machines sont, par ailleurs,

174 Archives de l'Union locale. Lucien Kabbech est secrétaire du syndicat, et Marc Dupuy, son trésorier.

175 Archives privées de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes, Lettre dactylographiée du 16 mars 1953 signée Mainfroy : point de vue de la direction sur les revendications du personnel.

introduites en 1948 dans le but de diversifier la production[176]. Ainsi, en plus de ses produits historiques, la papeterie se met à produire du papier tenture, des papiers minces et spéciaux et de la ouate de cellulose pour la Société des Papiers Linge (Sopalin), créé en 1946[177]. La direction de l'entreprise pointe, toutefois, le retard des Papeteries d'Essonnes à l'égard de la concurrence : « *L'extension de la gamme de papier fabriquée se poursuit, mais il faut encore une adaptation importante du matériel, du personnel et des services commerciaux pour égaler des usines fournissant ces mêmes sortes depuis 50 ans ; certaines disposant d'usines modernes ayant au maximum 20 à 25 ans (comme Pont Sainte Maxence – Condat)* ».

Un modèle social contesté : 1946-1952

Les années 1946 et 1947 connaissent une agitation sociale importante sur le plan national, qui se matérialise localement par des mouvements de grève pour les salaires, d'abord chez Crété puis aux Grands Moulins, pour finalement se généraliser à toutes les entreprises de la ville[178]. Dans un long rapport qu'il adresse au Directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre, M. Joulain, inspecteur du travail constate : « *Depuis longtemps la population ouvrière du centre de Corbeil-Essonnes, quoique relativement calme, s'irrite de voir l'anarchie des salaires, les surenchères pratiquées dans certaines localités et notamment à Paris, l'insuffisance du ravitaillement et la montée croissante des prix. Ceux-ci sont devenus à peu près comparables à ceux de Paris, sinon plus élevés, ce qui explique l'unanimité chez les ouvriers du désir de voir procéder à une révision des zones de salaires, voire la suppression des zones. L'impatience avec laquelle la remise en ordre des salaires est attendue est de plus en plus difficile à contenir. L'accord intervenu pour les Grands Moulins de Corbeil qui leur permet une majoration de 30 % sur les salaires à compter du 1er mars a provoqué une grande irritation partout ailleurs. Certains patrons ont délibérément suivi le mouvement en accordant à leur personnel des majorations à valoir sur la prochaine augmentation légale, mais ces accords varient d'un établissement à l'autre et, en calmant les bénéficiaires, ne font qu'exaspérer les autres. (...) Par contre, de nombreux établissements se retranchent derrière les instructions du Gouvernement et les réponses officielles, plus ou moins anciennes de l'inspection du travail pour refuser tout accord. C'est le cas des bougies Pognon, de la Cie Electro-comptable, des papeteries Darblay, de la société Louis Prat, de la fonderie Belgrand, etc (...) L'effervescence est telle que les ouvriers envisagent une grève générale la semaine prochaine, les ouvriers qui ont obtenu satisfaction se solidarisant avec leurs camarades moins heureux. Il faut même craindre une grève des ouvriers agricoles. Les militants des syndicats*

176 Archives privées de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes, Lettre dactylographiée du 16 mars 1953 point de vue de la direction sur les revendications du personnel.

177 Nicolas Pierrot, « Pour un inventaire du patrimoine industriel de l'Essonne », dans *Aventures industrielles en Essonne,* CRHRE, 2008, p. 435-455.

178 Sylvie Contrepois, « Hélio Corbeil, de l'imprimerie familiale à la Scop », Conférence pour l'Institut d'Histoire sociale du Livre, le 18 juin 2019 à Corbeil-Essonnes.

se déclarent impuissants à enrayer cette menace si les mesures gouvernementales se font trop longtemps attendre (...) Trois revendications sont générales à toutes les corporations : majoration des salaires de 30 %, immédiate ; diminution sinon suppression de l'abattement de 2e zone ; amélioration du ravitaillement. (...) Des revendications particulières s'ajoutent aux revendications générales ci-dessus. (...) Les papetiers se plaignent des bouleversements d'horaires rendus fréquents pour des raisons d'ordre économique et pensent qu'on invoque trop souvent ces raisons pour expliquer le manque d'organisation »[179].

Si la CGT, ultra majoritaire à Corbeil-Essonnes, est en tête des luttes, les autres organisations sont également présentes. En particulier, leur influence est relativement importante à la papeterie. Ainsi, lors des élections de délégués du personnel de 1947, la CGT avec ses quelques 700 adhérents[180] remporte sept sièges, mais la CFTC en remporte quatre et FO[181] en remporte un. Par ailleurs, les relations sociales restent très fortement marquées par le paternalisme d'entreprise ainsi qu'en attestent les témoignages qui ont pu être recueillis auprès d'anciens habitants d'Essonnes[182]. Le « système Darblay » continue de structurer profondément tous les aspects de la vie ouvrière, bien au-delà des frontières mêmes de l'entreprise. Dans un entretien que nous avions publié en 1998 dans les colonnes du *Républicain*[183], le petit-fils d'un ouvrier de l'entreprise raconte ainsi :

« *Au tout début des années 1950, nous habitions au 71, rue de la Papeterie, juste en face de l'usine. J'étais gamin à ce moment-là. Notre appartement était dans une grande maison divisée en plusieurs logements. Il avait été attribué à mon grand-père qui travaillait chez Darblay. Il vivait là avec ses deux filles, leurs maris et leurs enfants. Mon père, lui, travaillait chez Crété où les perspectives de carrière étaient déjà plus importantes ; ma mère et ma tante à la brochure. (...) Nous vivions beaucoup entre nous, dans le quartier. (...) Nous faisions presque tous nos achats à la coopérative Darblay. Là, les ouvriers ne payaient rien. Ils avaient une ardoise et c'était retenu sur leur salaire. Cela dit, nous n'y achetions pas grand-chose parce que Darblay avait distribué des terres pour que chaque famille ait un jardin. Le dimanche, tout le monde allait donc cultiver son lopin. Mon grand-père en avait deux. On élevait des poules, des poulets, des lapins. On avait les légumes et la viande. Nous achetions donc seulement le lait et le beurre ! Derrière la coopérative, on trouvait la chapelle. Des bonnes sœurs y vivaient, entretenues par Darblay. J'imagine qu'il avait mis ça en place pour donner une éducation religieuse à ses ouvriers et contrecarrer la fronde syndicale. Le dimanche matin, toutes les femmes*

179 AD91 ; Archives de l'Union locale CGT, pochette 1946, Document « Résolution de l'Union locale de Corbeil et environs ».

180 Archives de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes, PV de réunion du conseil syndical élargi des papeteries Darblay du 20 avril 1953.

181 FO résulte d'une scission de la CGT intervenue le 19 décembre 1947.

182 Mémoire et Patrimoine Vivant, « Les Papeteries Darblay à Corbeil-Essonnes. Mémoires d'employés », DVD de 27 mn.

183 Cet interview a été réalisé par nos soins en juin 1998 et publié dans le numéro "Spécial foire de Corbeil" du *Républicain,* en septembre de la même année.

allaient à la messe. Elles emmenaient les enfants. La place du patron, devant, était réservée. Il venait, entouré de toute la direction de l'entreprise... Pendant la messe, les ouvriers attendaient au café. C'était peut-être leur manière de résister. Mais à la sortie, ils venaient saluer le patron. Il les connaissait tous, le père Darblay, et il les appelait par leur prénom ».

La grande grève de 1952-53

À partir de l'année 1952, toutefois, la Papeterie d'Essonnes commence à se ressentir plus fortement de la crise qui atteint le secteur de la production papetière. Une note du directeur de l'usine[184] explique ainsi que le tonnage de papier fabriqué et vendu a été diminué de deux tiers par rapport aux années précédentes et indique que les effectifs n'ont pas été diminués dans les mêmes proportions. Les ouvriers en surnombre ont alors été occupés à des travaux de rénovation au sein de l'usine. Ce faisant, les horaires de travail ont été étendus de 44 à 48 h sans augmentation de salaire. Malgré une reprise modeste de la production fin décembre 1952, la direction déplore des prix de vente inférieurs de 15 à 20 % aux prix de revient. Elle déclare notamment des coûts salariaux supérieurs à ceux de nombreuses papeteries de la région parisienne.

Au début de l'année 1953, la papeterie connaît la deuxième grande crise sociale de son existence, lorsqu'un mouvement de grève pour les salaires se voit réprimé par le lock-out de l'entreprise. Les archives privées de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes permettent de retracer cet événement de manière assez précise[185].

L'affaire trouve ses origines vers l'été 1952 lorsque la CGT, la CFTC, FO et la délégation du personnel déposent leurs revendications auprès de la direction. Ils réclament notamment une augmentation horaire générale de 20 F, qu'ils justifient au regard des bénéfices réalisés par l'entreprise. Au bout de plusieurs mois et face au départ de plusieurs ouvriers qualifiés vers d'autres entreprises, la direction concède finalement une augmentation horaire de 17 F, mais seulement à une quinzaine d'ouvriers professionnels. La situation se tend. Les syndicats appellent à une grève d'avertissement le 18 mars 1953 de 16 h à 17 h. Ce jour-là, un bras de fer s'engage dès le matin entre la direction qui menace de fermer l'usine et les salariés. Une entrevue d'urgence est demandée à deux reprises par les délégués du personnel avec la direction à 15 h 45 puis à 15 h 55[186], sans succès. À 16 h, quatre cents salariés cessent le travail[187]. À 16 h 40, la direction donne l'ordre au chef de la chaufferie de mettre les feux à « bas », réitère ses menaces de fermeture puis ferme finalement les portes de l'usine après le départ de l'équipe de l'après-midi.

184 Archives privées de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes, Lettre dactylographiée du 16 mars 1953 point de vue de la direction sur les revendications du personnel.

185 Voir notamment dossier de l'année 1953, Rapport sur le déroulement de la grève et le look-out de Darblay.

186 La loi du 16 avril 1946 prévoyait que la délégation du personnel devait être reçue en cas d'urgence.

187 *L'Humanité,* 19 mars 1953.

Les délégués mandatés par les lookoutés demandent une réunion du conseil d'administration de la société avec les délégués ouvriers, leurs secrétaires fédéraux et un expert-comptable de leur choix. Ils estiment que l'entreprise a réalisé *« 1,4 million de francs de bénéfices sur chaque travailleur en 1952 »* et peut augmenter l'ensemble des salaires horaires de 20 F. Cette demande d'expertise comptable est entérinée par l'inspection du travail mais contestée par la direction de l'entreprise qui entend mandater son propre expert et persuade les délégués au comité central d'entreprise de se tenir à l'écart.

Les ouvriers papetiers se tournent alors vers la commission créée par le conseil municipal de Corbeil-Essonnes[188]. La commission reçoit les deux parties au conflit, mais la direction campe sur ses positions. Elle entreprend même de disqualifier les efforts de conciliation entrepris par l'inspection du travail : « *Monsieur Faure n'a qu'un but : prolonger le plus longtemps possible un conflit que les représentants des organisations syndicales de l'usine et les représentants du personnel paraissent désireux de terminer le plus tôt possible* », écrit-elle dans un courrier adressé au personnel. « *La direction prie les ouvriers désireux de reprendre le travail de déposer une lettre auprès du service du personnel. Si le nombre de réponses est suffisant, il sera étudié la possibilité de faire fonctionner un nombre restreint de machines suivant la qualification du personnel désireux de travailler. Dans le cas contraire, la cessation du travail se trouvera prolongée pour une durée indéterminée. Que chacun juge où est son véritable intérêt !* »

Les lockoutés appellent la population à un meeting, suivi d'un bal, le 21 mars sous la halle d'Essonnes. Un comité de défense des lockoutés est créé. Il interpelle ceux des salariés ayant repris le travail – environ 300 - et invite les personnalités des divers partis, mouvements, associations de Corbeil-Essonnes, ainsi que les maires des communes à se réunir le vendredi 27 mars à 21 h, pour la création d'un large parrainage aux lockoutés. Le 29 mars, la direction propose une augmentation de la rémunération du personnel de 5 % et indique qu'en contrepartie les « *logements du personnel seront mis au taux normal légal* ». Elle invite le personnel à se prononcer sur la reprise du travail lors d'un référendum qu'elle organise le lundi 30 mars. Une fois de plus, le syndicat des ouvriers papetiers sortira affaibli du conflit, ne comptant plus que 310 adhérents en 1954.

Pourtant, la lutte des papetiers n'était pas isolée. À la fin mars 1953, des militants de la CGT recensaient 37 mouvements de grève survenus en une dizaine de jours dans les entreprises de Seine-et-Oise, avec 12 000 travailleurs mobilisés. 18 de ces mouvements débouchaient sur des augmentations de salaires de 4 à 20 F de l'heure[189]. Ce niveau de conflictualité perdurait au cours des mois suivants et de nouveaux débrayages survenaient dans le secteur papetier notamment à la fin du mois de janvier 1954, à l'appel de la fédération des industries du papier-carton,

188 La fusion entre Corbeil et Essonnes date de 1951 et le conseil municipal appartient à une majorité socialiste, sous la direction de Georges Goudin, un directeur d'école.

189 Mars 1953. Cahier (de la marque Sopalin) contenant les notes prises par un militant pendant les différentes réunions, AG.

pour revendiquer une augmentation des salaires et des retraites.

En 1959, une liste conduite par le communiste Roger Combrisson, alors dirigeant cheminot, remporte les élections municipales. Cet événement change la donne des rapports sociaux locaux, les salariés se voyant alors plus systématiquement soutenus lors des conflits qui les opposent à leurs employeurs.

Luttes pour la survie : 1960-1968

Les années qui suivent sont marquées par plusieurs nouvelles tentatives de restructuration de la papeterie qui font tomber son effectif à 858 salariés en 1961. L'ancienne usine de pâte de bois au bisulfite est détruite. De nouveaux investissements sont engagés avec le remplacement de la centrale thermique en 1959[190] et l'introduction des machines n° 8 et n° 9. Cette dernière, installée dans un bâtiment de 168 × 39 m spécifiquement construit pour l'accueillir[191], est destinée à produire jusqu'à 30 000 tonnes par an de papier impression-écriture.

Dans le même temps, la direction de l'entreprise met en place une nouvelle production de papier amianté pour fournir l'équipementier Ferodo et entreprend une ultime tentative de redéploiement avec, en 1964, la construction d'ateliers spécifiques à Villabé pour la production de Sopalin. Mais cette dernière initiative se solde par un échec[192].

Stanislas Darblay, à la tête de la société, tente de trouver des alternatives au déclin irrémédiable de son entreprise. La papeterie sera finalement rachetée par des financiers et intègrera en 1968, le groupe Chapelle-Darblay. Elle ne fait plus l'objet d'investissements autres que des modernisations de la machine n° 9. Ce n'est pas seulement l'importance industrielle de la papeterie qui diminue, mais aussi son importance dans la vie sociale locale. La présence des ouvriers papetiers dans les mobilisations et les initiatives interprofessionnelles s'affaiblit. Ainsi, les salariés de la papeterie ne suivront pas les grandes grèves de la fin de l'année 1964[193]. En 1968, les dirigeants syndicaux de la papeterie ne seront plus que deux à représenter leur entreprise au sein de la commission exécutive de l'union locale CGT. Par ailleurs, le syndicat des ouvriers papetiers n'envoie que très peu de ses militants en formation[194]. De même, la papeterie ne participe que marginalement au plus grand mouvement de grèves de l'histoire du travail, quand 9 millions d'ouvriers cessent le travail et occupent les usines, en mai-juin 1968.

190 Note 35 de Nicolas Pierrot.

191 Il s'agit de l'une des premières constructions industrielles des établissements Bouygues.

192 Entretien avec Stanislas Darblay réalisé par Claude Breteau (Association Mémoire et patrimoine vivant).

193 AD91, cote 997W131.

194 Archives de l'union locale CGT de Corbeil-Essonnes, pochette 1968.

Licenciements et dépôt de bilan : 1970-1997

Le début des années 1970 est marqué par de nouveaux mouvements sociaux en faveur de l'augmentation des salaires[195]. Mais les quelques victoires remportées sont de très courte durée. Dès 1974, la direction de la papeterie s'engage dans de nouvelles compressions de personnel. Deux plans de licenciements parviennent à être réalisés, malgré la très forte mobilisation des salariés, de la population et des élus locaux qui interviennent auprès du ministre de l'Industrie pour sauvegarder l'emploi local[196].





De nombreuses entreprises traditionnelles connaissent des difficultés économiques à partir de la fin des années 1950. Les manifestations en faveur de la défense de l'emploi local se multiplient au cours des années 1970.

195 Archives Nationales de Pierrefite.

196 Archives du syndicat CGT de la papeterie déposées à l'Union locale de Corbeil-Essonnes.

La papeterie dépose finalement son bilan en 1980. Six cents emplois y ont été supprimés et le site d'Essonnes est divisé en deux entités : Les Papeteries de l'Essonne et la Compagnie Industrielle du Papier. En 1981, l'établissement n'emploie plus que 180 salariés. Pour survivre, il a dû reconvertir sa production : il occupe maintenant le créneau du papier recyclé. Le conseil municipal, qui envisage alors l'implantation d'un grand complexe papetier sur l'emplacement Darblay, n'hésitera pas à solliciter lui-même d'éventuels repreneurs afin de permettre la poursuite d'activité. Il vote une garantie d'emprunt en 1987, afin de permettre à la papeterie de moderniser ses installations et de redéployer son activité.

En 1995, la majorité municipale passe à un grand patron de droite, Serge Dassault, président de groupes puissants, membre du conseil constitutif du CNPF. Le climat de dialogue social avec le syndicat change radicalement. La remise en cause de l'attribution au syndicat des locaux de la Bourse du travail illustre cette nouvelle donne.

En janvier 1997, alors que la papeterie dispose désormais d'un outillage performant, qu'elle est la seule usine en France à produire du papier 100 % recyclé et qu'elle bénéficie toujours d'un important soutien de la municipalité, la direction dépose une nouvelle fois le bilan. Quelques semaines plus tard, la liquidation judiciaire est prononcée et un mystérieux repreneur, Uniforêt, fait son entrée en scène. Le plan de reprise proposé par ce dernier prévoit une diminution de la production de plus de 50 % - de 55 000 tonnes à 25 000 tonnes -, une soixantaine de licenciements, le passage à un régime de production discontinue via la suppression des équipes du week-end, une augmentation de la durée du travail pendant les jours de semaine et la suppression des primes d'équipes.

Les représentants du personnel, à majorité CGT, s'inquiètent des résultats de l'expertise comptable qu'ils ont commanditée – celle-ci fait apparaître 40 millions de Francs de pertes inexpliquées – et du caractère peu sérieux de la proposition du repreneur. En effet, l'arrêt des machines pour deux jours par semaine risque d'engendrer des surcoûts importants du fait des nettoyages et des réglages nécessaires à chaque redémarrage des installations. Quelques renseignements pris sur le repreneur potentiel les confortent dans leur scepticisme : ce dernier est un homme d'affaires ayant des accointances avec le secrétaire général de la papeterie qui se trouve avoir déjà purgé plusieurs peines de prison pour des faillites frauduleuses.

Les représentants du personnel décident donc de profiter du délai conditionnel d'un mois, accordé par le tribunal de commerce, pour trouver eux-mêmes un autre repreneur. Mais, ils n'en auront pas le temps. La semaine suivant la cession, la nouvelle direction a déjà opéré un tri dans le personnel — écartant la plupart de ses représentants -, communiqué un code d'accès aux 82 salariés qu'elle a sélectionnés pour les reprendre et sollicité une société de gardiennage pour interdire l'entrée aux autres.

C'est donc dans une procédure judiciaire que doivent alors s'engager les salariés et leurs représentants. Ils assignent la direction en référé devant le tribunal de grande instance d'Évry ; lequel mettra en évidence l'identité douteuse du repreneur, dont la complicité avec l'ancien directeur s'avère manifeste. La cession est annulée. Quelque temps plus tard, l'on apprendra la mise en examen et l'incarcération de l'ancien directeur, accusé de détournement de fonds, d'abus de biens sociaux et de dépôts de faux bilans. Mais, malgré une mobilisation importante des représentants du personnel et des élus de gauche, aucun des autres repreneurs potentiels qui s'étaient manifestés n'accepte finalement de reprendre l'affaire. La papeterie ferme donc finalement ses portes en juin 1997 et vend une importante partie de son matériel à une entreprise italienne. Les cent quarante-quatre salariés qui y travaillaient sont licenciés.



Après sa fermeture, en 1997, la papeterie d'Essonnes est devenue l'une des plus grandes friches industrielles de l'Île-de-France.

La délicate reconversion d'un site industriel historique

Le site de la papeterie devient alors l'une des plus grandes friches industrielles d'Île-de-France, à l'instar des usines Renault de Boulogne-Billancourt[197]. Son démantèlement s'avère progressif et mouvementé[198]. La municipalité de Corbeil-Essonnes, qui a cautionné plusieurs prêts, se retrouve après un long intermède judiciaire propriétaire de ce site fermé, vidé de ses machines, squatté, vandalisé. Sous la houlette du maire UMP Serge Dassault, elle décide de vendre ces terrains,

197 Nicolas Pierrot, « Pour un inventaire du patrimoine industriel de l'Essonne », dans *Aventures industrielles en Essonne,* CRHRE, 2008, p. 435-455

198 *Le Républicain.*

avec un cahier des charges qui incite à la conservation de certains bâtiments *«historiques»*.

C'est finalement le constructeur Bouygues qui acquiert l'ensemble pour 16 millions d'euros avec l'objectif de réaliser un projet immobilier de grande envergure. En 2005, les plus anciens bâtiments commencent à être détruits. Ainsi, le corps central du grand atelier de fabrication de la manufacture de papier est démoli pendant les mois de mars et avril 2007. De nombreuses protestations s'élèvent au sein de la population concernant la conservation du patrimoine bâti, la dépollution du site et la nature du projet immobilier confié à Bouygues[199]. Mais courant avril 2009, une nouvelle vague de démolitions touche les magasins et la centrale électrique. Seuls quatre bâtiments sont finalement conservés sur la quarantaine que comptait la papeterie. Il s'agit de la «maison du directeur» (1885) conçue par l'architecte Paul Friésé, des édifices ayant abrité la fabrication de la pâte de chiffon (1884-1889), de l'atelier de préparation du sulfate d'alumine (1906) et du bâtiment de caustification de l'usine à pailles (1869), qui est un des plus singuliers[200]. Quelques années plus tard, les bâtiments qui abritent les pompes du port Darblay sont labellisées et il est décidé qu'ils feront l'objet de restauration dans le cadre d'un projet de valorisation du parc public des Bas-Vignons traversé par la future eurovéloroute N° 3[201].



À partir de 2007, la papeterie cède progressivement la place à un nouveau quartier urbain. Seuls quatre de ses bâtiments sont préservés. Crédit : Claude Breteau.

199 « Papeterie : les riverains régissent au projet Bouygues », *Le Parisien,* 14/06/2007.
200 *Le Monde,* avril 2007, article d'Emmanuel Le Roux.
201 https://sortir.grandparissud.fr/actualites/pompes-des-papeterie...

La papeterie est bien l'un des sites majeurs témoignant de l'importance de l'archéologie et de la vie industrielles de Corbeil-Essonnes, au même titre que les Grands Moulins, l'ancienne filature de Chantemerle, la poudrerie d'Essonnes ou l'usine de construction mécanique Decauville. Un inventaire départemental et régional, entamé dans les années 1990-2000 par les services de la DRAC, encouragé par le ministère de la Culture et de la Communication en 2004, avait mis en évidence l'importance de la papeterie et la nécessité de l'inscrire dans les Monuments historiques du département. Les albums de photographies, sauvés par un cadre administratif lors de la destruction des archives dans les années 1970, avaient permis de prendre conscience de l'importance de l'emprise des usines dans le paysage urbain avant les démolitions. Cet inventaire mené pour les usines de Massy (Girebronze), Pussay (Brinon), Ris-Orangis (Dock des alcools), permet, par une campagne photographique précédant les destructions, de « *saisir, par la photographie et l'étude scientifique, le dernier état d'un bâtiment industriel* », pour témoigner et reconstruire. Ces images remarquables, réalisées entre 2004 et 2008, complémentaires de la sauvegarde des archives de l'entreprise Darblay et de la mémoire de ses travailleurs, permettent de préserver l'histoire de ce qui fut l'une des usines les plus innovantes de la Belle Époque, la papeterie d'Essonnes en l'inscrivant durablement dans le « *patrimoine industriel* » local et départemental. L'historien, le photographe, le témoin oral sont alors associés pour que la richesse patrimoniale du site soit préservée dans l'aménagement des quartiers contemporains, témoignant durablement de la naissance, de l'extension et de la fin d'une entreprise qui a marqué la vie économique et sociale de Corbeil-Essonnes pendant plus de deux siècles !

Conclusion

L'histoire de la papeterie Darblay, des origines à nos jours, peut être exemplaire d'une histoire plurielle, totale, des entreprises industrielles contemporaines. Elle s'inscrit dans l'histoire des sites industriels, depuis l'utilisation de la force motrice des vallées de l'Essonne et de la Seine et des grands moulins jusqu'à la concentration verticale et horizontale qui fait des usines de Corbeil-Essonnes-Villabé un ensemble industriel de pointe dans le monde de la Belle Époque, sur près de 200 hectares. Elle permet de tourner les pages de l'innovation industrielle, depuis le procédé de production du papier continu de Robert en 1798, sur le site même de l'usine jusqu'à la fabrication du papier Sopalin, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, en passant par les multiples prix et médailles obtenues par les Darblay dans les expositions industrielles du Second Empire et de la Troisième République. Elle offre des analyses précises sur la carrière et l'existence d'une dynastie d'entrepreneurs, notables s'il en fut, à la conquête d'une fortune mobilière et immobilière considérable, autour de Corbeil-Essonnes et d'Écharcon, dans les aspects politiques, sociaux, technologiques, d'Aimé-Stanislas, le racheteur de 1867, à Paul, le Centralien, et Stanislas, qui assiste à la liquidation de l'entreprise familiale en 1997, et qui se fait l'historien de la dynastie Darblay. À l'apogée d'une presse patronale, régionale et nationale répond l'essor d'une presse contestataire, *Le Journal* et *Le Parisien* face à *L'Humanité* et au *Réveil social*. Elle permet des

éclairages décisifs sur l'existence et les luttes ouvrières dans les grands moments de mobilisation syndicale, de 1907 aux sursauts des années 1960 et 1980, sur fonds de restructurations, de plans sociaux, de manifestations massives et de licenciements collectifs. La confrontation d'un paternalisme, érigé en modèle par la famille et certains bénéficiaires du « système Darblay » et de la lutte de classes d'organisations ouvrières structurées et « résistantes » est révélatrice de contradictions et de blocages du monde du travail dans la France contemporaine. Une mémoire d'une dynastie de grands bourgeois contraste avec les mémoires de familles ouvrières, dans le croisement de témoignages qui retracent des identités, professionnelles et familiales. Mais c'est aussi une histoire du patrimoine industriel, entre volonté de préservation et destruction, à travers les « images du monde industriel », entre ruines, friches, tags et volonté de préserver, par le musée et la conservation du site, la mémoire d'une aventure industrielle singulière et hors du commun.

Sources, Archives

Archives nationales

F121599 La papeterie d'Essonne, 1779-1812, 120 ouvriers, 6 cylindres à la hollandaise et 10 cuves.

1558 : 12 cuves à la papeterie d'Essonnes, dont 10 arrêtées en 1798.

F7 13368 : surveillance syndicale pendant la guerre, novembre 1918, les entreprises comme Darblay ne sont pas concernées.

F12 6736 La papeterie d'Essonnes dirigée par Gratiot.

F12 6737 La papeterie d'Écharcon, 1826-1857 (Maupeou, Chaptal) elle ferme en 1857.

F 12 7454 Nicolas Robert.

19950150/25 Création du tribunal de Prud'hommes de Corbeil.

Archives de Roubaix

65 AQ 78-82 Historique de la papeterie Darblay. Plaquette du centenaire des papeteries 1867-1967.

65 AQ U 336 Société nouvelle de la papeterie Darblay Assemblées générales, coupures de presse sur les grèves 1906-1951.

Archives départementales de l'Essonne

2 P 88 perceptions des papeteries de Corbeil et Écharcon.

3 S 15 Essonnes, travaux : dossier Darblay.

3 U 722 Statuts des syndicats ouvriers et professionnel.

Série W : archives contemporaines, postérieures à 1940.

846 W1 : notes des RG sur la situation des entreprises ; Sopalin 1960-61 ; Darblay 1960-63.

847 W1 : 1941 notes.

886 W dommages de guerre, bombardement de Darblay.

886 W 36, 12 bâtiments des Tarterêts, transfert à Essonnes et Bellegarde.

938 W 124 Les Algériens de Darblay.

940 W 142 conflits du travail hors mai-juin 1968.

938 W 150-151 Le climat social en 1967.

978 W 83 Les RG sur 1970-71 et Darblay.

982 W 2 situation des entreprises en 1945 dossiers des patrons, dossiers d'épuration.

997W58 situation syndicale Darblay-Sopalin 1959-1963.

997W124 les cartonnages Darblay, 1961.

1223 W 60-61 grèves 1966 Darblay.

1007 W Associations.

233 fanfare d'Essonnes, 1910-1922.

2670 Association sportive des papeteries d'Essonnes.

4X 5 Assistance et prévoyance sociale Essonnes ; Société de secours mutuels des papeteries d'Essonnes. Caisse commune des ouvriers d'apprêt de la papeterie.

1J 256 papeterie Darblay 1663-1906.

Fonds Darblay, 3 J 1-153, p. 113-115.

15 J cartes postales papeterie d'Essonnes.

3 J1-147 Fonds Darblay, Philippe Cachau, Les vallées de l'Essonne et de la Seine dans le Fonds Darblay des Archives départementales de l'Essonne.

52 J les cassettes de Stanislas Darblay, Henri Guerton, Etienne Mainfroy, 1908-2000, directeur à la papeterie, Christian Roblou, 1933, ouvrier chez Darblay, en 1949, déposées par *Mémoire et Patrimoine Vivant*.

58 J incendie de la papeterie-78 J 36 : Ouvrage de Paul Darblay : *Mes souvenirs 1870-1871*, Paris, 1905 (souvenirs de l'occupation prussienne de Paris et sa région, rédigés en décembre 1904 et accompagnés de délibérations du conseil municipal de la capitale, de septembre et octobre 1870 ; 190 pages). 2Fi 983-986.

79 J Fonds de Courcel portraits d'Aimé Darblay.

1 Mi 553, la faillite microfilm, « Paul Darblay comment on devient riche », 1899.

Le Semeur de Corbeil, Jal 87/2, « Chronique jaune » sur la grève des papeteries d'Essonnes, 12 janvier 1908.

Chambre d'industrie et de commerce de Corbeil, puis de l'Essonne.

Dossier d'archives

Dossiers pédagogiques, service en ligne, La papeterie Darblay et la grève de 1907.

Archives départementales des Yvelines

Série M : Statistiques, industrie, travail, main d'œuvre, population, affaires économiques.

Nombreux dossiers concernant le sujet, répertoires par H. Lemoine, 1936-1938 et Mme Buxtorf.

1W Archives du préfet de police et des services de la préfecture 1930-1974.

Suite de la série M, comprend de nombreuses archives sur les grèves et les syndicats entre 1930 et 1974.

300 W 117-121 Grèves 1932-1947.

Archives communales

Corbeil, inventaire par Geneviève Pezeu-Sylvie Contrepois, *L'industrialisation en Essonne. Guide de recherche*, 2004, p. 183-186

Archives privées

Le Journal, 1892-1944, collection complète au château de Saint-Germain-lès-Corbeil.

Iconographie

Fonds Paul Brout : 36 cartes postales sur le conflit du travail à la papeterie 1905-1907, AD 91-CRHRE.

Exposition 110 ans de la CGT à Corbeil-Essonnes, Maison des associations, Corbeil, 2015.

Bibliographie

L'industrialisation en Essonne XVIIIe-XXe siècle, CRHRE, 2004, Index, p. 405, 409.

L'Essonne au milieu du XIXe siècle. Guide de recherches, CRHRE, 1998, Maury Imprimeurs.

Louis André, *Machines à papier : Innovation et transformation de l'industrie papetière en France 1798-1960*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

« La papeterie d'Essonnes et le groupe Chapelle-Darblay, premier producteur français de papier journal au XXe siècle », *Dictionnaire encyclopédique*, Paris, 2004.

Louis André, « Une révolution de papier. Le papier et la « seconde révolution du livre », *Revue française d'histoire du livre*, 106-109, 2000, p. 219-230.

Serge Bianchi, « Industrialisation et désindustrialisation de l'Essonne contemporaine », *L'industrialisation en Essonne XVIIIe-XXe siècle*, CRHRE, 2004, p. 302-305.

« Patronats et syndicats dans la région de Corbeil-Essonnes : de Darblay à Dassault », conférence.

« La barricade d'Essonnes : 23-24 juin 1848 », *La République confisquée, 1848 en Essonne*, Créaphis, Grâne, 1999, p. 247-263.

Une tragédie sociale en 1908. Les grèves de Draveil-Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges, CRHRE-Éditions d'Albret, GN Impressions, Villematier, 2014.

Paul Boucher, « les papeteries d'Essonnes », *Bulletin de la SHAEH*, 1899.

Serge Chassagne, *Le Mouvement Social*, 97, 1976, p. 88-107.

Sylvie Contrepois, Guide de visite de la région Corbeil-Evry, Manufactures, usines et industries, Actes de la journée d'études du 26 septembre 2013. Un patrimoine du XXe siècle à (re)connaître, Annexe, p. 1-9.

« Le bassin industriel d'Evry-Corbeil, promenade urbaine ».

« Identités collectives : territoires et mémoires. De l'usage de la mémoire locale dans l'analyse des transformations du travail et des identités sociales.

Syndicats : la nouvelle donne. Enquête au cœur d'un bassin industriel, Paris, Syllepse, 1993.

« L'évolution du syndicalisme des salariés dans la région de Corbeil et d'Essonnes pendant la Grande Guerre »,

Dominique Gamache, Mireille Grais, Claudine Michaud : « Approche pédagogique de l'aventure industrielle en Essonne », *Le Papyvore*, n° 29, juillet-octobre 2009, pp. 4-5.

Véronique Guasco : « Paul Friésé (1851-1917), architecte industriel », *Le Papyvore*, n° 29, juillet-octobre 2009, pp. 12-13.

Marie-Paule Guérif : « Vallées et patrimoine industriel », *Le Papyvore*, n° 29, juillet-octobre 2009, pp. 10-11.

Philippe Oulmont, « Corbeil et Essonnes : naissance d'une cité industrielle », *L'Essonne au milieu du XIXe siècle. Visages d'une société*, CRHRE, Maury Imprimeurs, 1999, p. 217-221.

« Aux origines de la Révolution industrielle en Essonne », *Aventures industrielles en Essonne XVIIIe-XXe siècle*, CRHRE, Imprimerie Lussaud, 2008, p. 15-36.

« Paysages, industrialisation et urbanisation : pour une approche historique », L'industrialisation en Essonne XVIIIe-XXe siècle, CRHRE, 2004, p. 292-301.

Nicolas Pierrot, « Pour un inventaire du patrimoine industriel en Essonne », *Aventures industrielles en Essonne XVIIIe-XXe siècle*, CRHRE, Imprimerie Lussaud, 2008, p. 432-456.

Nicolas Pierrot et Louis André, « La papeterie d'Essonnes », *L'archéologie industrielle en France*, 47, 2005, p. 14-23.

Nicolas Pierrot, « Les images du monde industriel », *Historiens-Géographes*, n° 401, p. 223-227.

Marie-Joséphine Spiess, « Une intervention économique. Les papeterie de Corbeil-Essonnes », 1986.

Henri Stein, « La papeterie d'Essonnes », Annales de la société historique et archéologique du Gâtinais, 1894, p. 335-364.

Jacques Varin, *Corbeil-Essonnes, aux rendez-vous de l'histoire*, Paris, Messidor, Éditions sociales, 1986.

Jean-Pierre Willot, « Aimé-Stanislas Darblay, industriel, notable, bonapartiste », La République confisquée, 1848 en Essonne, Créaphis, Grâne, 1999, p. 207-221.

Denis Woronoff, *Histoire de l'industrie en France, du XVIe siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1994.

Denis Woronoff et Nicolas Pierrot (dir.), *Les images de l'industrie, de 1850 à nos jours*, Paris, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, 2002.

« La Papeterie d'Essonnes (1956-1962) devenu Papeterie presse (1963-1968), BNF, FOL JO 13383.

« Papeterie d'Essonnes seine-et-Oise Habitation du directeur, Paris, FSH paris et Île-de-France, 2000.

Darblay 1867-1967, Corbeil, 1967 (ouvrage du centenaire des Papeteries Darblay, publié par celles-ci).

Un plan inédit de la ville de Corbeil (vers 1787)[202]

Virginie Verhaeghe et Frédéric Gatineau

Ce plan, conservé aux archives départementales de l'Essonne, quoiqu'assez schématique, est intéressant à plus d'un titre. Il a été établi à l'occasion du projet d'extension de transfert du marché qui se déroulait jusque-là sur la place du marché. Laquelle place à l'époque, débouchait directement sur le grand Pont et était relativement à l'étroit, coincée entre l'église Notre-Dame et l'Hôtel Dieu. L'auteur du plan (et du texte qui l'accompagne) est partisan d'un transfert vers la place Saint-Guénault tandis qu'un autre parti (celui du maire) l'envisage sur la place Saint-Léonard c'est-à-dire dans un des deux faubourgs de la rive droite.

Sur ce plan figure la situation précise de nombre de bâtiments aujourd'hui totalement disparus : la collégiale Notre Dame, le collège, un espace appelé « l'Hermite St Roch » situé en bord de rivière Essonne, la place Saint-Guénault et l'église Saint-Guénault, le bâtiment cour et jardin de l'Hôpital général, le Port Saint-Guénault, le bâtiment des religieuses de la Congrégation, l'église Saint-Léonard, le grand pont sur la Seine (et son calvaire au milieu du pont) et l'Hôtel de Ville, alors situé près de l'hôtel de l'Arquebuse. Figurent aussi sur ce plan bon nombre de rues, elles aussi disparues ou très modifiées : la rue du Port Saint-Guénault, la rue des Religieuses, la rue du Pont-Saint-Laurent, la place Saint-Léonard.... Y est figuré également le *« bras de la Juine qui fait tourner le moulin de la Boucherie »*. L'Essonne y est dénommée « rivière de Juine dite d'Étampes ».

L'église Saint-Spire et la porte du cloître, représentées sur le plan sont, quant à elles, toujours là.

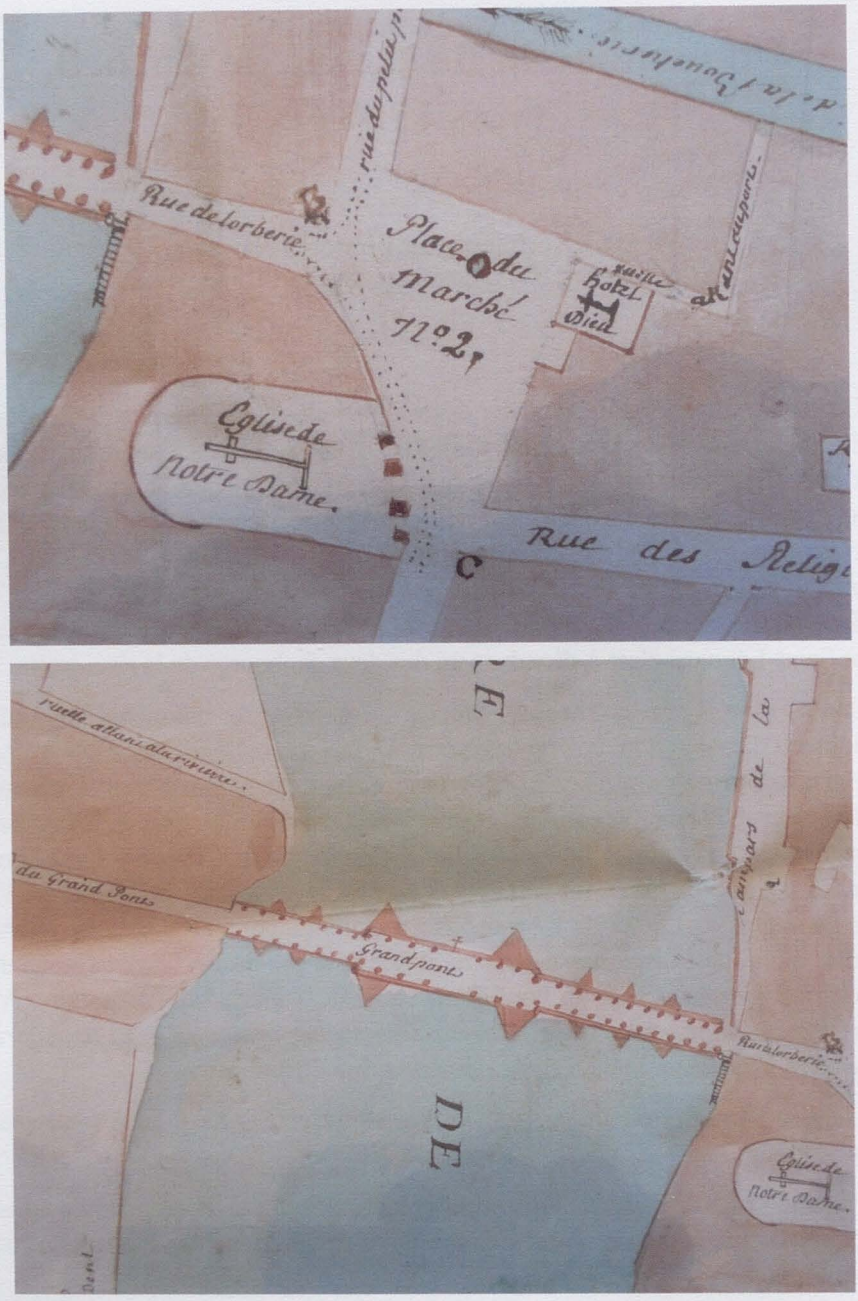
Quelques rues de ce centre-ville très bouleversé sont parvenues jusqu'à nous : la rue Notre Dame, la rue des Prêtres, la rue Saint-Spire, la rue des Rosiers, la rue du Grand Pignon, la rue aux Tisseurs.

La transcription complète du texte qui accompagne ce plan s'avère elle aussi d'un grand intérêt. Les habitants de la place Saint-Léonard s'opposent à cette extension.

202 AD91 E Suppl 796.

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

Il y est question des différents usages des places, de la récente construction de la Halle aux Grains[203], des jardins bourgeois des faubourgs de la rive droite, des difficultés de la circulation des voitures. Le texte émane d'un auteur qui défend la prospérité de Corbeil et se réclame des principes éclairés pour la gestion d'une ville.



Le grand pont sur la Seine et son calvaire, au bout, coté rive gauche, la rue de l'Orberie.

203 Par l'architecte Vial en 1780.

Plan géométrique de la place de l'hôtel de ville, de celle du marché, de celle de Saint Guénault dans la ville de Corbeil et de celle de Saint Léonard en lieu de ses faubourgs *: ensemble du grand pont, des rues du petit pont, de Saint Spire, de Notre Dame et de Lorberie, de celle du grand pont avec remarques et observations au sujet du marché. Levé par ordre de Monseigneur l'intendant de la généralité de Paris. Est observé que les autres parties ne sont que visuelles.*

Remarques

Numéro 1 : Au midy place de l'hôtel de ville : petit carré long de 66 pieds sur 41 pieds de largeur sera seulement de rendés-vous à la milice bourgeoise dans les cérémonies publiques.

Numéro 2 : place du marché : au centre de la ville et de ses quatre faubourgs, triangle presque régulier de 120 pieds de face au couchant, 120 pieds et plus à l'orient et de 90 au midy.

Numéro 3 : vers le Nord, place saint Guénault dans la ville, vaste et commode carré long de 198 pieds au midy et de 210 pieds au Nord sur la largeur de110 pieds à l'orient et de 116 à l'Occident.

Nota : Au midy de cette place, est un beau pavé de 24 pieds de large dans toute la longueur avec même pavé à l'orient de 24. 30 et 40 pieds de large. C'est sur ce pavé que la pluralité des voies demeurent d'avis de porter la distraction de partie du marché comme plus proche du marché ordinaire, plus facile et plus commode. Les parties non pavées sont peu de choses ce ne seroit point une dépense de les faire paver. D'ailleurs, ces mêmes parties sont d'un terrain solide composé de gravats, sable, bouzin, si ferme que le poids des voitures énormes n'y fait rouage. Enfin, cette place en amphithéâtre est toujours sèche parce qu'elle écoule ses eaux sur son pavé bas d'où elles vont à la rivière.

Numéro 4 : à l'orient ; place saint Léonard : petit carré divisé en son milieu long de 96 pieds sur 72 pieds de large ce qui n'est pas la moitié de la place Saint Guénault prise dans toutes ses parties.

Distances : de l'angle A place saint Leonard à l'angle B place du marché 102 toises ou 612 pieds

De l'angle C rue du marché à l'angle D place st Guénault 41 toises 24 pieds

On voit par cette opération que la place st Leonard est plus éloignée de la place du marché que celle de saint Guénault

Ainsi la proximité de la place saint Guénault de celle du marché est un grand avantage pour la commodité des vendeurs et acheteurs indépendamment de celui d'éviter le péril du grand pont dans le temps des glaces et verglas aux hommes et aux chevaux et voitures

Observations : les voitures qui se rendent par la place de Saint Guénault de la porte Paris à la rue Notre Dame et de la Rue Notre Dame à la porte de Paris ne décrivent qu'une seule ligne et laissent à droite et à gauche une largeur prodigieuse

pour l'échappement de toutes ces voitures. A l'égard des autres petites rues qui aboutissent à la place de Saint Guénault, elles ne sont peu fréquentées par des voitures. Celles qui se rendent par la place du marché de la rue Notre Dame à celle du petit pont, à celle de Saint Spire, et de ces deux-ci à la rue Notre Dame, et ne décrivent aussi dans la place du marché qu'une ligne courbe vers l'orient et laissent libres tout le surplus de la place pour le marché. A l'égard de la rue des religieuses elle n'est point fréquentée par aucune voiture. Quant à la place de Saint Léonard, hors de la ville, plus éloigné de la place du marché que celle de Saint Guénault de 366 pieds elle est trop serrée, trop incommode pour un marché et de plus elle est périlleuse pour la remontée des voitures qui s'y rendent de quatre rues et la coupent partout en sens contraire. La ville et ses deux faubourgs à la gauche de Seine renferment une fois plus d'habitants que n'en comportent à sa droite, les faubourgs Saint-Jacques et Saint-Léonard, le nombre du côté de la ville est reconnu au moins de 2/3 tandis que celui du côté opposé compris les bourgeois ne forment pas l'autre tiers en entier. L'étendue du terrain superficiel des faubourgs Saint-Jacques et Saint-Léonard paraît à l'aspect à peu près égal à celui de la ville et des deux faubourgs qui les joignent mais il n'est considérable qu'à cause du grand nombre de jardins très vastes qu'ils renferment et dont jouissent des bourgeois non taillables au lieu que la ville n'en n'a point que si les maisons sont serrées et sont peuplées d'ouvriers et d'artisans, gens de métiers et marchands de biens plus nombreux. C'est pour tout ceci qu'un marché est de nécessité absolue.

*

Précis de moiens et considérations pour la ville de Corbeil au sujet de son marché.

Il s'agit de savoir si l'on dépouillera une ville de son marché pour en revêtir l'un de ses faubourgs. L'exposition seule de la proposition donne la décision. Il ne seroit pas juste que la stérilité fut dans la ville et l'abondance dans les faubourgs. Cette idée répugne à toute personne indifférente et désintéressée, elle répugne aussi la raison. Si le maire de ville qui est un gros marchand, si son beau-frère fort marchand, épicier et mercier, tous deux très intéressés ; si les autres échevins n'étoient pas tous comme eux du faubourg Saint Léonard, cette situation injuste n'a jamais fait la matière d'une question ni vu le jour. Qu'importe leurs prétentions mercenaires ? C'est le bien général qu'il convient de fixer. Faut-il aujourd'huy pour la sûreté publique, une distraction de portion du marché de Corbeil ? En ce cas, le remède est à côté du mal ; tout auprès du marché est la place de Saint Guénault, vaste et commode. C'est là où le bien public exige que la translation se fasse sur la partie pavée de 24 pieds de large. Déjà une assemblée générale des habitants a été unanimement de cet avis. Et sa délibération a été homologuée par arrêt du parlement du 17 août 1786.

Les habitants intéressés du faubourg Saint Léonard sont venus à bout d'exciter

Monseigneur le procureur général à attaquer cet arrêt et à en faire ordonner le sursis par un autre arrêt du 30 du dit mois, qui a ordonné une nouvelle assemblée générale de la ville et des faubourgs, pour déclarer en quel lieu il est plus commode de transporter une partie du marché soit de la place Saint Léonard, soit de celle de Saint Guénault : cette nouvelle assemblée a été faite devant le prévôt de Corbeil le 07 Novembre présent mois. Et il a été décidé à pluralité de 100 voix contre 23 que la place de Saint Guénault étant la plus sûre, la plus convenable, et la plus commode pour la translation nécessaire d'une partie du marché. C'est donc là que cette translation doit être faite.

Par ce moyen le marché se touche et fait pour ainsi dire un seul ensemble très commode pour le vendeur et les acheteurs. La rue Notre Dame les joints dans un court espace de quarante toises ; ils n'en faut même compter que 20 car le marché dans les saisons abondantes s'étend de lui-même par la nature du lieu jusqu'à la moitié de la rue Notre Dame. Toute l'abondance au marché arrive en voiture à somme d'animaux et à bras du côté du Gatinois au midy. Une faible partie du côté de Paris au Nord. Très peu ou presque point du côté de la Brie à l'orient. En arrivant, ils ont un nombre d'auberges et sont tout d'un coup placés ; en ce lieu qu'au faubourg Saint Léonard il n'y a point d'auberge. (On ne peut en compter qu'une ; C'est la ville de Melun qui est toujours pleine de marchands forains et ne pouvoit loger les voitures du marché.). Et que pour y arriver, ils ont de la place du marché plus de 600 pieds à parcourir. Outre la difficulté du grand pont qui est roide ; des difficiles accès fort longs, périlleux et presque impraticables aux voitures, aux hommes et aux chevaux dans les froids, glaces et verglas. En disposant ainsi la distraction on se rapproche de la Halle nouvellement construite ; qui naturellement doit faire corps au marché. Et qui étant élevé dans une place plus vaste que toutes les autres sur un Grand port n'est séparé de la place Saint Guénault que par le pont de la petite arche et de la porte Paris.

Voicy d'autres considérations, la possession qu'ont les habitants d'un marché au centre de leur ville est inestimable et mérite l'attention de la justice et du gouvernement, elle remonte à plusieurs siècles et est aussi ancienne que la ville même donne l'aisance et les moyens de subsister à ces habitants soutient leur commerce, anime l'industrie encourage les marchands, les artisans, les ouvriers, et conserve les établissements qui s'y sont formés en vue du bénéfice de ce marché donne un prix aux bien fonds des propriétaires ainsi qu'aux loyers, facilite aux habitants de la ville les moyens d'élever leur famille, de satisfaire à leurs engagements, à leur contribution de toute nature : taille, capitation et autres impositions qui sont considérables. Sans tous ces avantages, la ville ne pourroit subsister, il ne trouveroit point au faubourg de faire de nouveaux établissements parce que les maisons y sont fort rares et que tant resserrés entre la rivière et la montagne ils ne sont pas susceptibles d'augmentations. Enfin il n'y a que les habitants de Saint Léonard qui reclament. Les autres habitants de Saint Jacques trouvent leur réclamation si injuste qu'ils ont manifesté leur indifférence en ne comparaissant point aux assemblées et à la dernière il n'en est paru que sept, encore étoit-il mandées par les maire et échevins. Répétons que si ces derniers,

plus jaloux de leurs intérêts personnels que du bien général des habitants de la ville qu'ils devroient protéger n'eussent pas été habitants des faubourgs, jamais on n'eut vu naître cette contestation.

Concluons que le peuple de la ville étant une fois plus nombreux ses intérêts ne peuvent être mis en parallèle avec ceux du faubourg ni leur etre sacrifiés et que la masse de tant de raisons s'est pour la ville un écueil où la prétention inouïe du faubourg Saint Léonard vient se briser.





Les hunes des cloches de Saint-Vrain

Bernard Gineste

Nous présentons ici un nouveau document[204] qui renseigne modestement mais utilement l'histoire de l'église de Saint-Vrain à la fin du XVII[e] siècle. Il permet de dater plus précisément des travaux dont nous connaissions l'existence par ailleurs, notamment par les recherches de la vaillante association *Saint-Vrain et son histoire*, à qui l'on doit une belle série de publications très utiles et très bien documentées, s'étalant de 1985 à 2006[205].

Voici donc un cahier de parchemin timbré de quatre pages d'environ 29 cm sur 22,5. Son timbre, imprimé en haut de la première page, porte une fleur de lys radiée et couronnée, devant une main de justice et un sceptre fleurdelysé en sautoir, entourée de la mention circulaire « Généralité de Paris », le tout au milieu de ce titre porté sur deux lignes : « Pour contracts ou acte des notaires. Dix sols pour deux rooles. » Il s'agit là d'une *grosse*, c'est-à-dire d'une copie de l'acte destinée à l'une des parties, à la différence de la *minute* conservée par le notaire, grosse sur laquelle ont été portés pour archivage, d'une part, en haut à gauche la date du « 20 février 1686 », et d'autre part, au dos, le titre « Contrat de bail à rente, contre Jean Hereau preneur, de 5 livres. »

Nature et contexte de la transaction

Ce document nous présente une intéressante tranche de vie à la fin du Grand Siècle dans un petit bourg du centre de l'actuelle Essonne, qui est alors à la fois un

204 Repéré à la vente sur internet par l'auteur en 2019 et acquis par Frédéric Gatineau peu après, il sera dans un avenir proche consultable aux Archives diocésaines d'Évry.

205 Une première série de onze numéros dactylographiés a paru de 1985 à 1995 sous le titre *Saint-Vrain et son histoire* ; un numéro spécial de cartes postales sur papier glacé en 1996, *Saint-Vrain hier* ; et enfin une deuxième série plus méthodique de 10 numéros imprimés aussi au format A4 de 1997 à 2006 sous le titre *Saint-Vrain jadis*. Tous les sujets y sont abordés, sauf l'église elle-même à laquelle est consacré un dépliant illustré en noir et blanc de 3 pages, *Histoire de l'église Saint-Caprais de Saint-Vrain* (Essonne).

© 2019 *Essonne et Hurepoix*. Bulletin de la SHAEH

marquisat constitué d'une seule paroisse[206]. Mais quels sont, avant tout, l'objet et la nature de la transaction ainsi actée dans ce cadre bucolique ? La fabrique se sépare, contre une rente et à certaines conditions, d'une parcelle clairement localisée[207], d'une superficie de 92,5 perches, soit environ 8 arpents, ce qui n'est pas négligeable.

On est mal renseigné sur ses possessions en 1686, mais on peut noter à titre indicatif qu'au moment de la Révolution, « les terres de la fabrique étaient divisées en quarante-sept parcelles disséminées sur l'ensemble du terroir et d'une superficie totale de 50 arpents et 12 perches »[208]. Ces parcelles étaient usuellement louées par lot et mises aux enchères, mais, à ce que remarquent les auteurs de *Saint-Vrain et son histoire*, « la fabrique préféra parfois vendre des terres. Le 16 mars 1740, elle cédait à Mathurin Debert sept quartiers de terre, à charge de les planter en vignes et moyennant une rente annuelle et non rachetable de 8 livres. Mais nous ne connaissons pas d'autre transaction de ce genre. »[209] Notre document vient confirmer cette intuition en nous révélant exactement le même type de transaction deux générations plus tôt.

La vigne, faut-il le rappeler après tant d'études récentes[210], était alors un élément important du paysage et de l'économie locale, qui était loin d'être en recul à cette date, devant la demande croissante de la population urbaine, et singulièrement parisienne. En effet, « à partir du XVI[e] siècle, la consommation populaire prend son essor », et « autour de Paris se constitue le plus grand vignoble européen »[211]. Cependant il est demandé au preneur de planter « la dite terre en vigne dès la presentes année et ensuite sera tenue d'entretenire la dite vigne en vigne bourgeoisse ». Il s'agit là d'un mode de culture moins drue que celle des « vignes de vignerons »[212]. Les plants y étant plus aérés et ensoleillés, la production est moindre mais souvent de meilleure

206 Pour plus de détails sur ce cadre concret on pourra se reporter à notre annexe prosopographique en fin d'article.

207 Bien que le champtier « des Mouisset » ne soit plus attesté sous ce nom par le cadastre de 1820, on y trouve encore clairement dessinés en parallèle un « chemin d'Arpajon à Saint-Vrain » et un « sentier d'Arpajon à Saint-Vrain », ainsi qu'une mention de la « Fosse aux Liqueux ».

208 *Jadis Saint-Vrain* 2 (1998), p. 21.

209 *Ibid.*

210 M. Lachiver, Vin, vigne et vignerons en région parisienne du XVIIe au XIXe siècle, Société historique de Pontoise, 1982 ; A. Poret, Histoire du grand vignoble d'Île-de-France, Presses de Valmy, 2011 ; M. Crabrol et alii, Histoire de la Vigne et du vin en Essonne, Évry, UTL (Mémoires et documents de la SHAEH n°13), 2016 ; Michel Martin et alii, Vigne et vin dans la moitié sud de l'Essonne actuelle, du XIe siècle à la fin de l'Ancien Régime (Mémoires d'Étampes 20), Étampes, 2019.

211 Crabol et alii, *op. cit.*, pp. 138-139.

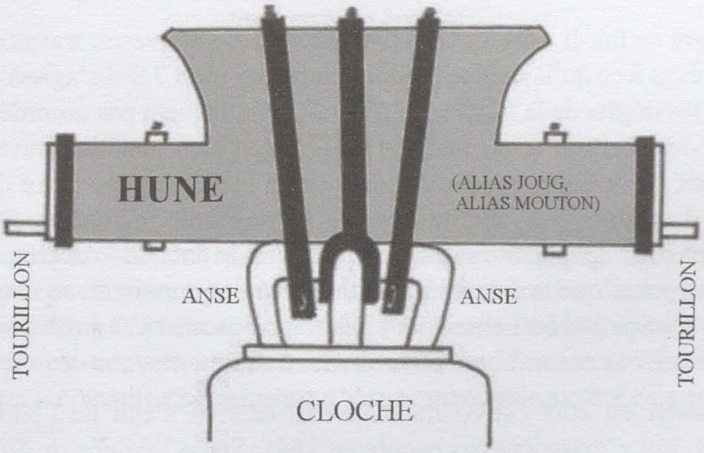
212 Jules Guyot, Sur la viticulture du Centre-Nord de la France, Paris, Imprimerie impériale, 1866, p. 84 : « Dans les vignes bourgeoises, la distance des ceps était autrefois et est encore de un mètre, tandis que dans les vignes des bons vignerons elle est, aujourd'hui, de un mètre trente-trois centimètres, c'est-à-dire qu'en augmentant le nombre des bras, les vignerons ont parfaitement compris qu'il fallait diminuer le nombre des souches proportionnellement. »

qualité et donc possiblement plus rémunératrice[213]. Il s'agit donc visiblement pour la fabrique de dégager une nouvelle source de revenus, la rente ainsi créée étant assise sur la production agricole qui est alors la plus rémunératrice.

C'est donc très probablement que la dite fabrique envisage des dépenses dans les années à venir et cela est à mettre en lien avec la seconde condition stipulée par notre acte : l'acheteur devra, dans les deux ans, faire couper un orme « pour faire deux heunes pour servir au[x] cloche[s] de la dite esglise attendue que le dit tron d'orme est propre pour faire les dites deux heunes ».C'est un clair indice de travaux sinon en cours du moins projetés à court terme, puisque l'on veut s'assurer ici de disposer de deux hunes de cloches avant février 1688, c'est-à-dire avant le printemps.

L'entretien des cloches et du clocher

Qu'est-ce donc qu'une hune ? Car ce mot est pris ici dans une acception assez rare[214]. C'était selon l'Académie « une grosse pièce de bois terminée par deux tourillons, & à laquelle une cloche est suspendue »[215]. Émile Chanel précise : « On sait que le *joug* est le gros billot en bois de chêne auquel la cloche est fixée par ses anses. On l'appelle aussi *mouton*. Pour l'Académie, c'est le mot *hune*. Les deux extrémités de la *hune* portent les tourillons. »



Un cas analogue s'était déjà présenté au siècle précédent, comme en garde mémoire une délibération de l'Assemblée des habitants du 4 avril 1587 utilement

213 Paul Urbain et Léon Jouron, *Le vignoble champenois,* Neufchâtel-en-Bray, Coeurderoy-Féray, 1873, pp. 77-78.

214 Il a de fait donné lieu à des méprises, et n'apparaît d'ailleurs dans le *Dictionnaire de l'Académie* que dans sa quatrième édition de 1762, avant d'en disparaître à nouveau dans la neuvième, commencée en 1992.

215 *Dictionnaire de l'Académie*, 4e édition de 1762.

résumée par les érudits du lieu[216]. Le clocher est alors « en grande déforme et ruine ». Les marguilliers demandent donc et obtiennent l'autorisation de vendre au seigneur du lieu une rente de 6 septiers de méteil, donc ils disposaient depuis 1520, contre une somme de 500 livres qui sera affectée à ces travaux d'urgence.

Les Archives nationales[217] conservent par ailleurs un document qui atteste de nouveaux travaux à la génération suivante. Il s'agit d'un marché de charpenterie passé à Paris le 26 mars 1611 dont voici le résumé : « Devis et marché par lequel Nicolas Lepeure, juré en charpenterie, promet de faire les ouvrages … pour la construction d'un beffroi au lieu de Saint-Vrain prés val le Grand [Vert-le-Grand] pour pendre quatre cloches au clocher de l'église du dit Saint-Vrain de Corsy [d'Écorcy]. »[218]

Deux générations plus tard, et dix-huit ans avant notre acte, nous voyons qu'une cloche, aujourd'hui conservée de manière inexpliquée[219] dans l'église de Marolle, paroisse voisine, avait déjà été offerte à l'église Saint-Caprais par le marquis, portant l'inscription suivante : « L'an 1668, j'ai été nommée Nicolle-Anne par Messire Nicolas Le Vasseur, Conseiller du Roy, en ses Conseils et sa Cour de Parlement de Paris, Seigneur et Marquis de Saint-Vrain d'Escorcy, et Anne Gargan femme de Messire Claude de Guénégaud, Conseiller du Roy en ses Conseils et Maître des Requêtes de son Hôtel, et bénite par Messire Pierre Hincelin, prêtre, curé du dit Saint-Vrain, Conseiller et aumônier du Roy, Bachelier en théologie de la Faculté de Paris ».

Comment se fait-il donc qu'on envisage déjà de nouveaux travaux relatifs au clocher, prévus à ce qu'il semble pour le printemps 1688 ? S'il s'agissait seulement de réparer les dégâts de la foudre, on n'aurait certainement pas accordé ce délai de deux ans pour abattre l'orme en question. Il s'agit bien plutôt de travaux de fond programmés par avance, et cela coïncide assez bien avec une autre des données dont nous disposons, cette fois fournie par le monument lui-même. Et en effet la clef de voute du chœur porte encore de nos jours la date de « 1692 », qui ne peut guère s'interpréter que la date de la fin d'un chantier important, au contraire de ce que semble penser l'abbé Lebeuf qui a l'air de croire en 1757 qu'ils sont alors tout récents[220].

Ce chantier en effet est connu mais mal daté. Il s'agit de l'édification des collatéraux, qui n'existaient pas encore en 1641. Selon l'équipe de *Saint-Vrain et son histoire*, qui s'appuie entre autres sur le rapport de l'architecte Charles Nizet rendu en 1895, « les collatéraux sont créés et les murs de la nef percés de quatre

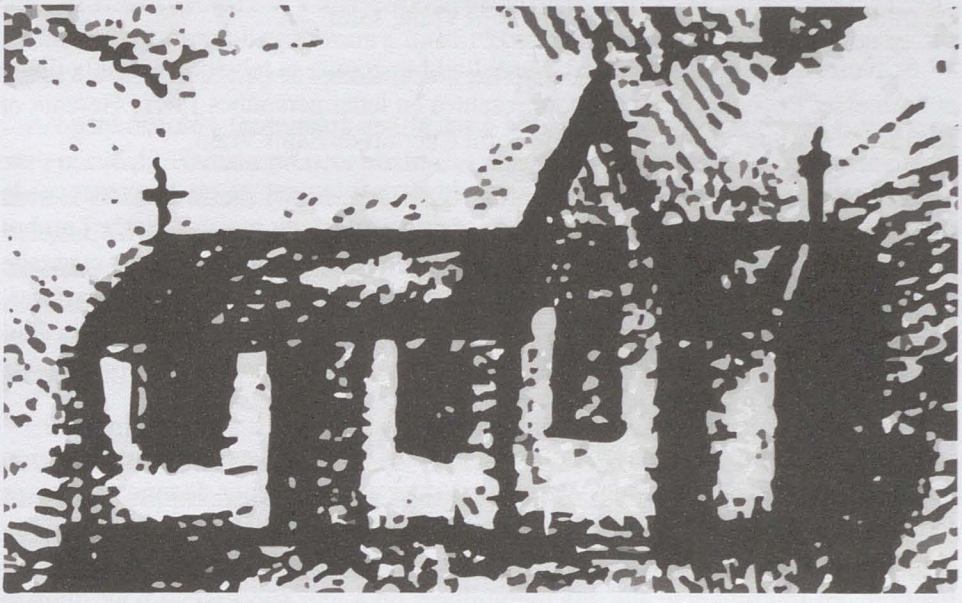
216 *Jadis Saint-Vrain* 4 (2000), p. A21.

217 MC/ET/XXIX/125, fol. II/C/XXXIX.

218 *Minutes et répertoires du notaire Philippe II Cothereau,* janvier1578 - 21 octobre 1613 (étude XXIX), Répertoire numérique détaillé, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine, 2013, p. 277.

219 Sans doute à la Révolution, où deux au moins des cloches de Saint-Vrain furent envoyées à Montlhéry pour être fondues.

220 *Histoire du diocèse de Paris,* éd. 1757, t. 11, p. 35 ; éd. 1883, t. 4, p. 198.



Figuration de l'église en date de 1640, sans les collatéraux (Arch. nat. Nm S et O 356).

arcades de chaque côté pour faire correspondre entre eux les différents volumes. (…) Les croisées d'ogives de la nef étant plus hautes que les deux premières qui abritaient le chœur à ce moment-là, il a fallu rehausser la toiture, ce qui explique les deux niveaux de la couverture. Les traces de cette modification se voient bien dans les combles. La nouvelle charpente est d'une remarquable qualité de conception et d'exécution. »[221]

Lors de ces travaux, qui impliquaient un remaniement considérable de tout l'édifice et spécialement de toute sa charpente, sans qu'on sache si le clocher était lui-même concerné ou impacté, ni comment, qu'advint-il des quatre cloches de 1611 et de celle de 1665 ? Et les deux hunes qu'on demande à avoir à disposition avant le printemps 1688 étaient-elles destinées à de nouvelles cloches, ou bien à en restructurer l'ensemble ? Rien ne permet de le déterminer à cette heure. Mais notre document permet désormais de dater avec une grande vraisemblance les importants travaux qui au XVII[e] siècle transformèrent profondément l'église Saint-Caprais de Saint-Vrain, précisément de 1688 à 1692.

221 *Histoire de l'église Saint-Caprais (op. cit.),* p. 2.

Texte

À tous ceux qui ces presentes lettres verront, Jean Le Roy, bailly du baillage et marquisat de Saint Vrain pour messire Nicolas Le Vassor, conseiller en la Grande Chambre, seigneur et marquis du dit Saint Vrain, salut.

Sçavoir faisons que par devant Pierre Lambot notaire et tabellion au dit baillage et marquisat de Sainct Vrain furent presentes en leurs personnes Pierre Hereaut et Jean Doré marguilliers de l'église de Saint Caprain de Saint Vrain.

Lesquelles ès dits nons [noms] ont, du consantement et en la presance de messire Robert Castel prestre et curé de la dite esglise, de maistre Pierre Lambot procureur fiscal du dit Saint Vrain et tabellion soubzsigné, pour le profit et avantage de la dite esglise, les dits Hereaut et Doré ès dits nons ont recongnu et confessé, reconnoissent et confessent avoir cejourd'huy, du consantemant des dits sieurs curé et Lambot, avoir baillié et délaissé à tiltre de rente fonsier anuelle et perpétuelle de bail d'éritages et non rascheptable.

Et promettent ès dits nons garantir envers contre tous à Jean Hereaut, vigneron demeurant en ce lieu de Saint Vrain, tant pour luy que pour Jeanne Berger sa femme, qu'il a promis faire ratifier le present contract et la faire obliger avecq luy solidairement au payement de la rente cy après lorsqu'elle aura ateinte l'age de majorité, en fournire acte aus dits marguilliers ou à leur successeur, pour quoy le dit Hereaut a la dite Berger sa femme octorizé dès à present pour l'effet des dites presente sans qu'il soit besoin d'autre octorisation à ce present preneurs et reteneurs au dit tiltre de rente pour eux, leurs hoirs ou ayant cause,

c'est assçavoir quatre vingt douze perches et demis de terre scise au terrouer [terroir] du dit Saint Vrain, chantier des Mouisset proche la Fosse au Liqueux, tenant d'une part à la terre de monsieur le marquis de Saint Vrain et à Antoine Bezard, et d'autre au dit Antoine Bezard et autres, d'un bout sur le chemin de Saint Vrain à Marolle et d'autre bout sur le santier du dit Saint Vrain au dit Marolle, la dite terre en la saisine de monsieur le marquis de Saint Vrain et envers luy chargé des sans [cens] et droits seigneureaux accoustumé, pour jouire de la dite terre par le dit Hereaut preneur en toutes proprietée, en faire et disposser comme bon luy semblera,

Dont ce faisant francq et quitte des arrerages du dit sans jusque au jour Saint Martin d'hiver dernier et toutes autre debt, hipotecque quelconque, fors et excepté la rente cy après declaré, ce present baille à rente ainsy faite au charges du dit sans [cens], et outre ce moyennant le pris et somme de cent solz pour ce de rente que le dit Hereaut preneur c'est obligé de bailler et payer doresnavant et à tousjours aus dits marguillier et à leur successeur marguillier pour la dite esglise le jour et feste Saint Martin d'hiver de chacune année.

Premier anné de payemant des dits cent solz commancera et eschera au jour et feste Saint Martin d'hiver prochain, et de là continuer d'en an an doresnavant et à tousjours, le dit jour et feste Saint Martin d'hiver .

Pour sureté de laquelle rente s'oblige le dit preneur par ces presentes mettre la

dite terre en vigne dès la presentes année et ensuite sera tenue d'entretenire la dite vigne en vigne bourgeoisse au payement, continuation et fournissemant de la dite rente que le dit Hereaut a promis fournir et faire valloir. La dite terre demeurera speciallement affectée et y hipoctequée generllement tous ses autres biens meubles et immeuble presant et advenire du dit Hereaut sans que l'obligation generalle deroge à la specialle ny la specialle à la générale.

A esté accordé [convenu] que le gros horme [orme] quy est sur la dite terre sera par le dit Hereaut preneur abattüe et arassé, ce qu'y sera tenu faire avant deux année. Dont la tronse [tronche, bûche, poutre] duquel horme sera obligée icelluy preneur de donner pour la dite esglise pour faire deux heunes [hunes] pour servir au cloche de la dite esglise attendue que le dit tron d'orme est propre pour faire les dites deux heunes, et sera tenu le dit preneur de bailler autant des presentes à la dite esglise à ses frais et depent, car ainsy sy comme, dont promettant, observant, renonsant…

En tesmoings de quoy nous avons fait mettre le sel [sceau] du dit baillage et marquisat de Sainct Vrain. Faite et passé en l'estude et par devant le tabellion de Saint Vrain et présence de Louis Liger sergent au baillage du dit Saint Vrain et de François Lambot marchand demeurant au dit Saint Vrain tesmoings qui ont avecque les dites parties signé sur la minutte des presentes. Le vingtieme fevrier mil six cens quatre vingt dix après midy.

Scellé le 8 fevrier 1688. [Signé :] Lambot not[aire].

Annexe prosopographique

Les onze personnes mentionnées par ce contrat nous sont presque toutes connues par ailleurs. Nous présentons ici d'abord le seigneur, son bailli, son procureur et son sergent ; puis le curé et les deux marguilliers de la paroisse ; et enfin les quatre protagonistes restants de cette transaction : un témoin, un voisin, puis l'acheteur et son épouse.

01. Nicolas II Levasseur, « conseiller en la Grande Chambre, seigneur et marquis du dit Saint Vrain » était né vers 1624. Conseiller du Parlement à partir de 1646, il avait épousé Élisabeth de Pleurre en février 1648, puis hérité de la seigneurie de Saint-Vrain en février 1655, à la mort de son oncle Jean Levasseur, qui l'avait lui-même acquise à prix d'argent le 23 janvier 1641. Trois ans après en avoir hérité, en février 1658, il avait fait ériger cette seigneurie en marquisat[222]. Il mourra lui-même le 6 mai 1692, et comme son oncle et prédécesseur fera inhumer son cœur en l'église Saint-Caprais de Saint-Vrain, le reste de son corps restant à

222 De La Chesnaye-Desbois et Badier, Dictionnaire de la Noblesse (3e éd), t. 18, Paris, Schlesinger, 1873, col. 166 : « Saint-Vrain, Seigneurie érigée en Marquisat, par Lettres du mois de février 1658, enregistrées au Parlement et en la Chambre des Comptes les 6 juin et 2 septembre suivants, en faveur de Nicolas le Vasseur, Conseiller au Parlement de Paris. »

Paris. À l'époque de notre acte il est donc âgé d'environ 62 ans et seigneur de Saint-Vrain depuis une trentaine d'années[223], mais c'est naturellement à Paris qu'il passe l'essentiel de son temps[224].

02. Jean Leroy, « bailly du baillage et marquisat de Saint Vrain pour messire Nicolas Le Vassor » ne nous est pas autrement connu. Bien que notre document soit ici officiellement édité en son nom, il ne mettait vraisemblablement les pieds que très rarement à Saint-Vrain. Au siècle suivant l'un de ses successeurs n'a pas laissé plus de traces[225], preuve que cette fonction était avant tout honorifique, tant pour son bénéficiaire que pour le petit marquis qui l'accordait. Ce bailli tout théorique était concrètement représenté sur place par un « lieutenant ordinaire au bailliage et marquisat de Saint-Vrain » qui du reste officiait sans doute dans plusieurs des micro-bailliages des environs[226].

03. Pierre Lambot « procureur fiscal du dit Saint Vrain et tabellion », aussi qualifié « notaire et tabellion au dit baillage et marquisat de Sainct Vrain » était le fils de Denis et de Jeanne Pillard. Né et baptisé le 28 juin 1636 à Leudeville, il y est signalé comme laboureur, puis comme notaire et procureur fiscal au bailliage de Saint-Vrain. Marié le 8 juillet 1669 à Vert-le-Petit avec Anne Boucher, il en aura onze enfants, dont récemment encore Denis, baptisé à Saint-Vrain le 12 juillet 1685, « yssu du légitime mariage de Me Pierre Lambot procureur fiscal en ce lieu et d'Anne Bouchet sa femme ». Il mourra âgé de 70 ans le 8 septembre 1706 à Saint-Vrain, où il est inhumé dans l'église Saint-Caprain. Il a près de 50 ans en 1686.

04. Louis Liger, « sergent au baillage du dit Saint Vrain ». C'était là un officier « sachant écrire, faisant office d'huissier et souvent aussi de commissaire-priseur »[227]. Nous le voyons se remarier à Saint-Vrain le 3 juillet 1684, « Louis Liger, sergent en ce bailliage, veuf » avec « Marguerite Jamin aussy veuve ». Il assiste le 21 janvier 1698 au mariage de sa fille Marie avec François Noé, alors qualifié seulement « jardinier »[228].

05. Robert Castel, « prestre et curé de la dite esglise », bachelier en théologie, est curé de Saint-Vrain depuis avril 1679 (son prédécesseur Pierre Incelin étant mort le 4 de ce mois) et il le restera jusqu'à la mort qui surprit le 6 mai 1694, âgé

223 Pour plus de détail sur Jean et Nicolas Levasseur et leur activité à Saint-Vrain, voyez *Jadis Saint-Vrain* 3 (1999), pp. 8-12.

224 Cf. par exemple AN Y5309, le 23 mai 1680.

225 Georges Cucuël, *La Pouplinière et la musique de chambre au XVIIIe siècle,* Paris, Fischbacher, 1913, p. 83 : « Plusieurs témoignages contemporains nous affirment que l'avocat Ballot fut bailli de Saint-Vrain, pendant que son protecteur possédait ce domaine ; mais n'ayant point trouvé de confirmation officielle de ce fait, nous ne pouvons l'indiquer que sous réserves. »

226 *Jadis Saint-Vrain* 2 (1998), p. 11.

227 *Jadis Saint-Vrain* 2 (1998), p. 11.

228 De fait en novembre 1702 nous voyons qu'il a un successeur, AD91 E 5871 : « Transport d'une rente annuelle de 4 livres fait à Toussaint Bezard, sergent au bailliage et marquisat de Saint-Vrain, par Michel Noury, maître chirurgien à Boissy-sous-Saint-Yon. »

de 42 ans[229]. Lors de notre affaire il est donc âgé d'environ 34 ans et en place depuis plus de huit ans.

06. Pierre Hereau est le premier et le plus âgé des deux « marguilliers de l'église de Saint Caprain de Saint Vrain ». C'est aussi le père de l'acheteur, dont il tiendra le fils sur les fonts le mois suivant. Pour autant il n'existe ici aucun soupçon de prévarication, tout se faisant sous les yeux du procureur fiscal, du curé, d'un autre marguillier et plus généralement à la connaissance de tout le village. Le 3 septembre 1684, alors qu'il se portait parrain, il n'était qualifié que « vigneron », et de même lors du mariage de son fils le 22 mai 1685, où il signe « P. Hereaut ». De fait les marguilliers étaient élus par l'assemblée des habitants pour deux ans et renouvelables par moitié tous les ans. Assistant la première année, chacun devient ensuite « marguillier en charge de l'œuvre et fabrique de Saint-Caprais de Saint-Vrain »[230].

07. Jean Doré, deuxième des « marguilliers », est âgé de 27 ans. Né à Saint-Vrain le 24 février 1659, il s'y est marié en premières noces le 8 février 1684 avec Élisabeth Couailler qui mourra le 30 juin 1688 âgée de 25 ans, et il s'y remariera le 21 février 1689 à Jeanne Brissoulier. Il signe d'une main sûre. Le 6 février 1685 lors du baptême de son fils Jacques il est qualifié « marchand mercier », le parrain étant un « Jacques Doré marchand cordonnier ».

08. François Lambot « marchand demeurant au dit Saint Vrain » et témoin de notre acte, est né le 12 novembre 1629 à Leudeville, comme notre procureur dont il est peut-être le frère aîné. Il est marié avec Nicole Davoust, qui lui donne six enfants, et mourra à Saint-Vrain le 19 décembre 1690 âgé de 61 ans.

09. Antoine Bezard est mentionné comme tenant une parcelle voisine de celle qui est vendue à Jean Hereau. C'était le fils de Marin et d'Allys Devilliers. Né à Saint-Vrain le 4 novembre 1627, lui-même marchand et laboureur, marié en premières noces avec Marguerite Joanet qui lui donne deux enfants et meurt le 5 mai 1661, remarié à Saint-Vrain le 12 janvier 1662 avec Élisabeth Haudreux, il mourra à Saint-Vrain le 28 octobre 1689 âgé de 61 ans.

10. Jean Hereau, l'acheteur, « vigneron demeurant en ce lieu de Saint Vrain », s'y était marié le 22 mai 1685, « Jean Hereau fils de Pierre vigneron et Marguerite Gillet », signant lui-même alors « Jean Hereaut » avec la même orthographe que dans notre acte. On baptise par suite le 20 mars 1686 « Jean Hereau fils de Jean Hereau et de Jeanne Bergé sa femme » avec pour parrain son grand-père, notre marguillier, « Pierre Hereau ». Le père signe quant à lui à nouveau « J. Hereaut ».

11. Jeanne Berger, ou Bergé, « sa femme » qui n'a pas encore « ateinte l'age de majorité » a donc moins de 25 ans en février 1686. Lors de son mariage elle est qualifiée « Jeanne Berger, fille de feu Claude, vivant berger, et Magdelaine Michot, de la paroisse de Valpetit », c'est-à-dire de Vert-le-Petit.

---

229 On trouvera quelques informations sur ce personnage dans Jadis Saint-Vrain 3 (1999), pp. 11 et 15-16.

230 *Jadis Saint-Vrain* 2 (1998), p. 22.

Travaux et aménagements dans les églises de l'Essonne au cours du XVIII[e] siècle

Chapitre III, la partie essonnienne relevant de l'ancien diocèse de Paris, 1695-1790 L'archidiaconé de Josas, l'ancien doyenné de Montlhéry (suite)

Frédéric Gatineau

Corbeil (collégiale Saint-Spire)

Pour la période étudiée, l'église Saint-Spire de Corbeil était une collégiale dirigée par un abbé séculier, un chantre et huit chanoines. Elle est aussi le siège d'une paroisse dédiée à Saint-Martin. Les différents travaux et aménagements exécutés au cours du siècle nous sont assez bien connus grâce au « Registre des comptes du chapitre Saint-Spire de Corbeil »[231]

1715

« Pour avoir raccommodé le confessionnal du bas de l'église et avoir fourny du bois pour faire deux petites chassis pour mettre aux deux coffres des tabernacles. »

1716

« Pour ouvrage de couverture fait au clocher. Ouvrage de serrurier et menuiseries à la sacristie. »

1719

« Payé à Jean Bessand pour avoir réparé les orgues 200 livres... »

1725

« Payé à un menuisier pour avoir raccommodé le pupitre. »

1727

« *Pour avoir raccommodé la fontaine de la sacristie. »*

231 Registre des comptes du chapitre Saint-Spire de Corbeil, ADE G Suppl 62.

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

1733

« 190 livres à Louis Godiveau pour fondre la cloche de Saint-Martin et le mettre en place...200 livres pour travaux de charpente à l'occasion de la fonte de la cloche ». Cette cloche n'existe plus. Elle a été descendue en 1793.

1734

« Pour avoir ôté et remis des pavés à la grande porte du cloître. »

1745

Au mois de juillet 1745, une explosion eut lieu à la poudrerie d'Essonnes, explosion ainsi mentionnée dans une requête adressée par le chapitre de Saint-Spire au grand maître des eaux et forêts de Paris : *« Il arriva depuis un accident aux moulins à poudre d'Essonnes dont le saut causa des dégradations considérables aux vitraux de l'église de Saint-Spire et aux maisons canoniales du chapitre. »*[232]

1749

« 14 livres pour avoir remanié la couverture du clocher et 40 livres pour ouvrage de charpeterie sur ledit clocher » Il est possible que ces travaux soient la conséquence de l'explosion de 1745.

1751

« 58 livres pour le sieur Janotty, charpentier, pour ouvrages de son métier faits aux voûtes et clocher de notre église. »

1752

« A Courtois maçon pour ouvrage de son métier fait à la couverture du clocher et de l'église 22 livres »

« Ouvrage à la couverture de l'église...Ouvrage à l'horloge. »[233]

1753

« 40 livres pour acompte de la porte neuve qu'il a fourny à l'église et 51 livres à Simon charpentier à Essonne pour la même porte et 45 livres à Robin menuiser à Corbeil. »

Ces travaux nous sont confirmés par ailleurs dans une éphéméride rédigée au XIX[e] siècle :

« Le 18 mai 1752, pose des grandes portes de l'église de Saint Spire sous le clocher. »[234]

1756

Un vol avec effraction commis dans l'église a causé quelques dégâts.

232 Archives nationales, Z1E 291.

233 AD91 G Suppl 60.

234 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIX[e] siècle, AD91 79 J 14/1.

« Certains quidams ayant arraché 2 grosses pierres du rempart de la ville et les ayant mis l'une sur l'autre auprès du mur et à peu de distance de la porte du cloitre du chapitre Saint-Spire donnant sur les remparts sont montés sur le dit mur et ont descendu dans ledit cloitre.

Ces mêmes quidams sont ensuite montés auprès du mur de la petite sacristie du costé de la maison abbatiale ont monté par le moyen de la fenêtre de ladite sacristie sur le toit qui la couvre en pente douce jusqu'en une grande croisée estant sur icelle et donnant toujours dans le sanctuaire de l'église Saint-Spire.

Ils ont ouvert, ont trouvé ouvert un vollet d'en bas de la croisée et ont cassé quelques carreaux de vitre et autres volets et ont attaché une corde de charrue au mineau de la même croisée... par le moyen de laquelle ils sont descendus dans la dite église ont esté à la sacristie du costé de la chapelle St Martin où ils ont au jambage à gauche fait une brèche considérable pour ôter la gâche de la serrure, ont entré dans ladite sacristie, forcé et ouvert le coffre-fort... pris l'argent ainsi que les clefs des troncs de l'église...Comme aussi ont aussi forcé et arraché le dessus du banc de la fabrique de ladite église et le premier tiroir du costé de la chapelle St Spire et encore le dessus du tiroir du banc de la confrairie des porteurs de la chasse de la dite église St Spire et ont forcé la porte collatérale du costé de la maison abbatiale. »[235]

1756

« 70 livres pour ouvrage de couverture et maçonnerie à l'église. »

1759

« 48 livres pour avoir changé la sonnerie de l'horloge

« 50 livres à Courtois maître couvreur pour avoir raccommodé le grand ceintre de la voûte du chœur. »

1760

Une nouvelle cloche est fondue pour Saint-Spire en même temps qu'une pour l'église Notre Dame.

« Payé à Louis Gaudiveau fondeur de cloche demeurant à Lieussaint 313 livres pour toutes les cloches de ladite église en fourniture de toute la fonte qu'il a été employé à cet effet y compris le defalquement fait ensemble de la somme de 56 livres provenant de poton dont etoient construits les vieux piliers reformés à cause de leur vétusté.

« Payé au même Gaudiveau 228 l pour vente et fourniture de 163 livres de métal qu'il a employé pour la fonte de la moyenne cloche.

« Payé à Nicolas Bouceault maitre charpentier de Paris 120 livres pour les ouvrages réparations et montures des cloches de ladite église.

---

235 « Procédure extraordinaire contre des quidams accusés de vol avec effraction dans l'église de Saint-Spire de Corbeil, 1756. » (ADE G 1085).

« A Locard pour avoir refait à neuf la plus grande partie des pièces d'horloge 60 livres... »

La bénédiction de cette nouvelle cloche eut lieu le 8 juin. M de Villeroy est parrain, Madame de Luxembourg la marraine[236]

1764

« Réparations aux tuiles du clocher ; »

1765

« 51 livres pour frais de couverture à l'église

« 15 livres de charpente. »

1766

« À Linard facteur d'orgue 30 livres pour avoir travaillé 4 jours à raccommoder les tuyaux de l'orgue. »

Pose de grilles de fer collatérales à Saint-Spire données par le sieur Picard *chapelain de la chapelle Sainte Croix en cette église St Spire.*[237]

1767

« 70 livres au sieur Locard serrurier pour fourniture de fer pour les reliques

« 28 livres pour la couverture de l'église. »

1770

1er juin, bénédiction de la chapelle Saint-Spire nouvellement restaurée.[238]

1772

« Raccommodage du plancher de l'orgue. »

1773

« 37 livres au sieur Delamare, doreur, pour une Vierge en bois de chêne dorée. »[239]



236 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIXe siècle, ADE 79 J 14/1.
237 *Ibid.*
238 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIXe siècle, ADE 79 J 14/1.
239 Cette statue n'est plus en place à Saint-Spire.

1775

« 100 livres d'acompte pour le re blanchissage de l'église. »

« 19 livres pour réparation au clocher et la couverture de l'église. »

« 18 livres au peintre pour le tableau de l'autel de la Vierge qu'il a rétabli à neuf et compris le toile neuve. »

1776

« Réparations faites aux soufflets de l'orgue 44 livres. »

1779

Fonte d'une troisième cloche : Octobre *« il a été convenu entre le chapitre et le sieur Jean Baptiste Robert fondeur de cloche résident à Melun... Lequel est chargé de fondre la petite cloche des messes, la livrer sonante et battante. »*[240]

1781

Septembre, *« le chapitre autorise la fabrique à faire raccommoder les deux stalles basses dans lesquelles les sieurs de Chavannes chanoine mineurs et Law chapelain ont pris place. »*[241]

1784

Le 19 mai Mgr Antoine Leclerc de Juigné, archevêque de Paris est arrivé à Corbeil pour y donner la confirmation et faire la visite des différentes paroisses et monastères du dit lieu.

François Buron, architecte-juré-expert de bâtiments à Paris, fut chargé de dresser un devis estimatif des travaux reconnus nécessaires ; le lundi 26 avril 1784 furent alors adjugées les réparations et reconstructions à faire tant à l'église royale et collégiale de Saint-Spire de Corbeil qu'à la maison abbatiale, aux maisons canoniales et aux autres bâtiments appartenant au chapitre.[242]

Pour financer les travaux reconnus utiles, le chapitre de Saint-Spire procède à l'adjudication de bois qu'il possède en la forêt de Sénart.[243]

Ces travaux sur les combles s'avèrent considérables.

En septembre : *« à l'issue de la messe du chœur est entrée le sieur Richard Le Febvre maitre maçon demeurant a Paris qui a dit que s'étant adjudicataire devant MM de la maitrise des eaux et forêts du département de Paris des ouvrages en reconstruction et réparations à faire à l'église collégiale et maison canoniale du chantre royal de St Spire de cette ville, moyennant 48 850 livres payables en trois termes égaux... ayant déjà fait en plus grande partie les démolitions et*

240 Registre des délibérations et actes capitulaires du chapitre de l'église royalle et collégiale de St Spire de Corbeil, ADE E Suppl 58/1.

241 *Ibid.*

242 Robert de Courcel, *La Forêt de Sénart : Étude historique,* Paris, Champion, 1930.

243 ADE 2 E 50 20.

reconstructions de plusieurs maisons et comble de l'église...

Il y a nécessité de démolir la charpente du clocher... » Par ailleurs « *le chapitre consent à faire des travaux sur la chapelle St Germain... »*[244]

1786

Pose d'une grille à la chasse de Saint-Spire[245].

1788

Pose de nouvelle boiserie au sanctuaire[246].

Corbeil (église Notre-Dame)

L'église Notre Dame, aujourd'hui disparue, était un petit chef-d'œuvre d'architecture médiévale. Le chapitre de la collégiale Notre-Dame de Corbeil fut réuni à celui de Saint-Spire dès 1601, reléguant l'église à être gérée comme une simple annexe, quoique siège d'une paroisse indépendante.

1733

Le mauvais état du clocher de Notre-Dame est constaté dès 1733 dans les comptes de Saint-Spire. « *Partant la dépense du Chapitre excède sa recette de plus de onze cents livres... il y a de grandes réparations à faire à l'église pour le rétablissement du clocher de l'église succursale. »*[247] (à savoir Notre Dame).

1757

Le clocher menaçant ruine, l'église est provisoirement fermée et le culte transféré dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu ainsi que l'église voisine de Saint-Guénault. « *qu'attendu l'état de caducité ou se trouvoit ladite église de Notre Dame et le peu de sureté qu'il y avoit d'y célébrer l'office divin et d'y laisser s'assembler les paroissiens, ladite église demeuroit interdite du jour de la publication d'icelle, ordonnons et confessons que le St Sacrement et les Stes huiles seront transportés de la dite église de Notre Dame en celle de l'hôtel dieu de cette même ville, que les fonts baptismaux seraient placées dans la même église de l'hôtel dieu pour le sacrement de baptême, d'eucharistie comme viatique et d'extrême onction y estre administré auxdits paroissiens de Notre Dame, et néanmoins que la célébration de l'office divin, l'administration des sacrements de pénitence et de mariage, les instructions, prières et autres exercice dépendants du service paroissial dépendant de la dite église Notre Dame seront transférés dans l'église Saint Guénault de ladite ville et ce, pour l'espace d'un an seulement ....aux conditions prise de n'enterrer aucun corps dans l'église St Guénault... »*

244 Registre des délibérations et actes capitulaires du chapitre de l'église royalle et collégiale de St Spire de Corbeil, ADE E Suppl 58/1.

245 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIX[e] siècle, ADE 79 J 14/1.

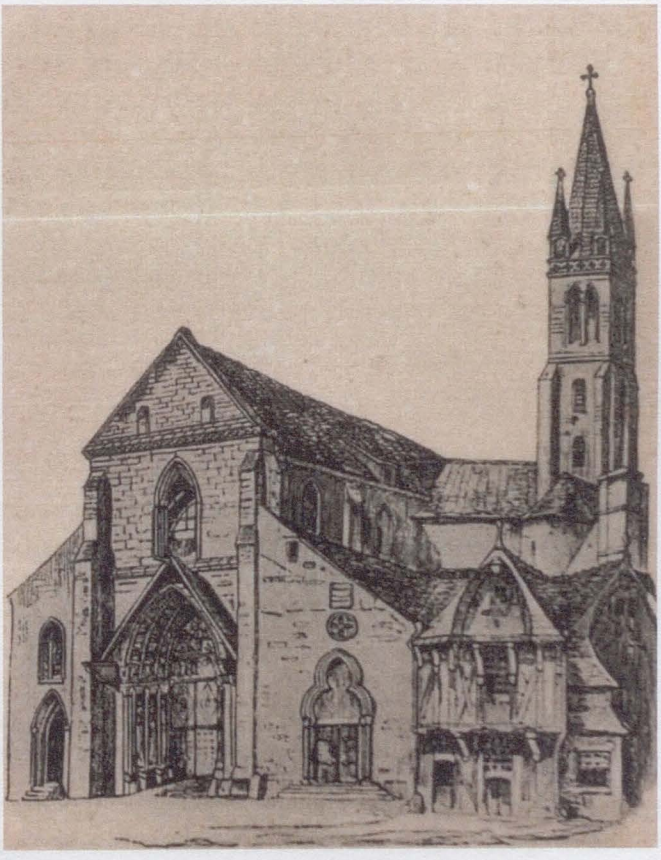
246 *Ibid.*

247 ADE G 235.

Le même document nous donne un état des lieux précis de l'église Notre-Dame : Procès-verbal constatant l'état du clocher de Notre Dame de Corbeil et de l'église de Saint-Guénault :

« Arrêt de la cour autorisant le transport des prisonniers de la prévôté de Corbeil dans les prisons de Melun à cause du danger du clocher et le transport du Prévost de Corbeil à Melun pour l'instruction des procès ... attendu le péril dont menace le clocher de l'église de ND de cette ville par l'écroulement des piliers butteurs dudit clocher qui sont détachés... »

Extrait du procès-verbal dressé par nous Guillaumet architecte en vertu de l'ordonnance de Mgr l'intendant de la généralité de Paris le 27 juillet *« il résulte des opérations et de la visite exacte que nous avons fait dudit clocher que les 4 piliers sur lesquels il est posé étant affectés ledit clocher se trouve dans un état de dépérissement si grand qu'il y a tout à craindre pour une prochaine chute si on ne prend pas les précautions nécessaires pour arrêter le progrès du mal et jusqu'à ce que ces précautions ayent été prises nous jugeons qu'il y a danger évident pour toutes les maisons situées dans la place qui est vis-à-vis l'entrée de l'église et notamment pour la prison. »*[248]



Le clocher de Notre-Dame avant sa démolition

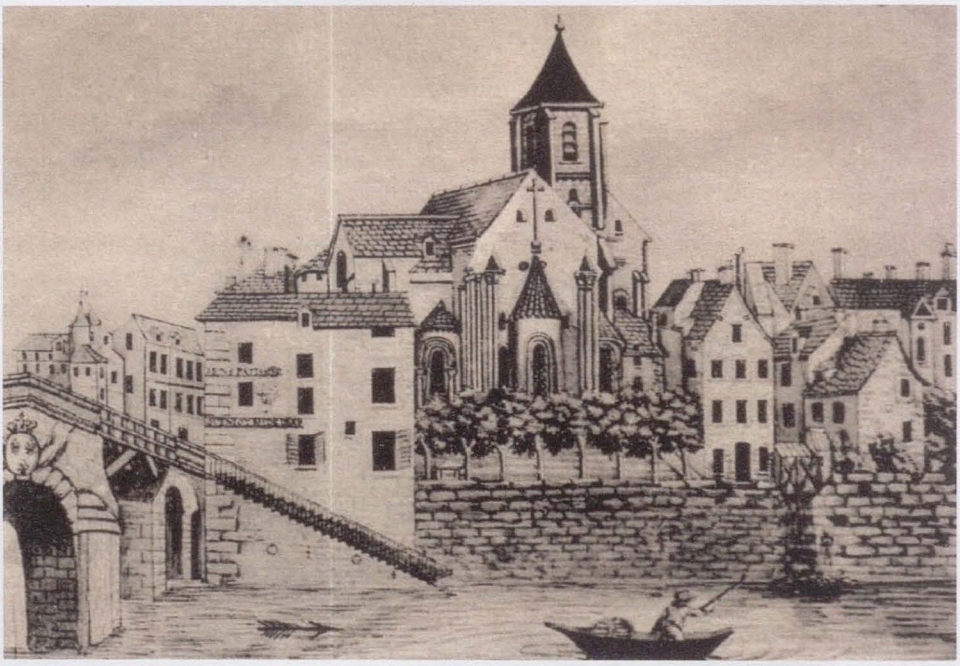
248 ADE B 662.

1758

La décision de démolir le grand clocher de ND, orgueil de la ville de Corbeil ne se fait pas sans douleurs. *« 18 octobre ordonnance de l'intendance pour la démolition l'église Notre Dame, 8 décembre assemblée pour s'y opposer, 21 décembre assemblée pour son rétablissement ».*[249]

À la lecture des rapports alarmants de 1757 il est permis de contester toutefois le jugement de l'abbé Guiot, prieur de Saint-Guénault et historien de Corbeil, émis en 1789 à propos de cette démolition du clocher : *« le clocher « phare » de ND a été abattu plutôt par caprice que par nécessité. »*

Un nouveau clocher, plus modeste, sera reconstruit au nord sur le côté opposé.[250]



Le clocher de Notre-Dame après sa reconstruction au nord-ouest du bâtiment

1759

Fonte d'une nouvelle cloche pour Notre-Dame[251].

1760

21 juillet pose de la croix au clocher de Notre Dame[252].

249 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIX[e] siècle, ADE 79 J 14/1.
250 Fabrice Foucher, L'église Notre-Dame de Corbeil, étude architecturale. Proposition de restitution, Mémoire de maîtrise Paris X 1999.
251 *Ibid.*
252 *Ibid.*

1772

Réparation du maître-autel de Notre Dame[253].

1792

En octobre, l'église Notre Dame, jugée trop proche de Saint-Spire, est fermée et interdite en raison de sa vétusté et de « son inutilité ». Elle sera définitivement démolie entre 1818 et 1820.

Corbeil (église Saint-Guénault)

La petite église Saint-Guénault (aujourd'hui disparue) était le siège d'un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Victor à Paris en même temps qu'elle était église paroissiale.

1757

Suite aux travaux de démolition et reconstruction du clocher de Notre Dame, le culte est en partie transféré dans l'église Saint-Guénault toute voisine. Ce transfert donne lieu à l'établissement d'un précieux et très détaillé

« *Procès-verbal qui constate l'état de l'église St Guénault pour le sieur prieur de Saint Guénault contre les marguilliers de la paroisse Notre Dame... Nous nous sommes transportés en la maison prieurale desdits prieur curé de St Guénault joignant le château royal de cette ville... étant comparu devant nous Messire Jean Molin prêtre chanoine régulier de l'abbaye royale de St Victor de Paris et prieur curé dudit prieuré royal et paroissial de St Guénault, membre de St Victor lequel nous a dit que par une ordonnance de l'archevêque de Paris, il auroit reçue requête à lui présenté par les échevins et habitants... Procès-verbal à l'amiable des lieux de ladite église Saint Guénault pour être rendus dans le même estat...*

« *Avons trouvé au bout de l'allée, la principale porte servant d'entrée dans l'église de Saint Guénault... porte en bon état, nous avons remarqué depuis le haut jusque bas des fleurs de lys travaillées dans le bois... ladite église est divisée en deux parties dont l'une entrant est la nef et l'autre est le chœur auquel on monte par deux marches... ladite église n'a que 30 pieds de long sur 18 pieds de large capable de donner des places... avons trouvé à main droite en entrant un bénitier en pierre de lierre scellé dans le mur et en bon état... Les fonts baptismaux sont en pierre de lierre en bon état et fermé d'une table de bois et couverte de cuir entouré d'une toile à quarreau... entre le bénitier et les fonts deux cordes descendant de la voute qu'on nous a dit être celle de deux cloches posées dans le clocher étant au-dessus de la voute et les cloches ayant été mises sur le champ en branle pour contrôler leur état. Elles ont sonné d'accord et constatées en bon état ainsi que le beffroy...*

« *Avons trouvé de l'autre côté de la porte d'entrée le confessionnal de bois de chêne peint en jaune non couvert par-dessus... siège et deux cotés...*

253 *Ibid.*

« Avons observé que des deux côtés de la nef est une menuiserie régnante et placé contre les murs jusqu'à hauteur convenable qui nous a paru estre en bois de chêne peinte de couleur rougeâtre de lie de vin foncé... à laquelle menuiserie est aussi des 2 cotés sont des attaches de bancs de pareil bois semblablement peint... le tout en bon état...

« Avons trouvé au bout de la droite menuiserie et à droite en entrant une chaire porte livre de prédicateur non couverte faite de bois de chêne et en bon état quoiqu'ancienne.

« En face de ladite chaire et du côté gauche avons trouvé une porte de bois de chêne de médiocre constance donnant dans la cour de la maison prieurale.

« Etant montés les deux marches du chœur... avons trouvé une menuiserie pareille à celle de la nef revêtissant les murs des deux côtés semblablement peinte et à laquelle tient, par la partie d'en bas, vers la nef, les stalles, quatre d'un côté et trois de l'autre, toutes non ployantes pratiqués seulement par des accoudoirs pour la séparation et fermées par devant d'une pareille menuiserie servant de pupitre et à laquelle menuiserie, dans la partie d'en haut, vers l'autel, sont des bancs semblablement peints, dont l'un ordinaire du côté gauche et l'autre droite en forme de coffre avec son marchepied amovible.

« Avons remarqué que l'autel et qui est le seul dans ladite église auquel on monte par trois marches et aux coté desquels sont deux crédences avec leur gradin et marchepied chacun est composé dans le fond d'une menuiserie en très bon état nouvellement peinte en blanc et couronné par le haut de chaque côté de vases de menuiserie entièrement dorés, d'une armoire peinte et dans le milieu d'une niche où est déposée la chasse de bois d'ébène garnyes de fleur de lys de cuivre doré qu'on nous a dit être celle de St Guénault patron de la dite église... et sur le sommet de laquelle niche est une croix aussy de bois peint en blanc, aux deux côtés de l'autel et au-dessus de la crédence sont à droite en entrant les images assez hautes de St Guénault peinte en blanc posées sur une support et qu'on nous a dit être en terre cuite et à gauche, l'image ayant semblable hauteur de la Ste Vierge tenant l'enfant Jésus posée sur un support et qu'on nous a dite être de marbre, dans le fond dudit autel est encastré dans la menuiserie un tableau peint sur toile, bordé de bois doré représentant les pèlerins d'Emmaüs, le retable dudit autel est donné ainsi qu'il est marqué en bas par M Suncoz de Paris précédemment titulaire dudit prieuré. Le tabernacle fermant à clef dans lequel réside le St Sacrement, le retable et le gradin de bois sculpté doré très propres et en très bon état... les châssis servant à recevoir les parements des devant tant de l'autel que des crédences sont aussi de bois nouvellement peints en blanc avec filets aussi nouvellement dores.

« Avons trouvé dans ladite église un tableau dans le dessus de la principale porte d'entrée peinte sur toile dans une bordure de bois doré représentant Jésus Christ que l'on met au tombeau. dans la partie du chœur, au-dessus des stalles deux autres dans leur bordures de bois doré représentant St Pierre et l'autre St Paul tous deux faites en tapisserie de petits points à l'aiguille et les 4e et 5e représentant deux Magdeleine et le 6e et dernière dans le mur du sanctuaire à gauche et dans un

embrasement du mur mitoyen entre la dite église et la maison prieurale une espèce de petite table étroite sur laquelle est une certaine élévation de terre est posée une image qu'on nous a dit être de plâtre représentant la Ste Vierge aux deux côtés de laquelle sont de même composition deux figures d'anges Le tout récemment peints aussi en blanc. Ayant remarqué dans le chœur une porte de bois de chêne fermant à clef... ledit endroit est la sacristie dans laquelle en entrant avons trouvé une espèce d'autel de bois de chêne en bon état et dont la table forme le dessus d'un coffre dans lequel ledit curé de saint Guénault nous dit être enfermés les ornements ou parement du devant des autels et des crédences, à côté et près de la porte une petite armoire plus haute que large dans lequel le prieur nous a dit être enfermé les calices, patènes linges et livres dont il ne se sert point à la célébrations de la messe et une grande armoire de bois de chêne dans laquelle sont enfermés les chasubles, étoles, manipules et autre ornements de l'église...

« Au-dessus des menuiseries recouvrant les deux côtés des murs de ladite église les mêmes murs sont aussi nouvellement peintes, peintures que l'actuel prieur nous a dit avoir fait faire il y a environs 5 ans... dans le milieu de l'église en face le tabernacle est une lampe suspendue dans la voute... »[254]

1786

Le 14 août, à l'occasion de travaux de maçonnerie, on trouve différentes reliques trouvées éparses dans un mur de l'église Saint-Guénault.[255]

1787

Le 10 juin, un nouveau coq est placé au sommet du petit clocher de l'église.[256]

1788

Mémoire d'ouvrages de marbrerie et menuiserie faites *par « Vaussy, sculpteur, sur les ordres de Monsieur Guyot, prieur-curé pour l'église paroissiale du prieuré St Guénault.*

« Fonts baptismaux composé d'une cuvette de marbre noir d'Italie, soutenue par un tronc de colonne cannelée avec sa base en pierre de liais... 150 livres ; idem, fourny trois grands tableau pour laditte église, dont deux d'environs 8 pieds de haut chaccun, représentant un Bon Pasteur et une Magdelaine, et un autre d'environs 7 pieds de long représentant le mariage de sainte Catherine, par Vignon, vallent ensemble... 250 livres

« Fourni des carreaux de marbre pour le pavillon du jardin de la maison du prieuré

« Fourni un maître autel en bois avec gradin et marche-pieds ornés de moulures. »[257]

254 ADE B 662.
255 Éphémérides de Corbeil, compilation rédigée au XIXe siècle, ADE 79 J 14/1.
256 *Ibid.*
257 ADE G 616.

1791

Le 15 mai cessation du service divin à Saint-Guénault. Quelques années plus tard, l'église sera transformée en prison, en bibliothèque. Les derniers vestiges seront démolis en 1885.

Corbeil (prieuré Saint-Jean en l'Isle)

Selon le Mémoire des intendants sur l'état des généralités dressé pour l'instruction du duc de Bourgogne rédigé en 1700, le site est désigné comme *« La commanderie de Saint-Jean-de-l'Isle, près Corbeil, autrement dite la Grande-Trésorerie »*. Elle dépendait de l'ordre de Malte. L'église de la commanderie Saint-Jean n'était pas à proprement parlé une église paroissiale. Cependant de nombreux actes paroissiaux y furent célébrés et consignés sur plusieurs registres à partir de 1640[258]. À ce titre, elle peut figurer dans cette étude.

1736

Les religieux de l'ordre Hospitaliers de Saint-Jean-en-l'Isle font exécuter plusieurs travaux dans leur église. Ils installent, entre autres, un autel « à la romaine » en marbre. *Le renouvellement du maître-autel occasionna le déplacement du tombeau d'Ingeburge, qui fut transféré dans le croisillon méridional.*[259] Pour l'occasion une nouvelle dalle commémorative est gravée. Elle existe toujours.[260]


HIC JACET
REGINA ISBURGIS,
DACORUM REGIS FILIA, UXOR
PHILIPPI AUGUSTI,
FRANCORUM REGIS HUJUS
PRIORATUS SANCTI JOANNIS
IN INSULA, ORDINIS SANCTI
JOANNIS HIEROSOLIMITANI,
FUNDATRIX PIA ET MUNIFICA;
OBIIT ANNO 1236. MENSE JULIO.
MARMOREUM HOC, SAXUM
IN GRATITUDINIS MONIMENTUM
PONI CURAVERUNT PRIOR ET
RELIGIOSI, CUM ALTARE VETUSTATE DIRUTUM NOVUM CONSTRUXERUNT, ANNO 1736.

258 ADE 4 E 0623.

259 *Inscriptions de la France, du Ve siècle au XVIIIe siècle,* tome IV, recueillies et publiées par F. de Guilhermy. Paris, Imprimerie nationale, 1879.

260 Combes-Marnés, *Histoire de Corbeil à travers les siècles,* Impr. Typolino, 1950.

1739

Une nouvelle cloche est fondue pour le clocher de l'église de la commanderie. Elle est aujourd'hui conservée dans l'église Saint-Marcel de Villabé. *« M'a fait fondre en l'an 1739, Fracois-Desmaret estan grand trésorier + Frère Jean Romegoux sous prieur ».*

1745

La grande explosion de la poudrerie d'Essonnes toute proche provoque de grands dégâts sur la commanderie : *« Les portes du prieuré et de l'église sont enfoncées et cassées, les toits des bâtiments emportés, tous les murs, principalement ceux de l'église sont ébranlés de façon qu'ils ont perdu leur aplomb. »*[261]

Le Coudray (église Notre-Dame)

L'église ND du Coudray (aujourd'hui commune du Coudray-Montceaux) a été presque entièrement rebâtie suite à son effondrement accidentel en janvier 2000.



Le Coudray-Montceaux, église Notre Dame : les fonts baptismaux.

1757

L'abbé Lebeuf nous en livre une description assez laconique : *« L'édifice de l'Eglise du Coudray, titrée de la Sainte Vierge, n'est point ancien, mais il contient des choses anciennes. »*

261 ADE 17 H 2.

1786

« Compte que rend à nous Messieurs Augustin Clairambaut marchand épicier comptable de la paroisse nommé par acte de délibération. »

Parmi dépenses figurent :

« 6 livres pour réparations des chapelles. »

« 3 livres à Vincent, vitrier à Corbeil pour carreaux qu'il a fourni pour l'église. »[262]

1787

« Façon d'un escabeau pour les chantres. »[263]

1790

« 15 livres payé à Joseph Laborel pour la cuvette des fonts baptismaux suivant sa quittance. »

« 19 livres à Joseph Laborel pour le pied des fonts. »[264]

Des fonts baptismaux en marbre veiné de noir existent toujours dans l'église Notre Dame du Coudray. Il pourrait bien s'agir des fonts installés en 1790 par la fabrique.

1791

« 10 livres à Hasetone serrurier pour ouvrages faits à l'église. »

« 77 livres à Guénon tourneur pour 100 chaises. »

« 8 livres pour échafauder la cloche, démonter le mouton, l'apporter au Plessis et avoir scellé ladite cloche et scellé 6 sièges pour les enfants de chœur. »[265]

Courcouronnes (église Notre-Dame)

1757

L'abbé Lebeuf nous donne quelques détails sur l'état de cette petite église au milieu du XVIII[e] siècle :

« L'Eglise qui est bâtie sur un lieu un peu plus élevé que le reste, est dédiée, dit-on, sous l'invocation de la Sainte Vierge. C'est une espèce de Chapelle longue dont il n'y a de voûté que le petit sanctuaire en forme de demi-coupole, qui peut être de trois ou quatre cents ans. »

« Il y a dans la nef un caveau qui a servi de sépulture à Messieurs de Bailleul, grand louvetier du roi. On y voit sur le mur l'épitaphe de Nicolas Bailleul, et de Catherine Bertrand, sa femme, décédée en 1685. »

L'abside, évoquée par Lebeuf, n'existe plus aujourd'hui.

262 Registre des délibérations du conseil de fabrique, arch dioc, K 11 21.
263 *Ibid.*
264 *Ibid.*
265 *Ibid.*

1758

Déclaration que donnent les curés et marguilliers de la fabrique de la paroisse des biens et revenus de la fabrique.

« *Le tonnerre a tombé sur le clocher ce qui doit coûter 3 ou 400 livres pour le réparer.* » (AN S 7511).

Écharcon (église Saint-Martin)

1757

L'abbé Lebeuf nous donne quelques détails sur l'église.

« *L'Eglise Paroissiale est sous le titre de Saint Martin. Elle est d'une assez juste longueur. Le chœur est accompagné d'une aile vers le Septentrion et d'une tour terminée par un pavillon couvert d'ardoise, au bas de laquelle tour, par le dedans de l'Eglise, sont des restes de sculpture du treizième siècle. Proche de là est la Chapelle Seigneuriale où est enterré M. Bouguier, Conseiller au Parlement, ancien Seigneur, avec une épitaphe qui finit par trois distiques.* »

L'analyse architecturale du bâtiment nous révèle que la nef a été reconstruite au cours du XVIIIe siècle. Le chœur est lui-même clôturé par une grille en fer forgé ornée de volutes croix noire et doré datable de la fin du XVIIIe siècle.

Par ailleurs l'église d'Écharcon conserve encore certaines pièces de mobiliers du XVIIIe siècle dont on ne connaît pas l'origine exacte à savoir : un aigle-lutrin en bois sculpté (marqué du chiffre SM pour Saint-Martin), un bénitier en pierre sculpté et un bénitier en marbre, une statue de Saint-Jean-Baptiste en pierre sculptée.



Écharcon, grille de clôture du chœur XVIIIe siècle.

Égly (église Saint-Pierre)

1756

Bénédiction d'une cloche par le curé de Boissy-sous-Saint-Yon. Égly n'était alors qu'une annexe de Boissy. La nouvelle cloche est dénommée sainte Adélaïde, le parrain étant Jacques Boucot, seigneur de cette paroisse, la marraine, la marquise de Lastache de Boissy.[266]

Épinay-sur-Orge (église Saint-Leu et Saint-Gilles)

1701

Le 19 mai bénédiction d'une cloche nommée Jeanne Constance.[267]

1718

Le 2 novembre, bénédiction d'une petite cloche.[268]

1778

Dans les registres paroissiaux, à la date du 2 octobre 1778 est mentionnée la bénédiction de la nouvelle nef de l'église, rebâtie sur les fondations de l'ancienne, augmentée du bas-côté gauche.

1787

Par un acte notarié daté du 17 février, Henry Lepitre prêtre curé de la paroisse d'Épinay sur Orge y demeurant dans son presbytère et Pierre Quignon dit Janvry, vigneron audit Épinay marguillier en charge de l'œuvre et fabrique de cette paroisse… concrétise les dispositions de la concession de la tribune au sieur Gilbert Georges de Montcloux, écuyer, seigneur de Montcloux, le Breuil, Épinay sur Orge et autres lieux et dame Constance d'Alençon son épouse... à charge pour lui cependant d'en « *entretenir les murs, plancher et couverture* ».

Une tribune est donc construite tenant sur le porche qui forme la principale entrée de l'église ayant « *une entrée, par un escalier extérieur sur la place ou carrefour en face de ladite église et près le cimetière ainsi que ladite tribune s'étend sur le dit porche et bâtiment collatéraux sans aucune réserve* ».[269] Quatre ans plus tard, la concession de cette tribune « seigneuriale » sera vivement contestée. Elle sera par la suite démolie. L'actuelle tribune date du XIX[e] siècle.

L'église d'Épinay conserve certaines pièces de mobiliers datables du XVIII[e] siècle : un confessionnal en bois sculpté, un maître-autel et tabernacle en marbre rouge et vert, 2 crédences en bois sculpté et marbre rouge et vert et des fonts baptismaux en marbre rouge.

266 BMS Égly.
267 BMS Épinay-sur-Orge.
268 *Ibid.*
269 ADE 2E 71 37.



Épinay-sur-Orge, maître- autel XVIIIe siècle.

Essonnes (église Saint-Étienne)

Tout au long du XVIIIe siècle, l'église Saint-Étienne a subi les dommages des explosions de la Poudrerie royale d'Essonnes. Ces accidents récurrents sont répertoriés en 1736, 1743, 1745, 1746, 1751, 1752, 1754, 1766, 1778, 1788.[270] L'explosion du 7 juillet 1745 est particulièrement grave et fait voler en éclat les vitraux. Les voûtes du chœur devront être étayées[271]. Les baies du chœur seront calfeutrées par des cloisons de plâtre et le resteront jusqu'en 1854.[272]

1757

L'abbé Lebeuf décrit, quant à lui, un clocher dans un triste état. « *La tour bâtie du côté septentrional paroît être du XIVe siècle ; elle penche de vétusté.* » [273]

1784

Fonte et baptême de trois cloches. Elles sont l'œuvre de Louis Robert fondeur à Melun. Guihermy a déchiffré la seule rescapée. Elle est dénommée Marie Madeleine. Le parrain était Me Antoine Charles Beaupoil de Saint-Aulaire abbé de Coulomb et (ès qualité) prieur et seigneur d'Essonne, la marraine Marie Madeleine de Saint-Janvier.[274]

---

270 Abbé P. Breton, *Histoire populaire de la paroisse et de l'église Saint-Etienne d'Essonnes,* Flers-de-l'Oise, 1925.

271 Les cantons du district de Corbeil, Manuscrit de l'abbé Guiot, *Bulletin de la société historique et archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix*, 1910.

272 Michel (G.), *Corbeil et Essonnes des origines à la fusion,* Évry, 1976.

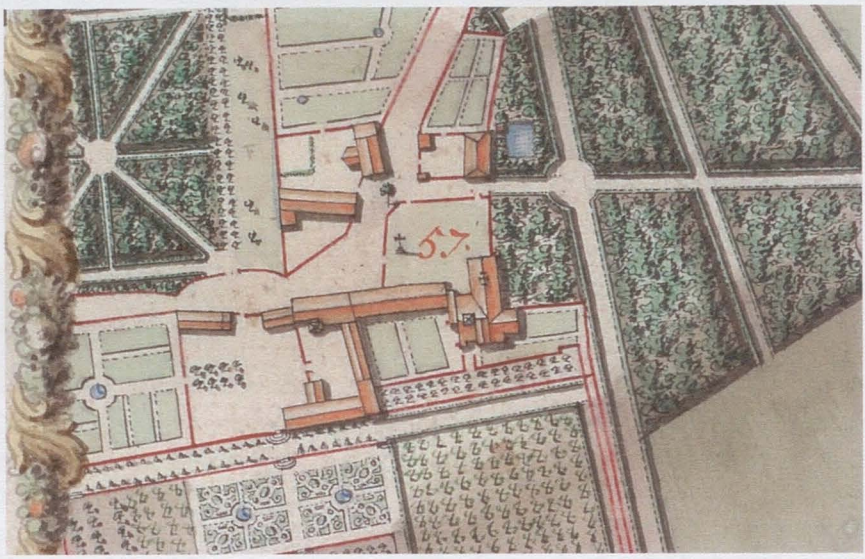
273 Abbé Lebeuf, *Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris,* en 8 volumes.

274 Ancien diocèse de Paris, par F. de Guilhermy et Robert de Lasteyrie. *Inscriptions de la France, du Ve siècle au XVIIIe, recueillies et publiées par F. de Guilhermy.* Paris, Imprimerie nationale, 1873.

Évry (église Saint-Pierre et Saint-Paul)

1728

La cuve baptismale en marbre rouge et blanc fut offerte en 1728 par le duc d'Antin, surintendant des bâtiments du roi, Seigneur de Petit Bourg.



L'église d'Évry plan de 1730 avant les reconstructions postérieures à 1776.[275]

1747

Mathurin Paterneau *masson marguillier de la paroisse... constate le mauvais état dans lequel se trouve le clocher demande quelques réparations pour lui en éviter de plus grandes... réparation à prévoir au clocher et au presbytère... le clocher ne fait en aucune partie du chœur.*

Cette mention est importante car elle suppose que les travaux du clocher ne seront aucunement financés par le décimateur mais bien par la fabrique.[276]

1757

L'abbé Lebeuf décrit sobrement les lieux : *« L'église d'Evry est sous l'invocation de Saint Pierre. Elle ne contient rien de remarquable dans sa bâtisse ni dans son antiquité. »*

1776

Le procès-verbal de la visite de l'archidiacre Jean Antoine Brunot de Moclaret nous décrit une nef en très mauvais état.

---

275 Recueil des Plans, Elévations, et Veües du Château de Petit-Bourg dessiné par Jean Chaufourier commandé par Louis-Antoine de Gondrin de Pardaillan de Montespan.
276 ADE 2E 50 5.

« Le mur de face en forme de pignon dans lequel est pratiqué la seule porte d'entrée de ladite église est étayée d'un côté... il se fracturait notablement en toute sa hauteur... il menace d'une ruine très prochaine... quelques portions sont tombées d'elles-mêmes et sont tombées dans l'église durant l'office divin. Le mur de la nef du côté de l'évangile est détaché du dit pignon dans toute sa longueur. Il a perdu son aplomb... il est penché vers son milieu... il est mal fondé, mal construit et menace pareillement d'une ruine très prochaine au rapport des personnes capables d'en juger.

« Il y aurait plusieurs réparations ensuite à faire au chœur, à la chapelle du côté de l'épitre et à celle du côté de l'évangile tombée en ruine et étayée de toute part et interdite depuis environs 20 ans... nous déclarons la dite église St Pierre d'Evry sur Seine interdite, défendons à tout prêtre d'y célébrer la messe ou faire aucun office et services paroissiales et a tous fidèles de s'y rassembler sous quelques prétextes que ce soit et ce jusqu'à ce que les réparations ou reconstruction de la dite église soit achevées. Lesquelles se feront le plus promptement possibles et aux frais et dépend de qui l'appartiendrait... Pendant la durée des travaux les offices seront faits à la chapelle du château de Mousseau.

« Jusqu'à ce que les réparations de l'église soient achevées et attendu qu'une nouvelle nef d'icelle doit être prolongées de 15 pieds (5 mètres) sur le terrain du cimetière.

« Nous avons commis le sieur curé de présider à l'exhumation des corps qui reposent dans cet endroit du cimetière ainsi qu'au transfert de ceux-ci et inhumation dans une partie du cimetière. »

Fleury-Mérogis (église du Saint-Rédempteur)

Par la volonté du seigneur local, François de Fleury, Fleury-Mérogis obtint son indépendance paroissiale en 1675. C'est à cette date qu'elle fut détachée de la paroisse de Bondoufle. La reconstruction de l'église de Fleury va aussi être l'œuvre de la famille de Fleury.

1719

Les circonstances de la reconstruction de l'église nous sont connues par deux documents très importants à savoir le procès-verbal du baillage de Corbeil d'une part et l'ordonnance de l'archevêque d'autre part.

« Procès-verbal dressé le 21 septembre 1719 par les officiers du Baillage de Corbeil, à la requête de dame Louise Berault veuve de Mr Joseph Omer Jolly Seigneur de Fleury premier avocat général au parlement, Tutrice de Mr Jean Omer Jolly de Fleury son fils, et en cette qualité dame Patronne de la paroisse du dit lieu.

« De l'état de l'ancienne église de Fleury et les lettres et autres marques de Seigneurie qui se sont trouvées, tant en dedans qu'au dehors de la d. Eglise, en présence des habitans, de la D. paroisse à cet effet mandés.

« Contenant que la ditte Eglise menaçoit Ruine et qu'il était impossible sans un danger eminent d'y célébrer le service divin.

« Que la ditte église étoit trop petite pour contenir tous les habitans, et que son emplacement étoit dailleurs dans un endroit humide et pourrissant.

« Que dans le Chœur du coté de l'évangile il y avoit un banc fermé, qui étoit le banc du Seigneur et Patron de la ditte église et paroisse.

« Que les titres qui étoient au tour intérieur du mur et des deux colonnes qui soutenoient la voutte, étoient les armoiries de Mr Jean François Jolly Seigneur de Fleury Conseiller au parlement et de dame Madeleine TALON son épouse, desquelles armoiries description est faite par le D. procès-verbal.

« Que les armoiries étant au tour extérieur des murs de la ditte église ; étoient les mêmes que celles de l'intérieur.

« Que l'intention de la ditte dame étoit de disposer, en faveur de la nouvelle église d'un terrain situé au haut et du coté gauche de l'avenue du château, le dit terrain a elle appartenant, contenant neuf perches de long sur sept de large, tenant d'un cotté a Jacques dutans, de l'autre et d'un bout a la ditte dame et d'autre bout au chemin de Fleury à Courcouronne pour y faire un cimetière, le tout conformément a l'ordonnance de Monseigneur L'archevêque de paris en datte du d. mois de novembre, ensuitte d'un procès verbal de visitte faitte par le vicaire général.

« Ordonnance de Monseigneur l'archevêque de Paris par laquelle, sur les offres de dame Louise Berault, veuve de Monsieur Joseph Omer Jolly, Seigneur de Fleury, premier avocat général au parlement, de faire construire à ses frais une nouvelle Eglise à Fleury, plus grande que l'ancienne, qui menaçoit ruine, et avec plus d'exaussement, pour éviter l'humidité ; comme aussi à donner un terrain commode pour faire un nouveau cimetière ; et vu le procès-verbal de l'état des lieux dressé par le grand vicaire ; il est permis à la ditte dame de Fleury de faire démolir l'ancienne église, d'en faire construire une nouvelle à ses frais et depens, et de prendre a cet effet, dans le terrain de l'ancien cimetière, l'espace qui sera nécessaire... en attendant il est permis de transférer le service divin dans une salle du château choisie à cet effet. »

1722

Selon l'abbé Lebeuf l'ancienne église ne fut abattue qu'en 1722.

1724

Le 7 avril 1724 par-devant Marchand notaire au Chatelet de Paris, a lieu l'acte de prise de possession par le Sieur Hébert de la cure de Fleury, *dont l'église étoit alors transféré dans une salle du château.* Les travaux de reconstruction ne sont donc pas terminés.

1725

L'église est achevée. L'église est constituée d'une nef simple, sans bas-côtés, coupée par un transept et terminée par une abside. Elle est bâtie en pierre de taille et grès. À l'intérieur les voûtes en berceau sont en plâtre sur une ossature formée par une charpente de forte dimension entièrement indépendante de la toiture.



Fleury-Mérogis (église du Saint-Rédempteur) bâtie en 1725.

Dans ces murs récemment construits l'église de Fleury est dotée à la même époque d'un riche mobilier : maître-autel en marbre, boiseries du chœur, chaire à prêcher, banc d'œuvre, bancs pour fidèles. Tout ce mobilier a disparu lors des travaux de restauration inaugurés en 1990. Seuls subsistent la grille de chœur en fer forgé et les fonts baptismaux en pierre sculptée.



Fleury-Mérogis (église du Saint-Rédempteur), la grille du chœur.

Fontenay-le-Vicomte (église Saint-Rémy)

1769

Le compte du revenu de la collégiale de Saint-Spire de Corbeil nous apprend qu'en tant que décimateur de Fontenay le chapitre a payé *« à Faverole, maitre couvreur pour les réparations du clocher de l'église de Fontenay le Vicomte 100 livres, les autres 50 livres étant payées par les héritiers de défunt M Telan curé de ladite paroisse »*.[277]

1771

Le coq du clocher est changé comme l'indique l'inscription relevée en 1955 *« fait par moy Pariot le pére à Estampes ce 16 may 1771 »*.[278]

Outre ces mentions de travaux sur le clocher, l'église de Fontenay conserve un tabernacle de bois peint et un banc d'œuvre en bois sculpté. L'édifice enferme aussi trois pierres tombales de cette époque : celle de Nicolas Dunoyer (1736), celle du curé Jean Tresmeau (1746), celle du curé Charles Thelan (1766) et celle du curé Henri Macard (1774).

277 ADE G Suppl 61.

278 Bulletin municipal de Fontenay le Vicomte.

Corbeil-Essonnes et la Seine, d'une rive à l'autre, d'hier à aujourd'hui[279]

Philippe Salvon

Avant d'embarquer sur notre bateau de croisière et de longer les rives de la Seine à Corbeil, entre les écluses d'Évry et du Coudray-Montceaux, évoquons les liens entre Corbeil et la Seine.

La Seine aux origines de Corbeil

Corbeil-Essonnes est née de la fusion entre les communes de Corbeil et d'Essonnes en 1951.

Il y eut d'abord Essonnes – Exona – qui s'est développée dès l'époque gallo-romaine le long de la voie routière qui reliait Lutèce à Sens (Agedincum), profitant de la « frontière » entre les Parisii et les Senons.

Le territoire d'Essonnes s'étendait alors jusqu'à la Seine. Sur la rive droite, il était question du « vieux Corbeil », sur les hauteurs des coteaux qui correspondent à Saint-Germain-lès-Corbeil. Certes, la Seine était utilisée depuis bien plus longtemps. Un gué reliait les Tarterêts (rive gauche) et Étiolles (rive droite), où l'on a retrouvé les vestiges de plusieurs campements magdaléniens. Au temps des gallo-romains, le transport fluvial était déjà organisé sous le commandement des « nautes parisiens ». Mais il a fallu attendre le IXe siècle pour que des populations viennent s'établir durablement sur les bords des deux rives et que Corbeil apparaisse véritablement.

Les Vikings en furent la cause...

---

279 Philippe Salvon, membre actif de la SHAEH et de Mémoire et Patrimoine vivant de Corbeil, mène depuis plusieurs années de passionnantes visites fluviales dans le cadre de la Fête de l'eau organisée par l'office de tourisme de la ville de Corbeil-Essonnes. Ce texte retranscrit en partie les commentaires donnés de ces visites.

© 2019 *Essonne et Hurepoix.* Bulletin de la SHAEH

En effet, les hommes du Nord, les Normands, multiplient les razzias et ravagent les rives de la Seine en aval et en amont de Paris, au moins jusqu'à Melun. Il fallait donc les contenir, protéger les habitants. C'est dans cette optique que l'on va donc construire un premier pont fortifié (sans doute à la fin du IXe siècle) et que, peu après, vers le milieu du Xe siècle, le duc de France, Hugues le Grand, (père du futur Hugues Capet), nomme un premier comte de Corbeil, Haymon, qu'il a marié à Elisabeth, une de ses proches.

Le comte Haymon fit construire le premier château (à l'emplacement des futurs Grands Moulins) et la première église, la collégiale Saint Spire, puisqu'il avait récupéré, manu militari, les reliques de Saint Exupère, premier évêque de Bayeux, qui se trouvaient très provisoirement chez le seigneur de Pallau à Ballancourt. Il fut d'ailleurs enterré dans cette église et l'on peut aujourd'hui encore admirer dans l'actuelle cathédrale le gisant du XIVe siècle qui lui fut consacré.

Détail curieux, Haymon, premier comte de Corbeil, était le fils d'un dignitaire normand (les Normands avaient fini par s'établir en Normandie et avaient tissé des liens avec les autorités parisiennes).

Autre détail : son épouse Elisabeth, dite Elisabeth Le Riche, dame de Sceaux (en Gâtinais) et de Larchant, était la fille de Lisiard Le Riche, chevalier d'Hugues le Grand, une famille dont le surnom de Le Riche était dû à la profusion des biens amassés dans son rôle joué au sein des marchands de l'eau de Paris, nos ex nautes parisii...

Elisabeth, veuve d'Haymon, épousa ensuite le deuxième comte de Corbeil, Bouchard, qui avait le pouvoir sur Melun et même sur Paris à la fin du règne d'Hugues Capet.

La Seine, toujours la Seine...

Tels furent donc les débuts de Corbeil, qui profitait d'une situation exceptionnelle.

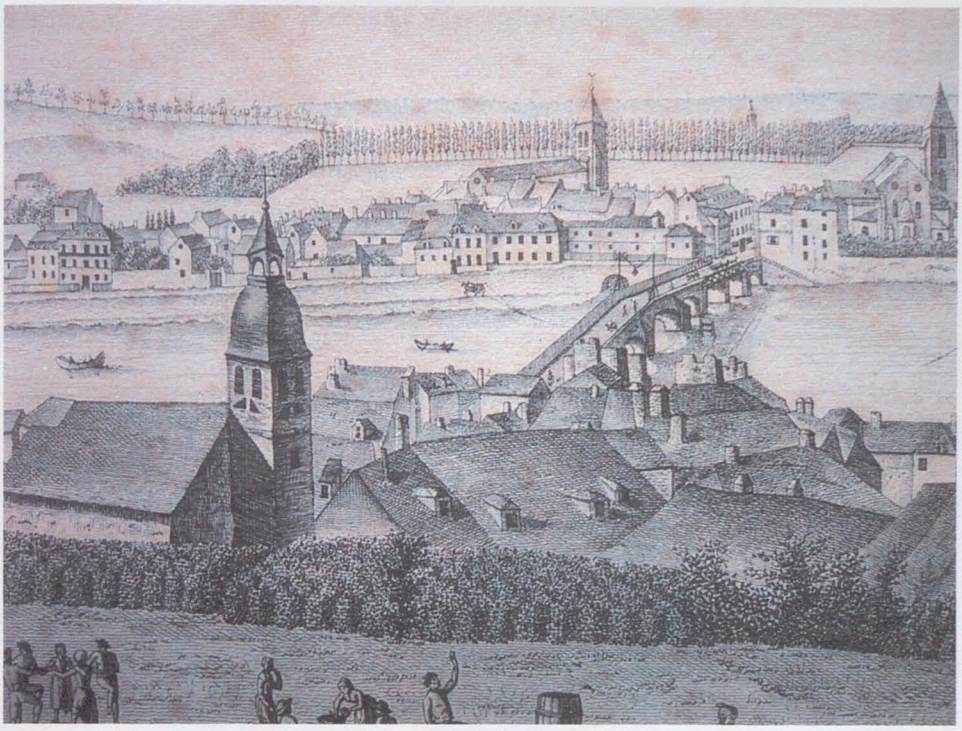
Au confluent de l'Essonne et de la Seine, entre Beauce et Brie, et disposant de ce pont, Corbeil se révélait pour Paris et le pouvoir royal d'une importance capitale sur les plans économique, politique et militaire.

Une situation essentielle pour le ravitaillement de Paris, puisque sur la Haute Seine (de Montereau à Paris) transitaient notamment :

- le bois du Morvan sur les fameux trains de bois
- les vins de Bourgogne
- les foins, les pierres de taille
- le charbon

et bien entendu les céréales de la Brie et de la Beauce, à commencer par le pain de Corbeil produit par les moulins royaux, futurs Grands Moulins.

Mais comment fonctionnait la navigation sur la Seine ?



"La Seine à Corbeil, vue du Vieux Marché," gravure fin XVIIIe siècle. Au premier plan, sur la rive droite, on reconnaît l'église Saint-Léonard (aujourd'hui disparue) et l'ancien grand pont. Sur la rive gauche on reconnaît la collégiale Saint-Spire et sur la droite l'ancienne église Notre-Dame également disparue.

La navigation sur la Seine, hier...

• Une navigation intense, mais difficile.

Jusqu'à la construction des barrages et des écluses (à partir des années 1860) la navigation n'était bonne que six mois par an, difficile pendant quatre mois, impossible pendant deux...

Il y avait les hautes eaux et les crues. Il y avait les glaces. Il y avait les basses eaux dans un lit peu profond.

Un courant rapide, irrégulier, qui rendait le franchissement des ponts périlleux, et beaucoup d'épaves...

Et tout ceci sans parler des périodes de guerre.

• De nombreux moyens de transport et de nombreux métiers d'eau.

Des coches d'eau – tel le corbillat de Corbeil – à fond plat, des trains de bois (ceux du Morvan), des toues chevillées en bois, formées de planches de chêne ou de sapin, déchirées à l'arrivée, débitées comme bois à brûler ou à œuvrer, sur les lieux mêmes où étaient débarquées les marchandises transportées.

En effet, les hommes du Nord, les Normands, multiplient les razzias et ravagent les rives de la Seine en aval et en amont de Paris, au moins jusqu'à Melun. Il fallait donc les contenir, protéger les habitants. C'est dans cette optique que l'on va donc construire un premier pont fortifié (sans doute à la fin du IXe siècle) et que, peu après, vers le milieu du Xe siècle, le duc de France, Hugues le Grand, (père du futur Hugues Capet), nomme un premier comte de Corbeil, Haymon, qu'il a marié à Elisabeth, une de ses proches.

Le comte Haymon fit construire le premier château (à l'emplacement des futurs Grands Moulins) et la première église, la collégiale Saint Spire, puisqu'il avait récupéré, manu militari, les reliques de Saint Exupère, premier évêque de Bayeux, qui se trouvaient très provisoirement chez le seigneur de Pallau à Ballancourt. Il fut d'ailleurs enterré dans cette église et l'on peut aujourd'hui encore admirer dans l'actuelle cathédrale le gisant du XIVe siècle qui lui fut consacré.

Détail curieux, Haymon, premier comte de Corbeil, était le fils d'un dignitaire normand (les Normands avaient fini par s'établir en Normandie et avaient tissé des liens avec les autorités parisiennes).

Autre détail : son épouse Elisabeth, dite Elisabeth Le Riche, dame de Sceaux (en Gâtinais) et de Larchant, était la fille de Lisiard Le Riche, chevalier d'Hugues le Grand, une famille dont le surnom de Le Riche était dû à la profusion des biens amassés dans son rôle joué au sein des marchands de l'eau de Paris, nos ex nautes parisii...

Elisabeth, veuve d'Haymon, épousa ensuite le deuxième comte de Corbeil, Bouchard, qui avait le pouvoir sur Melun et même sur Paris à la fin du règne d'Hugues Capet.

La Seine, toujours la Seine...

Tels furent donc les débuts de Corbeil, qui profitait d'une situation exceptionnelle.

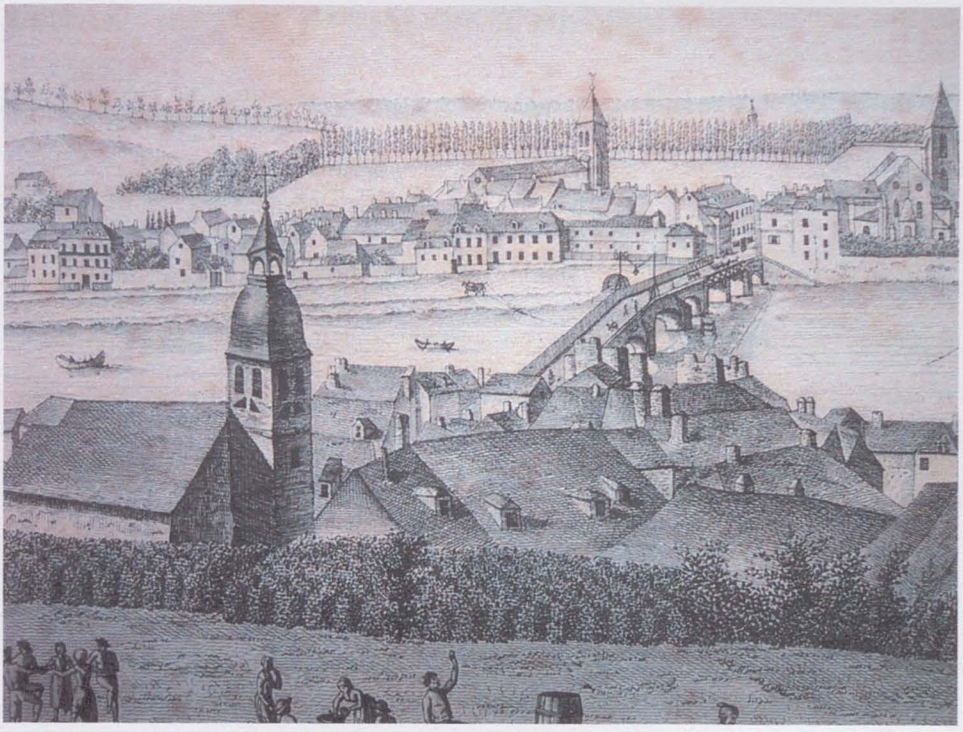
Au confluent de l'Essonne et de la Seine, entre Beauce et Brie, et disposant de ce pont, Corbeil se révélait pour Paris et le pouvoir royal d'une importance capitale sur les plans économique, politique et militaire.

Une situation essentielle pour le ravitaillement de Paris, puisque sur la Haute Seine (de Montereau à Paris) transitaient notamment :

- le bois du Morvan sur les fameux trains de bois
- les vins de Bourgogne
- les foins, les pierres de taille
- le charbon

et bien entendu les céréales de la Brie et de la Beauce, à commencer par le pain de Corbeil produit par les moulins royaux, futurs Grands Moulins.

Mais comment fonctionnait la navigation sur la Seine ?



"La Seine à Corbeil, vue du Vieux Marché," gravure fin XVIIIe siècle. Au premier plan, sur la rive droite, on reconnaît l'église Saint-Léonard (aujourd'hui disparue) et l'ancien grand pont. Sur la rive gauche on reconnaît la collégiale Saint-Spire et sur la droite l'ancienne église Notre-Dame également disparue.

La navigation sur la Seine, hier...

• Une navigation intense, mais difficile.

Jusqu'à la construction des barrages et des écluses (à partir des années 1860) la navigation n'était bonne que six mois par an, difficile pendant quatre mois, impossible pendant deux...

Il y avait les hautes eaux et les crues. Il y avait les glaces. Il y avait les basses eaux dans un lit peu profond.

Un courant rapide, irrégulier, qui rendait le franchissement des ponts périlleux, et beaucoup d'épaves...

Et tout ceci sans parler des périodes de guerre.

• De nombreux moyens de transport et de nombreux métiers d'eau.

Des coches d'eau – tel le corbillat de Corbeil – à fond plat, des trains de bois (ceux du Morvan), des toues chevillées en bois, formées de planches de chêne ou de sapin, déchirées à l'arrivée, débitées comme bois à brûler ou à œuvrer, sur les lieux mêmes où étaient débarquées les marchandises transportées.

Des métiers d'eau... mariniers, hâleurs, « avaleurs de nefs », charpentiers, chargeurs, flotteurs.

Toutes ces activités étaient organisées sous le contrôle de l'État et des corporations.

On retrouve ainsi les successeurs des nautes avec la Hanse de Paris, les marchands de l'eau, les prévôts des marchands.

Tout – l'apprentissage, la pratique et les coutumes du métier, les contrats commerciaux... – étaient strictement réglementés jusqu'à la Révolution et la loi Le Chapelier de 1791, qui mit fin aux corporations.

Mais il y avait aussi des particularismes locaux. Ainsi, à Corbeil, comme nous le montre Paulette Cavailler, archiviste et historienne qui a joué un grand rôle au sein de la SHAEH, dans son étude sur « Le fief de la Mothe ou maîtrise de l'eau de Corbeil au début du XVII[e] siècle »[280].

Cette maîtrise de l'eau « sur toute la rivière Seine depuis le confluent de l'École, en face de Sainte Assise, jusqu'à la ruelle du Four à Villeneuve-Saint-Georges » fut d'abord détenue par l'Hôtel Dieu de Paris jusqu'en 1656. Elle fut alors cédée au Duc de Villeroy, seigneur engagiste de Corbeil.

Elle concernait surtout le droit de pêche. Elle était exercée en l'hôtel de la maîtrise, ou fief de la Mothe, situé dans le faubourg Saint Jacques, sur la rive droite. Les délits :

- pêche sans avoir reçu des lettres de maîtrise
- non-paiement du cens annuel
- travail en temps interdit (dimanche et fêtes)
- non déclaration de repêchage d'épaves
- emploi de serviteurs, ni apprentis ni maîtres
- ramassage des filets de collègues
- insolence...

On sait ainsi quel était le nombre de pêcheurs à Corbeil : 46 en 1555, 20 en 1597 (après la terrible prise de Corbeil en 1590), 40 en 1620, 43 en 1720, 48 en 1789.

La plupart habitait les faubourgs de la rive droite.

En conclusion, Madame Cavailler nous dit que les pêcheurs étaient « travailleurs et indisciplinés, indépendants et peu solidaires, gouailleurs et grandes gueules », bref, très français... et que la Seine était « très large, irrégulière, dangereuse, toujours animée par les bacs, les barques, les bateaux, les trains de bois et les multiples épaves et par les riverains qui suivent ses rives ».

280 Cavailler Paulette, Le fief de la Mothe ou maîtrise de l'eau de Corbeil au début du XVII[e] siècle, Paris et Île-de-France, *Mémoires*, t. 45, 1994.

Corbeil : un pont, des ports et le corbillat

• Le pont de Corbeil

Le premier pont date donc de la fin du IXe siècle et depuis cette date il y a toujours eu un pont au même endroit.

La gravure de Chastillon, qui représente une vue de Corbeil en 1610, nous montre un pont de pierres à 9 arches.

En 1725, sous Louis XV, c'est un nouveau pont, avec une large arche centrale (plus de 40 mètres) en dos d'âne et 4 arches latérales.

De nombreux accidents, les guerres (1814-15, 1870) entraînèrent de multiples remaniements, mais il faudra attendre 1923 pour qu'un nouveau pont soit mis en service, pont éphémère puisque les Allemands le détruisirent en quittant Corbeil sous la pression américaine le 25 août 1944.

Et c'est assez logiquement que le pont actuel, inauguré en janvier 1955, porte le nom de « Pont de l'armée Patton ».

Rappelons que, jusqu'à la Révolution, le pont de Corbeil était le premier pont sur la Seine en amont de Paris et qu'au Moyen Âge il y avait à l'entrée du pont rive droite une fortification dite « château du Hourdy », qui protégeait Corbeil d'éventuelles invasions.

• Les ports de Corbeil

Suivons Marguerite-Marie Cadot en parcourant son ouvrage « Corbeil-Essonnes : Histoire de la commune à travers ses rues et ses places »[281].

La rive droite d'abord.

En amont du pont le faubourg Saint Léonard abritait le port de la pêcherie et le port des gendarmes.

Mais les ports les plus nombreux se situaient en aval du pont, dans le faubourg Saint Jacques.

À commencer par le port des Boulangers, d'où partait le coche d'eau et le pain de Corbeil à destination de Paris (place Maubert).

Puis le port de la Motte, lié au fief.

Et le port de Bercy, spécialisé dans l'embarquement du vin pour Paris.

Il y avait aussi le port des Sabots, le port de l'Étoile, et pour finir, le port des Marines où étaient entassées et démolies les « toues », ces bateaux plats qui servaient au transport du charbon.

Côté rive gauche, entre le fleuve et l'église Saint Guénault (occupant

281 Marguerite-Marie Cadot, *Corbeil-Essonnes : Histoire de la commune à travers ses rues et ses places,* Monographies des villes et villages de France, Le livre d'Histoire, 2011.

l'emplacement de l'actuel Hôtel de Ville) un terrain triangulaire constituait le port Saint Guénault sur lequel étaient déposées les marchandises arrivées par eau et à partir de 1738 les voyageurs du coche d'eau.

• Le coche d'eau, le « corbillat »

Notre guide sur le coche d'eau est l'abbé Joseph André GUIOT, dernier prieur de l'église Saint Guénault en 1789 et auteur de plusieurs ouvrages sur Corbeil dont de précieux « Almanachs » et des « Recherches historiques sur le coche de Corbeil » (1795).

Ce coche d'eau, bateau plat remorqué par des chevaux nécessaires pour le retour, était utilisé pour le transport du pain de Corbeil dès l'époque de Saint Louis. Il partait alors du port des Boulangers (rive droite) et progressivement transporta d'autres marchandises et des voyageurs.

Le « corbillat » transporta sans doute aussi, à certaines périodes d'épidémies, des cadavres, d'où le corbillard...

Comme indiqué précédemment, le seigneur engagiste de Corbeil, Monsieur de Villeroy, avait obtenu les droits du bateau corbillat et en avait affermé la gestion. Le fermier du corbillat avait priorité sur les autres bateliers.

Le départ avait lieu le plus souvent le mardi et le vendredi, à 9 h du matin, avec escales multiples, dont Villeneuve-Saint-Georges et arrivée quai Saint Bernard entre 2 et 3 heures de l'après-midi.

Retour le lendemain à partir de 10 h du matin et arrivée à Corbeil vers 5 ou 6 heures du soir (eh oui, on remontait !).

Prix du trajet : 1 livre 8 sols.

Les cahiers de doléances font référence aux souhaits des Corbeillois :

- diminution du prix des places
- transport uniquement des personnes et des paquets
- et surtout que le départ et l'arrivée se fassent au port Saint Guénault (rive gauche), plus central et moins dangereux que le port des Boulangers.

L'histoire du corbillat se termine vers 1812. Bientôt les bateaux à vapeur vont le remplacer (2 heures aller, 3 à 4 heures retour), pour peu de temps car, en 1840, la première ligne de chemin de fer Paris-Corbeil était ouverte et allait porter un coup fatal au transport des voyageurs par voie fluviale.

Mais, si la Seine ne transporte plus de voyageurs, elle a vu et voit se développer le transport des produits liés à la révolution industrielle.

Et il est aussi possible d'y faire des croisières, ce que nous allons faire en observant Corbeil d'une rive à l'autre.

D'une rive à l'autre... en commençant par la rive gauche

En venant d'Évry, après être passé sous le pont de la Francilienne, édifié en 1973, nous longeons le quai de l'Apport-Paris, ancien chemin de halage, lié à l'activité industrielle passée et présente de Corbeil.

Hier, au XIXe siècle, il y avait la filature des Tarterêts, créée par Ernest Feray, petit-fils de Christophe Philippe Oberkampf, cédée en 1894 à la société Darblay qui y installa une annexe de la papeterie d'Essonnes, en grande partie détruite lors du bombardement de la gare de Corbeil (13 août 1944).

Il y avait aussi, et surtout, Decauville, célèbre pour ses voies ferrées étroites et aisément transportables (Exposition universelle de 1889), qui avait installé son usine en 1881-82 sur les bords de Seine, où elle occupa jusqu'à un millier d'ouvriers.

Aujourd'hui, c'est l'activité céréalière qui domine, avec la présence constante des Grands Moulins.

Dès 1120, il y avait un moulin royal au confluent de l'Essonne et de la Seine, à proximité du château comtal, devenu château royal. Ce dernier disparut vers le XVIe siècle et les Moulins se développèrent au XVIIIe siècle, sous l'autorité de l'Hôpital général de Paris. On retrouve à leur tête au XIXe siècle les Darblay, locataires puis propriétaires, qui les vendirent à un banquier, Erlanger. En 1892, c'est la catastrophe : l'incendie des magasins et du moulin après une explosion qui fit 12 morts. D'où la construction en 1893 du grand bâtiment en brique rouge et meulière et de silos à blé.

Les Grands Moulins sont aujourd'hui la propriété du groupe Soufflet (premier en France, deuxième en Europe), qui vient d'engager la construction d'un nouveau moulin (une nouvelle minoterie ultra-moderne prévue pour le 4e trimestre 2020) et l'aménagement de l'ancienne maison d'Alfred Jarry, l'auteur d'Ubu Roi, qui y vécut en communauté à la fin du XIXe siècle, avant de s'installer au Coudray-Montceaux, près de l'écluse.

Reste à envisager l'avenir des anciens bâtiments symbolisés par la magnifique tour élévatrice conçue en 1893 par Paul Emile Friesé et inscrite au titre des monuments historiques depuis 1987.

Quelques mètres plus loin, après avoir observé la confluence de l'Essonne et de la Seine, nous arrivons devant (ou plutôt derrière) la mairie de Corbeil-Essonnes. Elle fut inaugurée en 1906 et prit alors la place occupée par le prieuré et l'église Saint Guénault.

Saint Guénault, un saint breton dont le premier comte de Corbeil, Haymon, avait « récupéré » les reliques, tout comme il avait « récupéré » celles de Saint Spire, et fait construire cette église dont le dernier prieur fut donc, en 1785, l'abbé Guiot. Avant de disparaître au début du XXe siècle, elle avait connu un destin original au XIXe siècle : prison au rez-de-chaussée et bibliothèque à l'étage...

Ne quittons pas les églises, ou leur souvenir, puisque, juste avant le pont, se

trouvait le chevet de l'église Notre-Dame, la plus belle peut-être des églises de Corbeil, dotée d'un impressionnant clocher et d'un portail décoré de remarquables statues, typiques du gothique primitif. Notre-Dame fut malheureusement détruite en 1820-22, faute d'avoir pu trouver les moyens de financer sa restauration après les dégâts commis sous la Révolution. À noter que deux de ses statues ont été préservées et peuvent être admirées au département du Moyen-Âge du musée du Louvre.

Il est temps de franchir le pont et de retrouver notre ancien chemin de halage, si nécessaire pour remonter la Seine.

Et c'est le monde de l'instruction qui nous attend alors, avec la présence de deux institutions : l'école publique Jacques Bourgoin et le collège privé Saint Spire.

Jacques Bourgoin, né à Corbeil vers 1585, possédait une propriété en bord de Seine. Il fit une longue, tumultueuse et brillante carrière militaire sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, en Suède, en France, en Italie et fut même condamné à mort par contumace par le Parlement de Grenoble après avoir tué un de ses compagnons d'armes, mais Louis XIII fit annuler le jugement...

En 1652, au temps de la Fronde, il est nommé gouverneur de Corbeil et se montre d'une grande fidélité au jeune Louis XIV. Mais lui-même est parvenu à un âge respectable et il décide, dans un testament passé devant Maître Nicolas Tarterêt, notaire royal à Corbeil, de léguer sa maison à la ville afin d'y établir un collège où l'on dispenserait un enseignement gratuit à « la jeunesse de la ville et des faubourgs ».

Ce collège a fonctionné jusqu'à la Révolution puis est devenu l'école communale des garçons, reconstruite en 1878, et est toujours aujourd'hui un établissement scolaire public, désormais mixte.

Quant à Jacques Bourgoin, mort en 1661, il fut inhumé dans l'église Notre Dame de Corbeil et, après sa destruction, on transféra le monument funéraire qui recouvrait sa tombe dans l'église Saint Spire, devenue cathédrale en 1966, où il se trouve toujours (première chapelle côté sud).

À quelques mètres de l'école Bourgoin se trouve justement le collège Saint Spire, privé et catholique.

L'école Saint Spire, auparavant, était installée dans le cloître Saint Spire jusqu'à son transfert en 1979 dans ses nouveaux locaux du bord de Seine, qui abritaient jadis la Quarantaine, très ancienne maison (maladrerie) destinée à recevoir les malades lors des épidémies et qui se trouvait alors à l'extérieur des remparts de Corbeil.

Nous voici maintenant devant le port Saint Nicolas, la tour Saint Nicolas, à l'entrée de la rue Saint-Nicolas. Saint Nicolas, le patron des mariniers, est partout présent dans cette partie de Corbeil.

Il y eut une église Saint-Nicolas, une de plus (!) qui, se trouvant hors des remparts, ne résista pas aux guerres de religion et fut totalement détruite en 1590 lors de la prise de la ville.

Il y eut un cimetière Saint-Nicolas, qui fut le cimetière de Corbeil jusqu'en 1832, date à laquelle il fut transféré dans la plaine des Tarterêts.

Il reste une tour Saint-Nicolas, construite au XIX[e] siècle à l'emplacement des anciennes fortifications, sur laquelle a été apposée une plaque en souvenir d'Albert Mercier, jeune gardien de la paix tombé le 25 août 1944 sous les balles allemandes.

Il est temps maintenant d'évoquer des thèmes plus légers, les loisirs par exemple, d'hier et d'aujourd'hui.

Après avoir longé des ensembles immobiliers modernes, nous voici devant l'ancienne baignade municipale, créée en 1889, et qui fut dirigée par un très célèbre maître-nageur (et capitaine des pompiers), Gabriel Menut, qui a appris à nager à de nombreux Corbeil-Essonnois et à qui l'on a donné le nom de la piscine ouverte le 14 juillet 1967.

Derrière l'ancienne baignade, l'on aperçoit les tennis, et plus loin au fond, le stade municipal.

Le sport, mais aussi les promenades à pied, à vélo ou en trottinette, en suivant l'ancien chemin de halage, dans ce passage que l'on appelle la « digue à Radot ».

Il y a là une propriété boisée et marécageuse qui appartenait au XIX[e] siècle à Charles Louis Radot, maître de postes à Essonnes, et qui avait aménagé cet endroit pour y pratiquer la pisciculture. En 1848, au moment de la Révolution et des Ateliers nationaux, des ouvriers au chômage furent employés pour empierrer le chemin de halage et édifier cette fameuse « digue à Radot », très appréciée aujourd'hui par les promeneurs.

Mais pour terminer notre parcours rive gauche, avant d'arriver au Coudray, c'est l'économie qui se rappelle à notre bon souvenir.

L'industrie et les transports, avec le port Darblay, ou port des Bas-Vignons.

À partir de 1867, délaissant les Moulins, les Darblay avaient acquis tous les bâtiments de la papeterie installés sur Essonnes, Moulin Galant, Villabé... En 1886, les besoins en matières premières et en eau augmentant continuellement, la famille Darblay décida de faire construire un port sur la Seine pour recevoir pâte à papier, bois, charbon et exporter une partie de leur production. Elle confia à l'architecte Paul Emile Friesé le soin d'édifier une station de pompage que l'on peut encore voir actuellement. Et pour relier ce port aux papeteries, on mit en place une voie ferrée qui passait sous la nationale 7 par un tunnel long d'environ 800 mètres. Ce complexe a été utilisé jusqu'en 1973. Devenu friche industrielle, il pourrait faire l'objet d'un projet de réhabilitation.

Bas-Vignons, Hauts-Vignons, Pressoir-Prompt, tous ces noms évoquent la viticulture, qui a été longtemps pratiquée sur ces coteaux. Des vignobles, dont beaucoup étaient sous l'autorité de l'abbaye Notre-Dame-des-Champs, fondée par Suger, abbé de Saint-Denis, au XII[e] siècle et qui posséda la seigneurie d'Essonnes jusqu'à la Révolution.

Mais le mildiou, le phylloxera et aussi l'urbanisation mirent fin à ces cultures à la fin du XIX[e] siècle.

Le territoire de Corbeil-Essonnes se termine ici pour laisser la place à celui du Coudray-Montceaux, dont nous apercevons l'écluse et le barrage, réhabilités en 2013, ainsi que la ligne de chemin de fer Corbeil-Melun, mise en place en 1897.

Il est temps de faire demi-tour et de repartir en aval, en longeant la rive droite de la Seine.

Nous longeons d'abord la commune de Morsang-sur-Seine, au pied de la forêt de Rougeau, puis celle de Saintry, et passons devant le domaine de Champlâtreux, ancienne propriété de Stanislas de Clermont-Tonnerre, président de l'Assemblée nationale en août 1789 lors du vote de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et... massacré le 10 août 1792. Après un court passage devant Saint-Pierre du-Perray, nous revoici devant Corbeil rive droite.

Nous sommes donc aux origines du « vieux Corbeil », aux temps où les habitants, attirés par les bords de Seine, descendirent la colline pour s'installer près du fleuve et y travailler.

C'est tout d'abord le faubourg Saint-Léonard, ancien quartier des pêcheurs et des mariniers avec leurs corporations et leurs confréries. Ainsi, la rue de la Guinguette était-elle le lieu de rendez-vous des mariniers « billeurs », qui attachaient une corde aux bateaux et les halaient sur un chemin réservé à ceux qui remontaient le courant. Aujourd'hui, le quartier conserve des activités liées à la Seine, avec la présence d'un très actif club d'aviron.

Avant de repasser sous le pont, nous pouvons apercevoir le clocher de l'église Saint-Spire, fondée par Haymon autour de 950, collégiale jusqu'à la Révolution, église paroissiale devenue cathédrale en 1966 avec la création du département de l'Essonne et d'un nouveau diocèse, titre qu'elle partage désormais avec Notre-Dame-de-la-Résurrection, la cathédrale contemporaine d'Évry.

Ayant franchi le pont, nous abordons le faubourg Saint-Jacques et ses multiples ports, qui évoquent la navigation d'autrefois.

À l'extrémité de ce faubourg se situe une belle résidence, le Castel Joli, qui fut la propriété de Waldeck Rousseau, Président du Conseil au début du XXe siècle et auteur de la célèbre loi sur les associations. Il en avait fait sa résidence secondaire et il y mourut en 1905. Elle est aujourd'hui l'objet d'un nouveau projet immobilier.

Et au-dessus, on devine la propriété et le château que possédèrent les Darblay à Saint-Germain-lès-Corbeil.

La rive droite de la Seine attirait beaucoup les Parisiens fortunés. Ce qui était un peu vrai pour Corbeil l'était beaucoup plus pour Étiolles (la Pompadour, les Galignani...) et Soisy sur Seine.

Mais nous ne sommes plus à Corbeil. Le temps est venu de nous quitter et j'en profite pour adresser mes remerciements à celles et à ceux qui m'ont aidé par leurs travaux dans la rédaction de cet article. Merci donc à Paulette Cavailler, Marguerite-Marie Cadot et son père Georges Michel, ainsi qu'à Joseph André Guiot et Adolphe-Marc Dufour, l'un des fondateurs de notre Société.

In Memoriam[282]

La SHAEH fait part de la disparition, au cours de l'année 2018, de :

M. Sosthène de Vilmorin, membre de la SHAEH depuis 1968 est décédé le 10 avril 2018 à Verrières-le-Buisson, âgé de 84 ans.

M. Daniel Giganon



Daniel Giganon nous a quittés le 20 février 2019 à l'âge de 85 ans.

Depuis sa jeunesse Daniel a toujours été intéressé par l'histoire de notre patrimoine. À partir de 1967 il recherche et localise sur de vieilles cartes le tracé des voies romaines qui sillonnaient jadis la France et en particulier notre région.

Il se documente et là commence sa véritable passion pour l'archéologie. Son intérêt se porte sur la période gallo-romaine et il organise des prospections aériennes au cours desquelles il découvre de nombreux sites qui ont donné lieu à des fouilles avec des rapports détaillés et la publication des résultats. Le laboratoire d'archéologie du C.E.A.de Saclay s'est créé dans les années 70 et Daniel avec d'autres amis passionnés d'archéologie s'y retrouvaient pour s'échanger de la documentation, préparer les opérations de sauvetage de sites, restaurer des poteries et d'autres objets pour les présenter au public lors d'expositions dans la région. Tel a été son travail pendant de nombreuses années de sa vie et cette passion ne l'a jamais quitté.

282 Ce nécrologe a été établi à partir des informations parvenues à notre connaissance. Il ne prétend pas à être exhaustif.

De 1978 à 2001 lorsque la loi le permettait il a dirigé différentes opérations de fouilles sur le plateau de Saclay avec la mise à jour dans le secteur du Moulon d'un important site gallo-romain précoce. Sa passion l'emmène également à découvrir et étudier un patrimoine rural méconnu : Les bornes anciennes gravées et en particulier celles du réseau hydraulique du Plateau de Saclay qui s'étend à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Paris entre la vallée de la Bièvre, au nord et celle de l'Yvette au sud, bornes ornées d'une fleur de lys et implantées sur le réseau de rigoles réalisées sous Louis XIV pour irriguer les cultures du plateau de Saclay et alimenter en eau les parties basses du parc du château de Versailles.

Daniel a publié une grande quantité de ses découvertes qui ont largement contribué à la mise à jour du pré-inventaire de la Carte archéologique de la Gaule en Essonne, publié sous la responsabilité de Michel Provost.

L'association Renaissance et Culture lui avait demandé son aide pour l'identification et la datation de la multitude de matériel issu des fouilles que Denis Petit n'a hélas pas eu le temps de traiter.

En 2017 Daniel avait rejoint le Comité de Gestion de notre musée ; il était devenu notre conseiller pour les collections, par son travail minutieux et ses connaissances archéologiques, il a sélectionné une quantité de pièces remarquables qui méritent d'être prochainement exposées dans nos vitrines.

Sa disparition nous prive non seulement d'un excellent conseiller, mais aussi d'un ami passionné d'archéologie qui aimait nous transmettre ses connaissances. Son seul but était de contribuer à préserver notre patrimoine et laisser des témoignages aux générations futures.

Dominique Piccinno, Président du Comité de Gestion du Musée municipal d'histoire et archéologie du Dr Cathelin de Longjumeau.

Bibliographie essonnienne

Cette rubrique a pour but de recenser les parutions récentes qui concernent notre territoire essonnien et ce dans tous les domaines : monographie locale, archéologie, histoire, géographie mais aussi biographies, beaux-arts, littérature. Tous les ouvrages recensés traitent explicitement de tel ou tel aspect du département.
Assurer cette veille documentaire, dans le foisonnement éditorial contemporain, est une tâche quasi inépuisable. Toutes les contributions à venir sont bienvenues. Contact : fregat65@hotmail.com.

NB : Les publications des associations d'histoire locale font l'objet d'une rubrique particulière.

ABBAL Elisabeth, *Paroisse et territorialité dans le contexte français,* Cerf, 2016.
(De très nombreuses pages sont consacrées à l'analyse des particularités du diocèse d'Évry).

ANDRIER Benoît, FRANCISCO Pascale, MAZE Gaëlle, PONS Sylvain, TOUCHARD Johann, TOURNET Benoit, VELLAY Olivier, VILLETTE Mélanie, *L'église Saint Louis de Boissy-le-Sec*. Atelier de l'École de Chaillot dans l'Étampois 2017-2018.

ANGLEDROIT Cicéron (alias Claude Picq), *Y a toujours un môme qui braille quelque part*. Palemon 2018.
(Ce roman policier se déroule pour une grande part en Essonne, en particulier à Viry-Châtillon. La prison de Fleury-Mérogis fait aussi partie du décor).

ANGLEDROIT Cicéron (alias Claude Picq), *Tiens bon l'pinceau, y a des coulures !* Palemon 2018.
(Ce roman policier se déroule pour une grande part en Essonne, en particulier à Évry et Athis-Mons.)

ANTIN Nina, CHAPIN Clément, KERHUEL Géraud, LIMONNE Vincent, RAMAUT Jean-Baptiste, VALLEE Nicolas, VANALDERWERELT Lisa, ZYBINA Daria, *Sublimer la ruine, église Saint Thomas Becket de Moulineux*. Atelier de l'École de Chaillot dans l'Étampois 2017- 2018.

ARPIN Renaud, CHANCELIER Michel, JACQUET Joel, *Montgeron l'Almanach*. Éditions Patrimoine insolite 2014.

AUXERRE Jacqueline, *Une histoire simple*. Autoédition 2017.
(Riche recueil de souvenirs dont certains concernent Épinay-sur-Orge).

BACQUÉ Marie-Hélène (photographies de André Mérian), *Retour à Roissy*. Seuil, 2019, 352 p.
(La sociologue et urbaniste Marie-Hélène Bacqué analyse les transformations des mêmes banlieues traversées une trentaine d'années plus tôt par Maspero. Un chapitre de 10 pages est consacré à la portion du RER B située entre Palaiseau et Saint Rémy-lès-Chevreuse).

BARREY Guy, *Pèlerinages de France*. Via Romana 2017.
(Une notice est consacrée à Notre-Dame de Bonne-Garde à Longpont).

BASSIÈRE Dominique, *Catalogue des sources sur la Première Guerre Mondiale en Essonne (1914-1918). Documents conservés aux archives départementales de l'Essonne classés par communes*. Archives départementales. Chamarande 2014.

BAZIN Pierre, BOURSE Pierre-Pascal, BROWN Matthew, DEQUAIRE Clémence, FLECK Bertrand, FONLUPT Adrien, MICHARD Domitille, PARCE Antoine, *Château de Boissy-le-Sec*. Atelier de l'École de Chaillot dans l'Étampois 2017-2018.

BELLANGER Aurélien, *La France – Chroniques*. Coédition Gallimard/France Culture 2019.
(Remarquables chroniques issues des « Matins de France Culture ». Plusieurs concernent l'Essonne en particulier : « Rêve Parisien » qui évoque brillamment le cours de la Juine, « les Parkings » (Évry II), la « Crise de la quarantaine » (Corbeil), la « Campagne » (Vigneux et Draveil), « l'Ouest parisien » (le plateau de Saclay), le « RER » (les bords de Seine à Athis-Mons).

BELOUET-SIGWALT Nadège, *Camille Flammarion spirite et astronome. De Montigny-le-Roy à Juvisy-sur-Orge*.
Texte de la conférence donnée le samedi 2 avril 2016.

BELTRAME Cédric et Damien, *Au nom du frère*. Grasset & Fasquelle 2019.
(Les frères du lieutenant-colonel Beltrame évoquent, entre autres, d'émouvants souvenirs d'enfance vécus à Étampes, Saclas et Chalo-Saint-Mars).

BENIADA Frédéric, *Paris-Orly 100 ans*. Éditions de la Martinière 2018.
191 pages illustrées.

BERHAULT Stéphane, *Église Sainte-Madeleine des Molières*. Diagnostic architectural et technique 2017.

BERN Stéphane, *Les jardins préférés des français*. Flammarion 2014.
(Parmi les jardins présentés on trouve 4 belles pages consacrées aux «Près de Gitonville» à Saclas).

BERQUE Augustin et Melissa, *Là, sur les bords de l'Yvette – dialogues mésologiques*. Éditions éoliennes, 2017, 128 p.
(Les dialogues en question ont pour cadre les bords de l'Yvette, entre Palaiseau et Villebon-sur-Yvette).

BESSEY Valérie, PARAVICINI Werner, Guerre des manifestes, Charles le Téméraire et ses ennemis (1465-1475), *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres n° 52.* Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (19 janvier 2018), 348 p., 9 ill.
(La bataille de Montlhéry est évoquée).

BLUMENFELD Hervé, MONTILLET Philippe, PINON Pierre. Les environs de Paris. Atlas des cartes du XVI[e] siècle à nos jours. La Découverte, 2018.
(144 pages remarquablement illustrées).

BONAPARTE Napoléon. *Correspondance générale* - Tome 15, Les Chutes 1814-Mai 1821 - Supplément (1788-1813). Librairie Arthème Fayard 2018
(Ce volume XV vient clore l'édition de la Correspondance générale de Napoléon Bonaparte, entreprise depuis près de quinze ans par la Fondation Napoléon, en livrant de nombreuses lettres inédites sur la fin de l'aventure napoléonienne. Parmi les correspondances reproduites figurent une lettre au général Caulaincourt, ministre plénipotentiaire de l'empereur au congrès de Chatillon datée de Fromenteau (Juvisy) 31 mars 1814, une lettre à Marie-Louise, impératrice, datée de Juvisy, la Cour de France, 31 mars 1814 à 3 heures du matin, et une lettre adressée au maréchal Berthier datée de Fontainebleau, le 31 mars 1814 dans laquelle on trouve l'assertion « Le duc de Trévise se réunira entre Essonnes et Fontainebleau »).

BONSIGNORE Jean-Pascal. Roberte, *De Quarré-les-Tombes à Draveil*. Edilivre-Aparis 2018.
(Une partie du roman se déroule à Draveil et Vigneux-sur-Seine)

BOUNEAU Christine et CALMLEDE Jean-Paul, *Léo Lagrange, une perspective de renouvellement dans* la *construction des jeunes générations ?* Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine 2012.
(Les auteurs de ce livre, fruit d'une journée d'études, évaluent la place et le rôle de Léo Lagrange (1900-1940) qui fut considéré, durant le Front populaire et pour la postérité, comme le « Ministre de la Jeunesse » par excellence. Un des auteurs cite Marc Sangnier accueillant Léo Lagrange à la Conférence internationale des auberges de la jeunesse par ces mots le 1[er] septembre 1937 : « Il était impossible que ne vienne pas à Bierville (Boissy-la-Rivière) l'ami des jeunes, celui qui mérite le titre de ministre de la jeunesse. »)

BRIEND Christian (sous la direction de), LEMONNIER Anne. *Dessins d'une vie Jean Cocteau. De Milly-*la*-Forêt au Centre Pompidou*. Centre Pompidou 2019.
(Catalogue de l'exposition présentée à la Maison Cocteau de Milly-la-Forêt en 2019).

BRIERE Laurent, CAPOBIANCO Silvia, CONDRE Pierre, DASTARAC Marie, DUC-DODON Lucie, GICQUEL Christophe, GRASSET Céline, LIPSCH Joris, ROCCO Daniel. Un site modelé par les Templiers, l'église Saint Aignan de Chalou-Moulineux. Atelier de l'École de Chaillot dans l'Étampois 2017- 2018.

BUGGY Vline. Claude François. *J'y pense et puis j'oublie*. L'Archipel 2018
(Biographie originale du chanteur rédigée par une de ses principales parolières. 7 pages sont consacrées à des souvenirs inédits sur le moulin de Dannemois, propriété que Claude François avait acquise en 1964).

BUISSON Jeannie. *Viry-Châtillon, 1919-1940 entre deux guerres mondiales*. Lys éditions Amattéis, 2018.
(208 pages abondamment illustrées).

CARICHON Christophe. *Arnaud Beltrame, Gendarme de France*. Éditions du Rocher 2018.
(Sont évoquées, sur plusieurs pages, l'enfance et la jeunesse du lieutenant-colonel Beltrame à Étampes et Chalo-Saint-Mars).

CATELAN Isabelle. *Claude François, ses notes confidentielles*. Michel Lafon 2018
(Ouvrage composé de documents originaux, pour la plupart inédits. Deux des documents présentés concernent directement le moulin de Dannemois).

CAVANNA Gérard. *Maman s'en est allée*. St Honoré Éditions 2017.
(Récit de la vie d'une famille qui a vécu et évolué autour de Draveil, Vigneux et Juvisy).

CHAPOUILLE Nathalie. *Au nom de l'Harmonie*. Tome 3 Descendance. Les Éditions Temporelles. 2016. (Le roman situe une partie de l'action autour de Juvisy).

CLEMENT Sébastien, CODOU Juliette, CONCHON Guy-Roger, DARRAS Guillaume, FERRIEU Maëlle, GENET Thomas, LE DANTEC Nika, MILLE Emmanuel, SORBIER de Clémence. Villesauvage, une ferme en Beauce. Atelier de l'École de Chaillot dans l'Étampois 2017-2018.
(Villesauvage est une ferme située sur la commune d'Étampes).

COLONNA Jean-Jacques (texte) MARTEL Olivier (photographie). *Regards sur Yerres,* Yerres 2018. (159 pages abondamment illustrées).

COLONNIER Laurent. *Gustave Caillebotte*, Glénat, 2017.
(Bande dessinée dans laquelle Yerres tient une certaine place).

COMBAS Robert. Catalogue de l'exposition de Robert Combas à Chamarande. Ed Lienart co-édité avec le domaine de Chamarande 2017. 31 x 31 cm, 84 pages, 100 illustrations, broché.
(Les photographies de cette extraordinaire exposition d'art contemporain mettent étonnamment bien en valeur le domaine).

COURGEON Rémi. *Le miel de la rue Jean-Moulin*, Nathan, 2018.
(Petit livre de littérature jeunesse qui a pour cadre la rue Jean-Moulin à Ris-Orangis).

DE ARAUJO Ana Bela. *Auguste Perret la cité de l'Atome. Le Centre d'études nucléaires à Saclay,* Éditions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux, 2018.
(232 pages. Remarquable étude très bien illustrée sur cette réalisation majeure de Perret construite entre 1950 et 1954. L'auteure avait soutenu une thèse de doctorat en histoire de l'art en 2013 à l'université Paris I sur le même sujet).

DEFORGES Régine, *L'enfant du 15 août. Mémoires*, Robert Laffont, 2013
(Ces mémoires ont été publié un an avant la mort de Régine Deforges. L'auteure bien connue consacre une page à son séjour d'un an au sanatorium de Bligny (Briis-sous-Forges) en 1956).

DELDICQUE Mathieu, LEPRETRE Elisabeth (sous la direction de). *Être mécène à l'aube de la Renaissance - L'amiral Louis Malet de Graville*, Snoeck, 2017
(L'amiral de Graville fut un des personnages les plus influents de la fin du XVe siècle essonnien. Louis Mallet fut seigneur (entre autres) de Marcoussis, Milly, Gometz-le-Chatel et de Châtres, Arpajon).

DEUTSCH Lorant, *Hexagone illustré*, Michel Lafon, 2014.
(Grand succès de vulgarisation historique, la version illustrée comporte une notice et une jolie photo consacrée à la tour de Montlhéry).

DJA-DAOUADJI Mohamed avec Mohamed Sifaoui, *J'étais braqueur de banques... aujourd'hui je suis un homme*, Éditions du Rocher, 2016.
(Intéressant témoignage d'un ex délinquant. L'Essonne y est souvent évoquée avec le récit d'un braquage à Soisy-sur-Seine en 1997, l'incarcération à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, le procès aux assises d'Évry et la réinsertion finale dans la commune de Ris-Orangis).

DUBOST Michel, *Encore Merci !* Mediaspaul, 2018.
(Souvenirs et témoignages de Mgr Dubost qui fut évêque d'Évry Corbeil-Essonnes de 2000 à 2017).

DUMONT Christophe, sculpteur, *Chevaux*, catalogue édité à l'occasion de l'exposition « Chevaux » organisée à Caen durant les jeux équestres mondiaux 2014, Déclic Art fine, Étampes, 2014.
(L'ouvrage contient plusieurs photos de l'atelier de l'artiste à Pussay).

DUPLESSY Jacques, LEPRINCE Benoît, *Arnaud Beltrame - Le héros dont la France a besoin*, Éditions de l'Observatoire, 2018.
(Un chapitre est consacré à l'enfance d'Arnaud Beltrame à Étampes et Chalo-Saint-Mars).

DUVE Catherine de, *Le petit Caillebotte. Propriété Caillebotte*, Kate'Art Editions, Ville de Yerres, 2016.

EPAILLARD Gregoria, *La France d'En Haut, un parcours vous est conté*, autoédition, 2018.
(Écrits et souvenirs d'une militante chrétienne de Massy décédée en 2018).

ESTARDY Julie, *Bernard Estardy le Géant. Itinéraire d'un génie du son*, Gonzai Média 2018.
(Biographie originale de l'ingénieur du son qui a contribué à élaborer de nombreuses chansons à succès. Plusieurs pages sont consacrées à ses relations avec Claude François avec des souvenirs inédits sur le moulin de Dannemois).

EVRARD Gaétan, BAR Dominique. Jérôme Lejeune, *Serviteur de la vie*, Éditions du Triomphe, 2018.
(Bandes dessinées qui retrace la vie du professeur Lejeune. Plusieurs cases sont consacrées à Étampes où il vécut son enfance, à sa maison de campagne de Saint-Hilaire et au cimetière de Chalo-Saint-Mars où il repose).

FAUVEL Denis. *Yvelines insolites. 100 lieux étranges*. Grrr Art Editions 2016.
(Parmi les lieux présentés figurent le château de Bonnelles et la fontaine de Sainte-Mesme).

FORNAL Jean. *André Letellier, prêtre, résistant, humaniste*. Association aéropostale. Passion Jean Mermoz 2018.
(L'abbé Letellier fut successivement vicaire à Essonnes de 1925 à 1929, curé de Vigneux-sur-Seine de 1934 à 1944, curé de Milly de 1944 à 1950 puis curé de Palaiseau de 1950 à 1962).

FOUCHER Patrick. *Méréville, Merveille en Beauce*. Patrick Foucher 2018
(Recueil d'aquarelles accompagnées de textes sur les différents sites mérévillois).

GANAY Valentine de. *« Aristo ? »*. JC Lattès 2013.
(Les faits évoqués sont de réelles anecdotes, comme les visites au château familial de Courances de François Mitterrand lorsqu'il était président de la République ou celle du prince Charles. D'autres sont inventés. Courances y apparaît sous le nom de Lurances nom emprunté à Jarry pour évoquer le domaine de Courances dans son roman *Le Surmâle* publié en 1902).

GAUDION Jean-Jacques. *Nouvelle histoire de Pussay*. M. J-J GAUDION – 4, rue des F.F.I. 91740 PUSSAY.

GODARD Évelyne. *Thérésa Tallien, l'égérie de la Révolution*. Les éditions du 38 , 2018.
(Nouvelle biographie de Madame Tallien. Les séjours chez le marquis de Laborde, au château de Méréville y sont évoqués)

GUILLON Thibaut. *Mémoire le pavillonnaire, futur centre-ville de nos agglomérations.* Mémoire de Master. Étudiant de l'École nationale supérieure d'Architecture de Saint-Étienne 2018.
(Le lotissement Levitt de Mennecy fait partie de l'étude).

HANNOTIN Denis (sous la direction de). *Une Épopée du Chemin de Fer - Le Paris-Orléans - Almanach 1838-1938.* SPM 2019.
(Si cette compagnie de chemin de fer s'appelle Paris Orléans, sa première escale a été Corbeil, atteinte le 17 septembre 1840. Il est par ailleurs question de la première gare d'Étampes).

HARMAND Daniel. *L'Enfant volée.* Edilivre 2010.
(Le chapitre 16 du roman se déroule à Saint-Vrain).

HERBULOT Guy. *Le courage de l'avenir, une vie orientée par la fraternité.* Salvator 2018.
(Souvenirs de Mgr Guy Herbulot qui fut évêque d'Évry Corbeil-Essonnes de 1978 à 2000).

HERVET Jean-Pierre. *Les sentiers d'Émilie Paris Île de France.* Volume 1 Est, Rando éditions 2018.
(Sur les 50 promenades proposées 18 concernent le département de l'Essonne).

KAVANAGH Julie. *Rudolf Noureev, une vie.* L'Archipel 2019.
(Biographie monumentale du célèbre danseur décédé en 1993. Une page est consacrée à sa sépulture dans le cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois agrémentée d'un commentaire assez désobligeant sur la ville).

KOURILSKY Olivier. *La médecine sans compter.* Éditions Glyphe 2019.
(Réflexions et souvenirs d'un médecin qui fut, entre autres, chef du service de néphrologie à l'hôpital Louise-Michel de Courcouronnes dès son ouverture en 1982).

LEGER François. *Foucher de Careil, de Leibniz au Sénat*, 2014 (359 pages) .
(Le comte Louis Alexandre de Foucher de Careil fut chatelain du château de Saint-Pierre-du-Perray et il fut maire de la commune de 1854 à 1870).

LE HAY Sophie. *Des champs d'or et de plomb* (d'après une histoire vraie). Editions la Hay 2019.
(L'ouvrage évoque abondamment, mais de façon romancée, les souvenirs de Jean Caille, ancien combattant et prisonnier en 1940, qui a vécu à Saint Cyr-sous-Dourdan et à Dourdan).

LEMEYRE Cécile. *Départ imminent.* Mont Petit Editeur 2017.
(Une partie de l'intrigue du roman se déroule près de Milly-la-Forêt).

LERAT Stéphane. *Des seigneurs de Chilly aux princes de Monaco*. Histoire et patrimoine de la Ville de Chilly-Mazarin (Essonne, France). Ville de Chilly-Mazarin, 2018, (158 pages illustrées).

LE TOURNEAU Dominique. *Guide des sanctuaires mariaux de France*. Artege 2019.
(Deux pages sont consacrées à la basilique ND de Bonne-Garde à Longpont-sur-Orge).

MARTELLA Marco (sous la direction de). *Les jardins d'artistes au XIXe siècle en Europe*. Lienart 2016.
(Ouvrage publié suite au colloque des 18 et 19 mai 2015 tenu au parc de la Vallée-aux-Loups à Châtenay-Malabry. On y trouve un article d'Ellie Khounlivong consacré à la propriété Caillebotte à Yerres).

MARTIN Michel, HERBERT Pascal, WINGLER Clément, BAEZA Tonio. *Vigne et vin dans la moitié sud de l'Essonne actuelle, du XIe siècle à la fin de l'Ancien Régime*. Collection mémoire(s) d'Étampes volume 20, Archives municipales d'Étampes mai 2019.

MAURY Emmanuel. *Le dernier des Condé, la vie romanesque d'un prince de France*. Tallandier 2019.
(Louis Henri Joseph duc de Bourbon fut l'époux de Bathilde d'Orléans, châtelaine de Petit Bourg. Les séjours à Évry sont brièvement évoqués).

MERIENNE Patrick. *Atlas des Chemins de Compostelle*. Ouest-France 2015 ;
(Le guide propose deux pages consacrées au « chemin de Tours » avec une courte présentation des villes d'Arpajon, Étampes et Angerville).

MERLO Éric. *Tim et le monde d'équinoxe. Transolà*. Editions Persée 2016.
(Roman de science-fiction intergalactique dont un des dénouements se situe très prosaïquement près de la gare de Massy-Palaiseau).

MEYER-STABLEY Bertrand. *Christian Dior, sous toutes les coutures*. City biographies 2017.
(Sont évoqués les fréquents séjours du couturier dans sa propriété du moulin du Coudret à Milly).

MELLINA Annick, OPPENERAU Marie-Françoise, PERRAGUIN Monique, BERTHET Bernard, BENDELL François, DRONIOU Daniel, PERRAGUIN Guy. *Histoire de Palaiseau 1944-2014*. PAL'EO, 2019.
(295 pages, abondamment illustrées).

MITTERAND François. *Lettres à Anne, 1962-1995*. Éditions Gallimard, 2016.
(Plusieurs lettres adressées à Anne Pingeot font mention des séjours au château de Souzy-la-Briche).

NKUNZUMWAMI Emmanuel. *Les enjeux électoraux de Paris et la Grande Couronne - Paris - Essonne - Yvelines - Val-d'Oise*. Éditions L'Harmattan, 2017.

OLIVIER Alain. *De la DASS aux jeux olympiques Les 3 vies de David Larose*. PARIS 15 : Alain OLIVIER, 2019.
(Biographie de l'ancien judoka qui vit aujourd'hui à Sainte-Geneviève-des-Bois. Son enfance difficile s'est déroulée dans une famille d'accueil à Corbeil-Essonnes puis dans un foyer de Maisse. Il a fréquenté les clubs de judo de Corbeil, Brétigny puis de Sainte-Geneviève-des-Bois).

OUGA'NTSANG Guy Pascal (scénario), KOJELE Alain (dessins). *Bienvenus à Saint Germain-lès-Corbeil*. Les éditions Kimia, 2017.
(Bande dessinée qui a pour cadre la commune de Saint Germain-lès-Corbeil).

PARIC Philippe. *Coups de sabre à Dourdan*. Atramenta, 2017.
(Le roman a pour cadre la ville de Dourdan).

PEREZ Yann. *Un été pour deux*. CCEE, 2015.
(Roman dont une partie de l'intrigue se déroule à Dourdan).

PEREZ Yann. *Réminiscences*. CCEE, 2015.
(Roman dont une partie de l'intrigue se déroule à Dourdan).

PEREZ Yann. *Morgan*. CCEE, 2015.
(Roman historique dont une partie de l'intrigue se déroule dans le Dourdan du XVIIe siècle).

PEREZ Yann. *Révolte*. CCEE, 2016.
(Thriller dont une partie de l'intrigue se déroule à Dourdan).

PEREZ Yann. Agathe. CCEE, 2017.
(Roman historique dont une partie de l'intrigue se déroule dans le Dourdan du XVIIe siècle).

PEREZ Yann. *Lucien*. CCEE, 2018.
(Roman dont une partie de l'intrigue se déroule à Breuillet).

PEREZ AZCARATE Inaki. *Chaos*. Editions Amalthée, 2016.
(Roman dont une partie de l'intrigue se déroule à Saint-Chéron).

PETIT Aurélien. *Huppes, martins, guêpiers, le Gâtinais aux mille couleurs dévoilées*. Shana Photo édition, 2015.

PETIT Aurélien. *Écureuils, renards, orchidées, le Gâtinais aux mille couleurs dévoilées*. Shana Photo édition, 2016.

PLOQUIN Frédéric, POBLETE Maria. *Femmes hors-la-loi. Le banditisme au féminin en France*. Fayard, 2016.
(Plusieurs des parcours pénitentiaires décrits passent par la Maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis)

REBEAUD Magali. *Le Nouveau Guide de la France aéronautique*. Kaolin, 2018.
(L'ouvrage comporte un article sur Port Aviation (Viry-Châtillon), un autre sur le Musée Delta (Athis Mons) et un long article sur le Musée Salis à Cerny).

POITAU Jeanine, POSTEL Jacques. *Trois destins de femmes en asile psychiatrique. Anne-Marie, Madeleine, Suzanne*. L'Harmattan, 2014, 56 pages.
(Anne-Marie, Madeleine, Suzanne : ces trois femmes ont connu une certaine célébrité à leur époque (des années 1850 à 1960), à des titres divers. Elles sont décédées toutes trois en asile psychiatrique, oubliées de tous, la première à Caen, la seconde à Perray-Vaucluse, la troisième à Maison-Blanche. Jeannine Poitau et Jacques Postel ont étudié leurs parcours et interrogent la pratique psychiatrique au fil du temps).

RIEDER Patrick. *L'histoire de la ligne nouvelle Paris-Chartres par Gallardon et Saint-Arnoult-en-Yvelines*, Ouvrage paru en 2003 réédité par la Société Historique de St Arnoult en 2018.

RIOU Geneviève, DRONIOU Daniel. *Promenade géologique à Palaiseau*. Biotope éditions, 2018.

ROCCHIA LEBRETON Sandrine. *Alliances éternelles un nouveau cycle*. Airvey éditions, 2014.
(Roman magico fantastique. Le chapitre 2 intitulé « La rencontre où tout bascule » se déroule autour du château médiéval de Dourdan).

ROSENSTIEHL Augustin. *Capital agricole - Chantiers pour une ville cultivée*. Editions du Pavillon de l'arsenal, 2018.
(Un chapitre est consacré au photographe Sylvain Gouraud qui a photographié un certain nombre d'agriculteurs en Essonne dans le cadre d'une exposition intitulée « Les nouveaux terriens »).

ROUAUD Jean. *La splendeur escamotée de frère Cheval ou le secret des grottes ornées*. Grasset, 2018.
(Cet essai poétique sur l'art pariétal a été en partie inspiré par la pierre gravée mise au jour sur le site archéologique d'Étiolles en 2000. Une photo de ladite pierre illustre élégamment la couverture).

SANCET Charles. *Les femmes des PTT et la Seconde guerre mondiale*. Éditions Tirésias, 2014.
(Une notice est consacrée à la résistante Christiane Berthois née en 1921 à Athis-Mons).

SARRAN Philippe. *Dites-moi d'où je viens ?* City Editions, 2018.
(Le récit du combat d'un enfant adopté pour retrouver ses origines nous mène à Dourdan où le père adoptif de l'auteur était médecin).

SENAUD Franck. *Ville à dessein. Évry Ville nouvelle (1965-2000).* Studio Déclic Étampes, 2018.

SENS-OLIVE Danièle et Georges. *Le moulin des Clercs, Du moulin banal en 1224 au moulin en 2014.*
(Étude très complète de ce moulin situé sur la commune de Boissy-la-Rivière).

SLOCOMBE Romain. *L'affaire Léon Sadorski. La Bête Noire*, Robert Laffont, 2016.
(Une assez longue scène du roman se déroule durant les bombardements de juin 1940 à Étampes).

STUTE Nicolas. *Franz Stock, le rêve de la réconciliation.* Gymnasium Arnsberg, 2016.
(Mention de la participation de l'abbé Stock au congrès de la Paix de 1926 à Bierville).

SUNWAY Olivia (pseudonyme de Nathalie Chapouille). *Working love.* Temporelles, 2019.
(Une partie du roman se déroule en Essonne, en particulier dans la région de Vert-le-Petit).

SURPLY Joëlle. *Les élections législatives de 1852 dans la deuxième circonscription de Seine-et-Oise : Louis Napoléon Bonaparte ou la dynamique d'une prise de pouvoir.* Collection mémoire(s) d'Étampes volume 19, Archives municipales d'Étampes, mars 2019.

TESSIER Philippe. *François Denis Tronchet - Ou la Révolution par le Droit.* Fayard, 2016.
(Mention de la maison que Tronchet acheta à Palaiseau en 1778 pour la somme de 2000 livres).

THIRY Albert. *Le sanatorium de Bligny et les soldats morts pendant la Grande Guerre.* 2015.

VALENTIN Boris. *Étiolles, rapport 2018*, deuxième année de l'autorisation triennale 2017-2019, (111 pages).

VAUDRAND Maxime. *Néo-Mennecy.* Editions Vérone, 2017.
(Roman d'anticipation qui a pour cadre la ville de « Néo-Mennecy ». La commune voisine d'Ormoy est également citée).

VIALLE Antoine. *Paysages superposés, Saclay-Panorama photographies, Contrechamps entretiens avec Gilles Clément*. Kaiserin, 2014.
(À travers 2 300 photographies, Antoine Vialle enregistre un état des lieux du paysage dessiné du campus scientifique de Saclay. La publication de cet ouvrage s'inscrit dans le débat culturel de fond qui touche à l'illisibilité du paysage urbain contemporain. Il contient également un essai théorique et un entretien avec le paysagiste Gilles Clément).

VILLEGLE Jacques, GIRAUDET de BOUDEMANGE Eric, SPOERRI Daniel, COLCOMB Arnaud, CHUNG Soyoung, ROCKS Busy. La forêt réenchantée : une saison au Cyclop de Jean Tinguely : Jacques Villeglé, Eric Giraudet de Boudemange, Daniel Spoerri, Arnauld Colcomb & Soyoung Chung, Busy Rocks et autres textes de François Taillade, Catherine Francblin, Germain Viatte, Caroline Schuster Cordone, Baptiste Brun, Marie Cantos ; entretien entre Jacques Villeglé et catherine Francblin ; trad., Jeremy Harrison, Emma Lingwood. Milly-la-Forêt : Le Cyclop, Paris : Centre national des arts plastiques, 2015.
(Série de textes, de dessins et de photos autour de la sculpture monumentale le Cyclop de Milly-la-Forêt).

WASZILEWSKA Chantal. *Onze fables de La Fontaine à Morigny*. Amazon, 2017.
(Les illustrations réalisées par l'auteure représentent des sites morigniacois).

WICK Gabriel, SANDER Éric (traduite de l'anglais par Yvon Plouzennec). *Domaine de Méréville, renaissance d'un jardin*. Les éditions des Falaises, 2018.

WIDMAIER Johanna. Bleau en bloc Gebiete. Parcours. Blocke Panico Alpinverlag, 2017.
(Guide allemand des sites d'escalades du massif de Fontainebleau. 130 pages, très bien illustrées concernent des sites essonniens).

WINGLER Clément, MÉTIVIER Bernard, POMMEREAU Jean-Claude. *La Grande Guerre des Étampois, N° 10 Répertoire des soldats morts entre 1917 et 1924*. Collection Mémoire(s) d'Étampes, vol. 18. Archives municipales d'Étampes, 2018.

WINGLER Clément. *La Grande Guerre des Étampois. Le dépôt des prisonniers de Guerre allemands à Étampes (1915-1920)*. Collection Mémoire(s) d'Étampes, vol. 17. Archives municipales d'Étampes, 2018.

WORNER Caroline. *Des fleurs au fusil. Centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale 1914/1918*. Editions Espace Déclic, 2018.
(Livret édité à l'occasion de l'exposition du même nom qui s'est tenue à Étampes du 2 au 24 novembre 2018. Caroline Worner a réalisé une série de porcelaines à partir de portraits de combattants de l'Étampois morts pour la France durant la Grande Guerre)

ZUBER Henri, SARMANT Thierry, FONCK Bertrand (sous la direction de). *Guide des archives et de la bibliothèque du Service historique de la Défense*, Château de Vincennes, 2017.
(Dans ce volumineux guide de 758 pages on trouvera les références de cotes qui concernent le Centre d'Essais en Vol de Brétigny-sur-Orge (pour la période 1947-1981) et le laboratoire de médecine aérospatiale (pour la période 1957-2008) toujours à Brétigny-sur-Orge).

Ouvrages collectifs

Abécédaire de la bio-diversité de Paris-Saclay. Septembre 2015.

Archéologie francilienne. Actes de la journée archéologique d'Île-de-France, Cergy le 16 janvier 2016.
DRAC Île-de-France Service régional de l'archéologie d'Île-de-France 2017
(Pour l'Essonne on retiendra les trois communications suivantes :
- Bondoufle. Un campement de chasseurs du mésolithique ancien au 3 rue des Bordes par Régis Picavet, Loréne Chesneaux et Mathieu Rué
- Wissous. Voie des Morviliers. Zone nord-ouest de l'aéroport d'Orly, un établissement rural de la Tène D2 par Johann Blanchard
- Wissous. Une occupation de la fin de l'âge du Fer à l'aéroport d'Orly, Zone sud-ouest par Jean-Philippe Quenez).

Archéologie francilienne
Actes des journées archéologiques d'Île-de-France Paris 2017
Variations autour de l'eau et actualités archéologique en Île-de-France
DRAC Île-de-France Service régional de l'archéologie d'Île-de-France 2018
(Pour l'Essonne on retiendra les deux communications suivantes :
- Restituer la place oubliée de l'eau dans la « fabrique urbaine » de Dourdan grâce à une analyse archéogéographique du territoire par Charlotte Pocq
- Deux fouilles d'un habitat médiéval moderne et contemporain à Montlhéry par Laurent Cissé).

Balades ludiques pour petits et grands, destination Val d'Essonne. Aérodrome de Cerny/ la Ferté-Alais. Communautés de communes du Val d'Essonne 2017
(Livret de 10 pages).

Balades ludiques pour petits et grands, destination Val d'Essonne. Saint-Vrain. Communautés de communes du Val d'Essonne 2017.
(Livret de 10 pages).

Balades ludiques pour petits et grands, destination Val d'Essonne. Mennecy, parc de Villeroy. Communautés de communes du Val d'Essonne 2017.
(Livret de 10 pages).

Brunoy une ville dans l'histoire. Guide touristique et patrimonial. Office du tourisme de Brunoy 2017.
(Agréable guide de 32 pages).

Catalogue de l'exposition : Grigny au temps de la Grande Guerre. Ville de Grigny 2015.

Destination Val d'Essonne. Communauté de communes du Val d'Essonne 2017
(Guide touristique des 20 communes autour de la Ferté-Alais, 108 pages).

Établissement public d'aménagement Paris-Saclay. Rapport d'activité 2017.

Étonnants châteaux, 20 escapades inattendues autour de Paris. *Le Parisien* mars 2019.
(2 jolies notices concernent Dourdan et Chamarande).

Forêts de la Grange de Grosbois et de Notre-Dame. ONF 2015.
(La carte concerne les communes de Crosne et de Yerres).

Évry-Corbeil 50 ans d'histoire. Safran 2016.
(Plaquette de 50 pages sur l'ancien site de la SNECMA).

Inventons la Métropole du Grand Paris - Consultation Internationale du Pavillon de l'Arsenal. Editions du Pavillon de l'Arsenal 2017, 768 pages.
(Parmi les projets d'urbanismes présentés figurent : le Génopole d'Évry, la tour H de Courcouronnes (ancien hôpital Louise Michel) et le site de l'Armée Leclerc à Morangis).

Jardins extraordinaires. 20 balades inattendues dans Paris et ses alentours. *Le Parisien patrimoine et balades* n°2 2019.
(Parmi les sites présentés figurent Saint Jean-de-Beauregard et Méréville).

La Maison Caillebotte. Yerres Essonne, Propriété Caillebotte 2019.

L'actualité de 1986 à 1990. Supplément au n° 3840 du 18 octobre 2018 du journal. *Le Républicain.*
(Sélection de photos illustrant des articles parus entre 1986 et 1990).

L'innovation de tous les temps Paris Saclay du Néolithique à aujourd'hui. Janvier 2019. (120 pages).

Maquette à construire. Briis-sous-Forges, tour Anne Boleyn. Esprit maquette 2016.

Maquette à construire. Briis-sous-Forges, médiathèque municipale. Esprit maquette. 2016

Maquette à construire. Briis-sous-Forges, église Saint Denis. Esprit maquette 2016.

Maquette à construire. La Grande Maison à Bures sur Yvette. Esprit maquette 2018.

Maquette à construire. La maison de Jean Cocteau à Milly-la-Forêt. Esprit maquette 2018.

Maquette à construire. Basilique ND de Bonne-Garde de Longpont-sur-Orge. Esprit maquette 2018.

Marie et la France. Edition spéciale ND de Longpont. Marie de Nazareth 2019.
(4 pages sont consacrées au sanctuaire de Longpont).

L'opération d'intérêt national Paris-Saclay calendrier des consultations. Mars 2019.

Paris Saclay, terre d'innovations, 2018. (42 pages).

Rallye Moustache CD. Quand j'étais petit. Trompes et chants 2018.
(Enregistré dans la chapelle du château du Grand Saint Mars à Chalo-Saint-Mars. Le livret comprend une photo de l'intérieur de la chapelle).

Les Rives de la Seine de Paris à Fontainebleau. Enlarge your Paris 2019.
(Font l'objet d'une notice : la cathédrale d'Évry, l'observatoire de Juvisy, la pagode d'Évry, le musée Delta à Athis-Mons, le parc Caillebotte à Yerres, la forêt de Sénart et le marché de Corbeil-Essonnes).

Statues menhirs et pierre levées du néolithique à aujourd'hui. Direction régionale des affaires culturelles Languedoc Roussillon. Groupe archéologique du Saint-Ponais 2015.
(L'ouvrage contient un article signé Alain Bénard, Daniel Simonin et Jacques Tarrête sur les stèles et rochers gravés néolithique de la moyenne vallée de l'Essonne en particulier la stèle de l'Ouche de Beauce à Maisse).

Tour d'Europe des médailles souvenir. Monnaie de Paris Edition limitée 2015.
(En 1996 apparaissent les premières médailles souvenirs sur les sites touristiques français. Le succès est fulgurant et 20 ans plus tard, ce sont plus de 400 sites qui diffusent les médailles fabriquées dans les ateliers d'art de la Monnaie de Paris ! Sont répertoriées dans ce catalogue les médailles éditées par la mairie de Breuillet en 2012, celle éditée par la cathédrale d'Évry en 2000, celle éditée à l'occasion du millénaire de la tour clocher de l'église d'Itteville en 2011, celle émise à l'occasion des 40 ans de l'amicale philatélique rissoise en 2010 et celle émise à l'occasion du 100e anniversaire du 1er aérodrome Port Aviation en 2009).

La zone de protection naturelle, agricole et forestière du Plateau de Saclay. La charte et le programme d'action de la ZPNAF. Septembre 2018.

Périodiques

Olivier Berger, «Veto Glandox, un produit vétérinaire des Établissements Petit-Montgobert», *Bulletin de la société française d'histoire de la médecine et des sciences vétérinaires*, année 2018, n°18, pp. 81-102.
(Cet article concerne les communes d'Orsay, Palaiseau, Chilly-Mazarin, Longjumeau, La Ville du Bois, Nozay, Bièvres, Igny, Vauhallan, Verrières-le-Buisson, Arpajon et Villebon sur Yvette).

Antiquités nationales, n°47 2016/2017.
(Le numéro est consacré à l'histoire du Musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye. Page 191 on trouve une reproduction de la carte des bornes miliaires réalisée par M Heron de Villefosse en mai 1878 et sur laquelle figure la borne de Saclas).

Bulletin de l'association « Le temps d'Albert Besnard », n° 10 paru en 2017, comprend un article sur le tableau des seigneurs de Vauhallan.

Bretagne Circus, n° 189 mai 2018.
(Un article est consacré aux 90e anniversaire du Cadets Circus d'Étréchy).

La lettre de l'AFER, n° 32 est consacrée aux oiseaux des étangs de Saclay.

Bulletin de la société historique et archéologique de Saint-Arnoult-en-Yvelines et de sa région.
(Le bulletin n° 73 140 D paru en 2018 est essentiellement consacré à la bataille d'Auneau (1587) et ses conséquences dans la région d'Étampes et Dourdan).
(Le bulletin n° 74 141 D paru en 2018 comprend un article signé Jacques et Yvette Willeput sur des troubles à Longvilliers survenu le 29 juillet 1791 et qui touche le hameau voisin de Rouillon (commune de Dourdan)).

Bulletin de la société dunoise. Archéologie, histoire sciences et arts. n° 308, année 2018.
(Un article de François Caillou et Philippe Charles nous révèle l'intérêt des lettres écrites par le britannique James Forbes en 1803. Son itinéraire l'a conduit à Essonnes le 31 août 1803).

Monuments et sites de Seine-et-Marne, n° 50, 2018.
Un article d'Anne-Marie et Bernard Langou « Des phares de jalonnement en Brie, patrimoine aéronautique du XXe siècle » illustré par une très intéressante carte du comité national de géographie datée de 1945 sur laquelle figurent les phares de balisages pour la partie nord-est de la France dont celui de Mondésir (commune de Guillerval) ;

Moulins de France. Revue de la Fédération Française des associations de sauvegarde des Moulins.
(Le n° 96 octobre 2013 est entièrement consacré aux moulins de l'Essonne).

La Voix du combattant, n° 1839, novembre 2018.
(2 pages sont consacrées au nouveau monument aux morts de Brouy inauguré le 11 novembre 2018).

Le Fanatique de l'Aviation, n° 572 juillet 2017, Les grands moments du meeting de la Ferté-Alais,
(Contient un très beau reportage de 8 pages sur le meeting 2017 du «Temps des Hélices»).

Le Papyvore n°48 paru en 2018 est principalement consacré à l'artiste Foujita.
Le Papyvore n°49 paru en 2019 contient un article sur Georges Fournier photographe à Corbeil de 1927 à 1976, un article sur les restaurations récentes de la statue de sainte Geneviève conservée dans l'église de Sainte Geneviève des Bois et du tableau de la Vierge à l'Enfant conservé dans l'église de Vert le Grand.

Vie et publications des associations historiques essonniennes (2018-2019)

La Société Historique et Archéologique de l'Essonne et du Hurepoix a dénombré pas moins de 186 associations d'histoires locales sur le territoire du département. Certaines sont anciennes et bien connues. D'autres sont très jeunes et ne regroupent que quelques passionnés. La plupart travaillent activement à la connaissance et à l'animation du patrimoine local. Ces associations historiques essonniennes constituent un riche tissu. La vocation départementale de la SHAEH se propose de contribuer à les mettre en lien.

Cette chronique a été établie grâce au dépouillement des bulletins des diverses associations ainsi que de leur site internet. Cette veille documentaire a été assurée par Frédéric Gatineau.

Toutes les contributions à venir concernant la vie des associations sont bienvenues. Contact : fregat65@hotmail.com.

Par ailleurs, nous invitons les associations à nous faire parvenir leurs publications (quelle que soit leur forme ou leur taille) afin de pouvoir en faire une recension précise au siège de la SHAEH :

SHAEH
Archives départementales de l'Essonne
Rue du Commandant Arnoux
91730 Chamarande

Fédération des Sociétés Historiques et Archéologiques de Paris et de l'Île-de-France.

Le tome 69 des *Mémoires* paru en 2018 ne contient qu'un seul article d'intérêt essonnien. Il est consacré à Bernardin de Saint-Pierre en 1804 et est signé Odile Caffin-Carcy. L'article porte sur la propriété d'Éragny acquise par l'écrivain et sa seconde épouse en 1804. L'article cite évidement la première épouse de Bernardin de Saint-Pierre, Félicité Didot et leur maison, hélas disparue, d'Essonnes.

Les vendredi 22 et samedi 23 mars 2019, la Fédération a organisé un colloque d'histoire régionale à La Varenne Saint-Hilaire (Saint-Maur-des-Fossés) sur le thème « L'Île de France dans la formation de la nation France ». Frédéric Gatineau, au nom de la SHAEH, a présenté une communication intitulée « Les visites royales à Corbeil. De l'exercice du pouvoir à la simple villégiature ».

Le Centre Généalogique de l'Essonne
Parmi les articles récemment parus dans le bulletin « *Le Vendangeur* » on retiendra : dans le n°145 (mars 2015), un article rédigé par François FORTIN sur « Les poilus de Saint-Sulpice-de-Favières » ; dans le n°147 (2015) « le Minutier de Champmotteux (1715-1744) » relevé réalisé par Gérard Chardon, dans le n°148 (décembre 2015) une très ancienne photo prise à Itteville ; dans le n°149 (mars 2016) un article rédigé par Michèle Chardon avec les compléments généalogiques étampois de Pascal Herbert sur « Edouard Béliard (1832-1912), Artiste peintre, libre penseur, maire d'Étampes » ; dans le n°150 (juin 2016) un article rédigé par Jean-Louis Rouillon « La population de Breuillet en 1700 » et un article rédigé par Yvette Noutre sur la tuilerie de Massy, un article rédigé par Michèle Chardon sur le ministre étampois Maurice Dormann (1881-1947) ; dans le n°151 (septembre 2016) un relevé des actes essonniens dans les BMS et l'état civil d'Antony (92), un article de Pascal Herbert sur la Généalogie du chanteur Marc Lavoine. Né le 6 août 1962 à Longjumeau, le jeune Marc passe toute son enfance à Wissous et fait ses études au collège de Chilly-Mazarin ; le n°152 (décembre 2016) un article de Daniel Hoffmann sur le peintre corbeillois Jean-Baptiste Mauzaisse (1784-1844) ; le n°153 (mars 2017) un article rédigé par Michèle Chardon sur Simon-Mathurin Lantara (1729-1778), artiste peintre, natif d'Oncy-sur-École, des notes historiques et généalogiques sur l'état civil de Baulne par Ghislaine Battereau, les n°154-155 et 156 (juin-septembre et décembre 2017) un article de Michel Pillias sur le Terrier de Chalou-la-Reine et Moulineux 1747 (ADE 81 H 5) ; le n°157 (juin 2018) un article de Michèle Chardon sur le curé de Mauchamps Pierre Dolivier, une relève du rôle des Cens des archives du château de Saint-Germain-lès-Corbeil par Daniel Hoffman ; le n°158 (décembre 2018) un article de Bernard Robin sur les rosières essonniennes, le relevé des mariages essonniens célébrés au chef-lieu de Jouy-en-Josas pendant l'an VII et l'an VIII par Pascal, un article de Bernard Maury sur Rose Marie CIZOS dite Rose CHÉRI, actrice native d'Étampes, le n° 159 (juin 2019) contient de passionnantes transcriptions extraites des archives inédites du château de Saint-Germain-lès-Corbeil et patiemment relevées par Daniel Hoffman.

GERSAR
Le bulletin n° 72 paru en juin 2018. Parmi les articles Yves Mérian : au commencement était le chaos (les friches au-dessus de Rivière à Maisse).
Les abris ornés des environs de Milly-la-Forêt et d'Oncy-sur-École. *Cahier du GERSAR* N° 10 - GERSAR 2017 (92 pages).

Association Régionale pour la diffusion des Patrimoines
En décembre 2018, ARDIPA a organisé son salon annuel du Patrimoine à la ferme de Viry-Châtillon regroupant une quinzaine d'associations dont la SHAEH.

Art et Histoire du Pays de Châtres
Le bulletin n°42 (2017) contient des articles sur les sujets suivants : l'année 1917 à Arpajon, la tuilerie de St Germain-les-Arpajon, les maisons du 30 et du 93 Grande Rue à Arpajon, les moulins de la Rémarde.
Le bulletin n°43 (2018) contient des articles sur les sujets suivants : Didier Jourdeuil un révolutionnaire opportuniste et mégalomane, le parc des régions libérés installé dans la station magasin de Brétigny entre 1917 et 1924, l'année 1918 à Arpajon,

Maison de Banlieue et de l'Architecture (Athis-Mons)
Au programme pour les Journées du Patrimoine 2018 Sur les traces des poilus locaux.
Parution en 2018 du *Cahier* n°25, coordonné par Marie-Claire Roux « En arrière toutes ! Des villes de banlieue dans la Grande Guerre » (Comment quelques villes de banlieue, a priori loin du front, ont-elles traversé la Grande Guerre ? À Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Morangis, Paray-Vieille-Poste, Savigny-sur-Orge et Viry-Châtillon peu de traces subsistent dans le paysage. Pourtant ces communes ont été plus touchées que d'autres villes et villages de l'Arrière. En effet, la proximité de Paris, cible de l'offensive allemande à la fin de l'été 1914, la présence de la grande gare de Juvisy et les nombreuses industries des bords de Seine ont amplifié l'impact de la guerre).
Du 13 mars au 11 décembre 2019, exposition « Ensembles, l'histoire continue. Mémoire et projets des grands ensembles ». Quatorze ans après l'exposition « Des ensembles assez grands. Mémoire et projets en Essonne », et à l'occasion de son vingtième anniversaire, la Maison de Banlieue et de l'Architecture repart sur les chemins des grands ensembles.
Publication : *Cahier* n° 26, « Ensembles, l'histoire continue. Mémoire et projets des grands ensembles. »

Association historique de Bondoufle
En novembre, l'association a organisé une exposition sur la Grande Guerre à Bondoufle.

Boutigny Histoire et Patrimoine
En septembre 2018, l'association a organisé salle Saint Roch une exposition intitulé « Boutigny au Moyen Age » le village au Moyen-Age, plans et maquettes des lieux, bâtiments : château fort, orme, maison de la Voûte, rues, église, fontaine, gué, moulins...
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, BHP a mené des visites guidées de l'église et des abris ornés de Malabry.
Les 2 mars, 11 avril, 11 mai et 6 juin Pierre Gérard a mené plusieurs visites guidées de l'église Saint-Barthélemy (chapiteaux, dalles funéraires, architecture).
Le n° 9 des *Cahiers de B H P* (juin 2017) est consacré aux carriers.
Le n° 10 des *Cahiers de B H P* (septembre 2018) contient une rétrospective de l'Exposition du 13 au 21 septembre salle Saint-Roch, sur le thème « Boutigny au Moyen-Âge. »

Association historique de Brétigny-sur-Orge et de ses environs
Les *Bulletins de l'association historique Brétigny* n°s11 et 12 (2017) et n° 13 (2018) sont tous les trois consacrés à la Grande Guerre à Brétigny.

Association St Quentin de Brières-les-Scellés
La statue de la Vierge à l'Enfant (du XIVe siècle) conservée dans l'église Saint-Quentin a été restaurée grâce au rôle moteur de l'association. La statue restaurée laisse découvrir une polychromie d'origine, très raffinée, quoique lacunaire, ainsi qu'un décor de verroterie au niveau de l'encolure, des bordures et de la couronne.

Les Amis du Vieux Briis
Dans le cadre du centenaire de l'armistice l'association a organisé dans la salle communale une exposition « C'était il y a 100 ans, la première guerre mondiale à Briis et en France ».

Société d'Art, Histoire et archéologie de la Vallée de l'Yerres
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018 la SAHAVY a organisé une visite du local archéologique et des collections archéologiques évoquant l'histoire ancienne de Brunoy.

Chalou-Moulineux
Une nouvelle association a vu le jour en mars 2019. Elle est dénommée « Chalou-Moulineux, sauvegarder et transmettre notre patrimoine ».

Chevannes, Patrimoine, Environnement
Dans le cadre du centenaire de l'armistice, l'association a organisé, à la salle polyvalente, une grande exposition « Chevannes un village rural en 1918 ». 80 panneaux historiques, casques, uniformes ou encore objets fabriqués dans les tranchées ont été présentés ainsi que le parcours de soldats chevannais.

Comité d'histoire locale de Courcouronnes
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association a organisé sa traditionnelle animation autour du mythique café « Juncker-Parquet » avec expositions, animations musicales, visite guidée du centre ancien. Dans l'église Notre-Dame-de-la-Nativité était exposée une reproduction du « Livre terrier de Saint Guénault ». Frédéric Gatineau, a mené une visite conférence « L'église Notre-Dame de Courcouronnes, un espace dans le temps ».
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice, l'association a organisé une exposition "Centenaire 1918 La der des der" à la ferme des Mathurines. L'exposition abordait les évènements de l'année 1918 mais également la figure du maire de l'époque M. Georges Lebeuf qui a géré à la fois la commune, l'exploitation de la ferme du Bois Briard en tant que régisseur et qui a fait aussi des périodes fréquentes en tant que soldat, et d'autre part les 80 soldats sur les 190 habitants qui étaient nés ou domiciliés à Courcouronnes qui ont participé à la Grande Guerre.

Mémoires et Patrimoine Vivant (Corbeil-Essonnes)
L'association a réalisé et diffusé deux nouveaux films :
En mai 2019 : La vigne et le vin avant 1900 autour de Corbeil-Essonnes
En juin 2019 : Mémoires de carriers en Essonne et Ailleurs.

Dannemois se raconte
En octobre 2018, l'association a organisé une exposition : « l'Histoire des grandes épidémies en Essonne et Seine-et-Marne du XIIIe au XIXe siècle ».
En janvier 2019, une exposition : hommage à l'artiste Henrik Kinski (1954-2011). Kinski habitait rue de la Messe à Dannemois dans les années 1970.

Société historique de Dourdan
Le bulletin n° 73, paru en 2018, contient les articles suivants : Etienne de Vignolles, dit La Hire, compagnon de Jeanne d'Arc et prisonnier au Château de Dourdan, par

Bruno Durand, La prison de La Hire au Chasteau de Dourdan, par Joseph Guyot, Jacques Desplan, cavalier d'élite de la Garde impériale de Napoléon Ier, inhumé à Etampes, par Bruno Durand, Centenaire de la guerre 1914-18 : correspondances du front de René Gouillon avec sa famille à Richarville, par Bruno Durand, Guerre 1914-18 : complément à l'article consacré au soldat belge «adopté» par des écoliers de Dourdan et Roinville par Bruno Durand.

Les amis du château de Dourdan
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice l'association a organisé une promenade originale dans la ville sur les lieux liés à la Grande Guerre.

Les Amis du Château de Villiers (Draveil)
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018 l'association a organisé une conférence : « Le château de Villiers sous la Révolution et le Premier Empire ».

Cercle Littéraire et Historique de Draveil
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice, l'association a fait paraître un gros ouvrage : Draveil et les draveillois dans la Grande Guerre, CLHD, janvier 2018 (478 pages abondamment illustrées)

Le Corpus Étampois
En septembre 2018, Bernard Gineste a donné une conférence sur « La saga des Saint-Périer ».

Les Amis du Château royal d'Étampes
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018 l'association a mené une visite commentée de la salle voûtée en contrebas de la tour.

ASME 91
L'association a organisé deux visites découvertes de deux moulins étampois : le moulin Badran et le moulin de Chauffour.

Étampes-Histoire
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association a mené une visite originale du cimetière Notre-Dame nouveau.
Le 13 avril 2019, l'association a reçu la médaille de la ville pour ses 30 ans d'activité.
Le cycle des conférences mensuelles organisées par l'association comprenait, notamment : le 20 octobre 2018 « Les traces de la déchristianisation dans la région d'Étampes au XIXe siècle » par Frédéric Gatineau. Le 8 décembre « Les seigneurs de Saint-Cyr-la-Rivière au XVIe siècle » par Christian Carenton. Le 9 mars « Villesauvage, identification d'un patrimoine typique et atypique de la ferme beauceronne » par Clémence de Sorbier et Sébastien Clément.
Les Cahiers d'Étampes-Histoire, n°15 paru en 2018 contient les articles suivants : Jean-Pierre Durand, « Suzanne Vayne, une femme à la mairie d'Étampes (1945-1965) », Christian Carenton, « La seigneurie et les seigneurs de Saint-Cyr-la-Rivière (XIe-XVIIIe siècle) », Jacques Gélis, « L'interdiction d'un culte populaire à Morigny en 1846 », Jacques Gélis, « Le vitrail dit de Jehan Hüe, église Notre-Dame du Fort à Étampes ».

Les Amis de Gometz-la-Ville (AmiGoVille)
Le 23 avril 2019, l'association AmiGoVille et l'association des amis de l'ingénieur Jean Bertin ont organisé au foyer rural une journée spéciale « Tout savoir sur l'aérotrain, l'héritage de notre village » riche d'une exposition, de films et de débats. Rappelons que différentes voies d'essais ont permis de tester les prototypes de l'aérotrain. Deux voies étaient implantées dans les environs de Gometz-la-Ville l'une en béton dont le tracé a été reconverti en promenade pédestre, l'autre en asphalte et aluminium. Le 22 janvier 1969, c'est sur cette voie d'essai de Gometz-la-Ville que l'Aérotrain 02 a atteint la vitesse record de 422 km/h.

Mémoire Castelgometzienne
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association a mené des visites découverte du village et de l'église du village.
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice, l'association a organisé une exposition sur les 28 soldats de Gometz morts pour la France.

Mémoire Vivante (les Granges le Roi)
Dimanche 21 octobre, l'association a organisé une conférence « Redécouvrir l'église des Granges-le-Roi (histoire, architecture et mobilier) » par Frédéric Gatineau.

Les Amis de l'église de Guillerval
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association a mené des visites guidées et commentées de l'église Saint-Gervais et Saint-Protais.
Samedi 24 novembre 2018, l'association a organisé une conférence donnée par Frédéric Gatineau « Guillerval un village remarquable ».

Igny, association Amie-Voix
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice, l'association a organisé une exposition sur « Les poilus d'Igny ».

Association Philatélique d'Itteville
Le bulletin *Ittae Villa* n° 53 paru en 2018 comprend 14 reproductions de cartes postales locales assez rares.

L'Histoire Locale Janville Lardy
Du 10 au 18 novembre, l'association a organisé dans la mairie de Lardy une exposition sur la Grande Guerre.

Linas Patrimoine et Traditions
À l'occasion du 100e anniversaire de l'Armistice 1918-2018, l'association a proposé, salle Carzou, une exposition sur Linas, durant la Grande Guerre.
Le *Bulletin Linas Patrimoine et traditions* n° 58 paru en février 2019 est consacré au lotissement de Monvinet.
Le bulletin n° 59 est consacré aux trois tableaux de Port Royal conservés dans la collégiale Saint-Merry de Linas.

Société Historique de Longpont
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association organisait son traditionnel parcours de visite : présentation du prieuré et extérieur de la basilique, site de la Croix de la Bataille de Montlhéry et son histoire, château

de Lormoy, avec la visite de sa chapelle intérieure.
Le bulletin n° 31 est paru en 2018. Parmi les articles, on relève : Elie Chartier instituteur à Longpont auteur d'un « chant de guerre des alliés » publié durant la Grande Guerre. Retour sur l'inventaire de 1906 à Longpont (par Frédéric Gatineau), un point sur le projet de restauration de la basilique par Alain Leseigneur.
À l'occasion du 100e anniversaire de l'Armistice, l'association a présenté une exposition : « Les Longipontains dans la Grande Guerre ».
Le 11 novembre, Frédéric Gatineau a donné une conférence dans la basilique : « Les paroisses de l'Essonne dans la Grande Guerre ». La conférence était suivie d'un parcours découverte des nombreux ex-voto se trouvant dans la basilique, dédiés à la guerre de 14-18.

Association de Défense des Sources de Longpont (ADS)
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association organisait une visite du réseau des sources, captées et conduites jusqu'au bourg historique depuis l'époque médiévale. La visite commentée présente le Regard des Folies (monument inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques), où arrive la galerie de collecte des eaux. Elle se poursuit par une promenade (environ 2 km, accessible à tous) sur le tracé du réseau des sources, jusqu'au bourg de Longpont où l'eau reparaît. Cette visite met en perspective l'histoire de la création de Longpont et de son développement par l'intégration de son prieuré dans le réseau de Cluny. Le réseau des sources est aujourd'hui encore fonctionnel et témoigne de l'importance de la ressource en eau ainsi que du savoir-faire de ses créateurs.

Association Historique de Marcoussis
Au programme des Journées du Patrimoine 2018 : Présentation des travaux réalisés par les jeunes bénévoles pendant le chantier d'été au château de Montagu.
En juillet 2019, des bénévoles d'Erasmus ont effectués des fouilles et des relevés du château de Montagu avec une journée porte ouverte de présentation au public.

Histoire et Patrimoine de Marolles-en-Hurepoix
L'association a publié en 2017 une plaquette intitulée « Du corps de garde au centre de première intervention 1789-2017, Marolles en Hurepoix sa garde nationale, ses pompiers ».
Le bulletin n° 14 paru en 2018 est entièrement consacré aux sorties organisées par l'association.
Vendredi 12 avril 2019 à l'occasion de la remise en place du tableau «Saint Pierre» provenant de l'ancienne église de Guibeville l'association a organisé dans l'église Notre-Dame une conférence : « Guibeville, histoire d'une église et d'une paroisse disparue » donnée par Frédéric Gatineau.

Massy Storic
L'association a publié son bulletin n° 2 en septembre 2018.On y trouve de courts articles dont voici les titres : le château seigneurial de Massy, Albert de Monaco baron de Massy, la cour des Bannières, le kiosque de Villaine, d'étranges coïncidences au château de Vilgénis.
De plus, en novembre 2018, Massy Storic a fait paraître un n° spécial de 32 pages consacré à la Grande Guerre à Massy.

L'Office de Tourisme Paris-Saclay et l'association Massy Storic ont proposé conjointement une série de visites guidées à thème : Histoire du rail à Massy : le site de Massy-Verrières, Le Pileu : un quartier à cheval sur trois communes, Massy Vilmorin RER, Vilmorin : un siècle d'histoire.

Mennecy et son histoire

La revue n° 102 parue en 2018 est intitulée « La guerre de 14/18 compléments »
En novembre 2018, l'association a activement participé à une présentation scénique illustrant la vie des Menneçois durant la Grande Guerre.
Le 28 janvier 2019, Nicole Duchon a donné une conférence « Les Menneçois pendant la Grande Guerre ».

Société Historique et Archéologique du Sud Essonne Canton de Méréville

La SHASECM et la municipalité de Saclas ont organisé une visite du site du sanctuaire gallo-romain de Saclas (1er au 4e siècle ap. J.-C.).
En novembre 2018, dans le cadre du centenaire de l'Armistice, l'association a organisé une exposition à Guillerval.
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice l'association a organisé une autre exposition à la Forêt-Sainte-Croix.

Les Amis du Domaine de Méréville

Dimanche 7 octobre 2018, l'association organisait au Centre culturel de Méréville une conférence donnée par Nicole Gouiric « Un architecte-jardinier à Méréville : François-Joseph Bélanger (1744-1818) ».

Les Amis de Milly-en-Gâtinais et Environs (LAMGE)

À l'occasion du centenaire de l'Armistice de la guerre 14-18, la ville de Milly-la-Forêt et LAMGE ont organisé une grande exposition «Hommage aux Poilus milliacois 1914-1918» du 13 octobre au 18 novembre 2018.
Pa ailleurs, LAMGE a publié deux ouvrages : Fournillon Jacques, Gachot Éric, Milly dans la Tourmente 1914-1918 (2e édition augmentée), Les Amis de Milly en Gâtinais et environs 2017 et Limery Jérôme, Gachot Éric, Hommage aux poilus milliacois 1914-1918, Les Amis de Milly en Gâtinais et environs 2018

Les Amis de la Chapelle Saint-Blaise

À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association organisait des visites contées par Geneviève Boivin, artiste milliacoise « Découverte poétique de la chapelle Saint-Blaise ».
Le 13 octobre 2018, dans le cadre de la commémoration de la mort de Jean Cocteau, était présenté le DVD « Jean Cocteau de Milly-la-Forêt ».
Le samedi 25 mai 2019, l'association organisait une conférence donnée par Frédéric Gatineau intitulé « La Chapelle Saint-Blaise des Simples à Milly-la-Forêt : Un saint, une histoire, un espace dans le temps. »

Les Molières Mémoire au village

En octobre 2018, à l'occasion du centenaire de l'Armistice de la guerre 14-18, l'association a organisé une exposition « Les Molières dans la Première Guerre Mondiale » qui a donné lieu à l'édition d'un fascicule.

Autre publication de l'association : Usseglio Robert, Petites histoires indiennes, Mémoires au Village 2018 (Recueil d'histoires pittoresques sur la vie et l'histoire des Molières publiées dans le bulletin communal. Le terme "Indien" est une référence à l'ancien quolibet des habitants du village).
Jeannette Givaja, membre de l'association, a réalisé un travail considérable de saisie des articles recueillis dans la presse locale sur les monuments commémoratifs et discours d'inauguration de la Grande Guerre dans l'ensemble de la Seine-et-Oise.

Société d'histoire locale de Montgeron
Le Gatinot n° 4, paru en 2018, contient deux articles signés Joël Jacquet le premier sur le réseau hydraulique du château de Montgeron, le second sur un pierrier découvert en forêt de Sénart,.
En septembre 2018, la Société d'histoire locale de Montgeron et le lycée Rosa Parks organisaient une exposition mettant en évidence les activités d'hier et les innovations du lycée de Montgeron ouvert en 1946 au départ comme simple annexe du lycée Henri IV de Paris.

La société historique de Montlhéry
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, les associations historiques de Longpont et de Montlhéry proposaient un circuit « Montlhéry pas à pas », visite aux flambeaux de quatre sites : La Tour de Montlhéry, l'église et l'Hôtel-Dieu, la prévôté, la porte Baudry.
Le mardi 20 novembre 2018, La SHM en collaboration avec l'INRAP, a proposé une conférence au Centre culturel, sur le patrimoine souterrain : Les caves de Montlhéry et Linas, par Laure Cissé et Arnaud Prié, archéologues à l'Inrap.
Montlhéry, ancienne place forte médiévale, les archéologues ont exploré en 2017 tout un quartier de cœur de ville. Des centaines de caves, les structures d'habitats et les zones de dépotoirs ont été mises au jour et sont les miroirs d'une organisation urbaine dense et d'une activité commerciale prospère.

Mémoire de Lozère (Palaiseau)
Au mois de novembre 2018, l'association a organisé, en partenariat avec la Ville de Palaiseau, une série de manifestations destinée à clôturer un cycle commémoratif qu'elle avait initié en 2014 à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale parmi lesquelles :
- publication à l'automne 2018 d'une brochure de témoignages illustrée en couleurs de 128 pages intitulée « Témoignages sur la Grande Guerre ». Cet ouvrage était l'aboutissement d'un travail de recueil de témoignages entamé dès avant 2014 auprès de familles palaisiennes et incluait, notamment, la contribution d'une classe de 1re S du lycée Henri-Poincaré de Palaiseau, mais aussi d'une classe du lycée Ernst Barlach de la ville d'Unna (Allemagne), jumelée à Palaiseau depuis cinquante ans cette année ;
- du 3 au 23 novembre, à la médiathèque George Sand de Palaiseau, grande exposition collaborative intitulée « Palaisiens, la Grande Guerre c'est NOTRE histoire » co-organisée avec la section Généalogie de l'association Palaiseau Amitié Loisirs, à partir des témoignages recueillis auprès des familles palaisiennes et en partenariat avec le Centre de Ressources Historiques de l'École polytechnique, les associations

À la Découverte du Plateau de Palaiseau, PAL-Philatélie, l'Association des Peintres et Sculpteurs de Palaiseau, Poésie & Rêve, le Comité du souvenir du Général de Gaulle, le Musée palaisien du Hurepoix, le lycée Henri-Poincaré de Palaiseau, le Ernst-Barlach Gymnasium et le Hellweg Museum de la Ville d'Unna (Allemagne).

Saint-Cyr Église et Patrimoine (Saint-Cyr-sous-Dourdan)
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association organisait une exposition à la Ferme des Tourelles sur les célébrités de Saint-Cyr.

Saint-Escobille Histoire & Patrimoine
Samedi 6 avril 2019, l'association a organisé une conférence visite sur les objets d'arts de l'église Saint-Denis.
Le 13 aout 2019, l'association menait une visite découverte en costume du village en collaboration avec la maison de la Beauce d'Orgères.

Association Valpuiseaux Histoire (AVE)
Dimanche 18 novembre 2018, l'AVE organisait une conférence sur l'histoire de la paroisse de Puiselet-le-Marais à la salle communale de Puiselet-le-Marais suivie d'une visite de l'église Saint-Martin par Frédéric Gatineau.
En octobre 2018, l'AVE a organisé en collaboration avec un adhèrent spécialiste des orchidées une exposition sur les orchidées locales dans la salle communale de Valpuiseaux. À cette occasion, l'association a présenté un fascicule sur les orchidées de Valpuiseaux et un fascicule sur les plantes sauvages de Valpuiseaux. : Blancard Patrick, Les orchidées sauvages de Valpuiseaux, Association Valpuiseaux histoire 2018 ; Caussanel Jean-Pierre, Les plantes sauvages de Valpuiseaux, Association Valpuiseaux histoire 2018.

Association Saint Martin de Valpuiseaux
Le 26 mai 2019 l'association a organisé une visite de l'église Saint-Martin pour y découvrir en particulier les récents travaux de rénovation.

Art Religieux et Patrimoine (Le Val-Saint-Germain)
L'association continue ses travaux de recherche et de mise en valeur autour du pèlerinage de Sainte-Julienne. Nous avons obtenu de la mairie la remise en état de la sacristie et travaillons sur la paramentique pour mettre en valeur des habits que la paroisse possède.

L'Association pour la Restauration de l'Église de Vauhallan
Samedi 29 juin 2019, dans le cadre de la nuit des églises, l'association a organisé une visite d'église sous la conduite savante de Philippe Montillet.
L'historique de Verrières
Christian Gautier a publié le bulletin 63-64 en septembre 2018. Il est entièrement consacré à la propriété des Grands Chênes (rue de Paris) et à la famille Grellou qui en fut propriétaire.

Videlles "Passé-Présent"
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, l'association a organisé une visite commentée de l'église et de son clocher.

Mémoires Vives de Villabé

En décembre 2018, l'association a publié un livret de 48 pages intitulé « Villabé les cités Darblay histoires et souvenirs » il est édité chez Lys éditions Amatteis.

Villebon sur Yvette Le temps des Cerises.

Dimanche 27 janvier 2019, le club d'histoire locale a brillamment organisé au Centre culturel Jacques-Brel le 3e forum des associations historiques du Nord Essonne.

Le riche programme des interventions comprenaient :

D. POUYAT/G. FOUCHER (Le temps des Cerises – Villebon) : « Pourquoi le « Temps des Cerises ? »

P. GERARD (Boutigny Histoire et Patrimoine) : « L'Essonne Gâtinaise »

F. GATINEAU (Société historique et archéologique de l'Essonne et du Hurepoix) : « Où trouver les sources pour faire l'histoire d'une église : l'exemple de Saint-Denis de Briis-sous-Forges »

L. BAZIN (CINEAM) : film « 4 saisons à Nozay »

B. LIAN (Mémoire-Castel-Gometzienne) : « Gabriel Lemonnier, ancien maire de Gometz-le-Châtel, ancien joaillier de Napoléon III »

D. DRONIOU (Mémoire de Lozère) : « Le hameau gallo-romain de Lozère »

R. DELATTRE (SI Vauhallan) : « Histoires Gourmandes en Essonne ».

Chronique d'art et d'archéologie essonnienne (2018-2019)

Cette chronique a été établie grâce au dépouillement de la presse locale (*Le Républicain* et *Le Parisien édition* 91) ainsi que des bulletins municipaux. Cette veille documentaire a été assurée par Frédéric Gatineau. Toutes les contributions à venir sont bienvenues : fregat65@hotmail.com

Angerville
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, la ville a proposé un parcours historique à travers la ville. À cette occasion des plaques «Laissez-vous conter le patrimoine angervillois » ont été dévoilées.

Athis-Mons
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, la Maison de l'Environnement et du Développement Durable de l'aéroport Paris-Orly proposait une série de visites commentées sur le thème « Paris-Orly 100 ans ».

Bièvres
Le vendredi 21 décembre 2018, dans la salle Château de Versailles, le Master 2 Ingénierie de Projets Touristiques et Environnement de l'Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines a fait la présentation du diagnostic territorial de la Haute Vallée de la Bièvre (les communes de l'Essonne concernées sont : Bièvres, Massy, Igny, Vauhallan, Saclay, Verrières-Le-Buisson).

Bois-Herpin
Vendredi 16 novembre 2018, dans le grand hall de la nouvelle école de Bois-Herpin, Frédéric Gatineau, a donné une conférence intitulée « 8 communes dans la Grande Guerre (Blandy, Bois-Herpin, Brouy, Champmotteux, La Forêt-Sainte-Croix, Marolles-en-Beauce, Mespuits et Roinvilliers) »
Le dimanche 17 mars 2019, Frédéric Gatineau a donné, dans l'église Saint-Antoine, une conférence sur l'histoire de la paroisse de Bois-Herpin à l'occasion de la fin des travaux de restauration menés par l'architecte Marie-José Delatouche.

Boissy-la-Rivière
En mars 2019, la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France a attribué le label « Patrimoine d'intérêt régional » à l'auberge de jeunesse de l'Épi d'Or.
L'auberge de jeunesse de Boissy-la-Rivière, la première de France, créée en 1929 par Marc Sangnier, est un élément du Camp de la paix aménagé par le journaliste et

© 2019 *Essonne et Hurepoix*. Bulletin de la SHAEH

homme politique dans son domaine de Bierville à Boissy-la-Rivière. Très marqué par la guerre de 1914-1918, Sangnier croyait à la possibilité d'organiser la paix mondiale et dès 1922, il convia la jeunesse européenne à se rassembler à Bierville, faisant ainsi du château et de son parc un haut-lieu du pacifisme international. Construit à flanc de coteau, un centre d'hébergement surmonté d'une haute tour carrée accueillait les jeunes de tous milieux et de tous pays. Entre référence médiévale et réinterprétation contemporaine, cet ensemble bâti très original présente un intérêt historique et architectural indéniable.

Bouray-sur-Juine

À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, le château de Mesnil-Voisin ouvrait ses portes pour des visites libres ou commentées de la chapelle, du pigeonnier, du four à pain, du grand salon.

Le 12 avril 2019, à la mairie, Boris Valentin et Alain Bénard ont donné une conférence à deux voix sur le thème « L'art rupestre en Essonne ».

Bouville

Les samedi 6 et dimanche 7 octobre 2018, le château de Farcheville a ouvert exceptionnellement ses portes avec de nombreuses animations.

Brétigny-sur-Orge

À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, le Centre culturel et cultuel des musulmans de Brétigny-sur-Orge ouvrait la première fois ses portes pour une visite guidée de la mosquée (construite en 2016).

En octobre 2018, durant la dernière phase des travaux de rénovation de l'église Saint-Pierre, des ouvriers ont découvert, dans le sanctuaire, la dépouille d'Henry Martel. La plaque de cercueil porte l'inscription *« Messire Henry Martel chevalier comte de Fontaine, seigneur de Brétigny, premier écuyer de son altesse royale madame la duchesse d'Orleans âgé de 69 ans décédé à Paris le 28 avril 1706 »*.

Fermée au public le 11 novembre 2013, l'église Saint-Pierre a fait peau neuve. La première phase de travaux, engagée en 2013, a permis un travail sur la structure. Ces travaux ont été dirigés par l'architecte Stéphane Berhaut. « Il a fallu conforter et stabiliser l'ouvrage qui était alors sujet à des pathologies structurelles graves, ont été ensuite restaurées les charpentes et rétabli leur configuration du XVIe siècle, avant la pose d'une couverture neuve en tuile plate traditionnelle. Puis, en 2015, a été réalisée une seconde tranche de travaux de restauration intérieure et d'embellissement des murs, des voûtes et des décors peints tels qu'ils étaient au XIXe siècle. » Les derniers travaux d'intérieur ont concerné la réfection du sol et la pose des bancs. L'église a été solennellement réouverte le samedi 29 juin 2019 avec entre autres une visite guidée proposée par Frédéric Gatineau.

Breuillet

En novembre 2018, dans le cadre du centenaire de l'Armistice, une exposition présentait le parcours des 26 soldats combattants de Breuillet.

Briis-sous-Forges

Le Théâtre de Bligny figure dans la liste des 30 premiers sites franciliens labellisés « Patrimoine d'intérêt régional » votée lors de la Commission permanente du

Conseil régional le 4 juillet 2018.
Durant les Journées du Patrimoine 2018, le théâtre a connu une grande animation : «Les gens de Bligny» : Exposition photographique. L'invention de la "Méthode Bligny" au début du XXe siècle a changé à jamais la vie des pensionnaires des sanatoriums en France. Entre les deux guerres mondiales, tous les sanatoriums ont adopté la méthode de l'illustre Docteur Louis Guinard.
«Les chansons de Bligny» : concert de chansons du début du XXe siècle avec Sophie Boulin. À partir d'un cahier de parodies "Blignesques" de chansons du début du XXe siècle, rédigées en 1907 par un pensionnaire, Monsieur Duchesne. Les tubes de l'époque avec des paroles souvent comiques, parfois plus nostalgiques qui racontent la vie à Bligny.

Brouy
Dimanche 11 novembre 2018, inauguration du Monument aux Morts, Monument à la Paix œuvre du sculpteur Toto de Marcoussis.

Brunoy
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, le Musée Robert Dubois-Corneau présentait une nouvelle exposition « De châteaux en écoles » qui retrace l'histoire de l'accueil des enfants en val d'Yerres.
L'Office de tourisme Val-d'Yerres Val-de-Seine proposait une visite guidée du quartier des Bosserons et du quartier de la Pyramide.
Le 13 octobre 2018, dans le cadre de la Fête de la science, en partenariat avec la Maison des Arts de Brunoy, Ellie Khounlivong proposait une conférence sur la production d'ananas à Brunoy sous l'Ancien Régime.
Dans le cadre du centenaire de l'Armistice, un nouveau monument aux morts a été inauguré. Il est l'œuvre de l'artiste Nicolas Alquin.

Bruyères-le-Châtel
En février 2019, de gros travaux de réfection ont été entrepris sur la toiture de l'église Saint-Didier.

Buno-Bonnevaux
La Fondation du Patrimoine soutient les projets de restauration de l'église Saint-Léger de Buno-Bonnevaux. Elle ne bénéficie d'aucune protection particulière. Son intérêt architectural est pourtant manifeste.
L'église a été édifiée par des constructions successives. Le chœur et l'abside présentent des lamiers à ressauts caractéristiques des XIe et XIIe siècles. Les dernières grandes modifications apportées au monument ont lieu au XIXe siècle. L'intérieur du monument présente une ambiance très teintée de traitements typiques du XIXe siècle. Ces différents volumes sont identifiables depuis l'extérieur du monument. En effet, la nef et le bas-côté forment deux volumes distincts avec leur toiture à deux versants. Le clocher de forme carrée s'affirme puissamment avec une hauteur de plus de 21 mètres. L'état de conservation des couvertures est très médiocre. Hormis celle de l'absidiole, les couvertures n'ont pas fait l'objet de travaux depuis le début du siècle. Elles sont aujourd'hui vétustes et présentent une importante colonisation de mousse et lichens, induisant une porosité des tuiles. Par

ailleurs, de nombreuses tuiles sont manquantes, cassées ou déplacées. Le chéneau est encrassé par les fientes, les gouttières sont colonisées par la végétation. Les travaux de restauration prévoient la réfection complète de la couverture de l'église. (Site de la Fondation du Patrimoine)
Le samedi 23 mars 2019, Louis Prieur architecte et maître d'œuvre des travaux, a donné une conférence en mairie intitulée « L'église Saint-Léger de Buno-Bonnevaux, histoire de l'édifice, actualité et perspectives ».

Cerny
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, la famille Carnot a ouvert exceptionnellement les portes de son domaine de Presles.
La Fondation du Patrimoine a soutenu la restauration de deux avions du musée volant Jean-Baptiste Salis, à savoir : le biplan bimoteur De Havilland DH-89 Dragon Rapide (exemplaire construit en 1942) et le Potez 25 construit par la société des Aéroplanes Henry Potez à Méaulte en 1924. (Site de la Fondation du Patrimoine).

Chalou-Moulineux
Les élèves architectes de l'école de Chaillot ont présenté in situ les deux projets de restauration et d'aménagement des églises de Chalou et Moulineux.
Dimanche 14 avril 2019, Perrine Angly a fait une présentation historique et installation land art à la source Sainte-Apolline.

Chamarande
Le hall des archives a présenté, d'avril à octobre 2019, une exposition intitulée « Les nouveaux terriens » du photographe Sylvain Gouraud qui a photographié un certain nombre d'agriculteurs en Essonne. On y trouve, en particulier, des photographies originales concernant les paysages d'Auvernaux, Boigneville, Champmotteux, Bouville, Chevannes, Vayres-sur-Essonne, Mespuits, Soisy-sur-École, Vert-le-Grand, Cerny, Boissy-la-Rivière, La-Ferté-Alais, des fermes à Fontenay-le-Vicomte, Ballancourt, Champcueil, Courdimanche-sur-Essonne, Videlles, Étampes, Pussay, Prunay-sur-Essonne, Itteville, Boutigny, Gif-sur-Yvette, Milly-la-Forêt.
Le samedi 13 avril 2019, aux Archives départementales de Chamarande, Frédéric Gatineau a donné une conférence : « L'Essonne au cinéma ». Le territoire essonnien a toujours été très prisé par les réalisateurs. Proche de Paris, l'Essonne présente une grande variété de décors : paysages de banlieue ou de campagne, châteaux, forêts, aérodromes…. L'exposé s'est appuyé sur l'analyse de plus de 400 scènes tournées en Essonne, anecdotes et secrets de tournage…
Le samedi 18 mai 2019, Liliane d'Artagnan a donné une conférence aux Archives départementales de l'Essonne intitulé « La justice du quotidien au XVe siècle d'après le registre ordinaire de la prévôté de Brunoy ».

Champcueil
En mars 2019, 16 photographes du Club Images et Sons de Ballancourt ont exposé leurs clichés dans le hall de l'hôpital Georges-Clemenceau sur le thème « L'Essonne et image, architectures, paysages et autres ».

Chatignonville

En décembre 2018, un nouveau coq en cuivre a été mis en place au sommet du clocher de l'église Saint-Mamert.
Le 14 juin 2019 en l'église Saint-Mamert, Frédéric. Gatineau a donné une conférence : « L'église et la paroisse de Chatignonville, un espace dans le temps »

Corbeil-Essonnes
L'ancienne station de pompage de la papeterie Darblay au port des Bas-Vignons et les derniers vestiges de la plus grande papeterie d'Europe en 1900, ensemble dû à l'ingénieur Jules Denfer et à l'architecte Paul Friesé figurent dans la liste des 30 premiers sites franciliens labellisés « Patrimoine d'intérêt régional » votée lors de la Commission permanente du Conseil régional le 4 juillet 2018.
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est donnée une visite commentée de l'ancien hôpital-hospice Galignani, inauguré en 1866. Construit entre 1864 et 1866, grâce à la générosité des frères Galignani, l'hôpital-hospice qui porte leur nom marque une avancée spectaculaire dans l'histoire hospitalière de Corbeil-Essonnes. Le bâtiment fut agrandi et modifié au fil du temps et au gré des progrès constants de la médecine.
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est donnée une visite commentée de l'ancien port des papeteries d'Essonne et de sa station de pompage construite en 1889, labellisée Patrimoine d'intérêt régional.
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est donnée une visite exceptionnelle de la Maison Michard chemin des Longaines réalisation de l'architecte Dominique Zimbacca à Corbeil-Essonnes en 1976. La visite a été assurée par Anne-Laure Sol, conservateur du patrimoine à la Région Île-de-France et directrice de la publication de l'ouvrage « Hervé Baley et Dominique Zimbacca, architectes, pour une autre modernité ».
Samedi 8 décembre 2018, à la Maison des associations, s'est tenue une conférence organisée par l'Inrap et l'association ArkéoMédia : "Quoi de neuf aux Tarterêts ? Une préhistoire percutante !" autour du projet de fouille du gisement magdalénien des Tarterêts III. La présentation a été faite par Cécile Ollivier-Alibert (Inrap, UMR 7041), Elisa Caron-Laviolette (Université Paris I, UMR 7041) et Ludovic Mevel (CNRS, UMR 7041).
À l'occasion d'un diagnostic archéologique réalisé par l'Inrap en 2012, un campement daté de la Préhistoire a été découvert à Corbeil-Essonnes, semblable à ceux mis au jour dans le même quartier des Tarterêts au début des années 1970. Situé tout proche du site d'Étiolles, localisé sur l'autre rive de la Seine et étudié depuis plus de 40 ans, le site magdalénien des Tarterêts III va faire l'objet d'une opération de fouille programmée à partir de l'été 2019 par une équipe d'archéologues de l'Inrap, du CNRS et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. La proximité géographique et chronologique entre ces différents gisements est une situation unique qui devrait permettre de mieux comprendre l'organisation de ces groupes humains qui ont vécu au bord de la Seine il y a 15 000 ans.
En février 2019, l'union locale de la CGT a monté une exposition sur « Mai 1968 à Corbeil-Essonnes » réunissant témoignages et archives à la maison des associations des Tarterêts. Étaient particulièrement montrés les évènement vécus sur les sites de la SNECMA et de l'ancienne imprimerie Crété.

Le Coudray-Montceaux
« Les Haies Blanches 2 : habitat néolithique ancien de plateau, habitat Hallstatt-La Tène au Coudray-Montceaux » faisait l'objet d'une communication de Cédric LEPÈRE (Evéha) lors des Journées archéologiques d'Île-de-France des 23 et 24 novembre 2018 à Créteil.

Courdimanche-sur-Essonne
Les travaux de restauration de l'église Saint-Gervais et Saint-Protais, première opération du contrat rural en cours, ont débuté le 24 septembre 2018 et se sont achevés en avril 2019. Ces travaux concernaient la toiture, les façades de la nef et l'allée centrale. Un système de drainage a été installé autour de l'édifice pour contrer l'humidité.

Courson-Monteloup
Au programme des Journées du Patrimoine 2018, visite exceptionnelle du château d'eau du château de Courson. Alimenté par une source, le château d'eau, ou «pompe de Courson», est un édifice du XVIIe siècle unique en France. Adossé à la cour des écuries, cet exemple rare d'architecture industrielle était destiné à l'origine à apporter l'eau courante aux habitants du château. Il conserve aujourd'hui toute son utilité à travers un système de pompes permettant l'irrigation du parc.

Dannemois
En janvier 2019, une médaille souvenir représentant le moulin, ancienne demeure de Claude François a été frappée par la monnaie de Paris. 4 autres médailles souvenir représentant des sites essonniens sont issues des ateliers de la monnaie de Paris. Il s'agit de la cathédrale d'Évry (1996) Port Aviation (à Viry Châtillon) (2009), le clocher d'Itteville (2011) et le nouvel Hôtel de Ville de Breuillet (2012).

D'Huison-Longueville
La Fondation du Patrimoine soutient la restauration de l'église de D'Huison-Longueville L'église, premier patrimoine de la commune, était condamnée à brève échéance. Depuis 2010, des travaux de sauvegarde ont été entrepris.
L'église Saint-Pierre-es-Liens a été érigée au XIIe siècle et remaniée au XVIe et XVIIe siècles. Au XVIIIe siècle, les bas-côtés de l'édifice se sont effondrés, des vestiges sont encore visibles dans la chapelle sud ainsi qu'à l'extérieur. En 1885, l'église a été restaurée grâce aux dons de Madame de Jouvencel. Le clocher a été remanié. On peut encore y distinguer la souche primitive et s'interroger sur l'appartenance de cette construction à un vestige défensif notamment en raison des contreforts circulaires. À la même époque, une sacristie a été accolée au chevet. Dans le chœur, on trouve des supports typiques de l'architecture XVe siècle et les traces d'une litre funéraire noire. La nef présente des supports représentatifs des différentes phases de construction de l'édifice. Suivant l'expertise de M. Berhault, architecte du patrimoine, les premiers travaux ont été réalisés : restauration de la charpente, réfection de la totalité des couvertures et des enduits de façade sud, drainage et création d'un réseau complet d'évacuation, l'intérieur du clocher (planchers, échelle et électrification de la cloche). Un parvis en grès a été créé. Cependant, des travaux indispensables sont encore à réaliser : la réfection des façades nord et

est ; le remplacement des abat-sons du clocher et la réfection de sa façade ainsi que celle du portail occidental. En raison d'infiltrations au niveau de 2 baies vitrées côté sud, il est nécessaire de les remplacer. Pour valoriser notre patrimoine et marquer notre époque, nous envisageons la réalisation de 2 vitraux d'art sacré contemporain d'après les gouaches d'une artiste. Une spécialiste en art verrier sera chargée de la réalisation et de la pose. (Site de la fondation du Patrimoine).

Dourdan

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, outre la traditionnelle visite guidée du cœur historique de la ville, huit panneaux d'exposition présentaient le projet architectural et muséographique destiné à valoriser le château de Philippe-Auguste.

Du 1er au 15 novembre 2018 s'est tenu une exposition «Vitraux et fresques : mise en lumière et en décor de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois». Cette exposition mettait en lumière l'intérieur de l'église, ses vitraux des XIXe et XXe siècles et les peintures néogothiques ornant ses chapelles et les différentes composantes de son architecture intérieure.

Le samedi 10 novembre 2018 à l'hôtel de ville de Dourdan, le Musée du château de Dourdan a donné une conférence « Georges Chauvel, de la guerre à la sculpture ».

En mars 2019, ont débuté les travaux de réfection de l'église Saint-Germain. La première phase va concerner les travaux de maçonnerie (pierre de taille) sur les arcs-boutants et le clocher ainsi que les deux premières chapelles. À noter aussi, le nettoyage des murs en façade, la restauration des éléments sculptés, la reprise de la couverture avec le démoussage et le remplacement des ardoises des chapelles et d'une partie du bas-côté, et la remise en état de plusieurs arcs-boutants.

Draveil

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est tenue une exposition «À la découverte de Paris-Jardins, les cités utopiques entre rêve et réalité ».

Épinay-sous-Sénart

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, s'est déroulée une visite de la forêt de Sénart sur le thème « La vie quotidienne en forêt durant la Première guerre mondiale ».

En 2019, l'hôtel de ville fait l'objet d'une rénovation extérieure complète. L'hôtel de ville est l'ancien « château » bâti par Eugène Ritt en 1869. Laissée à l'abandon, la magnifique demeure a été rachetée le 26 septembre 1967 par la municipalité, sous le mandat de Roger Biteau, afin d'y transférer la nouvelle mairie. L'ouverture au public a eu lieu en 1969.

Étampes

Du 20 octobre 2018 au 30 avril 2019, s'est tenue à l'église Saint-Gilles une exposition du photographe Jocelyn Carbonnier « Hybrides », intéressant travail graphique mêlant photos d'archives et clichés contemporains du patrimoine étampois.

En octobre 2018, ont démarré à l'église Saint-Gilles des travaux de réparation du bas-côté nord du pignon qui donne sur la rue du Vicariat.

Le 11 novembre 2019, Clément Wingler a donné une conférence intitulée « Le dépôt des prisonniers de guerre d'Étampes (1915-1920) » à la salle des fêtes Jean-Lurçat.
Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, la ville d'Étampes a organisé une exposition à la salle des fêtes Jean-Lurçat intitulée « Les Étampois en 1918, une victoire au goût amer ».
Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, à l'hôtel Anne-de-Pisseleu, s'est tenue une exposition organisée par le service du patrimoine « Laissez-vous conter les monuments aux morts 1914-1918 dans le Pays de l'Étampois.
Les salons de l'hôtel de ville ont accueilli une série de conférence dans le cadre des « Samedis de l'Histoire ». Parmi celles qui concernaient directement l'histoire locale, signalons : le 26 janvier 2019 « Thibaud d'Étampes » par Bernard Gineste ; le 9 février 2019 « Les communautés de métiers à Étampes : chronique d'un monde (presque) disparu » par Nadine Bellamy ; le 8 juin 2019 « Deux chevaliers en croisade l'Étampois Godefroy Burel et le Beauceron Evrard du Puiset (1095-1099) » par Clément Wingler.
Le samedi 2 février 2019, s'est tenue au théâtre une journée d'étude autour de l'exposition « Les Très Riches Heures du château d'Étampes, de la forteresse royale à la tour de Guinette », organisée par le Musée intercommunal d'Étampes. On a pu entendre une série de conférences autour de l'histoire du château royal d'Étampes parmi lesquelles : Marguerite Héliot, « Histoire et architecture du château d'Étampes du XIIe au XXIe siècle, état et perspectives de la recherche » ;, Bernard Gineste, « Le XIIe siècle dans l'Étampois » ; Christian Piozzoli, « Le château de Dourdan » ; Hélène Jacquemard, « La miniature du mois d'août dans Les Très Riches Heures du duc de Berry : miroir d'une commande princière au XVe siècle » ; Sylvie Leduc, « Les couleuvrines découvertes dans les fouilles du puits de Guinette » ; Angel Tapia, « Les travaux archéologiques de 1997 ».
Après quelques travaux de nettoyage et mise en sécurité, l'église Saint-Martin a été réouverte au public en juin 2019. Le bas-côté et le déambulatoire restent inaccessibles et devraient faire l'objet d'une restauration intégrale en 2020.

Étiolles

Le samedi 9 juin 2018, à la médiathèque Albert-Camus d'Évry, l'écrivain Jean Rouaud a présenté son dernier ouvrage *La splendeur escamotée de frère Cheval* qui lui a été inspiré par la pierre gravée mise au jour sur le site archéologique d'Étiolles en 2000.
Du 16 juin au 3 septembre 2018, le musée d'archéologie national de Saint-Germain-en-Laye a exposé divers objets issus des fouilles du campement magdalénien d'Étiolles parmi lesquels le précieux galet gravé avec un motif de cheval.
M. Neveux a organisé le 15 septembre 2018, une journée sur le thème « La présence des Dominicains à Étiolles » avec visite extérieure du Saulchoir, la ferme et le lavoir et exposition de photos anciennes à la salle des mariages de la mairie.
L'association Arkéa media a organisé les portes ouvertes du site archéologique d'Étiolles les 16 et 17 juin 2018

Étréchy
Les 12 et 13 octobre se sont tenues à l'espace Jean-Monnet, des journées d'études « Deux jours pour vous dire : La Grande Guerre en Essonne » organisées par les Archives départementales de l'Essonne.

Évry
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, le Tribunal de Grande Instance d'Évry a ouvert ses portes.

Forges-les-Bains
La Fondation du Patrimoine soutient la restauration de l'église Notre-Dame-de Forges-les-Bains. Cette église du XII[e] siècle, en pierre meulière, a besoin d'importants travaux de restauration pour redevenir le lieu de culte et de rassemblement de la commune de Forges-les-Bains. L'église Notre-Dame se compose d'un vaisseau principal auquel est accolé un bas-côté au sud. Ce vaisseau se divise en cinq travées de nef à l'ouest et deux travées de chœur à l'est. Elle possède un clocher en grès couvert d'une toiture à bâtière qui surplombe la cinquième travée occidentale. La chapelle de la Vierge se trouve à l'extrémité orientale du bas-côté et l'entrée, protégée par un porche, se fait par le sud surplombé par une large baie en anse de panier du XV[e] siècle. L'église a notamment besoin de réviser et restaurer les charpentes et les couvertures extérieures, mais elle exige surtout une restauration intérieure des voûtes, des élévations, des sols et une révision des menuiseries. (Site de la Fondation du Patrimoine).

Gif-sur-Yvette
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, se tenait au château de l'Ermitage un hommage à Juliette Adam « Juliette Adam et les fantômes de l'Abbaye ». Le château du Val-Fleury a accueilli, le 28 avril 2019, une exposition de clichés du photographe Pierre Jamet qui a notamment immortalisé les pensionnaires des premières auberges de jeunesse ouvertes dans les années 1930 dont celle de Boissy-la-Rivière et celle de Villeneuve-sur-Auvers.

Gometz-la-Ville
Pour les Journées du Patrimoine de septembre 2018, le village a proposé une grande manifestation pour présenter de manière vivante l'évolution de la vie agricole et rurale de Gometz et des environs depuis la première moitié du XX[e] siècle.

Gometz-le-Châtel
Le 1[er] juin 2018, s'est tenue à la médiathèque une soirée « Dans les pas de Charles Péguy » : Une incitation à randonner sur le Chemin Charles Péguy.

Grigny
Pour les Journées du Patrimoine de septembre 2018, la ville proposait une découverte du patrimoine artistique et architectural du grand ensemble de la Grande Borne, spécialement du quartier des Patios.

Igny
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est tenue une exposition «À la découverte de l'histoire de l'église Saint-Pierre».

Juvisy
A l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, l'observatoire ouvrait ses portes pour une visite du parc de l'observatoire, le cadran solaire, la tombe de Camille Flammarion.

Lardy
À l'occasion des journées du patrimoine de septembre 2018, était organisée une visite conférence du Parc Boussard, créé en 1927 par l'architecte Joseph Marrast.

Linas
À l'occasion d'un diagnostic réalisé en amont d'un projet d'aménagement de logements sociaux, à l'emplacement d'une casse automobile, l'Inrap a mis au jour les vestiges d'une ancienne auberge de voyageurs, construite au XVIII[e] siècle. L'auberge bordait l'ancienne voie qui reliait Paris (40 km) à Orléans dont le tracé a été repris par la nationale 20. De l'ancienne auberge, les archéologues ont pu dégager le sol en tomettes avec les traces de l'ancienne cheminée, une cave, le sol pavé (intact) de l'ancienne cour et les fondations d'une porte cochère. L'auberge était implantée dans un ensemble de bâtiments qui assuraient également les fonctions d'une ferme. Autour de la cour pavée, différents espaces ont été mis au jour tels que les écuries, les étables et un enclos à cochons. À l'intérieur d'un bâtiment à l'ouest, l'équipe Inrap a retrouvé la fondation d'un pressoir à vin. L'auberge était entourée de vignes et ce pressoir semble indiquer qu'elle produisait elle-même le vin destiné aux voyageurs qui venaient y faire étape. Le pressoir est abandonné en 1825, et remplacé par une forge entre 1882 et 1910. L'espace a été occupé par un charron qui devait s'employer à la réparation des roues des charrettes, carrioles et véhicules divers qui circulaient sur cette voie, sans doute très fréquentée. Le site a livré une abondante quantité de mobilier en verre, des bouteilles et de très beaux verres à vin et à liqueur, ainsi que divers outils en fer dont certains servaient à réparer les roues (INRAP).

Longpont-sur-Orge
La basilique Notre-Dame-de-Bonne-Garde de Longpont-sur-Orge a obtenu un financement du Loto du patrimoine pour l'année 2019. L'an dernier, le domaine de Méréville avait reçu cette aide. La priorité des travaux envisagés est de restaurer le portail de la façade ouest, dont la pierre s'effrite.
En juin 2019, dans le cadre de la fête du Coquelicot, la commune organisait conjointement avec le club photo de Longpont une exposition photo sur le riche patrimoine de Longpont.

Maisse
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, a été présentée la rénovation de l'horloge de l'église.

Massy
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, était organisée une visite guidée du Campus Safran, au Château de Vilgénis. Ouvert en 2014, le campus Safran s'est intégré dans le parc de Vilgénis ayant appartenu à la famille de Condé puis à Jérôme Bonaparte, frère cadet de Napoléon I[er].

Le CFA des métiers de l'aérien, installé sur le site du château de Vilgénis, a quitté les lieux en juin 2019. Le Centre d'instruction d'Air France y avait ouvert ses portes en 1949.

Mennecy

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, était proposée une visite guidée du réseau hydraulique ancien construit au XVII[e] siècle pour alimenter le château de Villeroy.

En janvier 2019, ont commencé des grands travaux de rénovation sur les bâtiments dits des orangeries du domaine de Villeroy.

Méréville

Le parc de Méréville fait désormais partie des 428 jardins labellisés « jardin remarquable » en France. Décerné par le ministère de la Culture, ce label de qualité distingue les jardins qui offrent un intérêt historique avec des éléments remarquables tels que les fabriques ou l'architecture végétale. Ce label récompense le travail exceptionnel réalisé par le département de l'Essonne pour mettre en valeur ce chef-d'œuvre de l'art des jardins du XVIII[e] siècle.

À l'occasion des Journées européennes du Patrimoine 2018, le château de Méréville, propriété du conseil départemental de l'Essonne depuis décembre 2000, a connu une animation exceptionnelle avec la présentation des fac-similés des peintures d'Hubert Robert et de l'ouvrage de Gabriel Wick et Éric Sander *Domaine de Méréville, renaissance d'un jardin*.

Le 14 octobre 2018, Annick Delorme a donné une conférence sur Hubert Robert.

En avril et mai 2019, s'est tenue l'exposition « Narcisse Berchère : le peintre d'Étampes peint sa ville à travers l'Orient » au centre culturel du Mérévillois.

Milly-la-Forêt

Au mois de mars 2019, la Région Île-de-France a accepté à l'unanimité la donation de la Maison Jean Cocteau à la Région.

En juin 2019, avec la réouverture de la Maison, est présentée la belle exposition « Jean Cocteau. Dessins d'une vie. Du Centre Pompidou à Milly-la-Forêt ».

Les Molières

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, s'est tenue une animation « Conversations autour de Raphaël Lardeur (1890-1967) ». Lardeur est le maître-verrier, auteur des vitraux de l'église Sainte-Marie-Madeleine.

Mondeville

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, ont été inaugurés les nouveaux vitraux de l'église Saint-Martin.

Montgeron

En février 2019, après trois ans de procédure, la ville a annoncé l'inscription du Moulin de Senlis au titre des Monuments historiques. La commune a fait l'acquisition du domaine en 2018.

Montlhéry

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, en

novembre 2018, la Maison du Patrimoine a accueilli une exposition dédiée aux Montlhériens mobilisés durant la Grande Guerre.
« Un pan du bourg de Montlhéry de la période médiévale à nos jours : premiers résultats, perspectives de recherche et méthodologie » faisait l'objet d'une communication de Laure Cissé (Inrap) lors des Journées archéologiques d'Île-de-France des 23 et 24 novembre 2018 à Créteil.
Le 28 août 2019, une visite commentée de la tour sur le thème « Le passé médiéval de Montlhéry » a été organisée par l'office de tourisme « Destination Paris-Saclay ».

Morangis
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, la commune proposait un circuit « Balade Mystère de Morangis » à la découverte des personnalités de Morangis (lieux, noms de rues, bâtiments).

Morsang-sur-Orge
Une nouvelle statue de métal d'un poids de 300 kg dénommée Gaîa a été inaugurée en janvier 2019 au rondpoint de la Gribelette. Cette étonnante statue a été malheureusement percutée par un chauffeur ivre deux mois plus tard.

Ollainville
La Fondation du Patrimoine soutient le projet de restauration de la « Maison du jardinier », implantée dans le parc du château d'Ollainville. L'enduit rocaillé, la toiture en zinc et les couvertures en ardoises reflètent le style néo Louis XIII, faisant de ce bâtiment une vraie réussite architecturale. L'association Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL) souhaite réhabiliter cette maison afin d'y créer deux logements d'insertion pour des personnes en grande précarité et privées de logement. Cette maison de caractère a été construite dans l'esprit du château d'Ollainville construit en 1859. Après diverses ventes, le château a été racheté par le ministère de l'Éducation nationale en 1948. Depuis, le domaine est devenu un Établissement régional d'enseignements adaptés. La maison est située sur une parcelle d'une surface de 739 m² dans le parc du château. Elle appartenait à la commune et était occupée par le jardinier du château. La Maison du jardinier est extrêmement dégradée. Les travaux visent à restaurer l'ensemble de la bâtisse sans dénaturer l'esprit de construction du château d'Ollainville ni les existants. (Site de la Fondation du Patrimoine)

Oncy-sur-École
L'église Saint-Martin figure dans la liste des 30 premiers sites franciliens labellisés « Patrimoine d'intérêt régional » votée lors de la Commission permanente du Conseil régional le 4 juillet 2018.

La Fondation du Patrimoine a soutenu la restauration de l'église d'Oncy. Après une première tranche de travaux qui s'est achevée en 2016 pour restaurer la toiture, le clocher et les murs extérieurs en 2018, il a fallu entreprendre la rénovation de l'intérieur de l'édifice. L'église Saint-Martin, édifiée au XIIe siècle, est l'une des plus anciennes du département de l'Essonne. De l'époque médiévale, nous pouvons toujours admirer le chœur roman, l'abside en cul de four structurée par trois arcs en plein cintre d'une audace architecturale rare pour les constructeurs de cette période.

La nef plafonnée en berceau a été rajoutée aux XVe-XVIe siècle, le mobilier et les boiseries sont également remarquables.

À cause de l'humidité qui s'était accumulée avant la première tranche de travaux, la voûte en plâtre de la nef menace de tomber ainsi que les fresques qui ornent le cœur et la nef sont gravement endommagées. Après l'examen approfondi de l'architecte du Patrimoine, il a été décidé de la restauration de la voûte de nef, la restauration des pignons intérieurs est et ouest, la révision des murs de la nef avec restauration des litres.

L'inauguration de l'église restaurée a eu lieu en novembre 2018. Par ailleurs la commune a été lauréate du concours « Les rubans du Patrimoine » en 2019 pour la restauration de l'église Saint-Martin dans la catégorie « Commune de moins de 3 500 habitants ».

Les travaux sur la toiture ont permis de faire apparaître la charpente et le dessus de la voûte de la nef, celle-ci étant faite de plâtre appliqué sur un lattis bois suspendu. Le décrépissage des murs extérieurs a dévoilé dans le mur nord un orifice à taille humaine qui avait été bouché. Certainement l'emplacement de la porte des morts. Le bâtiment avait beaucoup souffert des infiltrations d'eau. On réalisa un assainissement qui offrit une surprise : sur une distance d'environ 4,20 mètres, en bout de la nef, les fondations étaient non seulement différentes, mais plus consistantes, preuve d'un agrandissement du bâtiment. C'était la confirmation de ce que laissait supposer l'aspect du mur sud. Le deuxième chantier s'attaqua à l'intérieur. L'électricité n'était plus aux normes, et les peintures, attaquées par l'humidité, avaient perdu de leur éclat.

Ces peintures avaient été découvertes, par hasard, lorsque M. Bosc-Bierne, maire d'Oncy à l'époque, décida au début des années 1960 de rouvrir l'ancien portail latéral, de boucher la petite entrée du fond et de retirer son auvent, de détruire la sacristie qui étaient une verrue. Elles étaient sous un enduit blanc qui les avait protégées et qu'il fallut retirer délicatement. Ces peintures permirent de dater la construction du chœur (fin XIe siècle). (Maurice Gelbard et site de la Fondation du Patrimoine).

Orsay

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, la ville a organisé la visite guidée de l'église d'Orsay et la visite commentée de la Clarté-Dieu, les bâtiments et le parc.

Autour du LINAC (l'accélérateur linéaire), s'est tenue une exposition sur les instruments, découverte, production et détection de particules dont une détection de rayons cosmiques par chambre à étincelle. Le LINAC, classé monument historique, est visible en extérieur, bâtiment 100 sur le campus de la faculté d'Orsay.

L'office de tourisme « Destination Paris-Saclay » organisait une visite commentée du Temple de Gloire.

Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, en novembre 2018, la salle Grande Bouveche a accueilli une exposition dédiée aux Orcéens mobilisés durant la Grande Guerre.

Roinville-sous-Dourdan
Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, en novembre 2018, la salle Saint-Denis a accueilli une exposition dédiée aux Roinvillois mobilisés durant la Grande Guerre

Saint-Chéron
Dans le cadre de la commémoration du Centenaire de l'armistice de 1918, s'est tenue à l'écomusée une exposition « Parcours des 82 soldats saint-chéronnais morts pour la France ».

En décembre 2018, l'écomusée a accueilli une exposition sur le peintre décorateur Pierre Luc Ciceri qui vécut à Saint-Chéron. C'est dans sa maison sise au 5, rue Lamoignon qu'il mourut en 1868.

Saint-Germain-lès-Corbeil
Du samedi 15 septembre au samedi 20 octobre 2018, à l'espace culturel Victor-Hugo, le GERAME (Groupement Études Recherches Archéologiques Melun-Sénart Essonne), organisait une exposition « 30 ans de découvertes archéologiques en Brie méridionale ».

Saint-Maurice-Montcouronne
Dans le cadre de la commémoration du centenaire de l'Armistice de 1918, s'est tenue à la mairie une exposition « Nos soldats de Saint-Maurice de 14-18 morts pour la France ».

Saint-Michel-sur-Orge
Le Hall Prouvé de Villagexpo (Constructions préfabriquées à façades-rideaux) figure dans la liste des 30 premiers sites franciliens labellisés « Patrimoine d'intérêt régional » votée lors de la Commission permanente du Conseil régional le 4 juillet 2018.

Sainte-Geneviève-des-Bois
En 2018 la statue de sainte Geneviève (bois polychrome) datée du XVIIe siècle et conservée dans l'église de Sainte-Geneviève-des-Bois a fait l'objet d'une restauration.
Le 25 janvier 2019 l'hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse a organisé une journée autour des 150 ans de l'hôpital avec conférences et visite guidée du site aujourd'hui pratiquement désaffecté.

Soisy-sur-École
Le 14 septembre Amélie Boisnard a donné une conférence de restitution de l'inventaire du patrimoine bâti du village agrémentée d'une exposition photo sur le patrimoine bâti du village.

Soisy-sur-Seine
À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, était proposée une visite guidée du barrage et des écluses d'Évry.

Le Val-Saint-Germain
Une partie du château du Marais est maintenant ouverte pour des visites privées.

Vauhallan

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, l'abbaye Saint-Louis-du-Temple ouvrait ses portes pour des visites guidées. Musée historique : souvenirs de Louis XVI et de la famille royale au Temple et de Louise Adélaïde de Bourbon Condé, fondatrice du Monastère. Musée de Mère Geneviève Gallois moniale artiste de renommée internationale. Église abbatiale : vitraux, chemin de croix de Mère Geneviève.

Suite à ma présentation d'Histoires Gourmandes, au forum de Villebon, le 27 janvier 2018, l'association Linas Patrimoine et Tradition m'a fait découvrir la Tomate Perdrigeon, dite aussi « Belle de Massy », citée en 1904 dans « Les plantes potagères » de Vilmorin-Andrieux. Dans le cadre de la Fête de la Gastronomie- Goût de France 2019, les tomatophiles ont pu découvrir quelques graines retrouvées de Perdrigeon, tomate devenue très rare, lors de l'exposition « Cabinet de Curiosités Gourmandes » au Syndicat d'Initiative de Vauhallan, le samedi 23 mars 2019. Renée Delattre présidente.

Vayres-sur-Essonne

En février 2019, un nouveau lieu de promenade a été inauguré tout près du site de la plus ancienne cressonnière de l'Essonne. Les étangs ont été acquis par la municipalité en 2008.

Verrières-le-Buisson

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, était organisée une visite guidée de l'Arboretum de Vilmorin ainsi qu'une présentation commentée autour de l'Herbier Vilmorin.

En juin 2019, la maison Artcurial à Paris a organisé la vente aux enchères de la « collection intime et inédite d'André Malraux ». Beaucoup des objets mis en vente constituaient le quotidien d'André Malraux à Verrières-le-Buisson parmi lesquels son bureau. Malraux a résidé chez Vilmorin, à Verrières, de 1969 jusqu'à sa mort le 23 novembre 1976.

Vert-le-Grand

En décembre 2018, soit un an après sa restauration, le tableau « La Vierge à l'Enfant entre deux musiciens » a repris sa place dans l'église Saint-Germain. Selon une tradition locale, rapportée dans l'inventaire de 1906, ce tableau proviendrait du maître-autel du château de Beaurepaire (à Lisses) et aurait été donné par la famille de Montaran.

En 2014, des fouilles archéologiques préventives ont été effectuées sur une partie du terrain de l'écosite de Vert-le-Grand/Écharcon. Des traces d'occupation qui s'étalent du Paléolithique au IVe siècle après J.-C. y ont été découvertes. Parmi les objets mis à jour des vases, des céramiques et des objets en métal. En juin 2019 une exposition archéologique s'est tenue à l'auberge du Pavillon autour de ces fouilles.

Videlles

La Fondation du Patrimoine soutient la restauration de l'église Saint-Léonard de Videlles. Elle se compose de deux nefs parallèles très sobres qui se terminent par un chevet à fond plat. La nef principale, divisée par un grand arc, possède plusieurs

grandes baies lui apportant une exceptionnelle luminosité douce et chaude. Le clocher, en grès du XII[e] siècle, est impressionnant, massif et trapu. Au XV[e] siècle, il fut rehaussé de quelques mètres, coiffé d'une élégante toiture à quatre pignons avec gargouilles, les ouvertures étant habillées à la mode du temps. La seconde souscription est orientée vers l'étanchéité en toiture d'une part, et d'autre part sur la réhabilitation de la sacristie. (Site de la Fondation du Patrimoine).

Viry-Châtillon

En décembre 2018, le lavoir du vieux Viry (rue Horace de Choiseul) a reçu le label « patrimoine d'intérêt régional ». Des travaux de rénovations sont prévus par la suite.

En mars 2019, la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France a attribué le label « Patrimoine d'intérêt régional » au bâtiment du mess des officiers de l'ancien aérodrome de Port Aviation.

Wissous

À l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 2018, était organisée une visite guidée exceptionnelle des ateliers et du Poste de Commande Centralisé ORLYVAL (mise en service en 1991).

Yerres

La rénovation totale de l'imposant château des Budé, situé en plein cœur du centre-ville, a débuté début septembre 2018 sous la direction de l'architecte Patrice Girard du cabinet Lagneau.

Les 20 années de travaux voués à la réhabilitation de la Maison Caillebotte sont enfin arrivées à leur terme ! Les visiteurs peuvent désormais jouir du lieu où a vécu le célèbre peintre Gustave Caillebotte entre 1860 et 1879, et où il peignit près de 580 tableaux et dessins. Entièrement rénovée, la magnifique demeure à l'italienne, permet d'accéder à son atelier, aux salons, à la salle à manger, à la salle de billard entièrement redécorés et remeublés comme à l'époque du peintre. À l'étage, il est possible de découvrir le mobilier original dans la véritable chambre de l'artiste. Côté jardin, les visiteurs peuvent profiter des 11 hectares pour voyager : du casin italien à l'orangerie en passant par le kiosque oriental, l'exèdre ou encore le coin des statuaires grecques… Les visiteurs peuvent peut-être retrouver quelques vues et paysages présents dans 90 des œuvres du maître. La propriété est désormais partenaire du réseau « Destination Impressionnisme ».

De juin à octobre 2019, s'est tenue à la Maison Caillebotte l'exposition « Dans l'atelier du peintre au XIX[e] siècle » une quinzaine d'œuvres, dont près de la moitié a été réalisée par Gustave Caillebotte.

Toutes demandes de renseignements peuvent être adressées à :

Société historique et archéologique de l'Essonne et du Hurepoix
Archives départementales de l'Essonne
38, rue du Commandant-Arnoux
91730 Chamarande

www.sha-essonne-hurepoix.fr

Cotisation annuelle (2019) :

membre ordinaire : 30 €
membre bienfaiteur : 35 €

Tous les chèques doivent être libellés à l'ordre de la SHAEH

C.C.P. de la Société : Paris 1508-40 M

Achevé d'imprimer en décembre 2019
sur les presses de

l'Imprimerie La Familiale
3 bis, rue Saint-Antoine - 91150 Étampes

Imprimé en France

LISTE DES PUBLICATIONS DISPONIBLES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ESSONNE ET DU HUREPOIX

BULLETINS

Année 1973	Année 1980	Année 1990	Année 2000	Année 2010
Année 1975	Année 1981	Année 1991	Année 2001	Année 2011
Année 1976	Année 1982	Année 1992	Année 2002	Année 2012
Année 1977	Année 1984	Année 1993	Année 2003	Année 2013
Année 1978	Année 1985	Année 1994	Année 2004	Année 2014
Année 1979	Année 1986	Année 1995	Année 2005	Année 2015
	Année 1987	Année 1996	Année 2006	Année 2016
		Année 1998	Année 2007	Année 2017
		Année 1999	Année 2008	Année 2018
			Année 2009	

Les bulletins antérieurs à 2000 sont soldés à 15 €. Le prix est de 20 € pour les autres. Les frais d'expédition sont compris.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

XI - Louis BRUNEL, *Juvisy au XVIIIe siècle. - Le détournement du Pavé royal de Lyon. Ses conséquences économiques et humaines,* 1975, 178 p., 20 pl., 10 €

XII - J.-M. MORICEAU, *La population du Sud de Paris aux XVI et XVIIe siècles* et P. DUMONTIER, *L'oppidum de Champlan,* 1979, 85 p., 22 pl,, 10 €

XIII - J. GAUCHET, *Un notable à Brunoy au début du XIXe siècle : le général-ambassadeur Antoine Dupont-Chaumont, 1759-1838,* 1983, 74 p.. 10 pl., 10 €

XIV - J. DELIVRE, *L'immigration dans le doyenné d'Étampes après la Guerre de Cent Ans* et J.-P. CROCY, *L'Hôtel-Dieu d'Étampes de 1695 à 1789,* 1988, 143 p.. 26 ill., 10 €.

XV - *S. BIANCHI, La déchristianisation dans le district de Corbeil, 1793-1799,* 1990, 160 p., 27 ill.. 10 €

XVI - S. LEFÈVRE, L'aménagement du Sud de l'Île-de-France par les établissements *religieux. XI-XIIIe siècles,* 1993, 160 p., 23 ill., 10 €

XVII - *Archéologie et Numismatique. Miscellanées* (D. GIGANON, *Archéologie aérienne au sud-ouest de Paris ;* Y. TABORIN, *Identification du territoire exploité par chaque groupe magdalénien d'Étiolles ;* V. GOUSTARD et D. ORSSAUD, *Diagnostics archéologiques aux « prisons de Montlhéry » ;* G. NIQUET, *Nouveau regard sur les monnaies d'Étampes),* 1998, 96 p., 53 ill., 10 €

XVIII - Louis BRUNEL, Vincent DUVAL (1722-1807), *un curé de Corbeil dans la tourmente. Contribution à l'histoire du Jansénisme et de la Révolution,* 2005, 106 p.. 6 ill., 10 €

XIX - Jean-Marie FAYE, Nicole GOUTRAY, France LÉOTARD, Gérard LEROY, Jacqueline & Jean-François MELON, Dominique NOTTEGHEM, *Histoire de l'enseignement en Essonne sous l'Ancien Régime,* 2008, 212 p., 26 ill., 20 €

XX - Élise BAILLIEUL (dir.), *Art et Architecture à Étampes au Moyen Âge,* 2010, p. 197, 145 ill., 20 €

XXI - Alain BÉNARD, *Les mégalithes de l'Essonne,* 2012, 120 p., 80 ill., 20 €

XXII - Jean-Marie BREMARD, Pierre GAILLARD, Maurice GELBARD, Gérard LEROY, Dominique NOTTEGHEM, Françoise PAYEN, Jean-Pierre QAEGEBEUR, Maïté ST ÉPANSKI, *L'Essonne, un berceau de l'aviation*, 2013, 167 p., 99 ill., 20 €. Coédition avec l'UTL.

XXIII - Michel CRABOL, Jacques HUARD, Gérard LEROY, Roland MELKIOR, Jean-Paul RUELLE, Jean-Marc WAREMBOURG, *Histoire de la vigne et du vin,* 2016, 242 p., 78 ill., 20 €. Coédition avec l'UTL.

XXIV - Michel AMAURY, Dominique BASSIÈRE, Serge BIANCHI, Pierre CATHALA, Jacques GÉLIS, Gérard GUELDRY, Jean-Jacques IMMEL, Annie JACQUET, Michel RIMBOUD, *L'Essonne au XVe siècle, Colloque du 7 novembre 2015, Montlhéry*, 2017, 128 p., 30 ill., 20 €

XXV - Nicole BARBARIN, Jean-Marie BREMARD, Jean-Marie FAYE, Gérard LEROY, France LEOTARD, Jacqueline MÉLON, Dominique NOTTEGHEM, *Châteaux disparus en Essonne, 2019,* 312 p., ill., 20 €. Coédition avec l'UTL.

LIVRET DU CENTENAIRE (1996, 88 p., 23 ill.) : 7 €

TABLE GÉNÉRALE 1895-2004 (1989, 1997 et 2006, 70 p. + 20 p. + 20 p.) : 10 €

C.C.P. de la Société : Paris PA 1508-40 M

ESSONNE ET HUREPOIX
ANNÉE 2018 – BULLETIN N° 88
TABLE DES MATIÈRES

VIE DE LA SOCIÉTÉ : Assemblée générale du 2 juin 2018 à Saint-Cyr-sous-Dourdan 3

THIÉBAUD (François) : Le château de Bandeville à Saint-Cyr-sous-Dourdan. Hier et aujourd'hui 7

THIÉBAUD (François) : Une femme collectionneuse au XVIII[e] siècle, Marie-Anne Catherine Bigot de Graveron, Présidente de Bandeville 19

LÉGER (François) : Boscary de Villeplaine (1757-1827), Financier, royaliste et châtelain de la Grange-du-Milieu (Yerres) 39

GATINEAU (Frédéric) : Une plaque à double inscription conservée dans l'église de Blandy 53

BIANCHI (Serge), CONTREPOIS (Sylvie) : La papeterie Darblay à Corbeil et Essonnes. Essai d'histoire de l'entreprise, des origines à la patrimonialisation ...61

VERHAEGHE (Virginie) et GATINEAU (Frédéric) : Un plan inédit de la ville de Corbeil (vers 1787) 97

GINESTE (Bernard) : Les hunes des cloches de Saint-Vrain 103

GATINEAU (Frédéric) : Travaux et aménagements dans les églises de l'Essonne au cours du XVIII[e] siècle. Chapitre III. La partie essonnienne relevant de l'ancien diocèse de Paris, 1695-1790. L'archidiaconé de Josas, l'ancien doyenné de Montlhéry (suite) 113

SALVON (Philippe) : Corbeil-Essonnes et la Seine, d'une rive à l'autre, d'hier à aujourd'hui 135

IN MEMORIAM 145

BIBLIOGRAPHIE ESSONNIENNE 147

VIE ET PUBLICATIONS des associations historiques essonniennes (2018-2019) 165

CHRONIQUE D'ART ET D'ARCHÉOLOGIE ESSONNIENNE (2018-2019) 177

DRAC
Essonne LE DÉPARTEMENT — TERRE D'AVENIRS —